

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2013

Baromètre IRSN
La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

2013

Baromètre IRSN
La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**
Juin 2013

OBJECTIFS

L'IRSN a retenu la pratique des enquêtes pour suivre les opinions des Français au sujet des risques liés à la radioactivité. Les résultats des sondages réalisés sont restitués annuellement dans le Baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité, créé en 1990 sous sa forme actuelle.

Ce suivi des opinions offre, à tous les acteurs qui contribuent à la maîtrise et à la gestion du risque nucléaire, des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information.

Le questionnaire de l'enquête de l'édition 2013 du Baromètre IRSN est très proche de celui de l'an passé afin de mesurer les évolutions notamment des résultats relatifs aux questions concernant l'accident nucléaire de Fukushima-Daiichi. Quatre nouvelles questions ont été introduites cette année dans l'édition du Baromètre IRSN, dans l'objectif de recueillir les attentes des Français sur le débat national concernant la transition énergétique.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2013 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 22 octobre au 7 novembre 2012 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 005 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'INSEE des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

MARIE-HÉLÈNE EL JAMMAL — Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

EMMANUELLE MUR — Bureau de la communication stratégique et scientifique, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

FRANÇOIS ROLLINGER — Responsable du Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

MATTHIEU SCHULER — Directeur de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

4-11

RÉSULTATS SAILLANTS

170-179

ANNEXES

Description de l'échantillon

Questionnaire

Enquêtes IRSN

12-27

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

14-17

1.1 — Le plus préoccupant
dans la société actuelle

18-21

1.2 — Le plus préoccupant
pour l'environnement

22-27

1.3 — La science dans
les préoccupations des Français

28-61

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

30-33

2.1 — Qui doit contrôler
une installation à risques ?

34-45

2.2 — Le rôle et l'image
des experts scientifiques

46-55

2.3 — La diffusion et le partage
de l'expertise scientifique

56-61

2.4 — La perception
des structures pluralistes

62-117

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 33 SITUATIONS
À RISQUES

66-77

3.1 — Les risques auxquels
les Français se sentent exposés

78-87

3.2 — La confiance accordée
aux autorités par les Français
pour les protéger

88-103

3.3 — La vérité des informations
sur les dangers

104-117

3.4 — La hiérarchie des 33 situations
selon 3 aspects et leur lien avec
l'acceptabilité des installations

118-157

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE
NUCLÉAIRE

120-133

4.1 — Le risque nucléaire

134-153

4.2 — La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire

154-157

4.3 — Le débat sur la transition
énergétique

158-169

PARTIE 5

LA PERCEPTION
DE L'ACCIDENT
DE FUKUSHIMA

Les Français sont de plus en plus inquiets face à la crise économique. Le Baromètre IRSN, comme de nombreuses enquêtes ou sondages de l'année 2012, le montre : les préoccupations premières des Français sont avant tout économiques et sociales.

C'est dans ce contexte que le Baromètre fait apparaître des risques industriels perçus comme moins élevés, une confiance aux autorités plus grande et une crédibilité des informations accrue.

L'accident de Fukushima-Daiichi semble s'estomper dans les esprits mais laisse des traces spécifiques au niveau de la confiance des populations dans les actions publiques.

LA CRISE ÉCONOMIQUE S'INCRUSTE DANS LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS

Les sujets socio-économiques s'imposent comme préoccupations majeures des Français

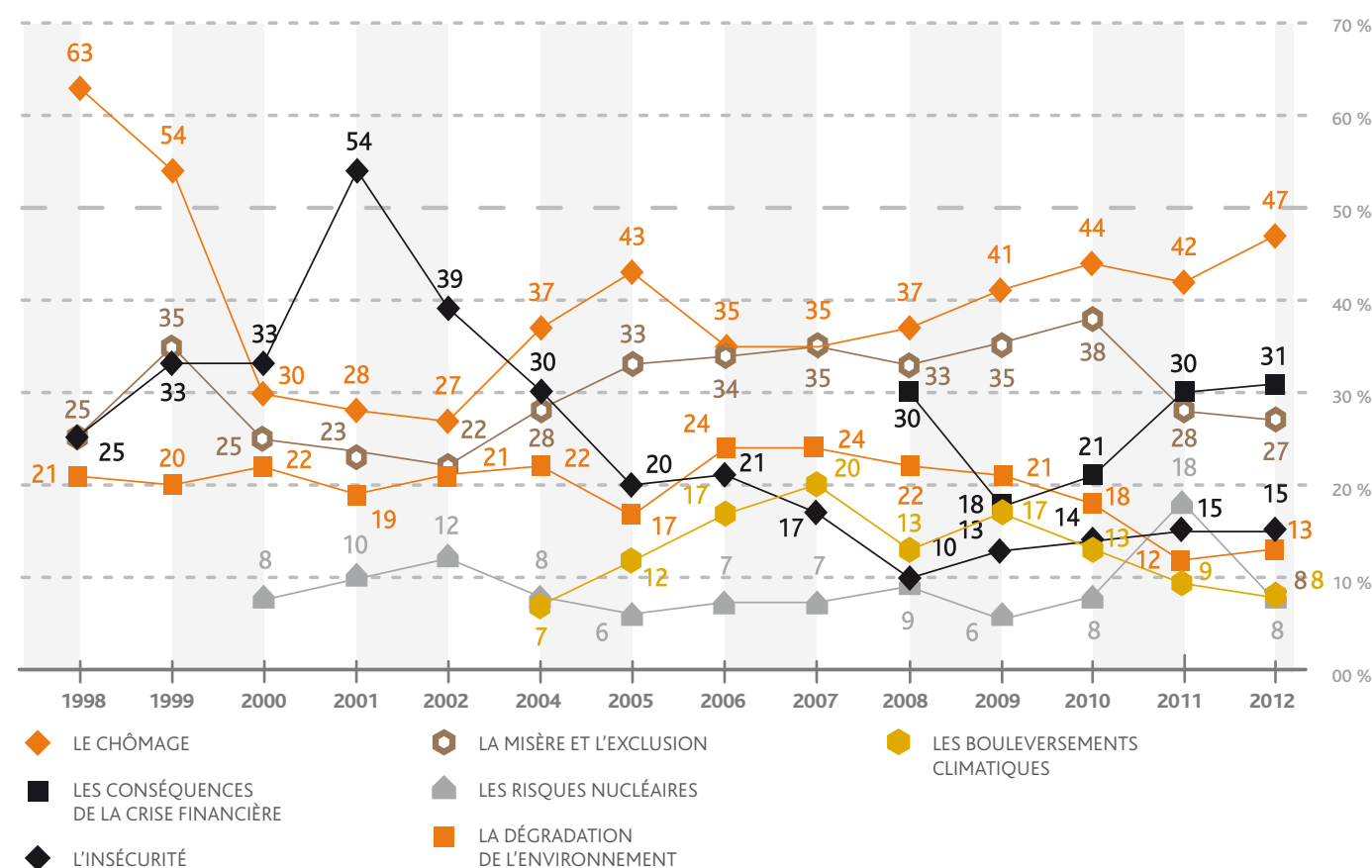
Depuis 2008, avec l'apparition de la crise financière internationale et sa concrétisation dans la vie quotidienne des Français, les questions économiques et sociales occupent le sommet des préoccupations des Français ; elles continuent à progresser dans cette édition du Baromètre IRSN.

De manière spécifique, le chômage occupe, quant à lui, le devant de la scène de manière quasi constante depuis près de 15 ans. En octobre 2012, environ la moitié des Français (47 %) le placent soit en 1^{er}, soit en 2^e position de leurs préoccupations, avec un taux en progression de 10 points

depuis 2008. Après le chômage, 31 % jugent préoccupantes les conséquences de la crise financière, un taux également en progression. La misère et l'exclusion arrivent en 3^e position en termes de préoccupation, citées par 27 % des Français. Cette insécurité économique et sociale s'accompagne d'un renforcement du sentiment d'insécurité (+ 5 points depuis 2008) qui reste cependant très en deçà du pic atteint en 2011 après les attentats du 11 septembre du World Trade Center à New York. Corrélativement, les risques d'autre nature deviennent moins prégnants. En particulier, les risques nucléaires retrouvent leur niveau historique, de l'ordre de 8 %.

À la question « En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? », la personne interrogée choisit deux problèmes parmi une liste de préoccupations. Le graphique ci-dessous présente les résultats cumulés correspondant à la somme des premier et second choix.

Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998. Ne figurent pas sur ce graphique « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « les toxicomanies » (drogue, alcoolisme, tabagisme), qui récoltent de manière constante environ 5 % de réponses cumulées pour les deux premiers et autour de 10 % pour le dernier.



1. Somme des réponses citées pour le chômage, les conséquences de la crise financière et l'exclusion.

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

Face à la crise économique, les Français placent les questions environnementales au deuxième plan de leurs préoccupations. Toutefois, ils restent vigilants quant aux risques pour leur environnement proche et leur santé

Lorsque la balance penche toujours plus du côté des sujets socio-économiques, les Français apparaissent de moins en moins sensibles aux questions environnementales. En 2007, « les bouleversements climatiques » et « la dégradation de l'environnement » représentaient 44 % des réponses cumulées dans la hiérarchie des préoccupations. En octobre 2012, ils ne sont plus que 21 %, tout comme l'an passé. Notons l'arrivée à une place notable dans le classement des risques liés aux actes médicaux dans ce contexte (nouvelle formulation de la question du Baromètre, précédemment centrée sur la grippe H1N1).

Pour autant, cette édition du Baromètre IRSN montre que, lorsqu'ils sont interrogés spécifiquement sur les questions environnementales, les Français continuent à être très attentifs aux risques en lien avec leur environnement proche ainsi que pour leur santé : environ 60 % jugent élevés ou très élevés les risques liés aux pollutions des lacs, des rivières et des mers, de l'air ou des sols (seul le trou de la couche d'ozone y échappe, sans doute du fait des actions entreprises). Ils sont également 60 % environ à juger les risques liés aux pesticides comme élevés ou très élevés, tout comme ceux liés aux OGM qui les inquiètent de plus en plus. L'interdiction dans les champs français depuis 2008 n'y change rien : cette année, 47 % considèrent que les OGM sont à risques élevés ou très

élevés. Ce taux record peut s'expliquer par la parution en septembre 2012 d'une étude menée en France à l'université de Caen qui affirme que la consommation de maïs OGM de la firme Monsanto provoque des effets dommageables pour la santé. Tout comme pour les pesticides, leur présence éventuelle dans leur alimentation et leur impact sur les écosystèmes inquiètent les Français.

La crise économique n'a pas détourné leur attention de ces sujets sensibles, et elle les a relativisés à court terme. C'est ce qu'illustrent les questions sur le débat national sur la transition énergétique dans les recommandations à venir à l'issue de ce débat. Les Français souhaitent voir pris en compte prioritairement l'impact climatique et environnemental (43 %), juste après les risques d'accidents graves (47%). Les aspects économiques comme le coût de revient de l'énergie, la garantie d'approvisionnement et l'indépendance énergétique ainsi que la maîtrise de la consommation d'énergie sont nettement moins cités (un peu plus de 20 %).

UNE PERCEPTION DES RISQUES INDUSTRIELS QUI S'AMÉLIORE EN 2012

Les résultats de cette année sont en rupture avec ceux des éditions précédentes du Baromètre IRSN, qui montraient une stabilité remarquable de l'opinion sur les risques. Pour la première fois, l'inquiétude sur les situations à risques recule globalement et significativement pour un grand nombre d'entre elles. Sur les 33 situations à risques étudiées dans les éditions du Baromètre IRSN, celles qui enregistrent les plus fortes variations concernent les risques industriels. Les chiffres évoluent de 7 à 10 points par rapport à octobre 2011 : le risque est perçu comme moins élevé, plus de confiance est accordée aux autorités dans leurs actions de protection et la crédibilité des informations diffusées est plus grande.

Cette évolution sensible concerne les activités nucléaires comme les autres risques (les installations et les déchets chimiques, les incinérateurs de déchets ménagers). Les acteurs de la gestion des risques pourraient y voir une reconnaissance de leurs efforts faits en matière de prévention et d'information sur ces risques. Le caractère global de ce résultat doit amener à rester prudent et s'interroger : faut-il y voir une relation de cause à effet avec la crise économique qui conduit les Français à penser d'abord l'industrie en termes d'emploi plutôt que de risques ?

Évolution entre 2011 et 2012 des différences de pourcentages entre les scores de risque perçu, de confiance et de crédibilité

	Risque élevé	% de « non » sur la confiance	% de « non » sur la crédibilité	Gain en valeur absolue
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl	-10	-10	-5	25
Les centrales nucléaires	-10	-7	-7	24
Les installations chimiques	-8	-7	-7	22
Les déchets radioactifs	-7	-10	-4	21
Le transport des matières dangereuses	-7	-6	-7	20
Les déchets chimiques	-8	-7	-4	19
Les incinérateurs de déchets ménagers	-6	-5	-7	18
Les maladies professionnelles	-2	-6	-6	14

Lecture du tableau : Entre 2011 et 2012, les centrales nucléaires sont perçues à risque moins élevés (-10 points), 7 points en moins pour dire qu'ils n'ont pas confiance et autant pour dire que la vérité n'est pas dite, soit un total de 24 points.

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA S'ESTOMPE TOUT EN LAISSANT DES TRACES SPÉCIFIQUES DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE

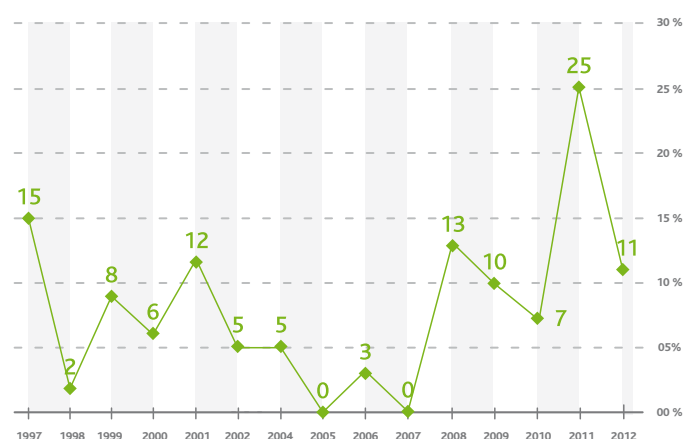
Les indices relatifs aux centrales nucléaires se rapprochent de leurs niveaux d'avant l'accident mais ne les atteignent pas toujours

Mis en perspective avec d'autres situations à risques, les risques nucléaires ne sont pas parmi les plus redoutés. Depuis de nombreuses années, seuls 8 % des Français citent les risques nucléaires comme sujet de préoccupation, loin derrière les préoccupations économiques et sociales.

Mais après l'accident de Fukushima-Daiichi, l'inquiétude s'était sensiblement renforcée : en 2011, 18 % des Français les citaient, soit plus du double que les années antérieures. Dans l'édition 2013, ils retrouvent leur niveau habituel (8 %, -10 points). De même, les centrales nucléaires subissaient de plein fouet l'impact de l'accident, dégradant leur image de fiabilité. Le risque perçu des centrales nucléaires dépassait pour la première fois la barre des 50 % de risque élevé (55 % en 2011) et les Français n'avaient jamais été aussi peu nombreux à accorder leur confiance aux autorités (24 %). Seule échappait à cette dégradation la crédibilité des informations diffusées, bien que les Français soient aussi peu nombreux à penser que la vérité est dite sur les dangers des centrales nucléaires (15 %).

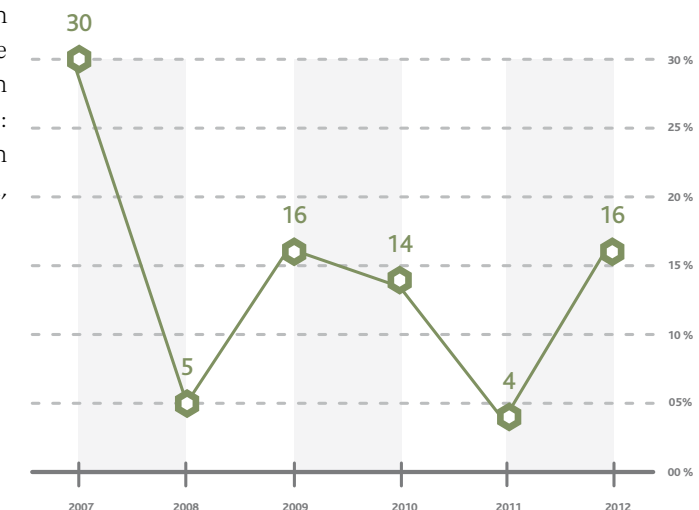
Tous les indices s'améliorent cette année et retrouvent leur niveau antérieur aux événements du Tricastin en 2008, voire meilleur. Seule la confiance accordée aux autorités dans leurs actions de protection fait exception à cette règle sans retrouver son niveau antérieur à 2008. L'écart entre ceux qui font confiance aux actions des autorités et ceux qui ne le font pas est toujours de plus de 10 points depuis 2008 alors qu'auparavant il était très faible, de l'ordre de 5 points.

Écart entre ceux qui n'accordent pas leur confiance aux autorités pour les protéger et ceux qui l'accordent. Exemple : en 2012, 42 % répondaient « non » à la question « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? », contre 31 % « oui ».



Même mouvement sur l'écart entre ceux qui sont d'accord pour dire que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises » et ceux qui ne le sont pas. Après les événements du Tricastin, cet indicateur passait de 30 % en 2007 à seulement 5 % en 2008. L'année suivante, il regagne des points pour atteindre les 16 %, puis 14 % en 2010. En 2011, l'accident de Fukushima-Daiichi a le même effet : il chute à 4 % en 2011 et remonte à 16 % dès 2012, soit un retour aussi rapide que pour les événements du Tricastin, pourtant sans comparaison en termes de gravité.

Écart entre ceux qui sont d'accord pour dire que « Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises » et ceux qui ne le sont pas.



De l'accident de Fukushima-Daiichi, les Français gardent en mémoire le potentiel catastrophique

Alors que différents paramètres se rapprochent de leur tendance historique, traduisant que l'accident au Japon s'estompe dans les mémoires, le potentiel des centrales nucléaires de générer des accidents catastrophiques reste. Ainsi, ils jugent les centrales nettement en tête des activités susceptibles de provoquer une catastrophe (20 % des réponses parmi 13 propositions). Ils confirment leurs craintes en répondant majoritairement aux propositions suivantes. « La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers » (65 % d'accord en 2012, 71 % d'accord en 2011) et « Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques » (65 %, 67 %), scores qui restent historiquement élevés.

A contrario, l'édition du Baromètre de l'an passé montrait qu'après l'accident de Fukushima-Daiichi, les Français n'avaient pas fait évoluer leur opinion ou très modérément sur des questions relatives à l'impact du fonctionnement normal des centrales nucléaires. Ils restaient 48 % à penser que la santé de ceux qui vivent à proximité des installations nucléaires est moins bonne (contre seulement 23 % qui exprimaient fermement une position contraire) et 15 % à accepter de vivre près d'une centrale nucléaire. Cette édition marque une amélioration légère de ces scores qui atteignent respectivement 43 % et 20 %.

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

LES ATTENTES DES FRANÇAIS VIS-À-VIS DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'accident survenu à Fukushima – second accident nucléaire civil très grave après celui de Tchernobyl – a touché de plein fouet l'image des centrales nucléaires. Depuis cet accident, beaucoup de commentaires ont porté sur la remise en cause par différents pays de leur choix du nucléaire pour produire de l'électricité.

En France, de nombreux sondages (IFOP, TNS-Sofres, etc) effectués juste après l'accident indiquaient que l'arrêt progressif sur 25 ou 30 ans (et non la simple diminution) était soutenu par une forte majorité cependant que l'arrêt rapide était souhaité par peu de Français. Ces positions ont ensuite évolué. La proportion de ceux qui sont favorables au « *recours à l'énergie nucléaire* » a progressivement – et faiblement – augmenté jusqu'en mars 2012 et selon un sondage de l'Ifop de mars 2013, une courte majorité (54 %) pense qu'il faut maintenir la part du nucléaire dans la production énergétique du pays.

La crise et l'accident de Fukushima remettent au premier plan à la fois la question économique et la question de la sûreté des installations

L'accident de Fukushima-Daiichi n'a pas bousculé la vision qu'ont les Français des avantages liés à l'énergie nucléaire : les arguments économiques sont toujours les plus favorables au nucléaire et dans le contexte de crise économique, ils sont de plus en plus avancés.

Quant à la question de la sûreté des installations, elle n'était pas primordiale pour les Français jusqu'à l'accident. Mais depuis l'accident, en 2012 tout comme en 2011, 88 % des Français sont d'accord avec la proposition « *Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables* » (90 % en 2011). Toutes les mesures pour renforcer la sûreté des sites nucléaires sont plébiscitées. Plus de 80 % les jugent

« *prioritaires* » ou « *importantes mais pas prioritaires* ». Quatre d'entre elles remportent plus de 95 % de réponses :

- multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle ;
- développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants ;
- améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail ;
- améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.

En octobre 2012, le gouvernement et les acteurs qui ont une responsabilité en matière de sûreté et de radioprotection voient leur score de compétence technique et de crédibilité s'améliorer

La confiance dans les différents acteurs de la sphère nucléaire connaît une relative hausse en termes de crédibilité et de compétence. Les actions d'information menées après l'accident de Fukushima-Daiichi ont-elles profité aux acteurs du nucléaire ? Ou s'agit-il d'un reflet de la moindre inquiétude vis-à-vis de l'ensemble des risques industriels et de la meilleure confiance générale accordée aux actions pour les contrôler ? Il faudra attendre les prochaines éditions du Baromètre pour appréhender le sens de cette évolution.

Les Français veulent partager les connaissances avec les experts scientifiques

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, les Français veulent des experts transparents y compris sur leurs controverses. Ils considèrent important d'être informés au fur et à mesure de la crise, de la manière la plus complète possible. C'est aussi leur demande en dehors de toute période de crise. Ainsi, tous les ans depuis 2004, la proposition « *Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations* » remporte une large adhésion (85 % cette année). Ils souhaitent également très largement à 65 % de réponses que les rapports d'expertise soient rendus publics prioritairement. Ils souhaitent aussi à 80 % que « *dans leurs avis les experts présentent les points de désaccord* ». Pour « *mieux identifier les risques* » et « *contribuer à les réduire* », ils plébiscitent à 90% les structures pluralistes réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens pour s'occuper des risques d'une installation. En résumé, les Français veulent des experts compétents, indépendants et transparents.

90

% —

jugent utile une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens.

LES PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES DES FRANÇAIS

PARTIE 1

1.1 — LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

14 - 17

1.2 — LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

18 - 21

1.3 — LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

22 - 27

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

QUESTION N°1

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

En octobre 2012, le chômage reste la préoccupation majeure des Français. Avec 47 % des personnes interrogées qui le citent, il atteint un niveau record. Les préoccupations au sujet des risques nucléaires reculent (- 10 points) pour retrouver leur niveau de 2010 (8 %) avant l'accident de Fukushima-Daiichi. Toutes les autres préoccupations sont au niveau de l'an passé. La qualité des soins médicaux¹, introduite cette année dans le Baromètre IRSN, occupe la 6^e position, légèrement au-dessus des risques nucléaires.

À la question « En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? », la personne interrogée choisit deux préoccupations parmi une liste dont le nombre varie entre 11 et 14 selon les années. Ce choix implique que dès qu'une préoccupation enregistre de fortes variations d'une année sur l'autre, il faut s'attendre à ce que ce soit au détriment ou au bénéfice d'une ou plusieurs autres. Tel fut le cas l'an passé. La montée des inquiétudes liées aux risques

nucléaires suite à l'accident de Fukushima-Daiichi et aux questions économiques s'était accompagnée d'un net recul des craintes vis-à-vis des risques environnementaux, sans que cela soit interprété uniquement comme une forme de désaffection des Français pour les questions liées à l'environnement. Pourtant, cette année, la baisse de 10 points des préoccupations sur les risques nucléaires est compensée par les 10 % dédiés à la qualité des soins médicaux.

Le chômage et les risques nucléaires enregistrent les plus fortes variations

Cette année, comme l'an passé, ce sont les préoccupations liées au chômage et aux risques nucléaires qui enregistrent les plus fortes variations, bien qu'en sens opposé. « Le chômage » atteint cette année un niveau record, en progression de 5 points en un an : 47 % des personnes interrogées déclarent que le sujet est le plus préoccupant des problèmes actuels. Cette montée est cohérente avec le franchissement de la barre des 3 millions de chômeurs à l'automne 2012.

« Les risques nucléaires » sont jugés moins préoccupants que l'an passé et retrouvent leur niveau habituel² (8 %) avec un recul de - 10 points par rapport à l'édition 2012. L'accident de Fukushima-Daiichi semble s'estomper de la mémoire des Français mais les risques nucléaires restent à la 9^e place dans le classement, l'une de ses moins bonnes places depuis 10 ans après avoir occupé la 4^e position l'an passé. C'était la première fois qu'ils étaient dans le premier tiers du classement.

À la tête des préoccupations des Français, les sujets économiques et sociaux accroissent leur écart

Les préoccupations économiques et sociales confortent leur position en tête du classement. Le chômage est nettement la première d'entre elles et continue à progresser. À la 2^e place, pour la seconde année consécutive, les conséquences de la crise financière se positionnent devant la misère et l'exclusion.

d'insécurité, depuis 2008, est à la hausse. Il augmente de façon spectaculaire en 2009 et 2010, marque une pause en 2011, puis repart à la hausse en 2012 malgré la baisse du nombre de délits en France. L'insécurité suit le même mouvement dans la question du Baromètre IRSN.

Les risques chimiques et alimentaires enregistrent toujours les niveaux les plus faibles et sont relégués à l'arrière-plan.

La question environnementale est traduite par « les bouleversements climatiques » et « la dégradation de l'environnement ». En 2007, les deux représentaient 44 % des réponses cumulées. Cette année, ils ne sont plus que 21 %, comme l'an passé. D'autres questions du Baromètre montrent leur sensibilité persistante lorsqu'on aborde des problématiques précises affectant l'environnement³.

Entre les deux groupes de préoccupations, on observe une montée continue de la préoccupation en matière de sécurité : + 5 points et une montée de trois rangs dans le classement par rapport à 2008, année où débute la crise économique, qui affecte de plus en plus le quotidien des Français. Elle reste malgré tout à un niveau inférieur à celui qu'elle atteignait entre 1998 et 2007. Le lien entre insécurité économique et sentiment d'insécurité pourrait être une explication. Il est constaté dans le rapport annuel de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) de fin 2012, où le sentiment

Cette année, « la qualité des soins médicaux » remplace « la grippe A », qui ne représentait plus que marginalement une préoccupation devenue multiforme (Mediator, prothèses PIP...), justifiant ainsi cette évolution de modalité. Elle recueille 10 % des réponses et prend la 6^e place dans le classement.

1. Dans cette édition, la qualité des soins médicaux fait son apparition pour recueillir la préoccupation des Français dans le champ de la santé qui, jusque-là, n'était représenté que par leurs craintes vis-à-vis de maladies ciblées (grippe A ou sida).

2. Voir l'édition spéciale du Baromètre IRSN 2012 – « Plus de 30 ans d'opinion des Français sur les risques nucléaires », qui analyse l'évolution des opinions en matière de risque nucléaire au cours de ces années et à la lumière d'événements significatifs comme les accidents de Tchernobyl ou de Fukushima. Ce rapport est téléchargeable sur www.irsn.fr

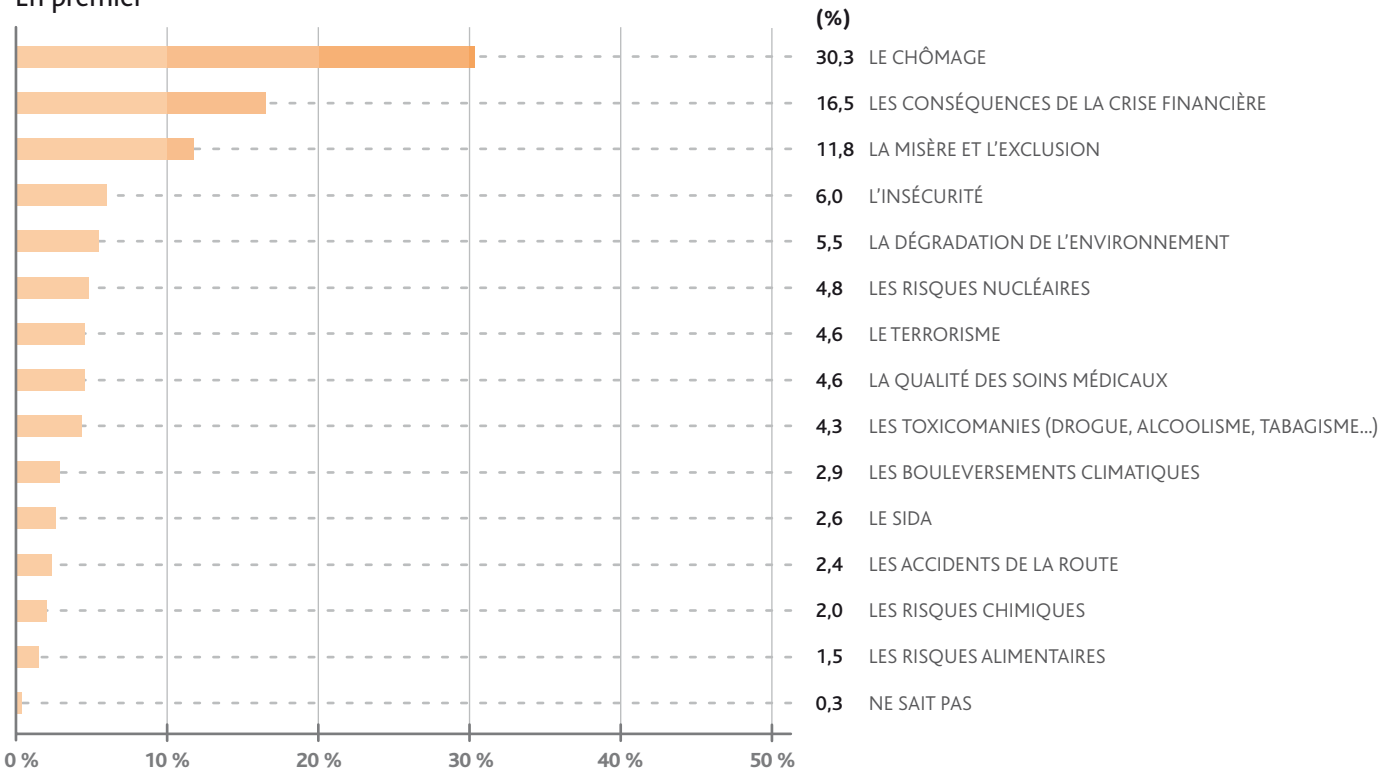
3. En 2012, environ 60 % jugent les risques liés aux pesticides élevés, tout comme ceux liés aux pollutions des lacs, des rivières et des mers ou de l'air.

QUESTION N°1

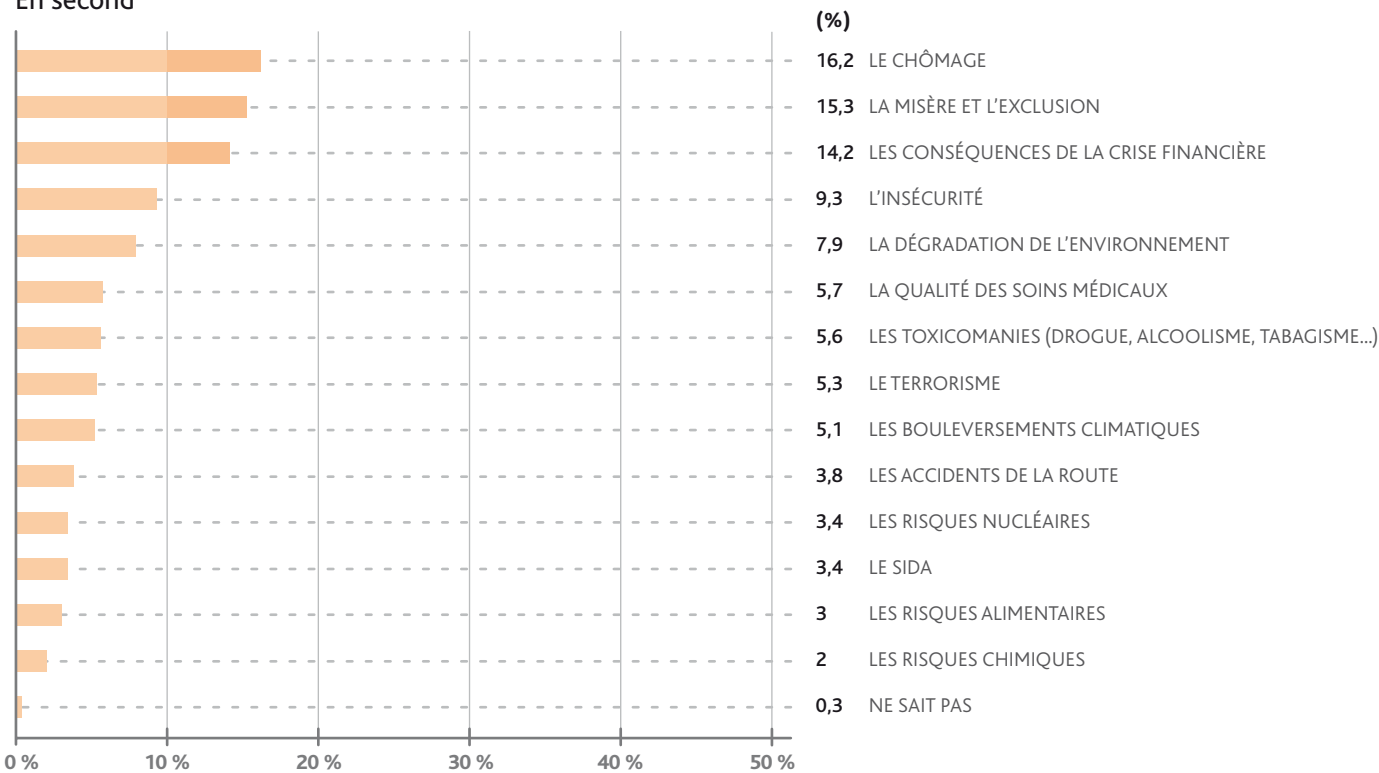
En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2012

En premier

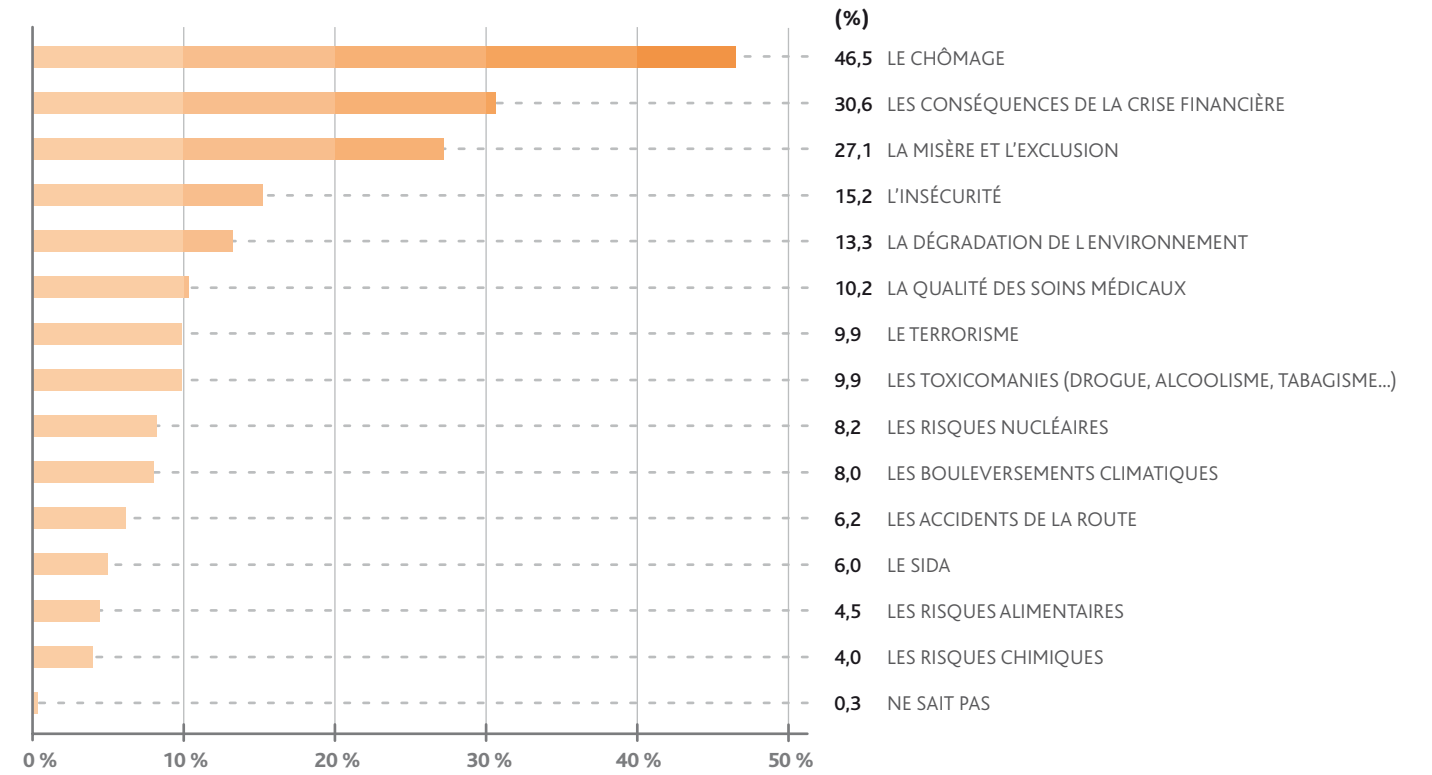


En second



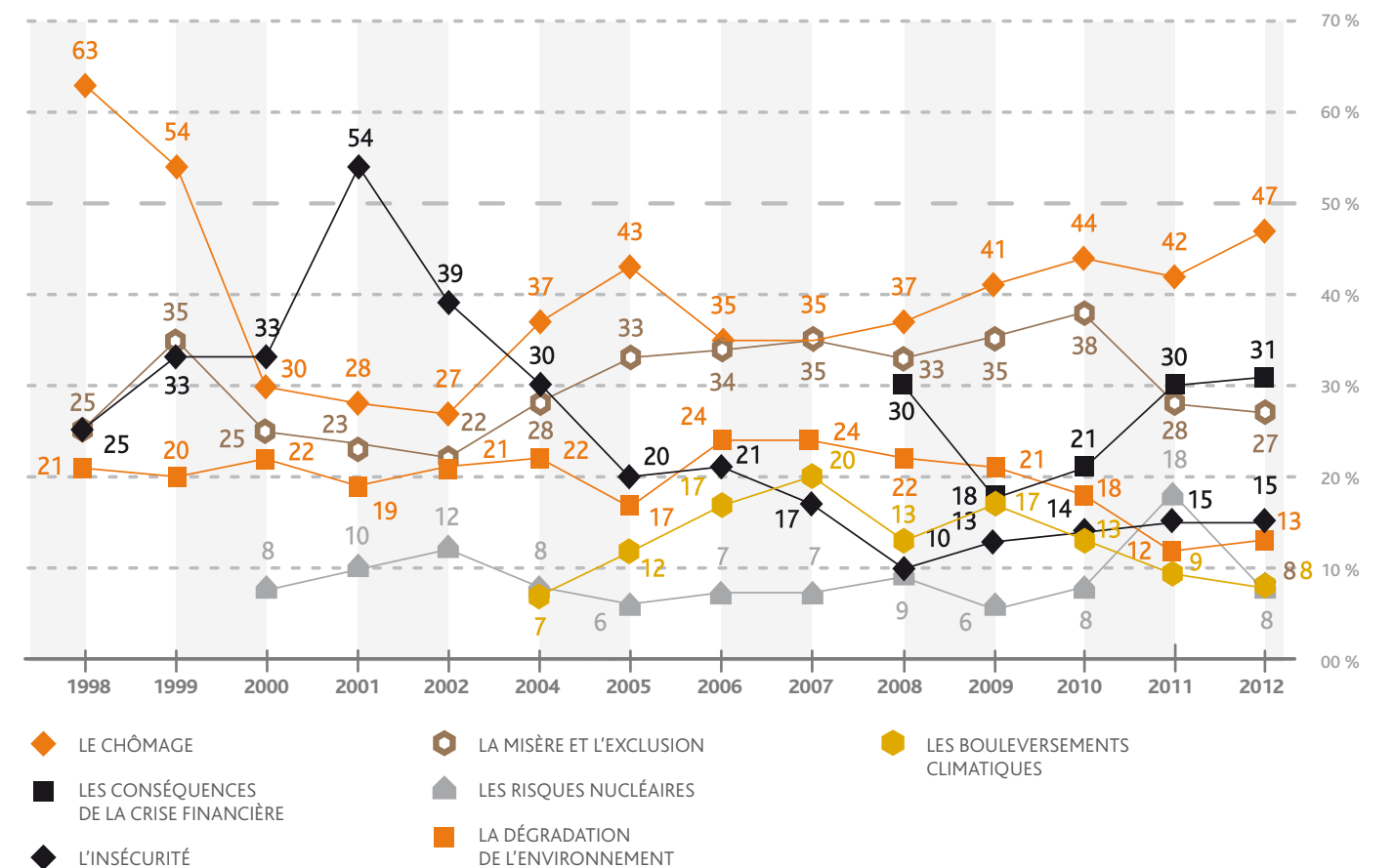
RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2012

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2012

Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998. Ne figurent pas sur ce graphique « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « les toxicomanies » (drogue, alcoolisme, tabagisme), qui récoltent de manière constante environ 5 % de réponses cumulées pour les deux premiers et autour de 10 % pour le dernier.



LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

Pour l'environnement, les problèmes jugés les plus préoccupants sont d'abord la pollution de l'eau (35 %), de l'air (32 %) et l'effet de serre (29 %). Depuis 10 ans, ces problèmes restent en tête des préoccupations environnementales des Français, bien que celles-ci reculent globalement et en relatif par rapport à d'autres préoccupations.

L'effet de serre conforte sa place en tête du classement

La pollution de l'eau, la pollution de l'air et l'effet de serre continuent à constituer le trio de tête des préoccupations environnementales pour les Français.

Cette année, les taux de réponse pour les trois convergent vers 30 %. C'est essentiellement la hausse de l'effet de serre qui est la cause de ce rapprochement, enregistrant + 4 points et ramenant l'écart qui le sépare de la pollution d'eau de 12 % à 6 %. Cette hausse est la première enregistrée par

cette préoccupation depuis 2007, année où elle a commencé à diminuer pour atteindre l'an passé son plus faible score en 10 ans (25 %).

La pollution de l'air obtient des taux de réponse stables, avec en moyenne 33 % de réponses, et occupe régulièrement la 1^{re} ou la 2^e place du classement. C'est le seul sujet qui connaît aussi peu de variations depuis une décennie.

La diminution de la couche d'ozone devient une préoccupation de deuxième plan

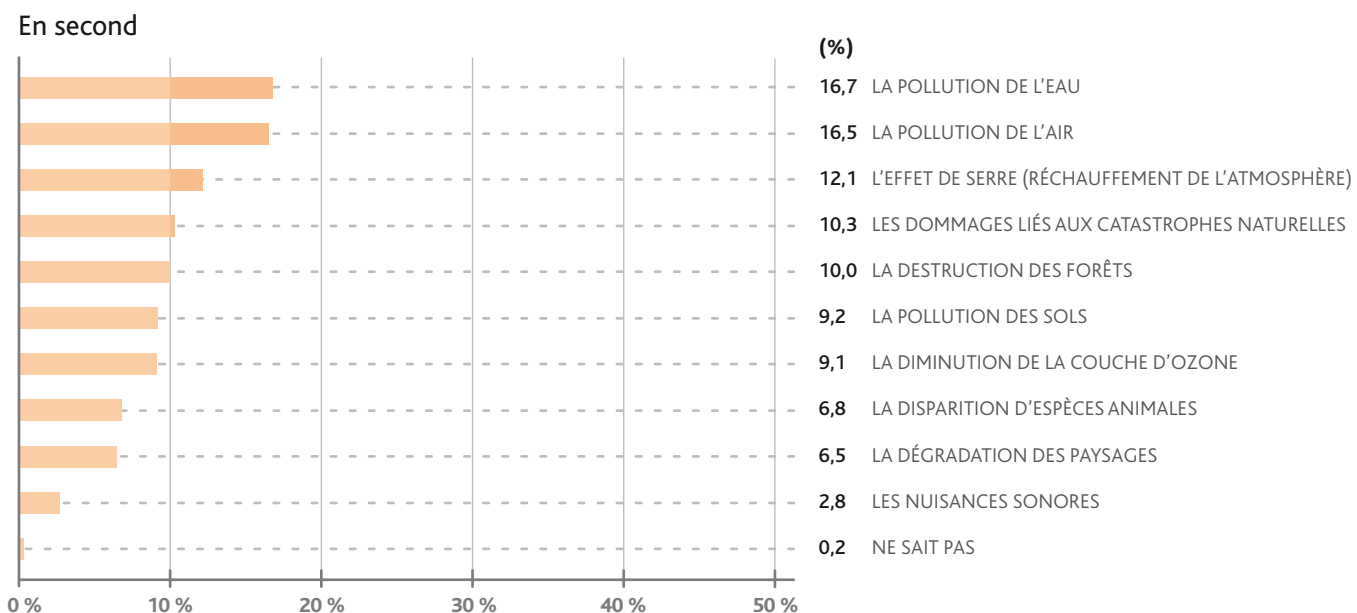
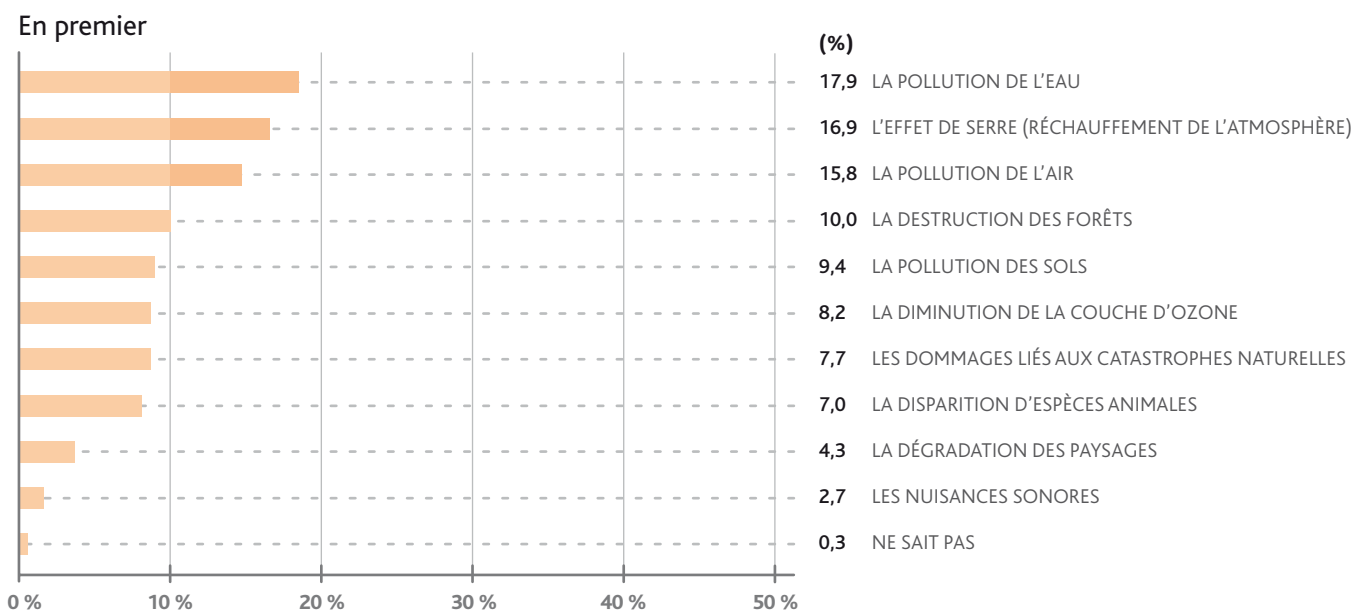
En 2007, la diminution de la couche d'ozone était aussi très proche du trio de tête (26 %) mais la baisse régulière qu'elle subit depuis 2007 l'amène à son plus faible score cette année : 17 %, soit 9 points en moins sur 6 ans. Cela a pour conséquence de l'éloigner nettement des préoccupations de tête pour devenir une préoccupation de second plan.

Il est vrai que le trou de la couche d'ozone a tendance à diminuer avec l'application du protocole de Montréal depuis plus de deux décennies et en raison de températures moins froides (source : rapport de l'Agence américaine océanique et atmosphérique, NOAA). La connaissance du phénomène qu'en ont les Français peut contribuer à ce qu'ils jugent la diminution de la couche d'ozone de moins en moins préoccupante.

QUESTION N°2

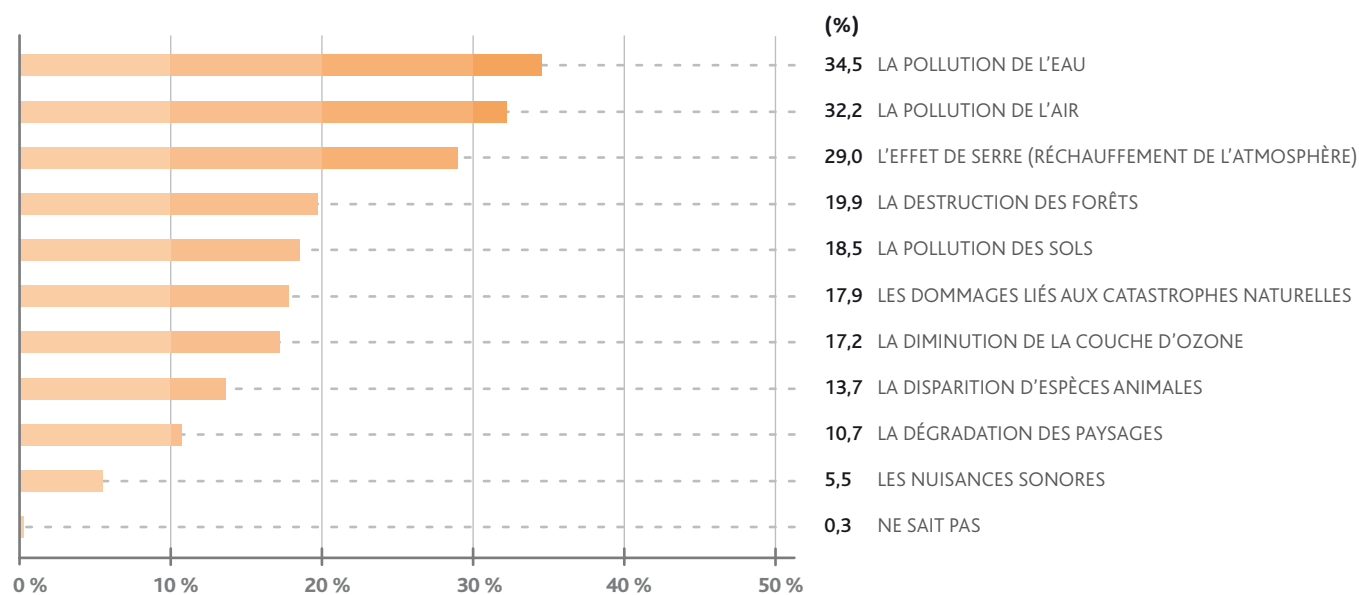
Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2012



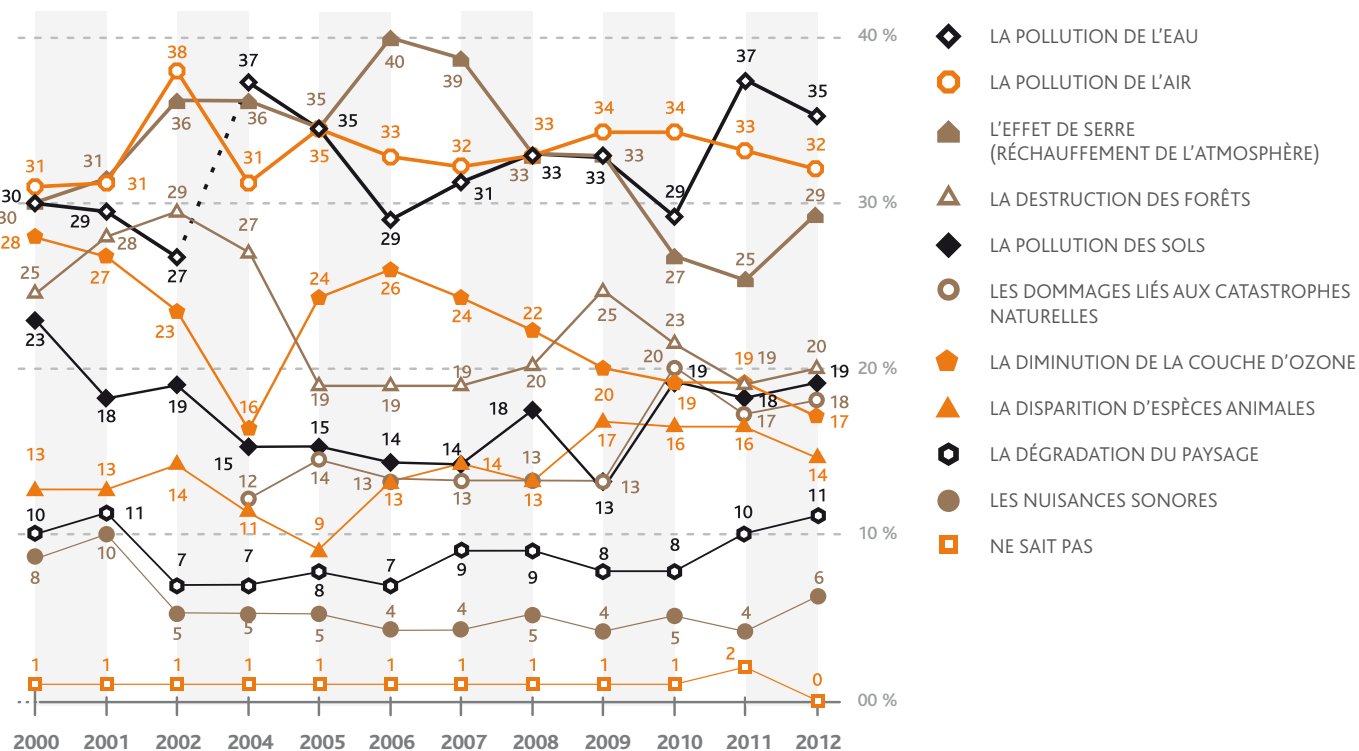
RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2012

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 À 2012

En 2004, les intitulés des modalités de réponse ont été modifiés : «la pollution de l'air» au lieu de «la pollution de l'air dans les agglomérations» ; «l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)» au lieu du «réchauffement de l'atmosphère» ; «la pollution de l'eau» au lieu de «la pollution des lacs, des rivières et des mers».



LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

QUESTION N°3

Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée :

- le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes,
- le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

Le lien de confiance entre la science et la société reste solide mais pas inébranlable. Depuis l'an passé, le pourcentage de Français qui expriment une confiance accrue dans la science passe en dessous de la barre des 50 %, niveau habituellement atteint depuis 1998.

Les Français font toujours confiance en la science. Néanmoins, ceux qui ont « autant confiance » prennent le pas sur ceux qui ont « plus confiance »

Depuis 1998, à la question « Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ? », les Français répondent à près de 90 % qu'ils ont « beaucoup plus confiance » (3 %), « plus confiance » (38 %) ou « autant confiance » (42 %) qu'auparavant.

Mais à y regarder de plus près, on se rend compte que, depuis 1998, ceux qui déclarent avoir « autant confiance » passent progressivement de 30 % en 1998 à 42 % cette année. Ils dépassent depuis 2011 ceux qui ont « plus confiance » (38 %).

Les modalités « moins confiance » et « beaucoup plus confiance » évoluent peu, à l'exception de 2011 pour la modalité « moins confiance » qui augmente de 4 points, probablement en lien avec l'accident de Fukushima-Daiichi.

Ces déplacements se produisent en partie au détriment de ceux déclarant être beaucoup plus ou plus confiants en la science. Ils sont 45 % cette année alors qu'ils étaient autour de 55 % jusqu'en 2008.

Il est vrai que les Français ont été confrontés à différentes crises ces dernières années (antennes de réseau pour téléphones portables, climat, OGM, Mediator, etc.), où le rôle de la science a fait l'objet de controverses. Les Français se sont interrogés sur la capacité et le bien-fondé de la science à répondre aux besoins actuels de la société. Celle-ci reste synonyme de progrès, comme le montre le très faible niveau de ceux qui disent avoir moins confiance en la science (environ 10 % de défiance).

Ils restent partagés sur ses avantages et ses inconvénients, même si les avantages l'emportent sur les inconvénients

Sur les bénéfices ou les inconvénients de la science, en 2012, les Français restent partagés : 40 % d'entre eux sont d'accord, contre 36 % de « plus ou moins d'accord » et 22 % de « pas d'accord », pour dire que le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes. Et ils sont tout autant partagés pour dire que les inconvénients de la science prédominent. Ils sont 29 % qui

déclarent que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime ; 40 % sont d'un avis contraire et 32 % sont indécis. Ces questions n'enregistrent aucune évolution notable. Il est à noter qu'ils restent toujours plus nombreux à percevoir les bénéfices de la science et des technologies (40 %) que leurs risques (29 %), soit une différence constante de 10 points depuis 2002.

Dans la posture face à la science, seule la notion de risque différencie les diplômés

Reconnaître les bénéfices liés à la science n'est pas corrélé avec le niveau d'études. Il n'existe aucune différence entre les réponses des personnes diplômées et celles qui le sont moins. C'est lorsqu'on leur déclare que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en

supprime qu'ils s'opposent. Les diplômés (49 %) sont moins critiques que les moins diplômés (24 %). Ces similitudes et ces différences confortent le fait qu'il n'est pas toujours nécessaire de connaître les méthodes scientifiques dans le détail pour soutenir la science.

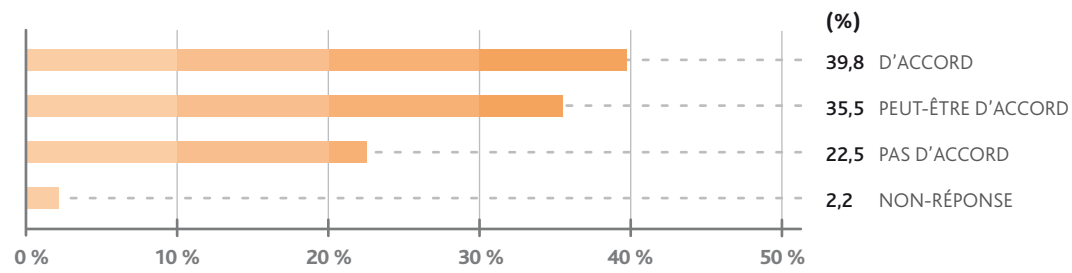
Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime (%)	PAS D'ACCORD	PLUS OU MOINS D'ACCORD	D'ACCORD	NON-RÉPONSE
AUCUN DIPLÔME	24	30	38	8
CEP, CAP, BREVET, BEP	34	34	32	0
BACCALAURÉAT, BTS, DUT	44	29	26	1
DIPLÔME SUPÉRIEUR	49	31	19	1
ENSEMBLE	39	31	29	1

QUESTION N°3

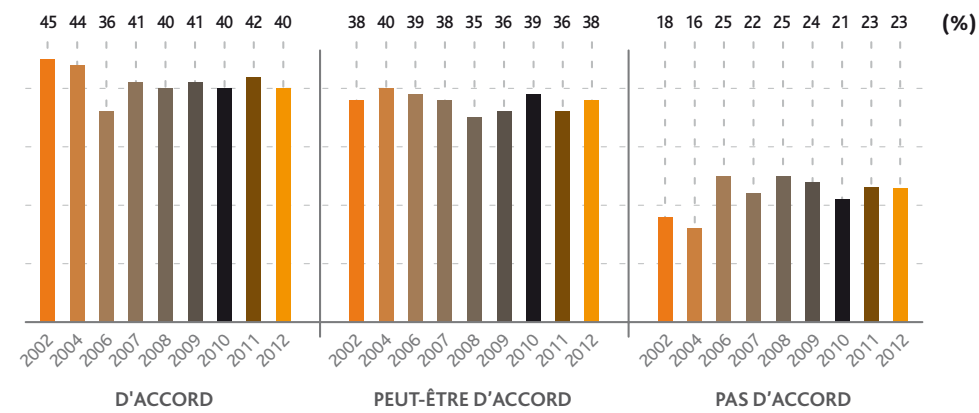
Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée.

Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfiques que d'effets néfastes.

OCTOBRE 2012

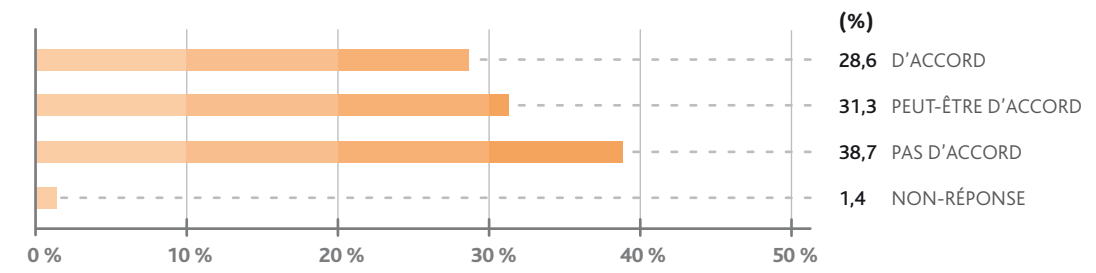


ÉVOLUTIONS 2002 À 2012

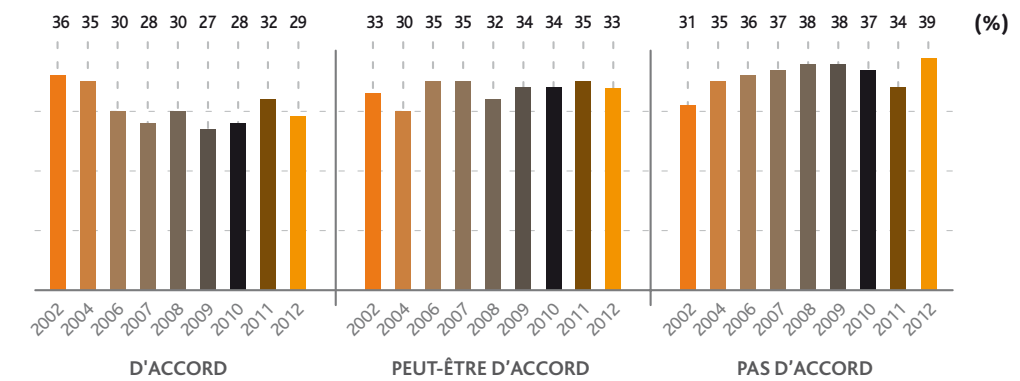


Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

OCTOBRE 2012



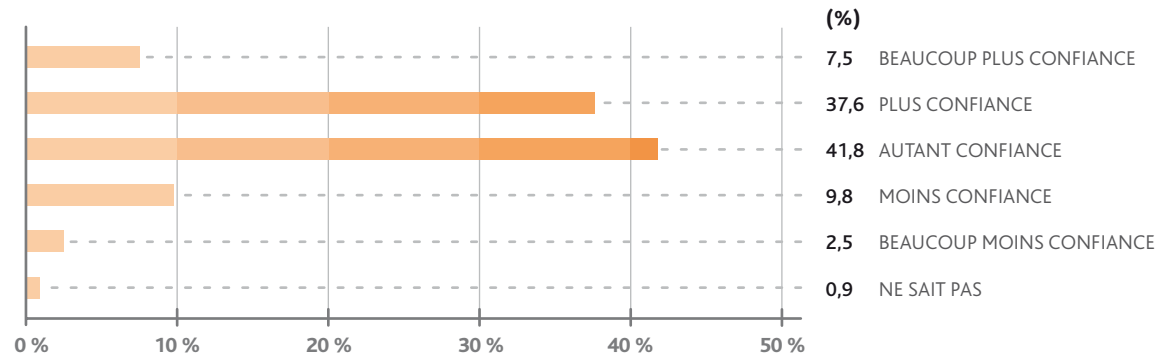
ÉVOLUTIONS 2002 À 2012



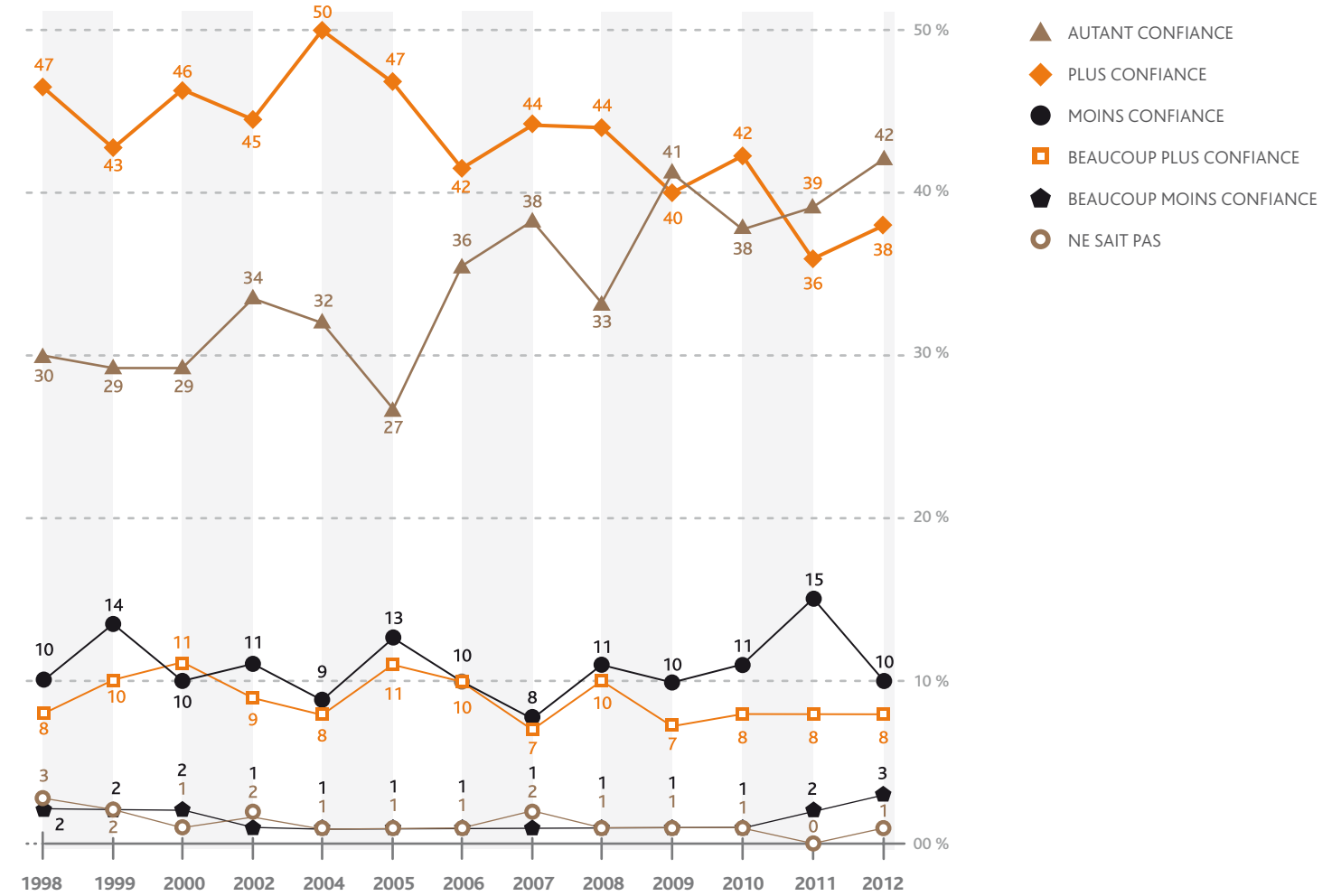
QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 1998 À 2012



REGARDS DES FRANÇAIS SUR L'EXPERTISE

PARTIE 2

2.1 — QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?	30 - 33
2.2 — LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES	34 - 45
2.3 — LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE	46 - 55
2.4 — LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES	56 - 61

QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?

QUESTION N°1

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?
(1 seule réponse possible)

Pour la gestion des risques d'une installation, les Français favorisent la légitimité technique des scientifiques qui apportent leurs connaissances sur les risques et l'autorité des pouvoirs publics qui exercent leur rôle de régulateur, mais cela est loin d'être suffisant à leurs yeux. Ils souhaitent aussi que les experts scientifiques, les pouvoirs publics et les élus locaux soient rejoints par les associations non gouvernementales qui, pour la seconde année consécutive, atteignent le même niveau de légitimité que les élus locaux et les pouvoirs publics pour « contrôler ce qui se passe à l'extérieur d'une installation ».

Qui doit contrôler ce qui se passe à l'extérieur d'une installation présentant des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes ? Les Français ont une nette préférence pour les experts scientifiques en raison des connaissances qu'ils apportent. Le taux de confiance qui leur est accordée est en moyenne de 30 % depuis 2002. Cette préférence l'emporte sur celle donnée aux pouvoirs publics aux niveaux national et local, considérés comme œuvrant pour le bénéfice de l'ensemble de la société, et aux élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité), jugés plus proches des populations : 20 % en moyenne les citent depuis 2002.

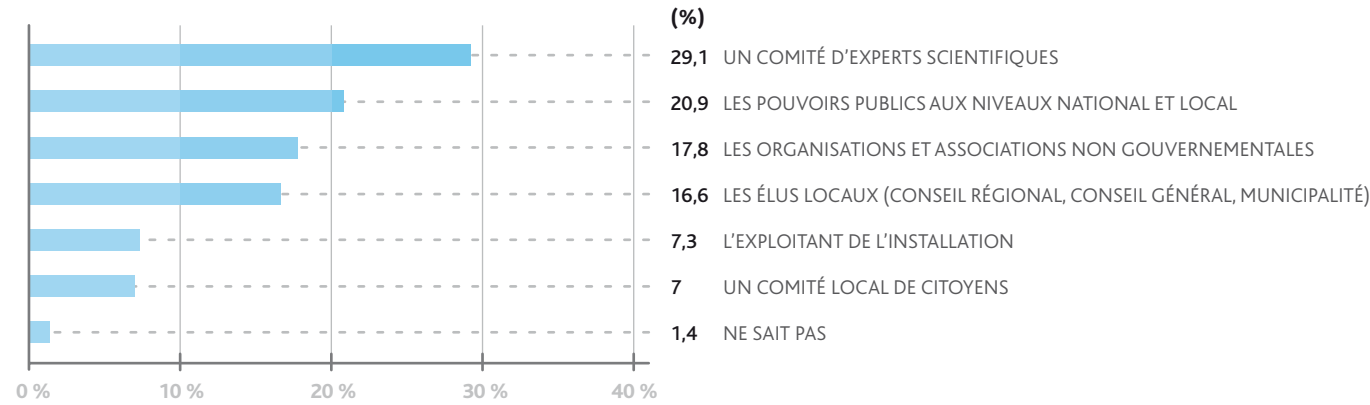
Depuis 2 ans, les organisations et associations non gouvernementales sont reconnues comme des acteurs clés dans le contrôle de ce qui se passe à l'extérieur d'une installation présentant des risques. En 10 ans, les Français sont deux fois plus nombreux à les citer : 9 % en 2002 et 18 % depuis l'an passé.

Loin derrière, les exploitants de l'installation ne recueillent qu'entre 6 % et 10 % d'opinions favorables depuis 2002. Ils sont sans doute jugés trop proches de l'installation pour avoir un avis objectif sur le contrôle de celle-ci, même si ce sont eux qui la connaissent le mieux. Le comité local de citoyens, proche de la population, ne recueille que très peu d'approbation pour participer au contrôle (7 %), probablement du fait de son manque de connaissances scientifiques.

QUESTION N°1

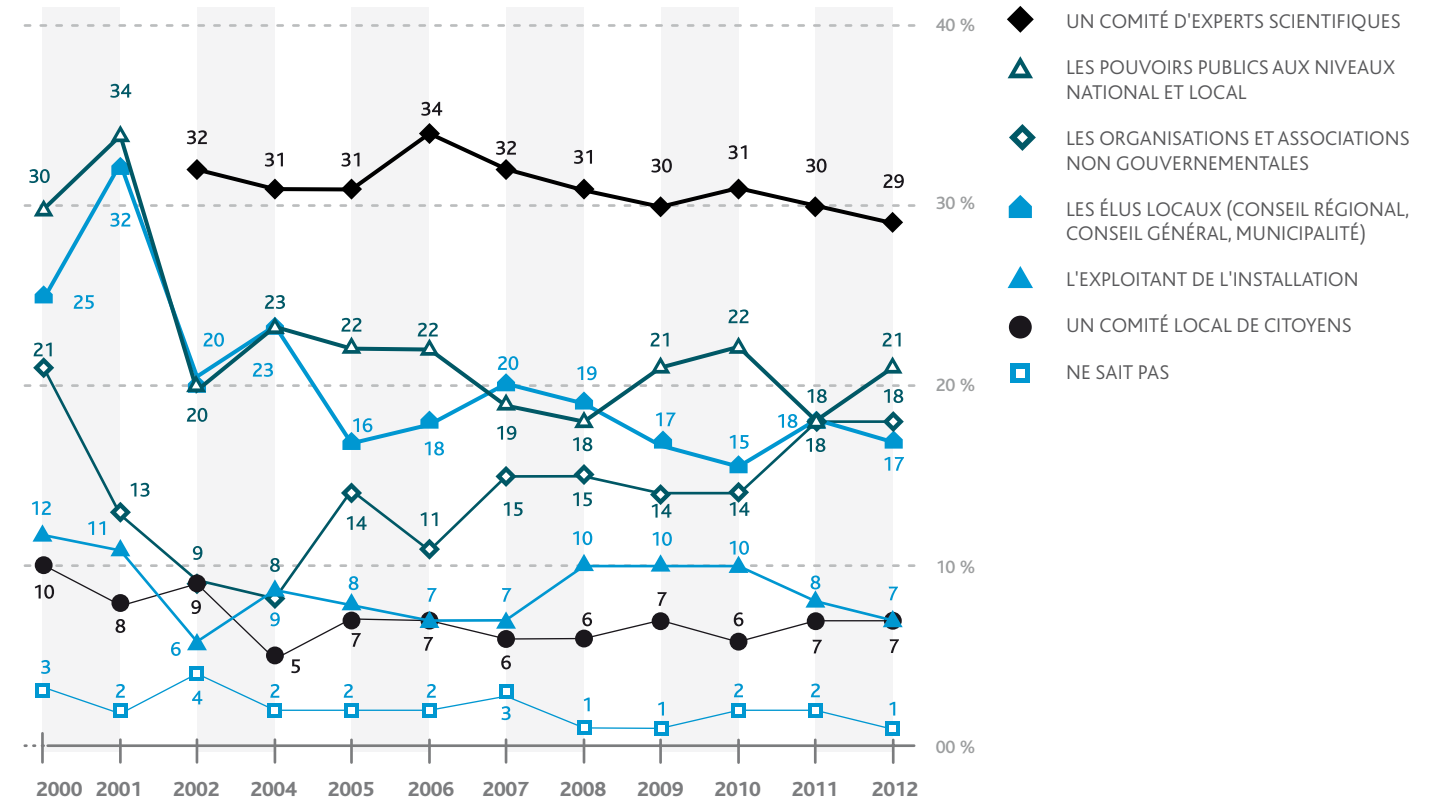
Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?
(1 seule réponse possible)

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 2000 À 2012

La modalité de réponse « un comité d'experts scientifiques » n'apparaît que depuis novembre 2002.



LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

QUESTION N°2

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

QUESTION N°3

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

QUESTION N°4

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

De manière générale, la majorité des Français (57 % cette année, après une légère baisse en 2011) ont une bonne, voire très bonne opinion, des experts scientifiques. À la question « *Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?* », la compétence est toujours citée en premier (65 % des réponses) depuis que cette question est posée. Vient ensuite son indépendance (52 %), qui enregistre son plus haut score. Sans doute, les Français souhaitent-ils armer les experts de qualités leur permettant de résister aux pressions lorsqu'ils évaluent un risque. En octobre 2012, les personnes interrogées ont donné leur opinion sur « *si déclarer ses liens éventuels avec les industriels* » est une qualité pour un expert. Cette déclaration d'intérêts est une des nouvelles mesures législatives pour les expertises sanitaires prises après l'affaire du Mediator.

L'indépendance de jugement est de plus en plus citée comme qualité attendue d'un expert

La qualité attendue d'un expert scientifique est d'abord d'être techniquement compétent (pour 65 % des personnes), puis d'être indépendant dans son jugement (pour 52 %). Il doit aussi dire « *honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions* » (pour 37 %), modalité qui a été moins citée cette année (- 8 points) vraisemblablement par l'arrivée d'une nouvelle modalité de réponse : « *Il déclare ses liens*

éventuels avec les industriels »¹, que 16 % choisissent. Cette qualité est mise en avant comme la réactivité face à des situations imprévues (21 % la retiennent). En termes d'évolution, seule l'indépendance dans son jugement a continué de progresser, ce qui confirme un climat de méfiance vis-à-vis de liens éventuels entre les experts et des groupes privés.

Les Français attendent des experts qu'ils partagent leurs connaissances

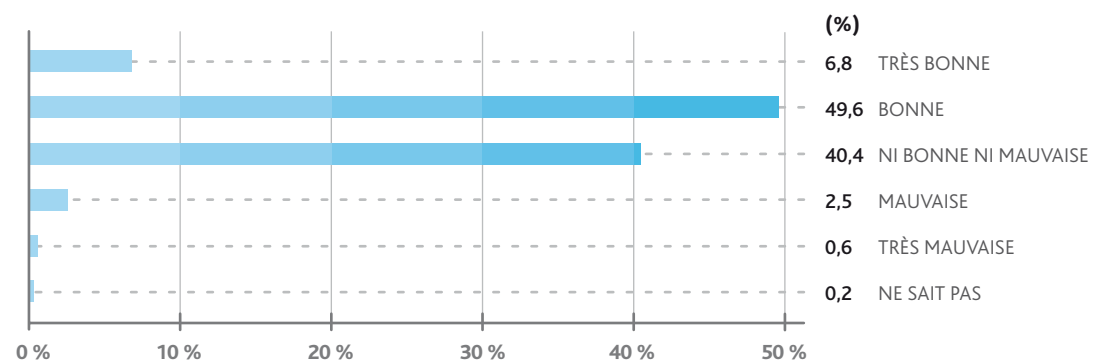
Les Français accordent un rôle important aux experts scientifiques en amont des décisions : 55 % regrettent que les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur eux et 72 % pensent que, avant d'informer les populations, il faut être certain de l'avis des experts. Enfin, si les Français ont en majorité de l'estime pour les experts scientifiques, ils souhaiteraient aussi qu'ils tiennent davantage compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis (42 %) ou qu'ils présentent les désaccords dans leurs conclusions (80 %) – ce qui traduit une demande de caractère contradictoire de l'expertise. Tous les ans depuis 2004, la proposition « *Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations* » est celle qui remporte le

plus d'adhésion (85 % cette année). La capacité des experts à communiquer est une composante importante pour les Français. Seuls 25 % jugent normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics et 47 % des personnes interrogées estiment que les avis scientifiques peuvent être compris. Mais elles sont aussi assez nombreuses (40 %) pour dire que les experts se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.

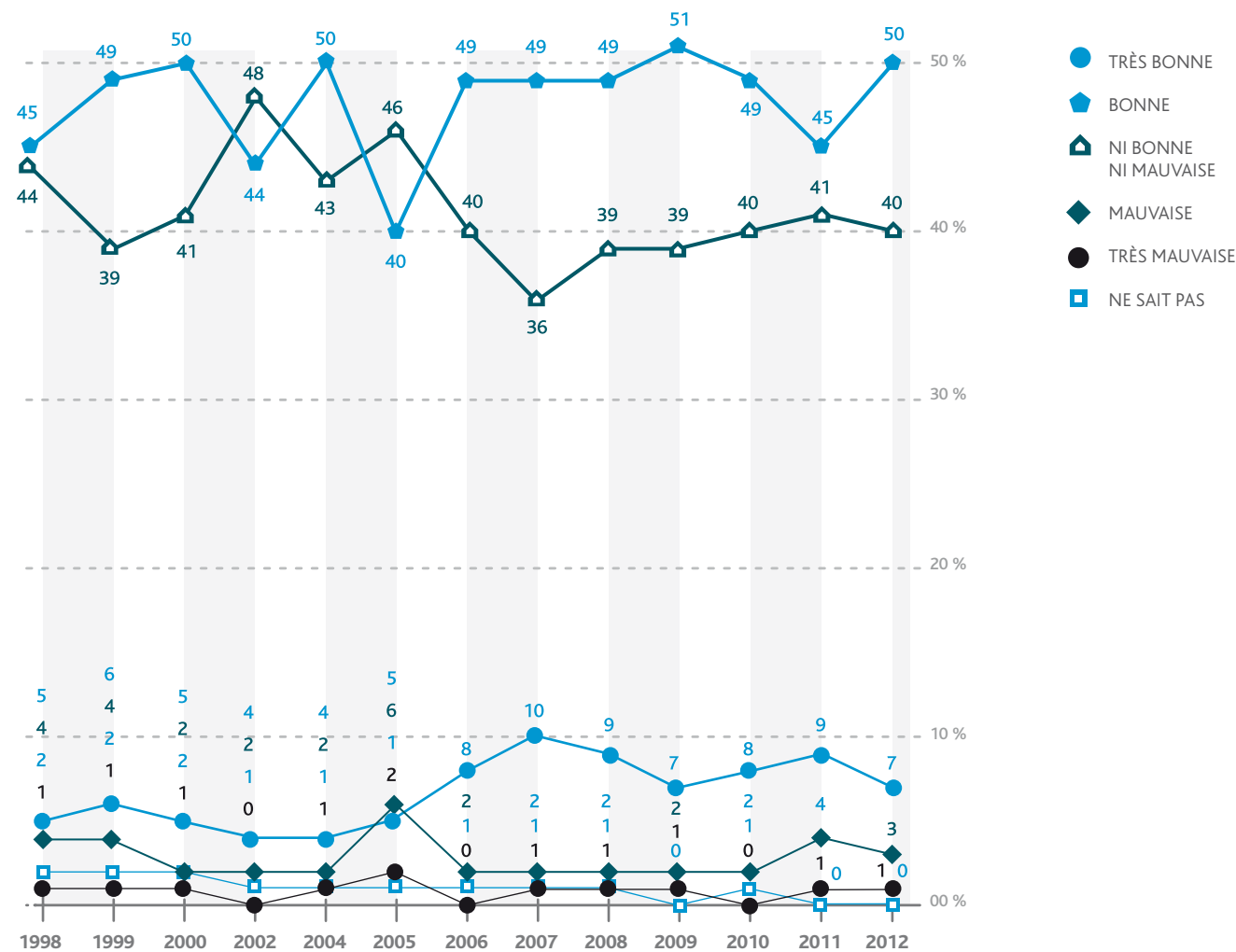
Sa capacité de comprendre et d'évaluer finement ce qui se joue dans un domaine, celle de produire des connaissances et celle de communiquer sont les rôles attendus d'un expert scientifique.

¹ Les qualités que les Français attendent d'un expert scientifique peuvent avoir évolué ces dernières années, en particulier suite à l'affaire du Mediator. Depuis, la loi de décembre 2011 pour renforcer la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé oblige les experts à remplir une déclaration d'intérêts rendue publique et actualisée chaque année.

OCTOBRE 2012

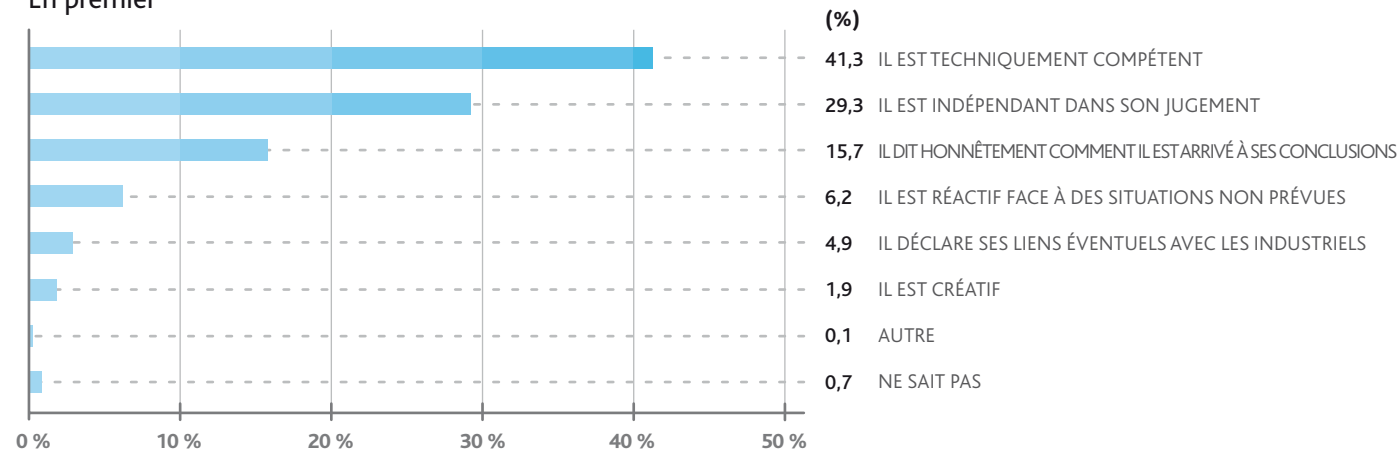


ÉVOLUTIONS
1998 À 2012

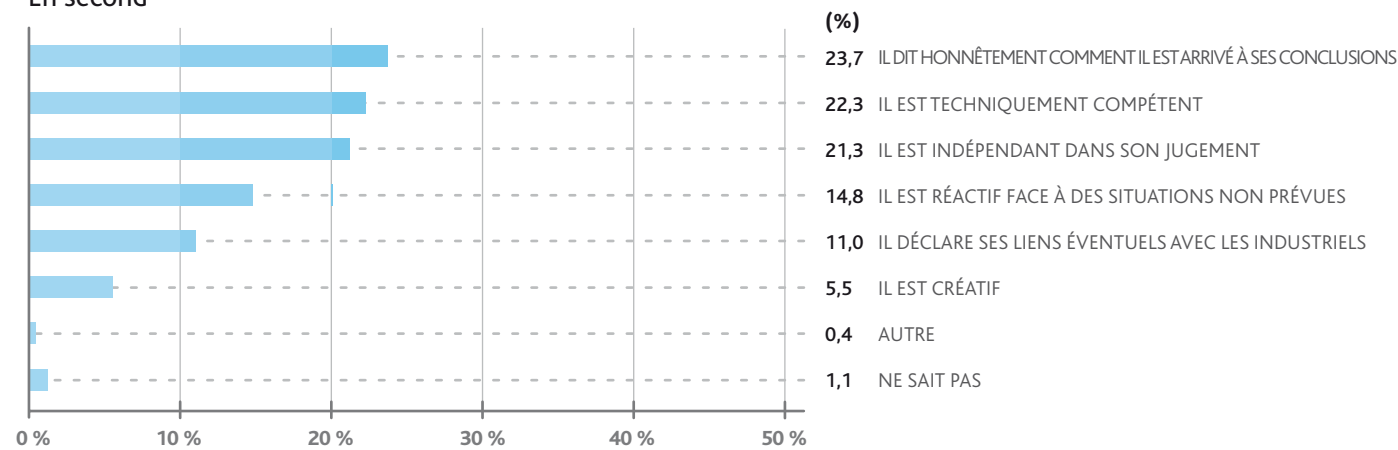


OCTOBRE 2012

En premier

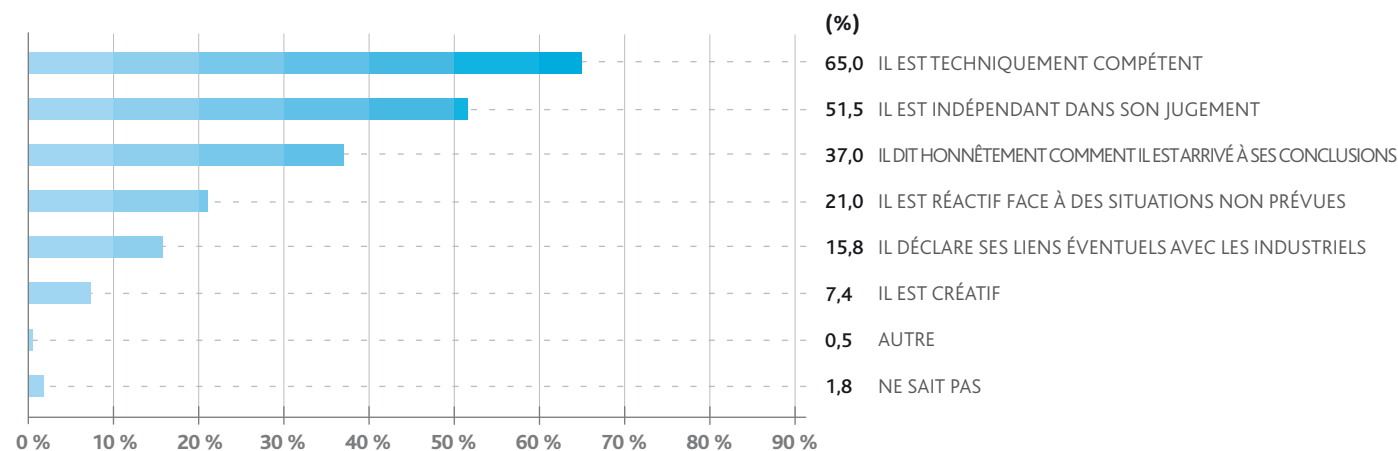


En second

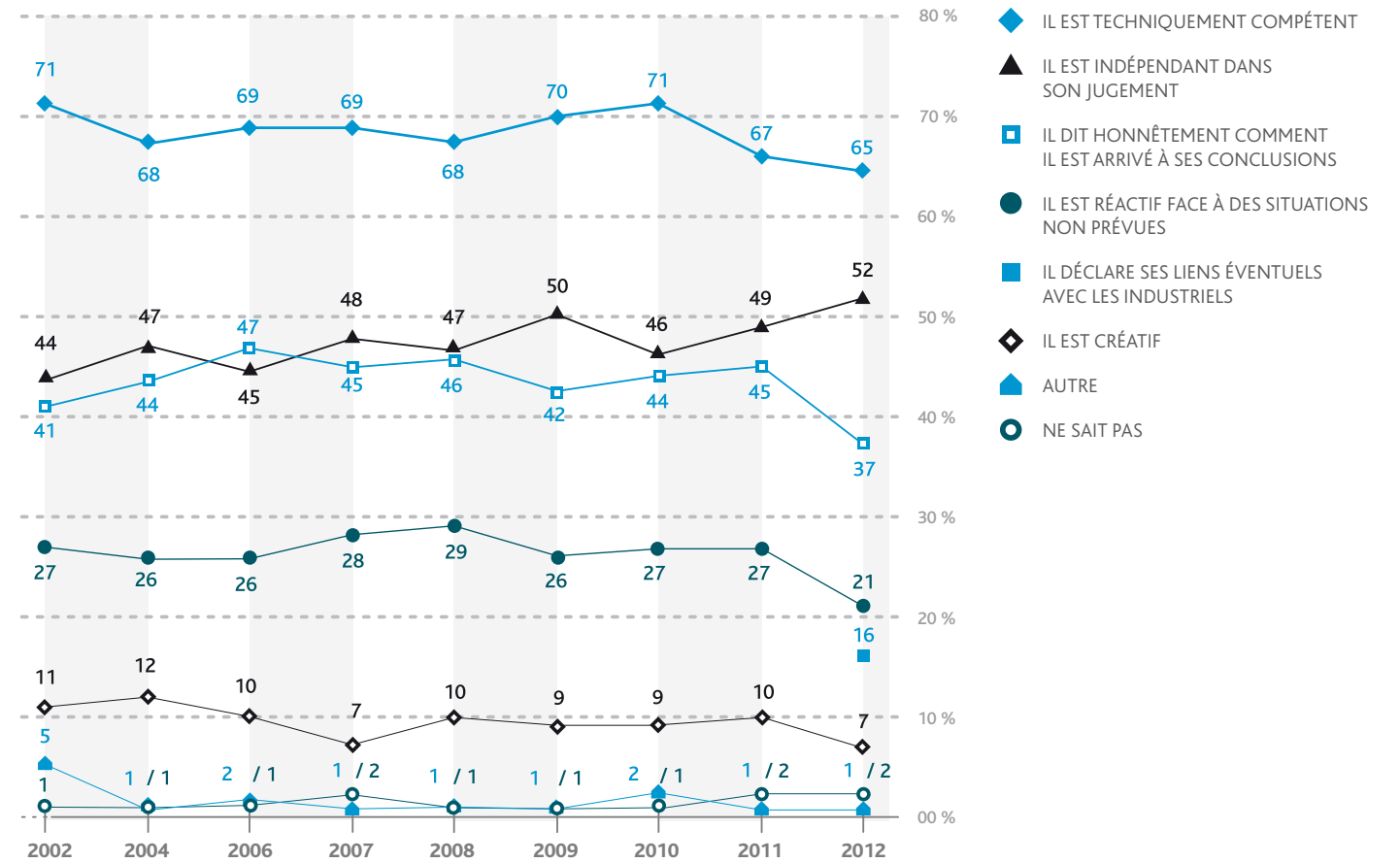


RÉSULTATS CUMULÉS
OCTOBRE 2012

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.

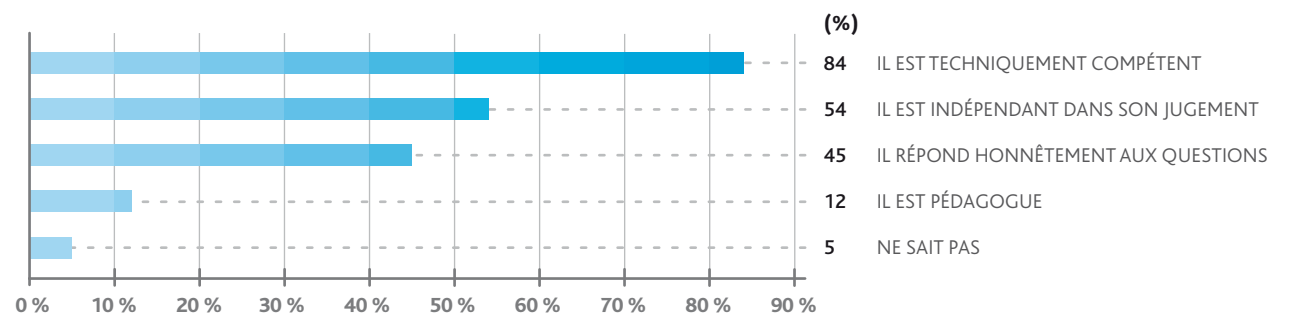


ÉVOLUTIONS
2002 À 2012



ÉVOLUTIONS
2000

Les modalités de réponse étaient différentes en 2000.

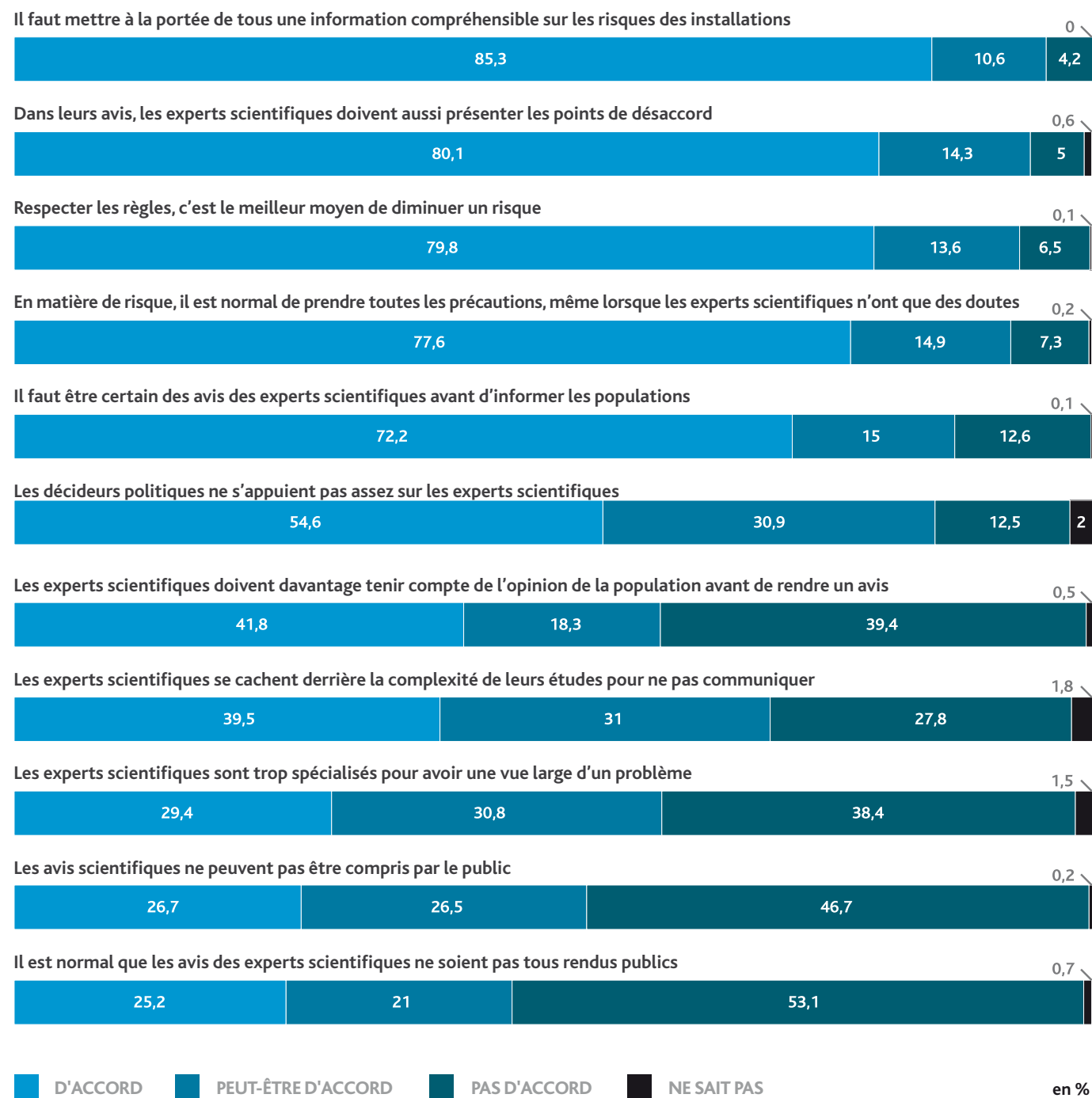


QUESTION N°4

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2012

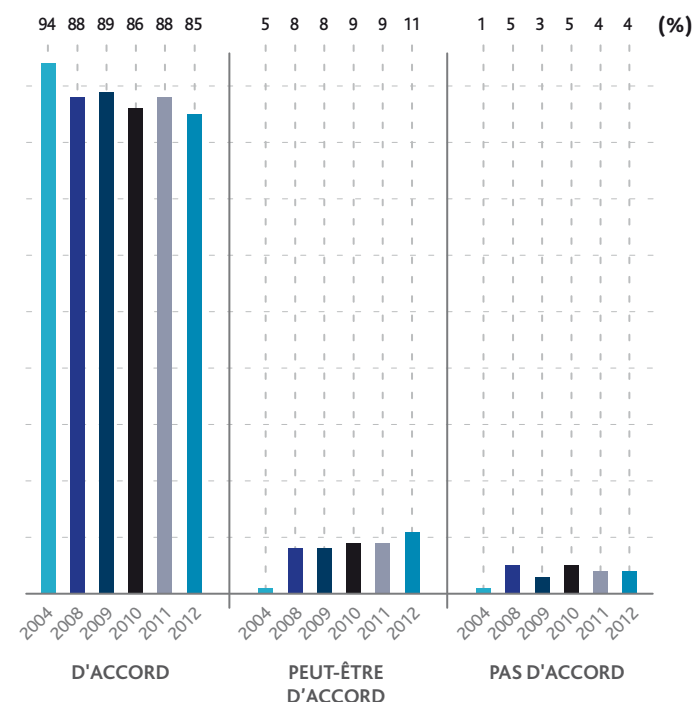
Les réponses «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord» ont été regroupées en «pas d'accord»; les réponses «bien d'accord» et «entièrement d'accord», en «d'accord».



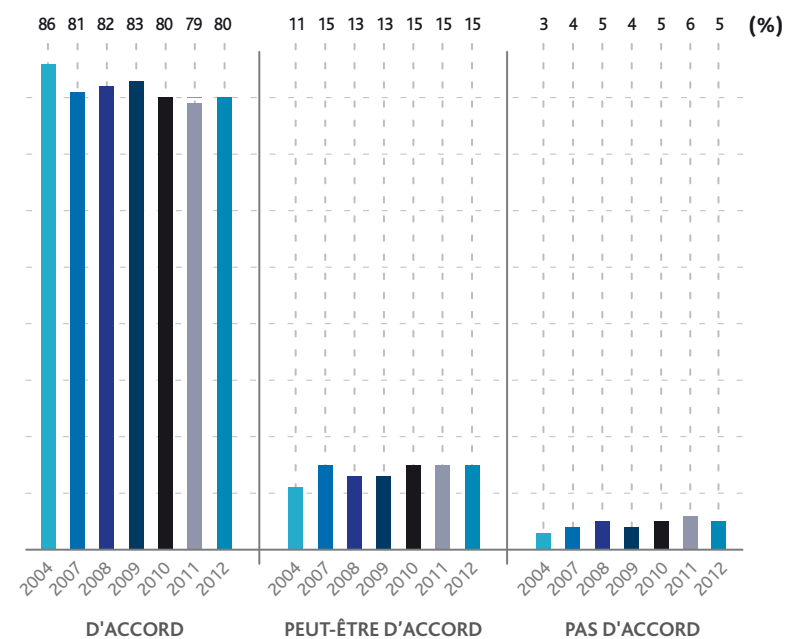
ÉVOLUTIONS 2004 À 2012

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.



Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.



QUESTION

N°4 (suite)

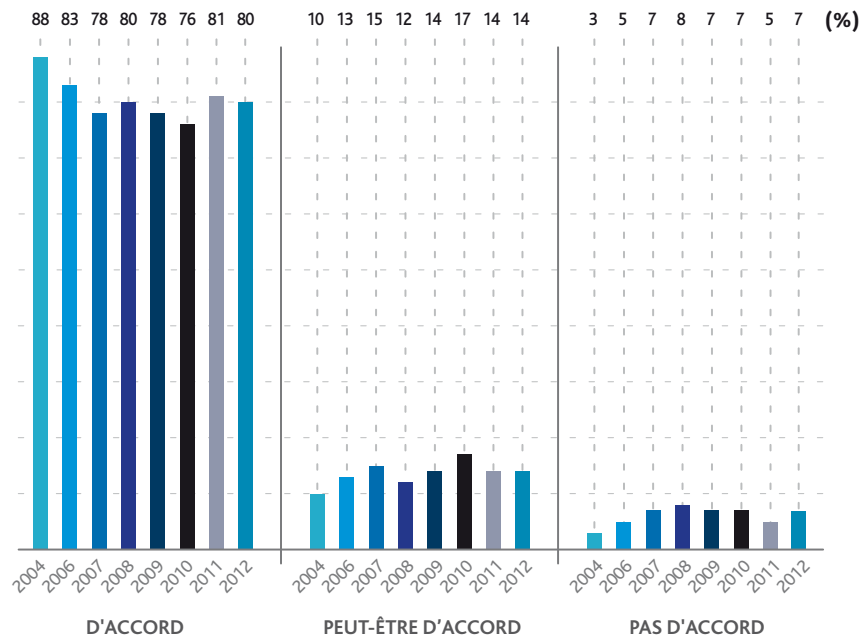
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

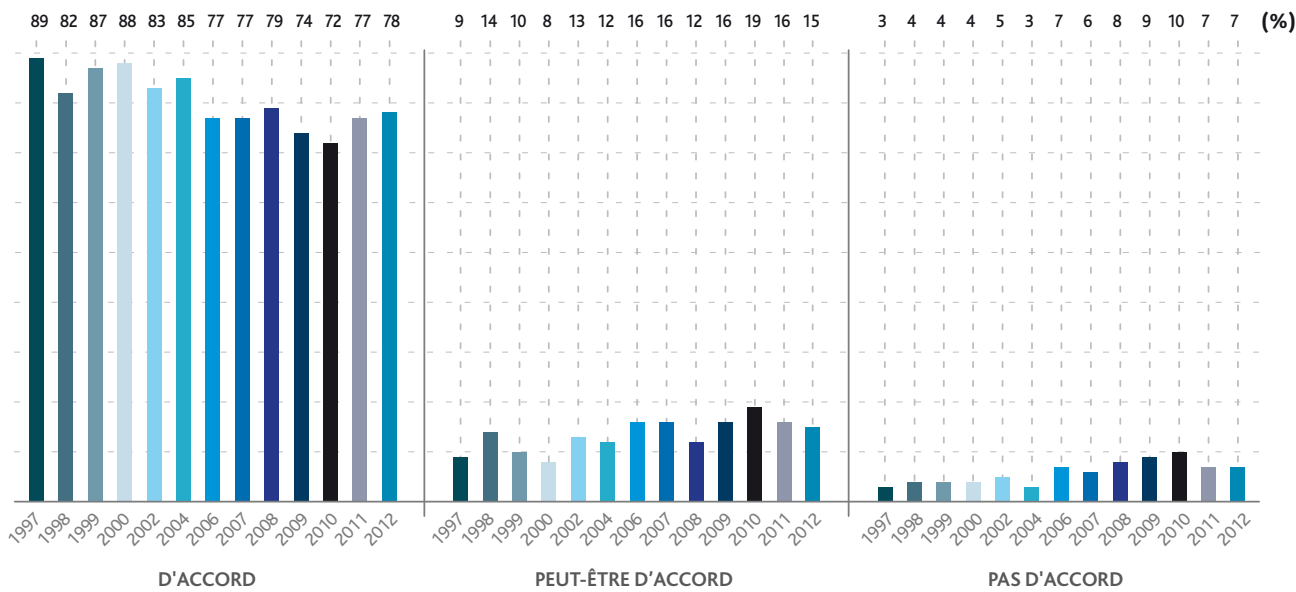
ÉVOLUTIONS 1997 À 2012

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

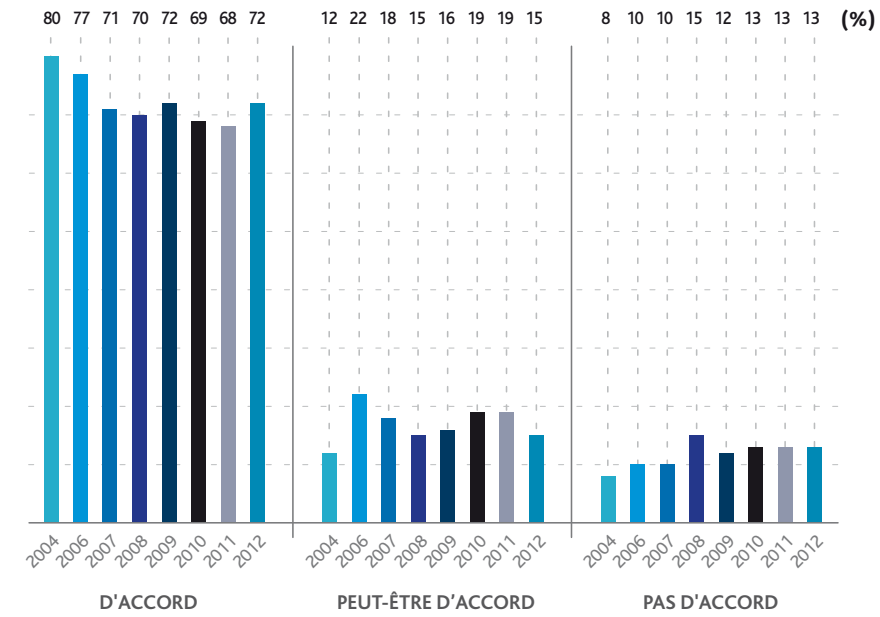
Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque.



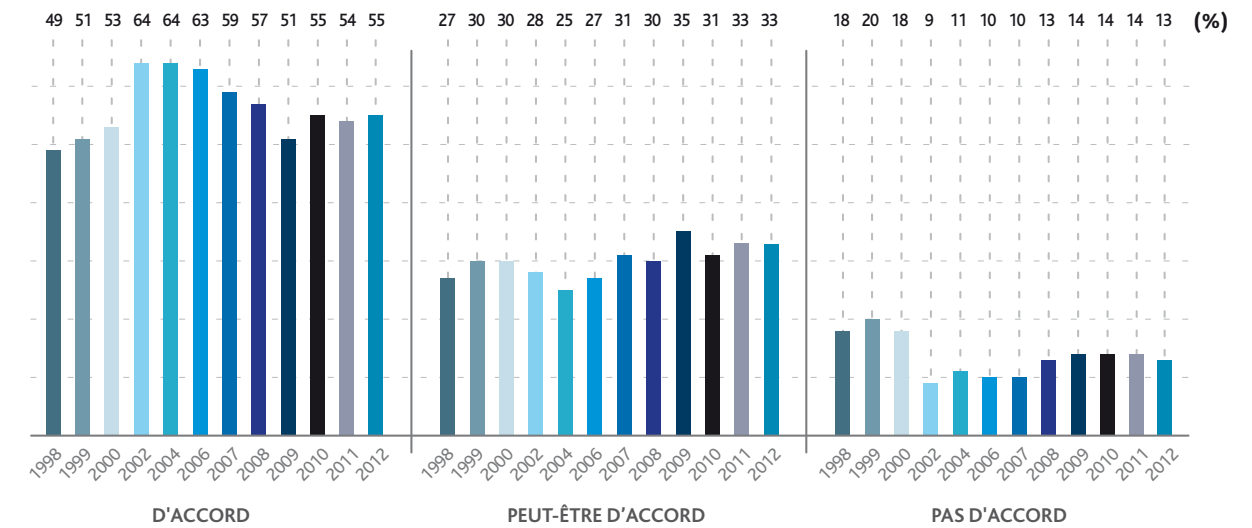
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.



Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations.



Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques.



QUESTION

N°4 (suite)

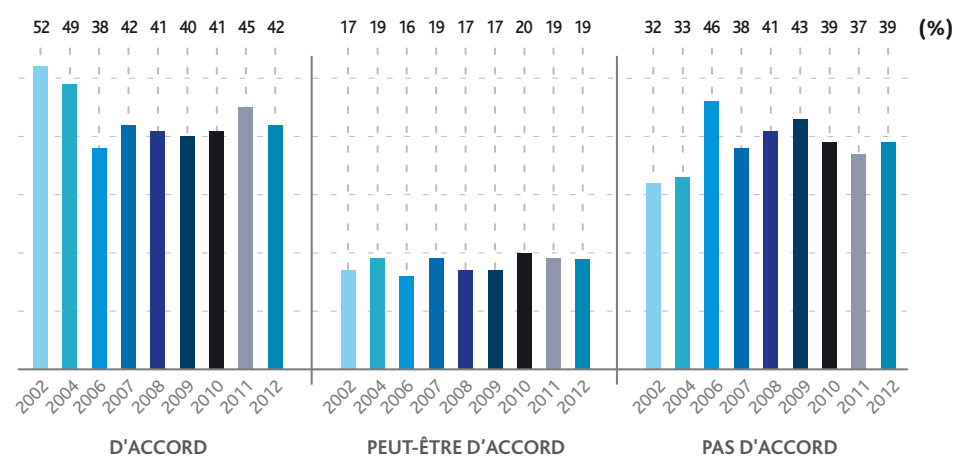
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

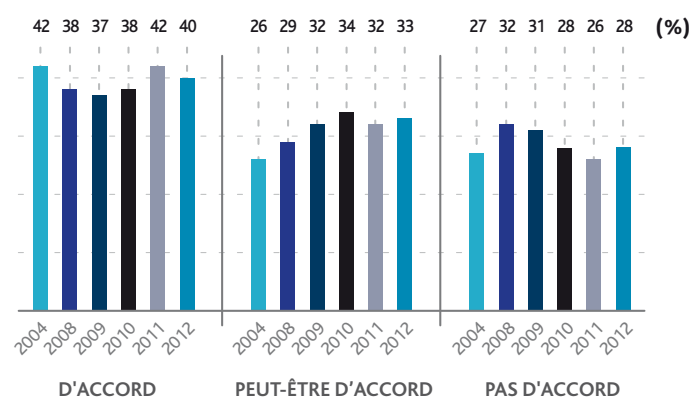
ÉVOLUTIONS 1997 À 2012

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

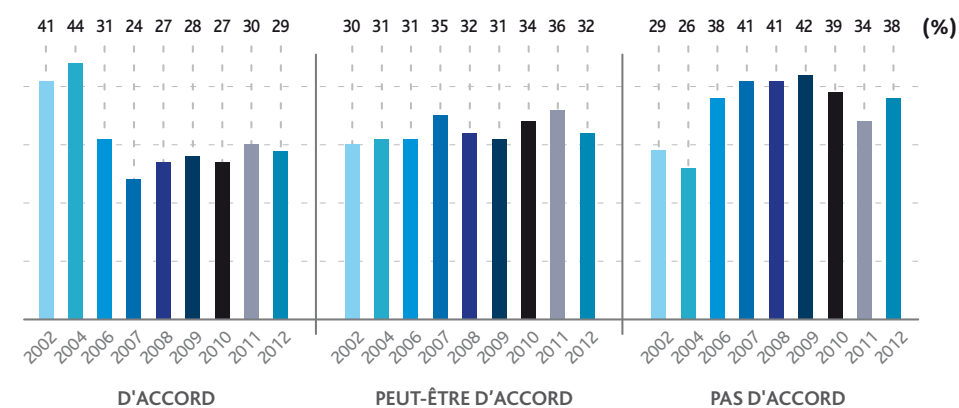
Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.



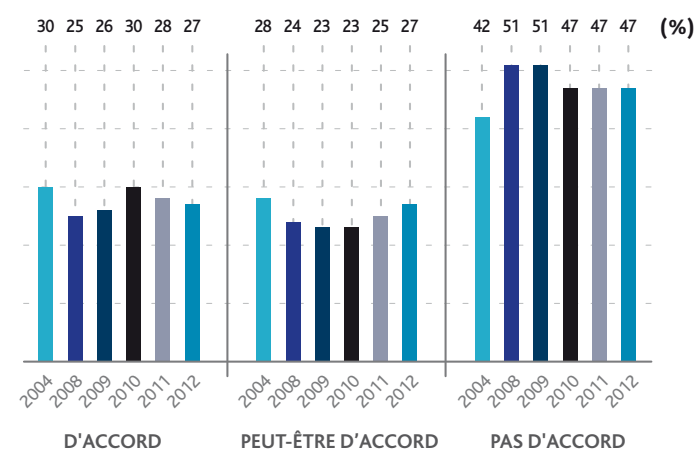
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.



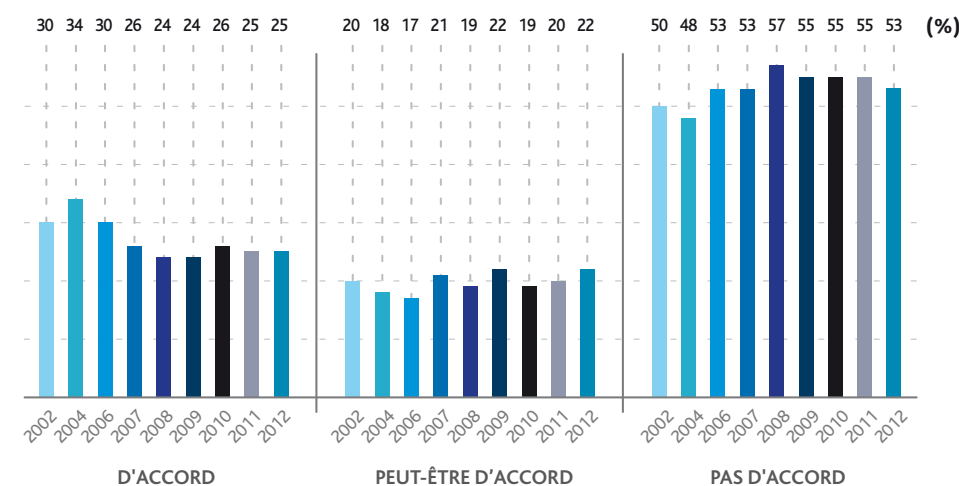
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème.



Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.



Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.



LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

QUESTION N°5 Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

QUESTION N°6 Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

QUESTION N°7 L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

QUESTION N°8 Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes :
— Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion.
— Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations.



Pour 65 % des Français, la diffusion et le partage de l'expertise scientifique passent par la disponibilité des experts pour répondre aux questions qui leur sont posées et par la publication des rapports qu'ils produisent.

Une nouvelle fois, les Français souhaitent que les rapports d'expertise soient rendus publics

Parmi les mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises, les deux mesures qui l'emportent sont « S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens » et « Rendre publics ses rapports d'expertise », avec 65 % de réponses « prioritaire ». Ceux qui jugent utile de rendre publics les rapports d'expertise préfèrent avoir accès eux-mêmes à ces dossiers et construire ainsi leur propre opinion (66 %), ce qui traduit leur volonté

de ne pas accéder à une information filtrée. En revanche, des propositions telles que « l'accès à la liste des travaux ou des saisines » ou l'organisation de « réunions publiques pour débattre de ses travaux » n'obtiennent plus que 40 % de réponses favorables. Ces mesures sont sans doute jugées insuffisantes aux yeux du public pour rendre compte des résultats d'une expertise. Peut-être ne répondent-elles pas entièrement à leur attente de transparence des organismes d'expertise.

La lutte contre le terrorisme et le secret défense sont de bonnes raisons pour ne pas diffuser les rapports d'expertise. À l'opposé, d'autres apparaissent moins légitimes, comme le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication ou la propriété industrielle

Posées depuis 2006, les questions de ce chapitre, liées à la notion de transparence de l'expertise, n'offrent jamais de spectaculaires évolutions d'une année sur l'autre. Cependant, cette année, deux raisons de ne pas publier les rapports voient leur importance augmenter significativement aux yeux des Français :

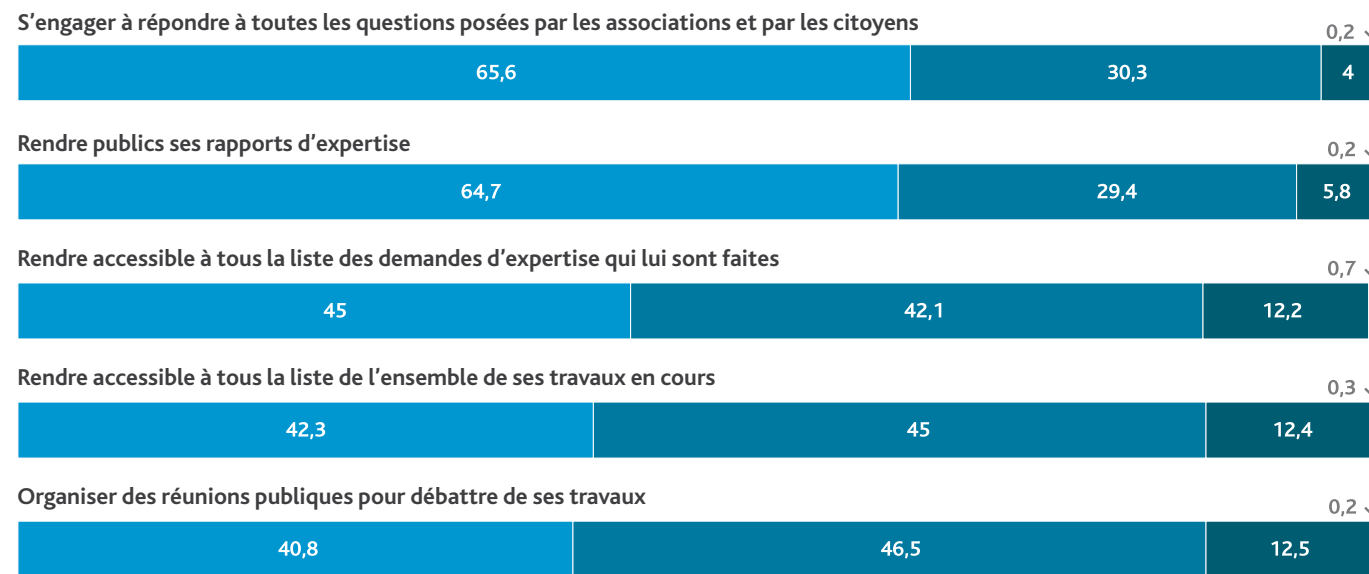
- la lutte contre le terrorisme, qui progresse de 6 points, retrouvant avec 71 % son score de 2010, année où les peurs des Français face au terrorisme avaient été ravivées par l'enlèvement en septembre 2010 des cinq otages français du groupe Areva au Niger et, à Paris, par les fausses alertes à la bombe à la tour Eiffel et à la station du RER de Saint-Michel. D'autres indicateurs du Baromètre avaient aussi évolué dans ce sens ;
- le secret défense, qui, avec 8 points en plus et 63 % de réponses favorables, atteint un score jamais atteint.

D'autres raisons semblent peu légitimes pour ne pas diffuser les résultats d'expertise, comme l'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public (45 %), les engagements contractuels de l'expert (45 %), le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de leur publication (39 %) ou la propriété industrielle (39 %).

QUESTION N°5

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises.
Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

OCTOBRE 2012

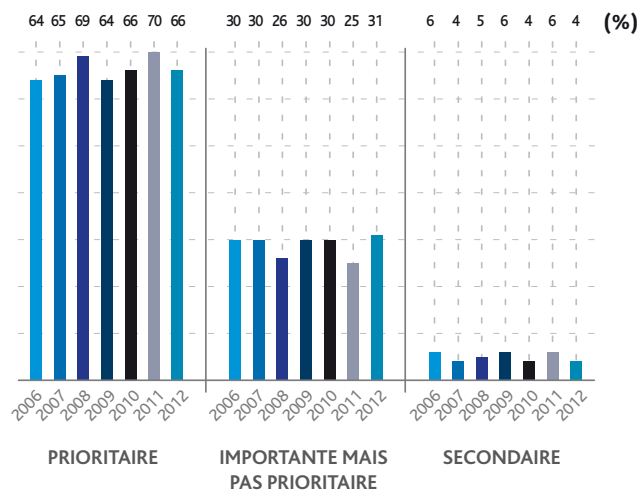


■ PRIORITAIRE
 ■ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE
 ■ SECONDAIRE
 ■ NE SAIT PAS
 en %

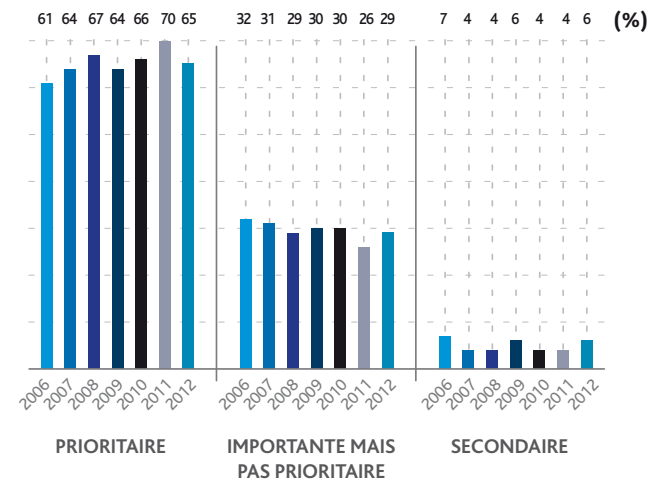
ÉVOLUTIONS 2006 À 2012

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

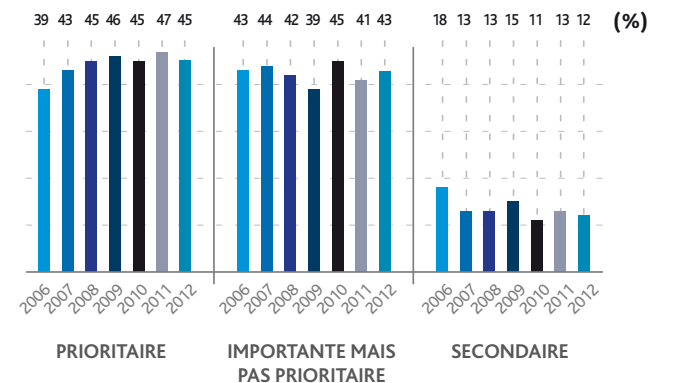
S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.



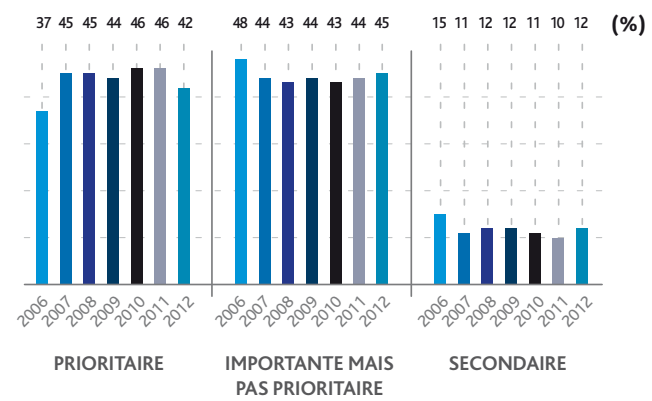
Rendre publics ses rapports d'expertise.



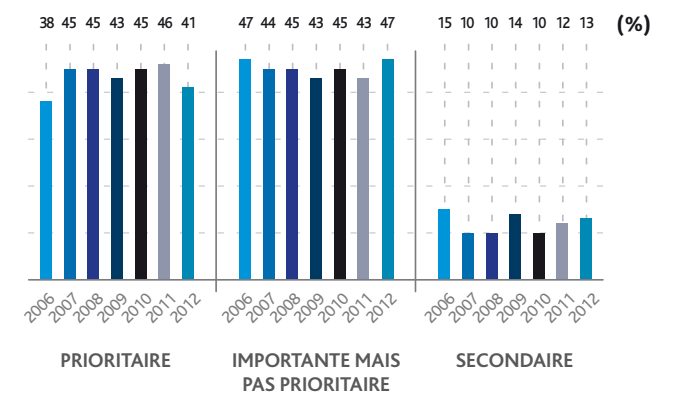
Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites.



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours.



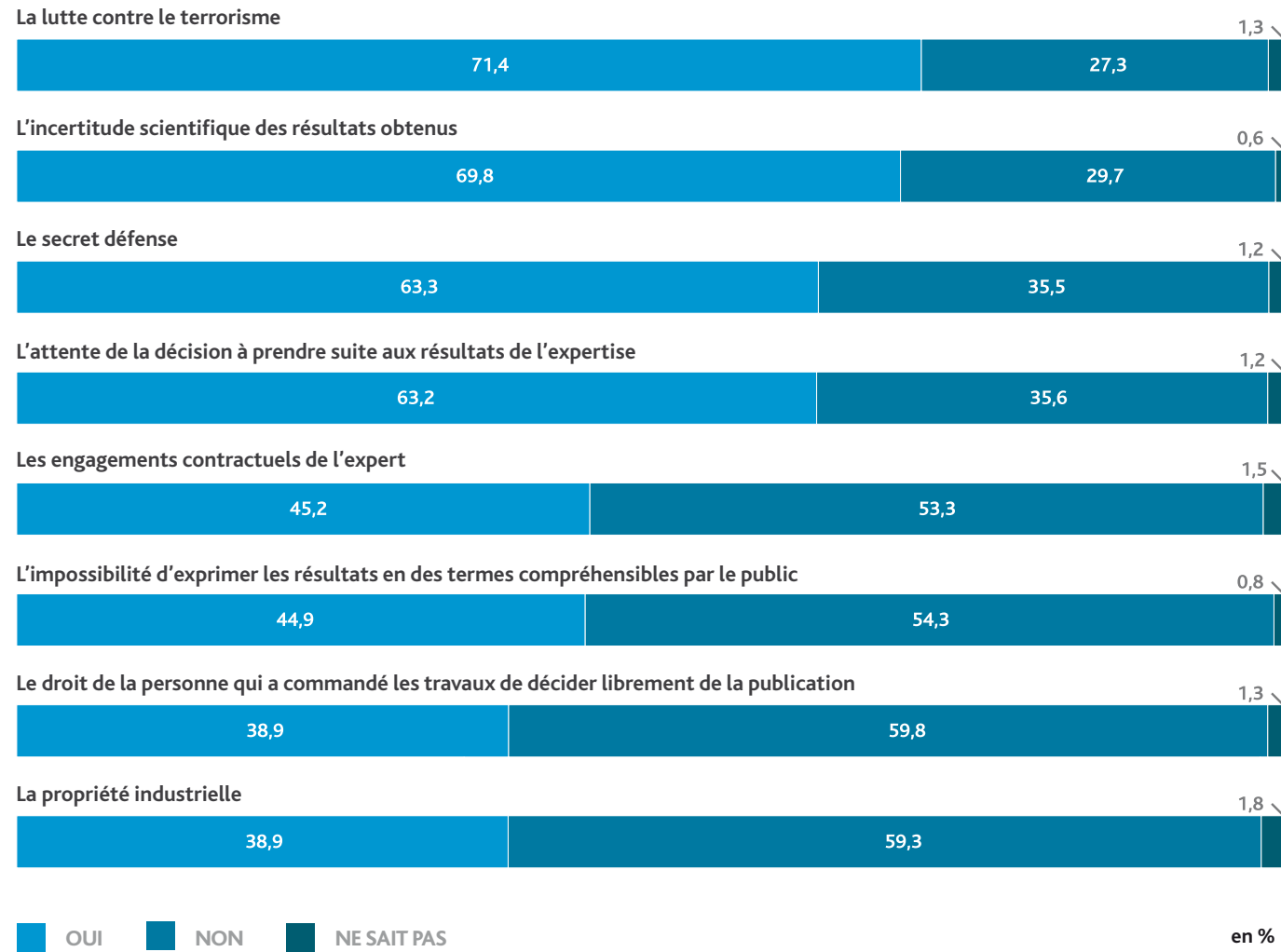
Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux.



QUESTION N°6

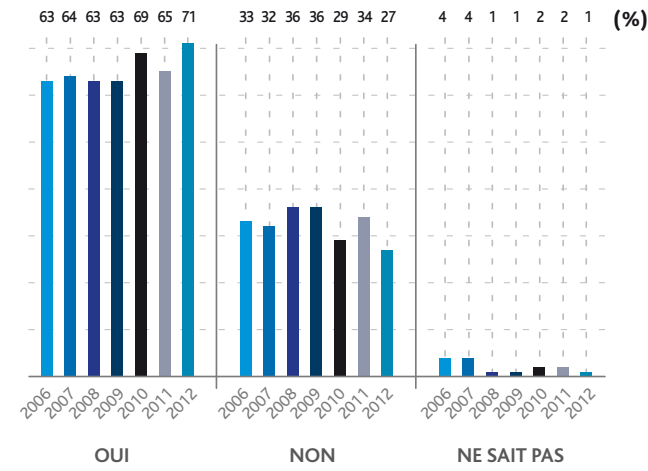
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

OCTOBRE 2012

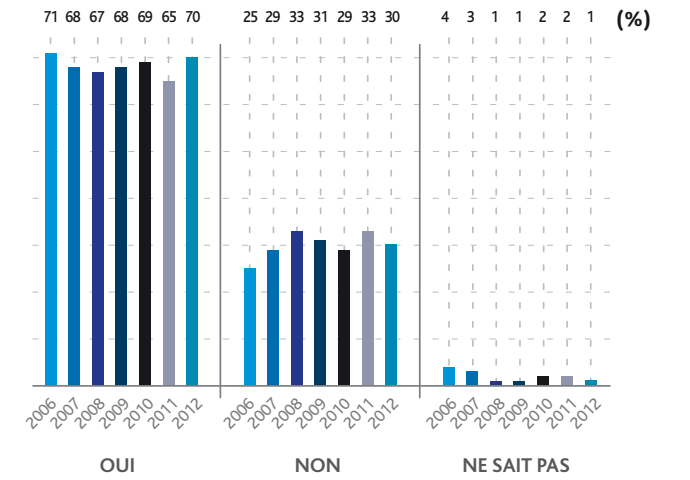


ÉVOLUTIONS 2006 À 2012

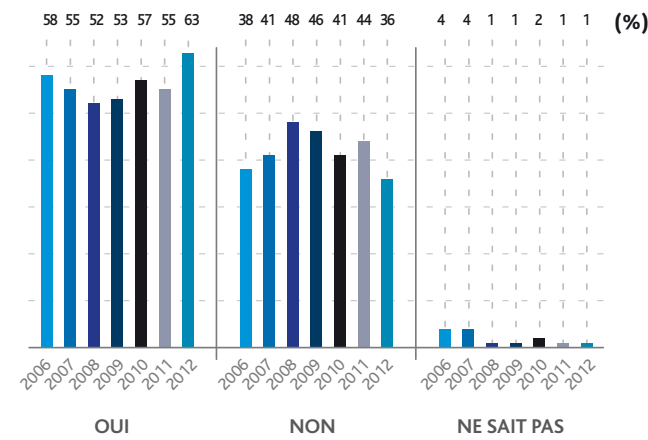
La lutte contre le terrorisme.



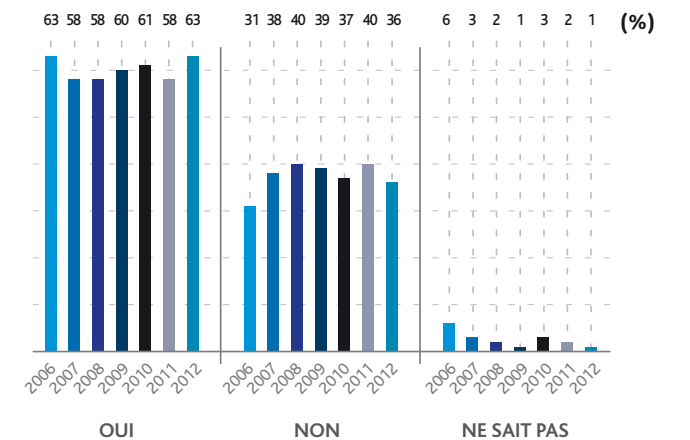
L'incertitude scientifique des résultats obtenus.



Le secret défense.



L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.

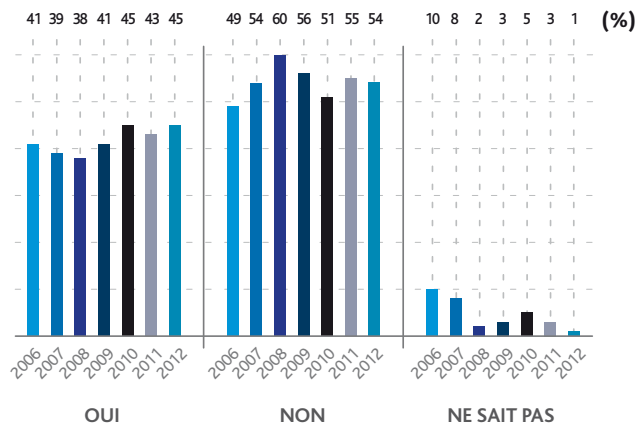


QUESTION
N°6 (suite)

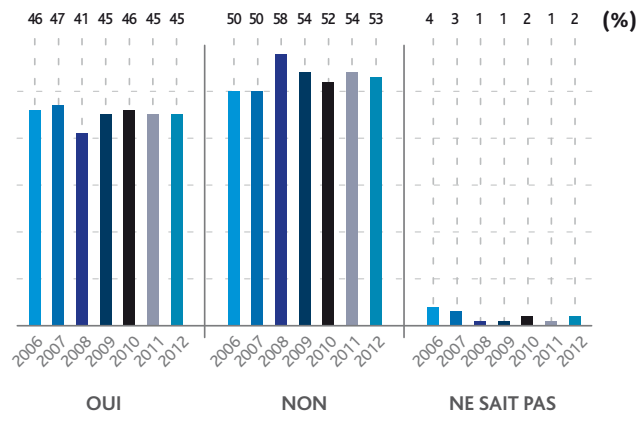
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

ÉVOLUTIONS
2006 À 2012

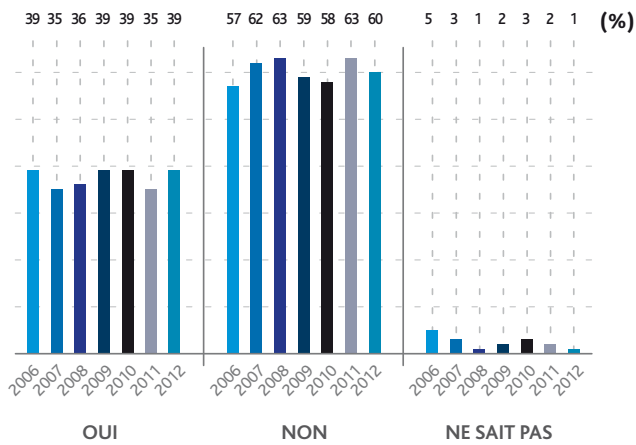
Les engagements contractuels de l'expert.



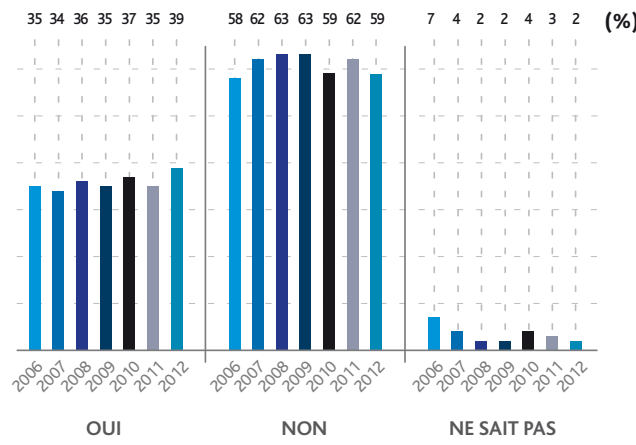
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public.



Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.



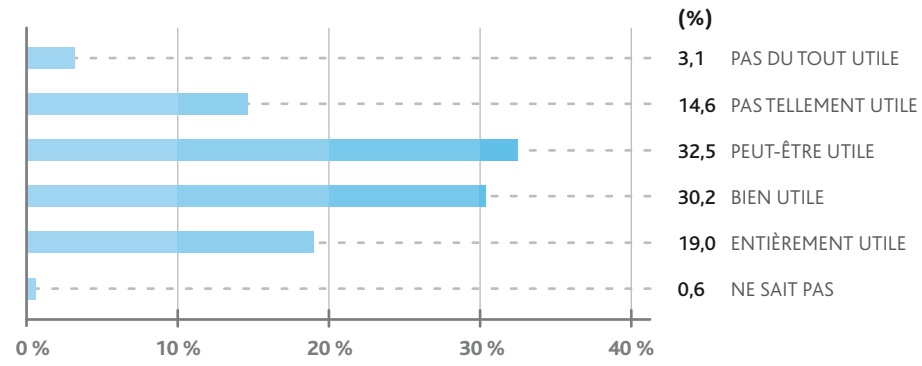
La propriété industrielle.



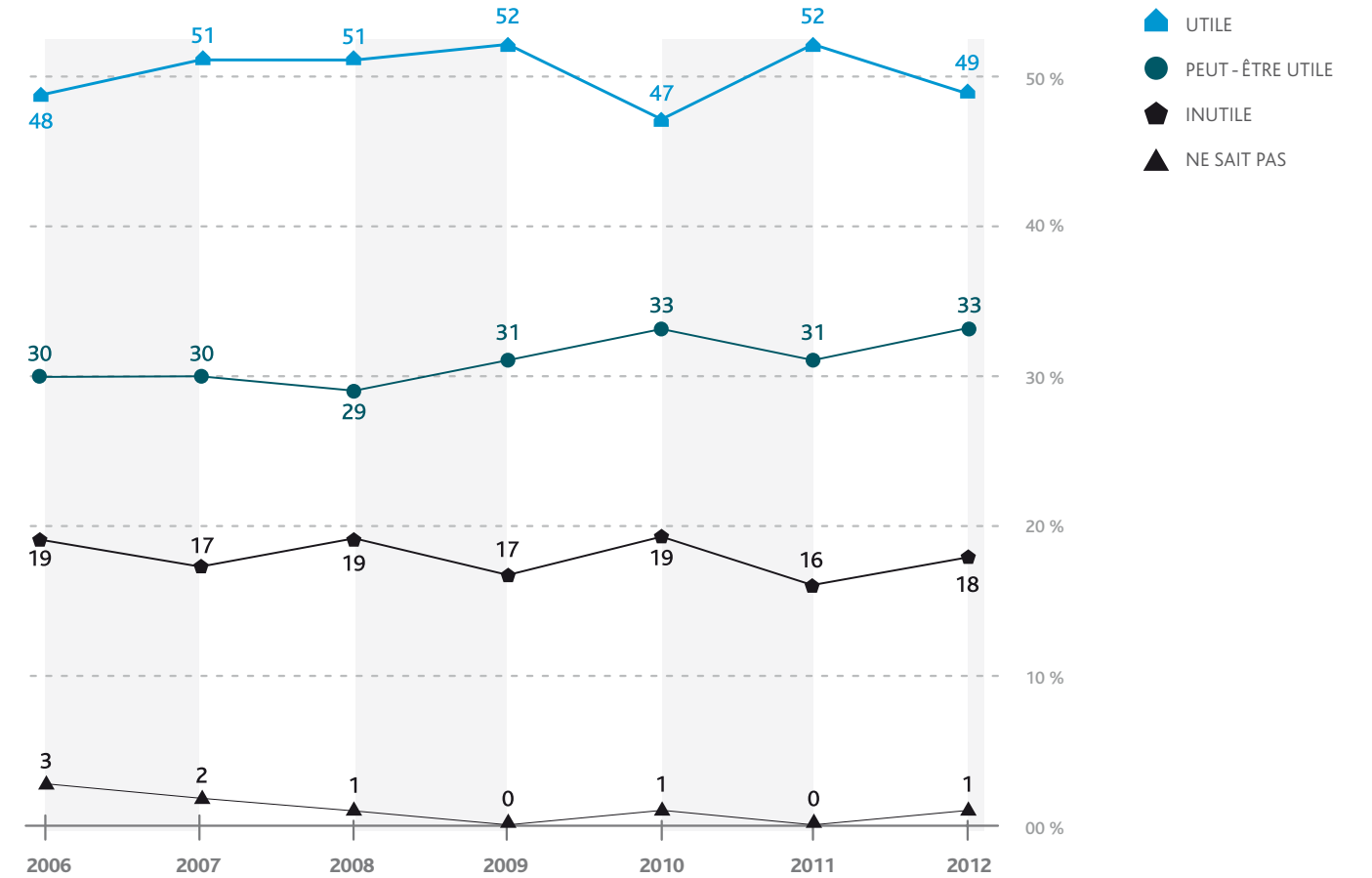
QUESTION
N°7

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

OCTOBRE 2012



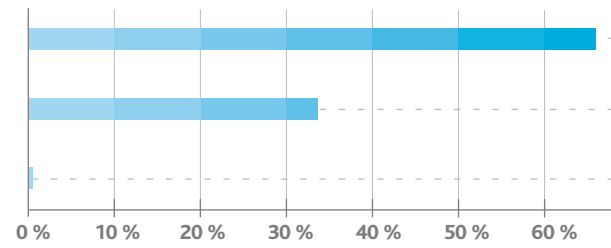
ÉVOLUTIONS
2006 À 2012



QUESTION N°8

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes ?

OCTOBRE 2012



Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question précédente.

(%)

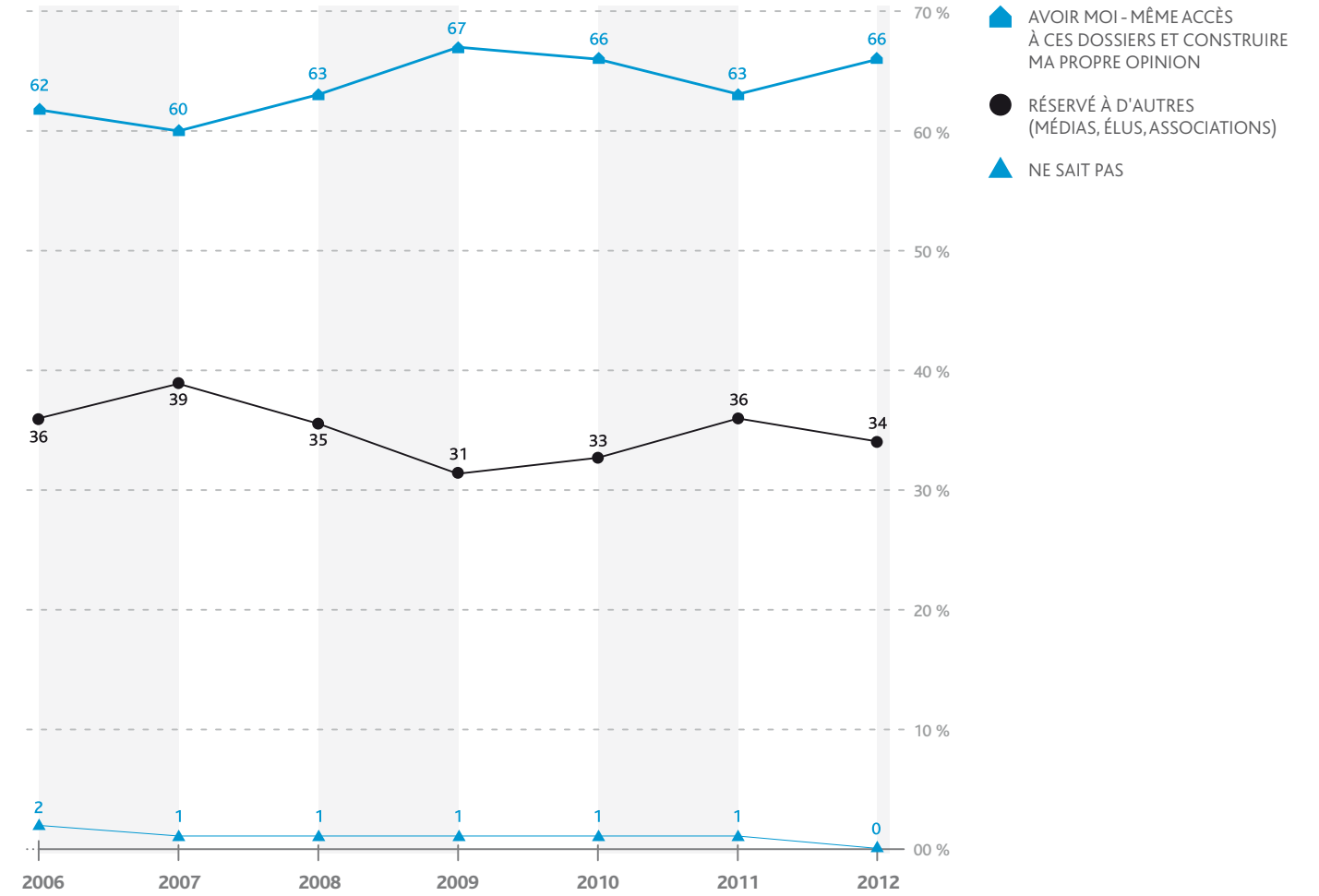
66,0 JE PRÉFÈRE MOI-MÊME AVOIR ACCÈS À CES DOSSIERS ET CONSTRUIRE AINSI MA PROPRE OPINION

33,6 JE PRÉFÈRE QUE L'ACCÈS À CES DOSSIERS TECHNIQUES SOIT UNIQUEMENT RÉSERVÉ À D'AUTRES, COMME LES MÉDIAS, LES ÉLUS, LES ASSOCIATIONS

0,4 NE SAIT PAS, NON-RÉPONSE

ÉVOLUTIONS 2006 À 2012

Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



- ▲ AVOIR MOI-MÊME ACCÈS À CES DOSSIERS ET CONSTRUIRE MA PROPRE OPINION
- RÉSERVÉ À D'AUTRES (MÉDIAS, ÉLUS, ASSOCIATIONS)
- ▲ NE SAIT PAS

LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

QUESTION N°9 Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

QUESTION N°10 Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

QUESTION N°11 Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

QUESTION N°12 Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

Les Français sont-ils prêts à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ? À cette question, ils sont partagés : 51 % y sont prêts, 49 % n'y sont pas. Mais ils se rejoignent pour juger utile une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques. Comme tous les ans, ils sont 90 % à juger utile une telle structure. Ces résultats ne sont pas contradictoires mais montrent que les Français font confiance à des groupes dont ils se sentent proches pour contribuer à la maîtrise des risques.

Quels acteurs les Français souhaitent-ils voir aux côtés des experts scientifiques dans les structures pluralistes qu'ils plébiscitent ? Viennent en tête les personnes exposées au risque (95 %) et les médecins (93 %). Suivent les pouvoirs publics, les élus locaux, les scientifiques du monde universitaire, les associations écologistes locales, les membres des commissions locales d'information avec, pour chacun, environ 90 % de réponses. Puis ce sont, avec autour de 80 % de réponses, les associations écologistes nationales, les industriels, les représentants de l'Académie des sciences. Et, très en dessous des premiers, on trouve les juristes, les journalistes et les représentants des syndicats, entre 70 % et 50 %. Cette année, aucune évolution ne vient bousculer cette hiérarchie.

Parmi les avantages d'une structure pluraliste, c'est avant tout « mieux identifier les risques » et « contribuer à réduire les risques » qui l'emportent, avec 39 % et 35 % de réponses.

Viennent ensuite, avec environ 20 % de réponses, les avantages suivants : « avoir accès à des informations fiables », « améliorer la qualité de l'expertise », « faire émerger de nouveaux points de vue et idées », « rendre plus crédible l'expertise » et « améliorer la communication des résultats ».

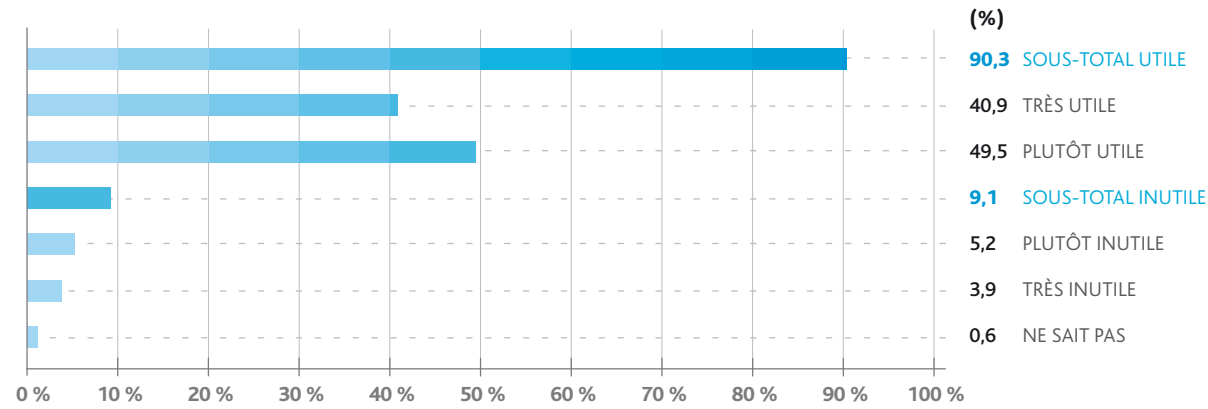
Ne sont pas retenus les items suivants : « éclairer le décideur sur les différentes options » ou « mieux définir la question à étudier », qui n'obtiennent qu'environ 10 % de réponses.

Cette apparente contradiction s'explique sans doute par l'attente de pluralisme des Français dans l'identification des risques en y apportant des regards non experts tout en laissant aux experts et aux pouvoirs publics l'instruction détaillée des questions techniques. En pratique, être à l'écoute des interrogations de la société est une vraie source de meilleure identification des risques.

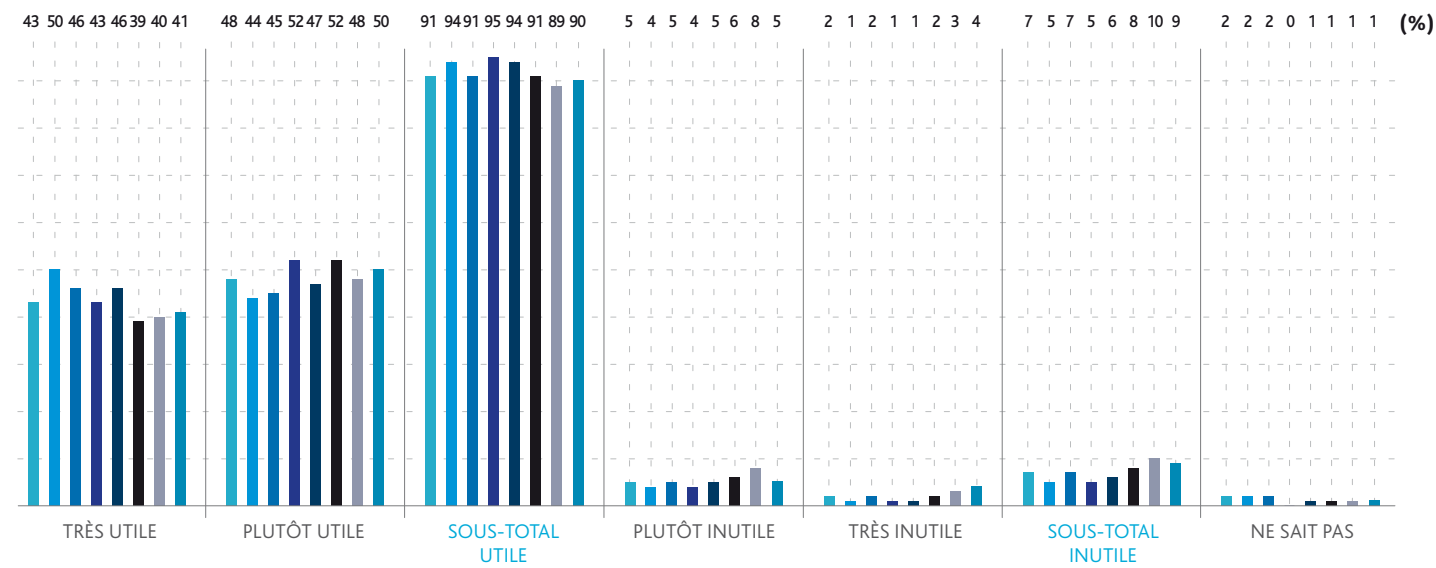
QUESTION N°9

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 2004 À 2012



QUESTION N°10

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

Base : les personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens (908 en 2012).

	2007	2008	2009	2010	2011	1 ^{er} CITÉ	2 ^e CITÉ	CUMUL 2012 (%)
Mieux identifier les risques	36,9	38,2	40,7	38,7	37,3	21,0	18,1	39,1
Contribuer à réduire les risques	36,1	37,0	35,3	38,4	36,9	18,7	16,6	35,2
Avoir accès à des informations fiables	23,9	25,3	23,7	25,7	27,0	13,2	12,4	25,6
Améliorer la qualité de l'expertise	21,6	17,7	18,3	16,6	22,5	8,6	11,3	19,8
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20,3	21,7	19,7	20,2	19,6	9,9	9,6	19,5
Rendre plus crédible l'expertise	15,9	15,9	18,1	15,9	16,6	9,6	9,6	19,2
Améliorer la communication des résultats	13,5	18,5	18,2	16,8	16,5	7,6	9,4	17,0
Éclairer le décideur sur les différentes options	13,9	14,6	15,5	14,0	12,0	6,8	7,2	14,0
Mieux définir la question à étudier	11,0	10,2	9,3	12,3	10,9	4,1	5,0	9,0
Ne sait pas	6,8	0,2	0,3	0,4	0,9	0,4	0,8	0,4

QUESTION N°11

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

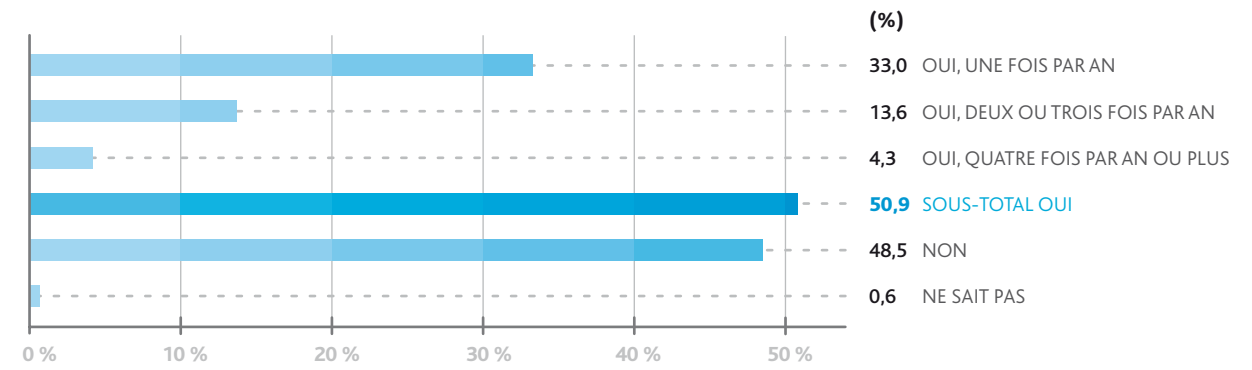
Base : les personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens (908 en 2012).

	% DE OUI					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (%)
Des personnes exposées au risque	94,6	94,3	93,4	94,1	95,8	94,6
Des médecins	92,9	92,7	91,9	93,5	91,3	92,7
Des pouvoirs publics au niveau national ou local	90,8	89,8	88,4	87,5	87,4	89,2
Des élus locaux (conseils régional/ général, municipalités...)	89,9	88,3	88,3	88,9	89,6	88,2
Des scientifiques du monde universitaire	86,6	87,1	87,2	88,4	86,0	87,0
Des associations écologistes locales	84,7	85,0	85,6	84,2	85,8	84,9
Des membres des commissions locales d'information (CLI, CLIS, CLIC...)	82,4	82,5	83,6	84,9	82,3	83,1
Des associations écologistes nationales	84,3	84,7	84,8	83,4	83,3	82,4
Des industriels	82,7	81,5	81,6	81,3	80,7	80,4
Des représentants de l'Académie des sciences	77,2	78,5	75,6	78,7	76,4	77,1
Des juristes	68,6	67,5	68,9	69,6	69,7	67,1
Des journalistes	66,1	67,4	62,0	65,4	66,1	63,7
Des représentants des syndicats	53,2	54,2	55,0	52,1	59,0	53,9

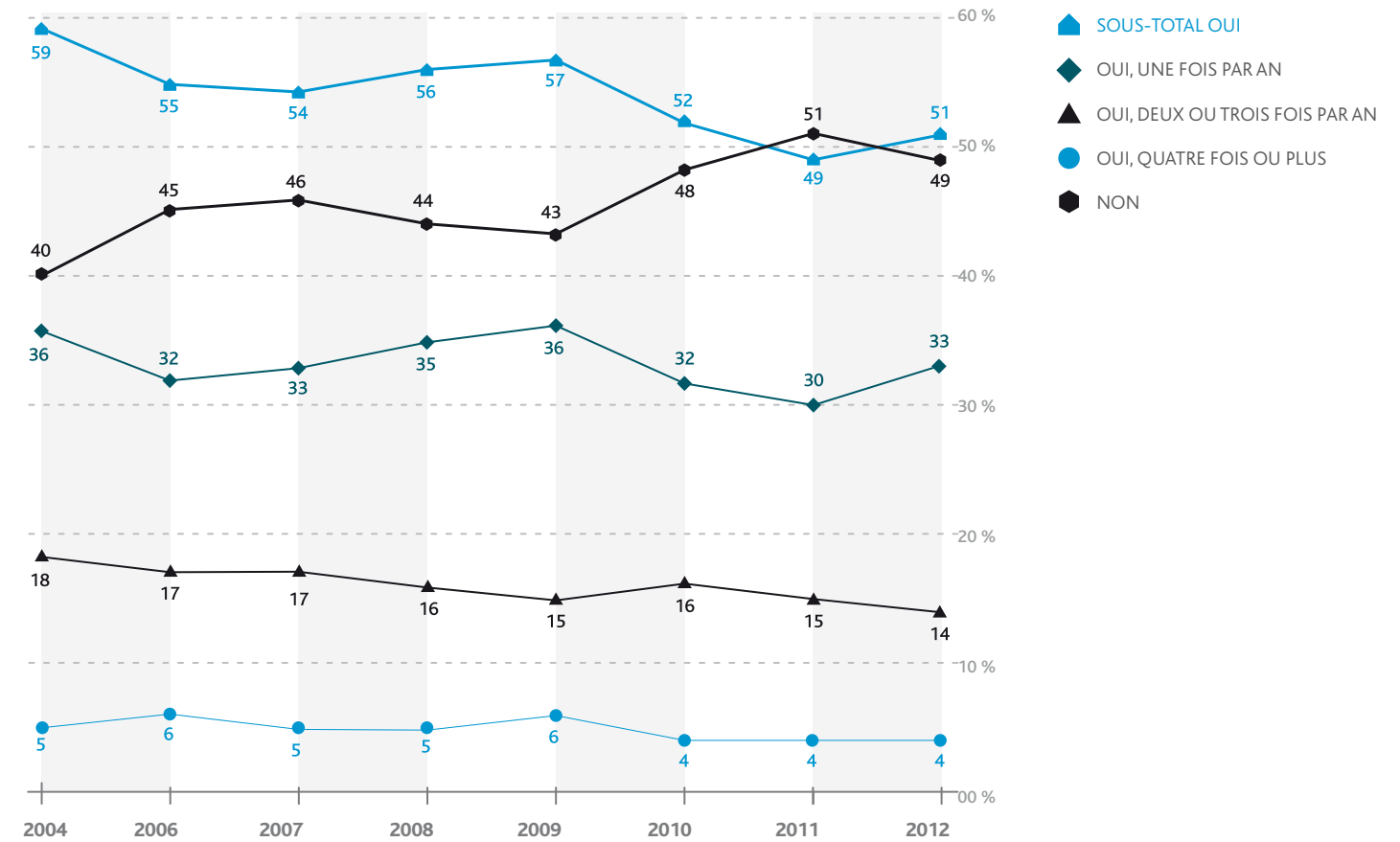
QUESTION N°12

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 2004 À 2012



LES FRANÇAIS FACE À 33 SITUATIONS À RISQUES

PARTIE 3

3.1 — LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS	66 - 77
3.2 — LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER	78 - 87
3.3 — LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS	88 - 103
3.4 — LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS	104 - 117

33 risques ont été retenus pour l'édition 2013 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement médiatisées (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Par rapport à l'an passé, les risques médicamenteux sont remplacés par les risques médicaux dans le questionnaire pour être cohérent avec l'introduction de « la qualité des soins médicaux » à la partie 1 de cette édition. Il sera ainsi possible de mieux juger de la préoccupation des Français dans le champ de la santé au-delà de leurs craintes vis-à-vis de maladies (sida) ou de risques individuels ayant un impact sur la santé (alcool, tabac...).

Les 33 situations proposées sont :

- Les accidents domestiques
- Les accidents de radiothérapie
- Les accidents de la route
- L'alcoolisme
- Les antennes de réseau pour téléphones portables
- Le bruit
- La canicule
- Les centrales nucléaires
- Les déchets chimiques
- Les déchets radioactifs
- La drogue
- Les incendies de forêt
- Les incinérateurs de déchets ménagers
- Les inondations
- Les installations chimiques
- Les lignes à haute tension
- Les maladies professionnelles
- Les nanoparticules
- L'obésité des jeunes
- Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- Les pesticides
- La pollution atmosphérique
- La pollution des lacs, des rivières et des mers
- La pollution des sols
- Les produits alimentaires
- Les radiographies médicales
- Le radon dans les habitations
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- Les risques médicaux
- Le sida
- Le tabagisme des jeunes
- Le terrorisme
- Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

- **L'importance perçue du risque** avec la question « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? »
- **La confiance accordée aux autorités** : « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? » (5 modalités de réponse allant de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »).
- **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : « Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? » (5 modalités de réponse de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »)¹.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie très peu d'une année sur l'autre. Cette impression de forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend singulières les situations qui viennent à changer. C'est sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des chapitres qui suivent.

¹. Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

D'une année sur l'autre, le nombre de situations connaissant une évolution de la perception des Français est habituellement faible. Cette édition 2013 fait exception et mobilise de ce fait l'attention. Comparativement aux résultats de l'édition 2012 du Baromètre IRSN, le risque est perçu comme légèrement moins élevé pour la quasi-totalité des situations. Il l'est de manière marginale pour la plupart (entre - 1 et - 4 points) mais pour d'autres avec des niveaux significatifs (environ - 10 points), comme pour les centrales nucléaires et les déchets radioactifs ou les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl ainsi que les installations et les déchets chimiques. À ce stade, rien ne permet d'identifier avec certitude la source de ce recul comme une inquiétude moins grande des Français face aux risques. Peut-être est-il révélateur d'une opinion publique qui déplace son attention sur la crise économique. Seule exception, les OGM : leur niveau d'inquiétude augmente de 7 points.

Le niveau d'inquiétude des Français recule légèrement, mais globalement

Les personnes interrogées jugent moins sévèrement le risque que l'an dernier. On observe un recul de 3 points en moyenne sur les modalités « élevées » du risque. C'est un chiffre peu significatif, mais la grande majorité des situations est concernée par cette diminution. Les plus grandes variations enregistrées sont : - 10 points pour les centrales nucléaires et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, - 9 points pour les déchets chimiques et - 8 points pour les installations chimiques et les déchets radioactifs. Le sida, qui avait commencé en 2005 à voir son score de risque perçu diminuer d'année en année, recule encore de 7 points pour atteindre son plus faible score. À l'opposé, une seule situation voit son score augmenter : les OGM, qui enregistrent une hausse du risque perçu de 7 points.

byl, - 9 points pour les déchets chimiques et - 8 points pour les installations chimiques et les déchets radioactifs. Le sida, qui avait commencé en 2005 à voir son score de risque perçu diminuer d'année en année, recule encore de 7 points pour atteindre son plus faible score. À l'opposé, une seule situation voit son score augmenter : les OGM, qui enregistrent une hausse du risque perçu de 7 points.

Des niveaux de risque perçu sont parmi les plus faibles depuis 1997 pour les centrales nucléaires, les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et plus généralement pour les situations liées à l'industrie

L'accident de Fukushima-Daiichi a-t-il marqué durablement l'opinion en termes de risque perçu sur les activités nucléaires en France ?

En 2011, l'enquête du Baromètre IRSN, qui avait eu lieu six mois après l'accident nucléaire de Fukushima-Daiichi, montrait que le risque perçu des centrales nucléaires avait augmenté. Il atteignait son niveau le plus élevé depuis 1997 et dépassait pour la première fois la barre des 50 % de risque élevé (55 % en 2011). Les déchets radioactifs ou les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl avaient été peu affectés.

Cette année, même si les inquiétudes baissent globalement sur toutes les situations, celles qui sont liées au nucléaire enregistrent des baisses significatives au-delà du recul d'ensemble. La plus forte est de 10 points pour le risque perçu des centrales nucléaires, qui le conduit à atteindre un de ses plus faibles scores depuis 1997 (45 % en 2012). De même, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl voient leur niveau de risque atteindre son minimum, à 40 %. Quant aux déchets radioactifs, ils suivent la même logique : - 8 points et un des scores les plus faibles, 54 %.

Mais cette baisse n'est pas propre aux risques nucléaires. Les transports de matières dangereuses, les installations et les déchets chimiques suivent la même tendance : baisse significative (- 7, - 8, - 9 points) et un de leurs plus faibles scores. Les installations chimiques retrouvent leur score d'avant l'accident d'AZF à Toulouse en 2001.

Il ne faut pas oublier que les Français sont confrontés à une crise économique qui les touche dans leur quotidien et peut-être perçoivent-ils l'industrie moins en termes de risque et plus en termes d'emplois.

Les risques les plus redoutés : tabac, drogue, alcool et pollutions

Comme dans leur ensemble les situations évoluent à peu près toutes dans le même sens, le palmarès des risques reste globalement inchangé. En tête, on trouve encore cette année le tabagisme des jeunes, considéré par 75 % des personnes interrogées comme la situation comportant les risques les plus élevés. Viennent ensuite la drogue (66 %), l'alcoolisme (65 %), la pollution atmosphérique (61 %), les pesticides (61 %), la pollution des lacs, des rivières et des mers (60 %). Enfin, les nanoparticules, les accidents de radiothérapie, la canicule, les radiographies médicales, le radon dans les habitations viennent en dernier (respectivement 23 %, 18 %, 18 %, 17 % et 13 %).

On notera toutefois que, sur une longue durée, la pollution atmosphérique subit une évolution lente, traduisant une baisse du niveau du risque perçu. De 2004 à 2006, elle inquiétait de plus en plus les Français et s'imposait pour la première fois en tête du classement fin 2006 avec 75 %

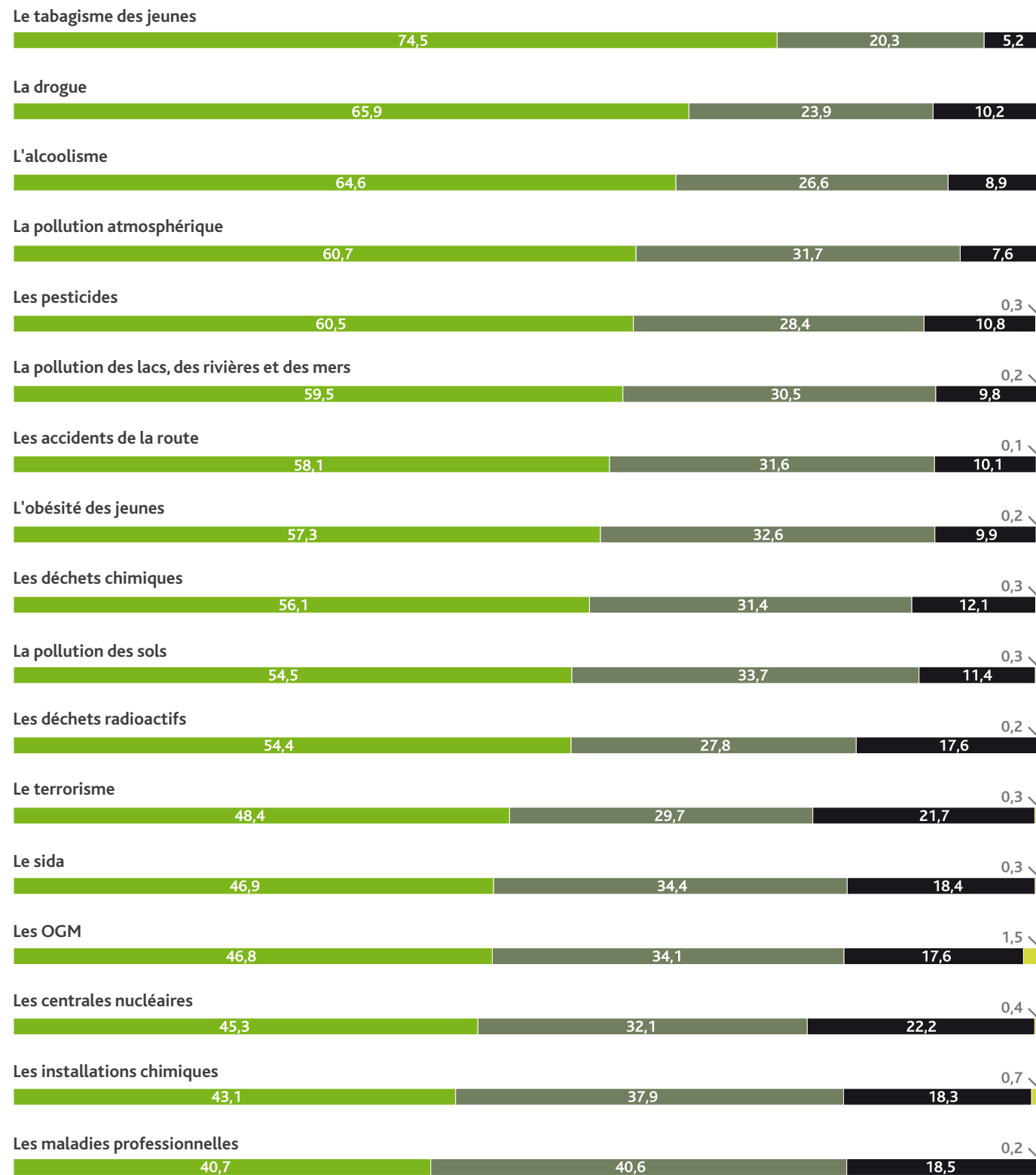
de réponses. Elle les inquiète désormais nettement moins (61 %, - 14 points), même si elle demeure leur quatrième préoccupation au mois d'octobre 2012.

Les risques médicaux, introduits cette année, recueillent 30 % et se positionnent en 26^e position, aux côtés du bruit, des lignes à haute tension et des produits alimentaires. Pourtant, à la même époque, le Baromètre des préoccupations des Français de TNS Sofres d'octobre 2012 indiquait que « jamais depuis la création du baromètre, la santé et la qualité des soins n'avaient atteint un niveau aussi élevé dans la hiérarchie des préoccupations des Français : 59 % des personnes interrogées déclarent aujourd'hui être personnellement préoccupées par le sujet, avec une hausse de trois points par rapport au mois de juillet dernier ».

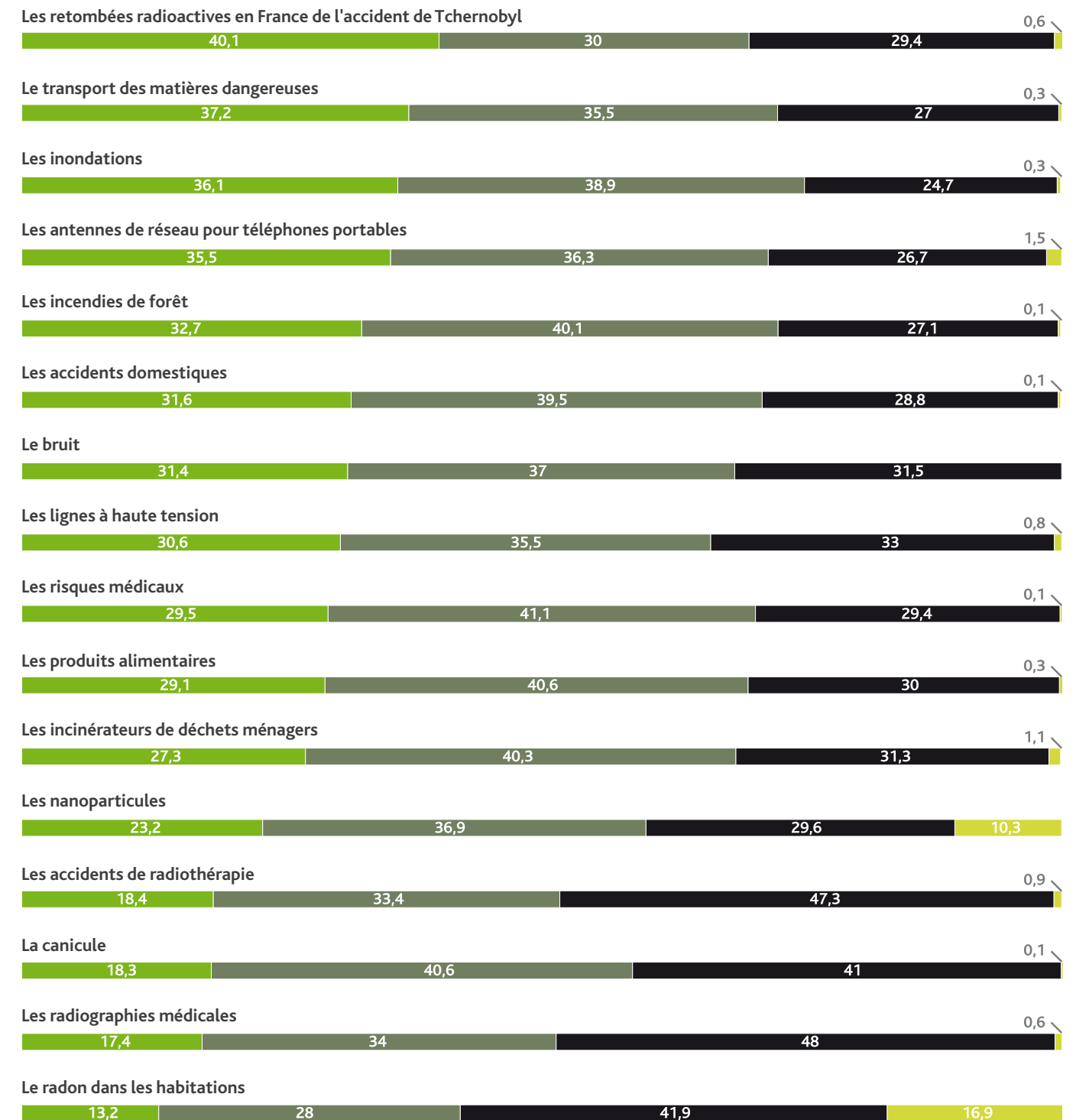
QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

OCTOBRE 2012



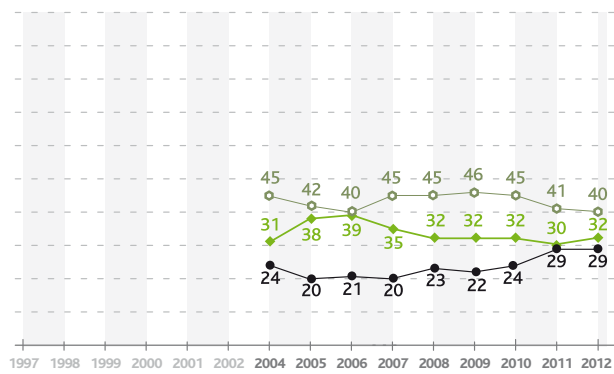
■ ÉLEVÉS ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS ■ FAIBLES ■ NE SAIT PAS en %



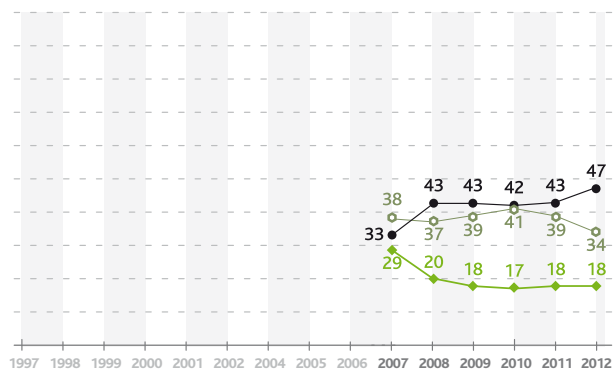
■ ÉLEVÉS ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS ■ FAIBLES ■ NE SAIT PAS en %

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2012

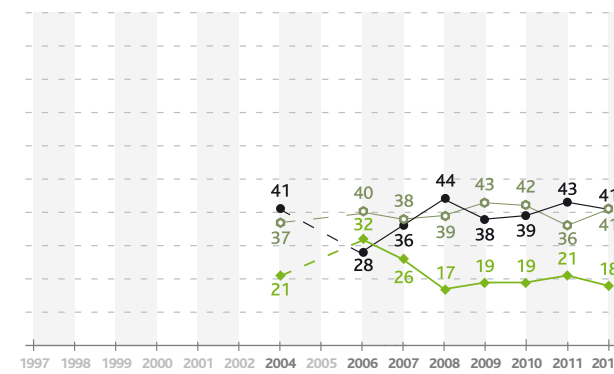
Les accidents domestiques



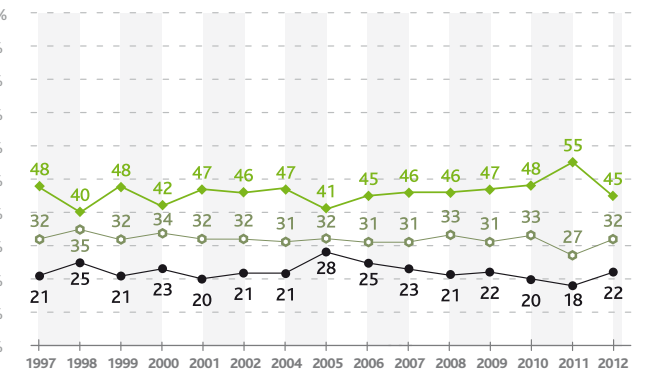
Les accidents de radiothérapie



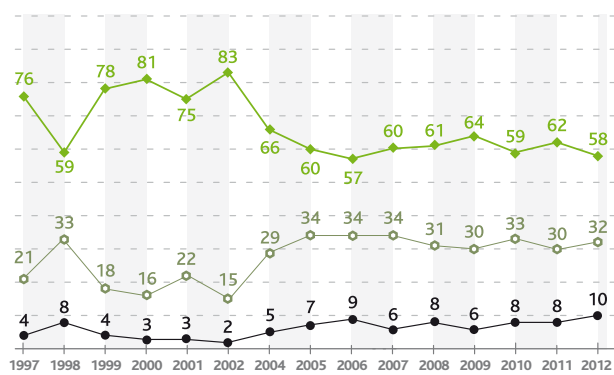
La canicule



Les centrales nucléaires



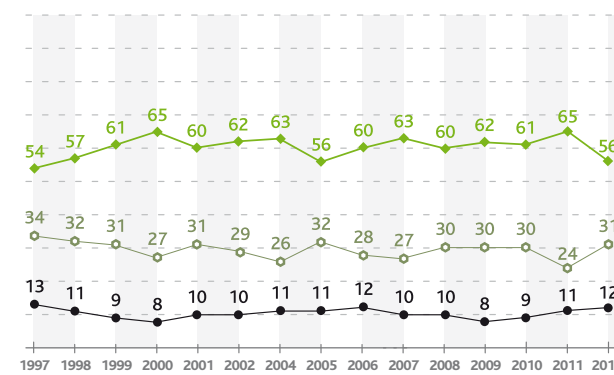
Les accidents de la route



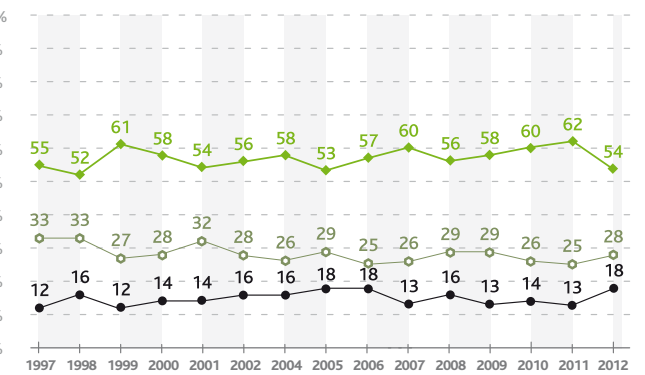
L'alcoolisme



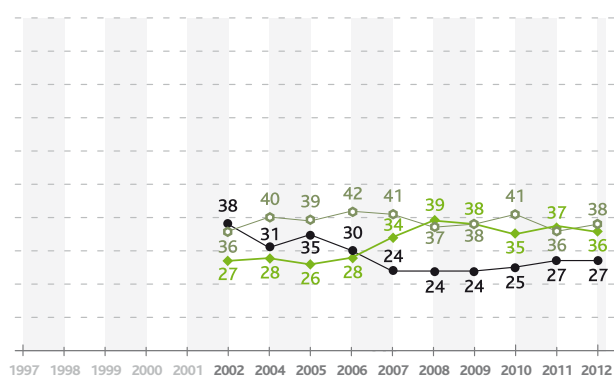
Les déchets chimiques



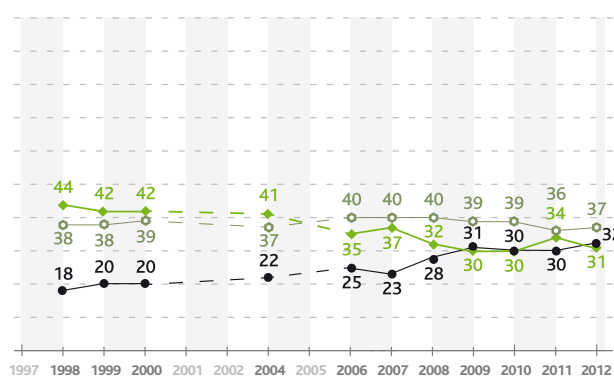
Les déchets radioactifs



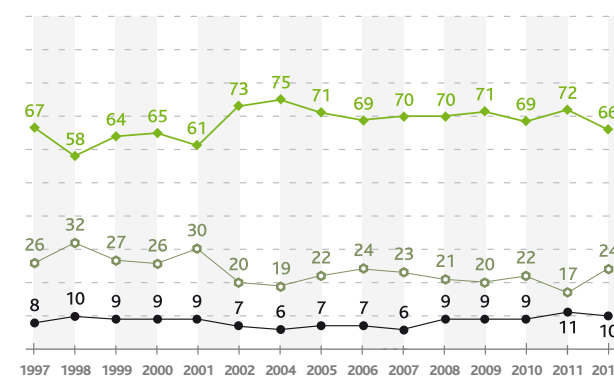
Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit



La drogue

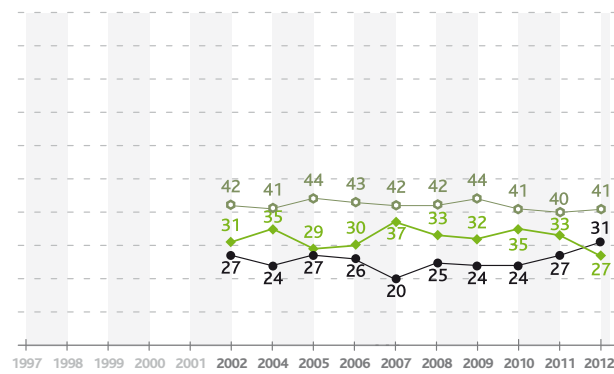


Les incendies de forêt

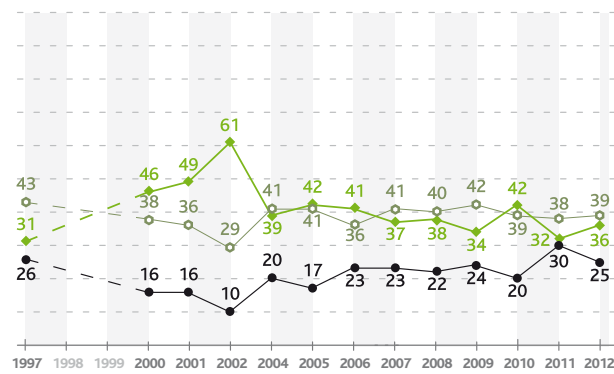


ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2012

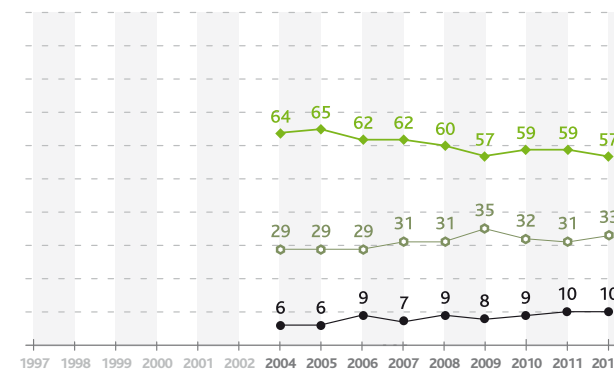
Les incinérateurs de déchets ménagers



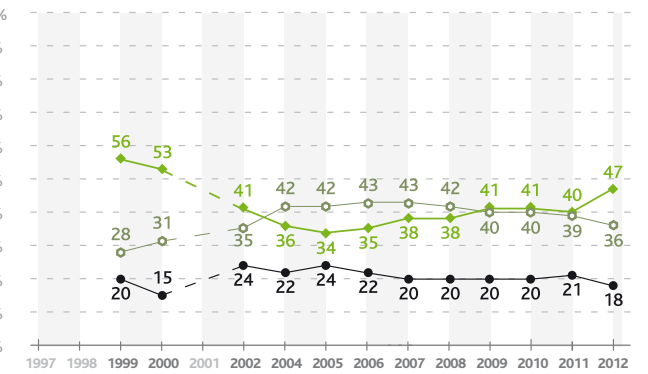
Les inondations



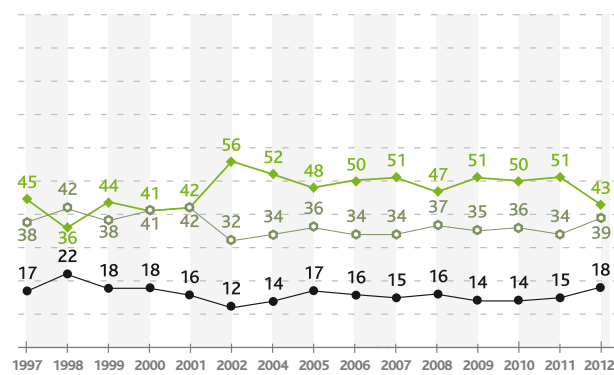
L'obésité des jeunes



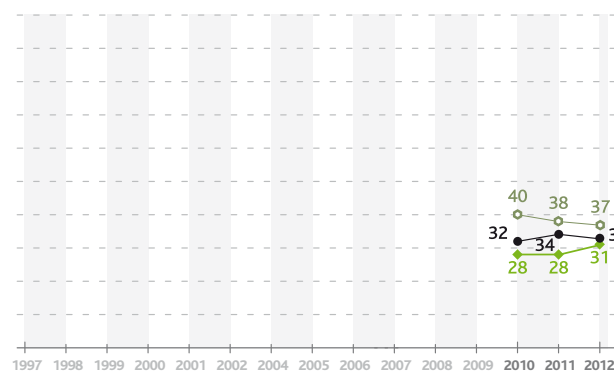
Les OGM depuis 2004
(manipulations génétiques jusqu'en 2002)



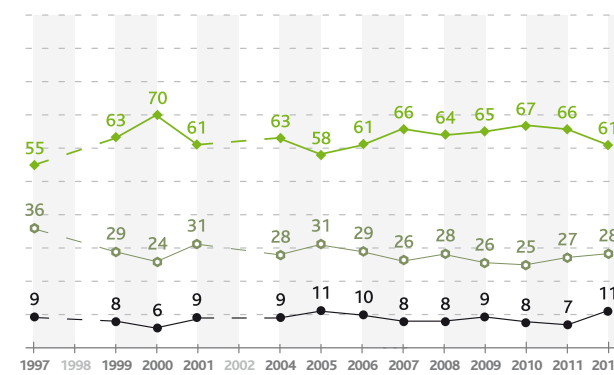
Les installations chimiques



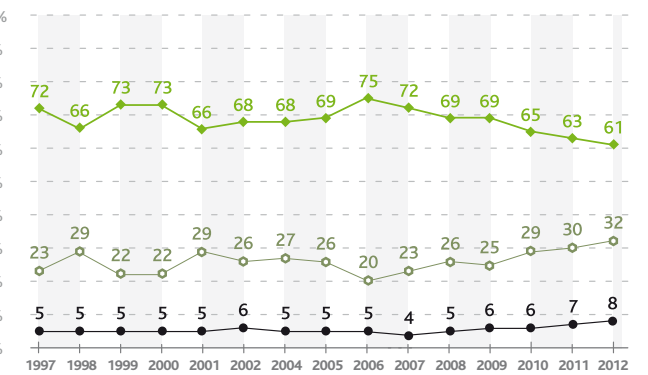
Les lignes à haute tension



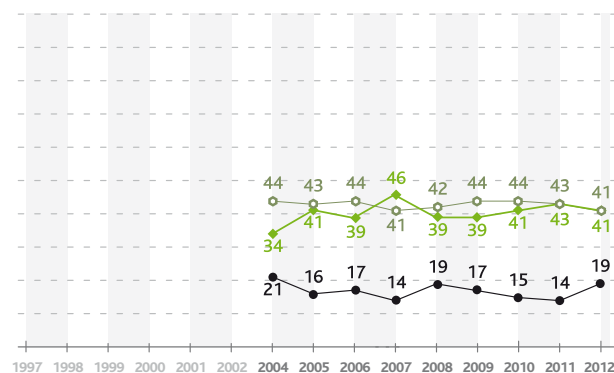
Les pesticides depuis 2004
(les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



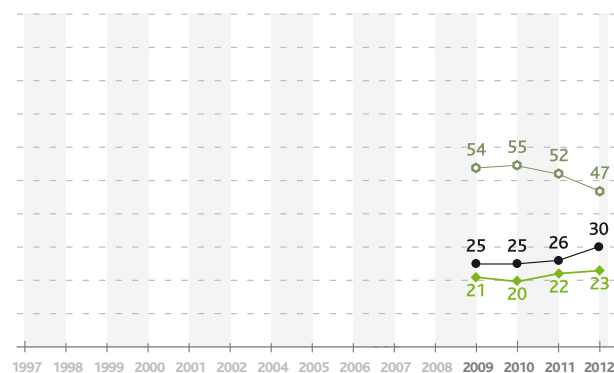
La pollution atmosphérique



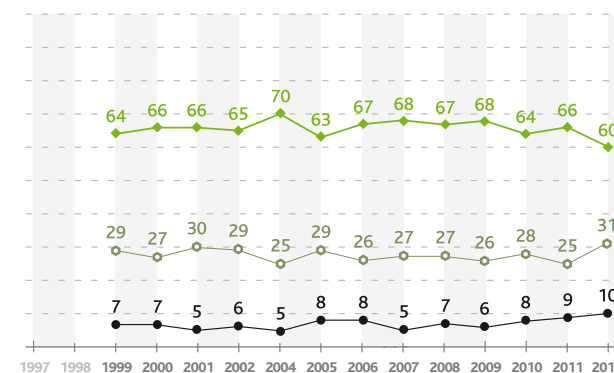
Les maladies professionnelles



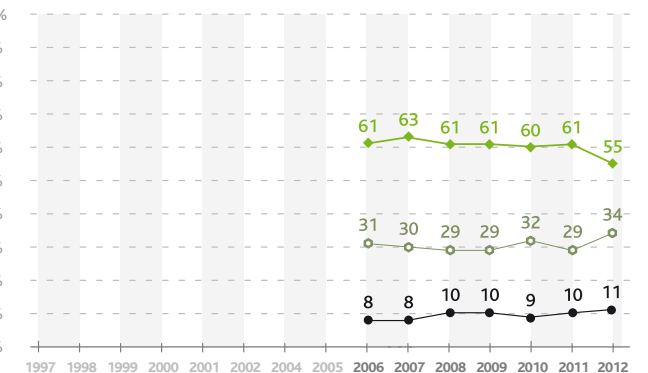
Les nanoparticules



La pollution des lacs, des rivières et des mers

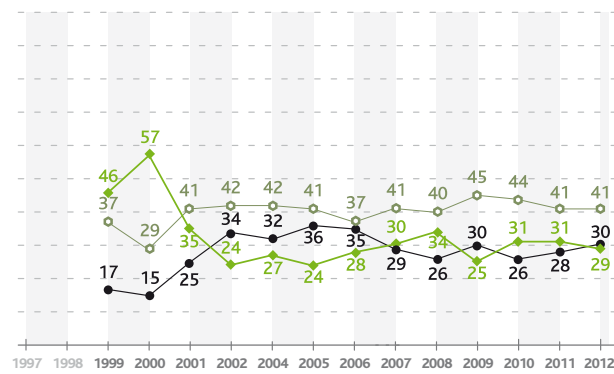


La pollution des sols

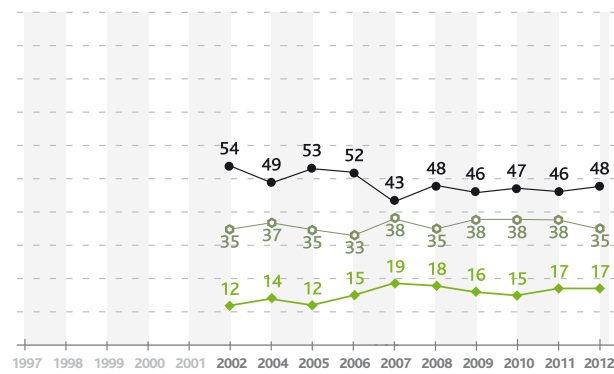


ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2012

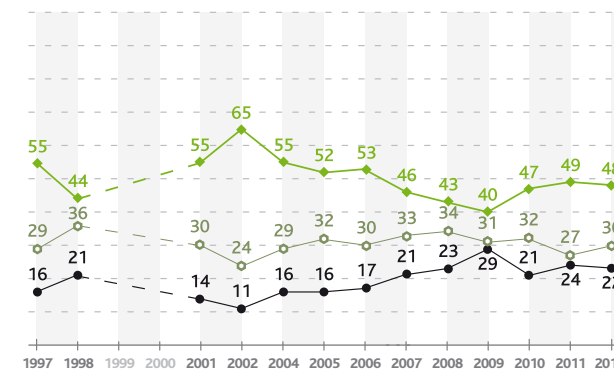
Les produits alimentaires



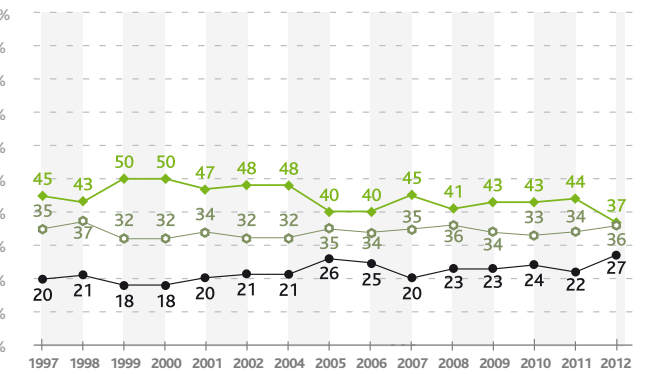
Les radiographies médicales



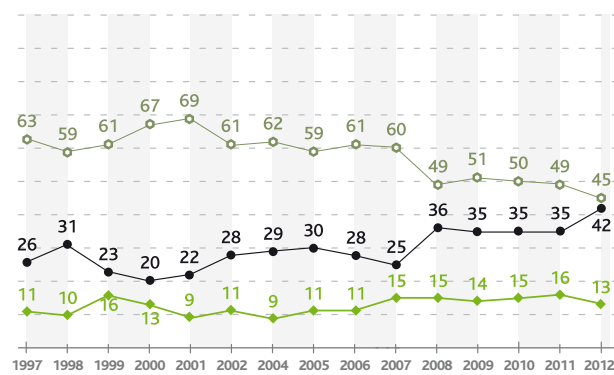
Le terrorisme



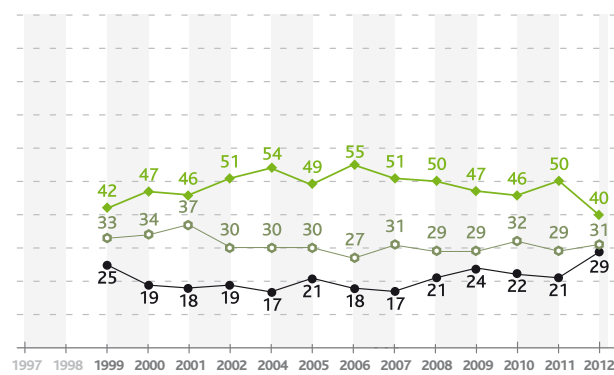
Le transport des matières dangereuses



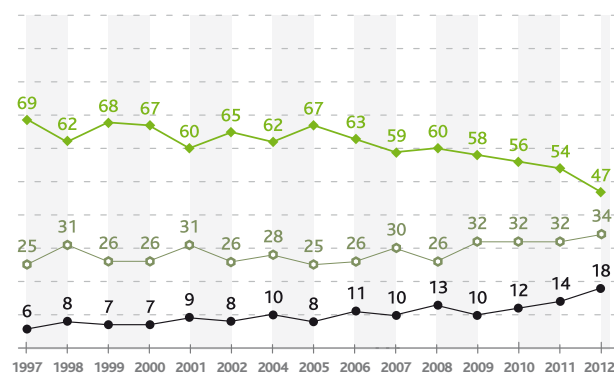
Le radon dans les habitations



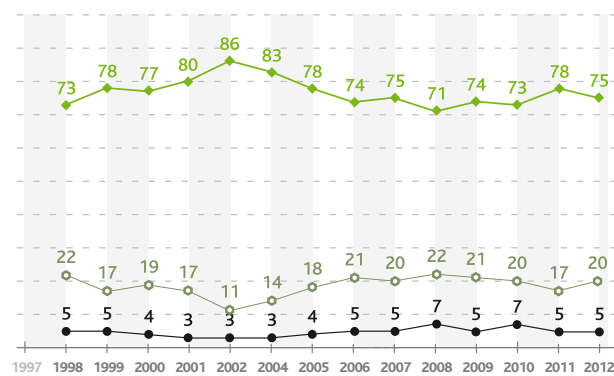
Les retombées radioactives en France
de l'accident de Tchernobyl



Le sida



Le tabagisme des jeunes



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

Cette année, les Français accordent un peu plus leur confiance aux autorités françaises pour leurs actions de protection. Toutes les situations progressent d'environ 5 points en un an. C'est la première fois dans le Baromètre IRSN que cette question enregistre d'aussi fortes hausses et pour autant de situations. Les installations chimiques, les déchets radioactifs, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl bénéficient de la plus forte augmentation (+ 10 points sur la confiance ou - 10 points sur la méfiance), suivis par les centrales nucléaires et les radiographies médicales (+ 8 points).

Le niveau de confiance des Français s'améliore pour presque toutes les situations

À la question « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? », un peu plus de confiance est accordée aux autorités pour toutes les situations cette année. Une seule situation, le tabagisme des jeunes, ne suit pas cette tendance, avec un taux de confiance qui diminue de 11 points entre 2007 et 2012. Dix situations bénéficient de fortes hausses de confiance : les déchets chimiques (+ 5 points), le bruit, la canicule, les incinérateurs de déchets ménagers,

le transport de matières dangereuses (+ 7 points) et les centrales nucléaires, les radiographies médicales (+ 8 points) avec les plus fortes évolutions enregistrées pour les déchets radioactifs et les retombées en France de l'accident de Tchernobyl (- 10 points sur la défiance) et les installations chimiques (+ 10 points sur la confiance). C'est la première fois dans le Baromètre IRSN que cette question enregistre d'aussi fortes hausses et de manière aussi globale, tout comme l'évolution du risque perçu (cf. partie 3 chapitre 1).

Les centrales nucléaires retrouvent leur niveau de confiance antérieur à l'accident de Fukushima-Daiichi, sans retrouver celui d'avant les événements du Tricastin

L'an passé, sensibilisés par l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, les Français accordaient moins leur confiance aux actions menées par les autorités pour les protéger contre les risques des centrales nucléaires, des déchets radioactifs et des retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl. Les niveaux de défiance de l'an passé n'avaient jamais été atteints auparavant.

En 2012, les centrales nucléaires gagnent 8 points de confiance (32 % ont confiance en 2012, contre 24 % l'an dernier). Les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl perdent 10 points de défiance. Cette hausse significative doit toutefois être relativisée pour les trois situations.

Les centrales nucléaires ne retrouvent pas le score qu'elles enregistraient avant les événements du Tricastin en 2008. Habituellement, l'écart entre ceux qui accordent leur confiance et ceux qui ne l'accordent pas est d'environ 5 % en faveur de ces derniers. On observe toutefois trois pics particuliers où cet écart augmente significativement. En 2001, après les attentats de New York, il passe à 12 % puis retrouve l'année d'après sa valeur habituelle. En 2008, après

les événements du Tricastin, il passe à 13 %, pour diminuer légèrement par la suite. Après l'accident de Fukushima-Daiichi, il atteint les 25 %. Cette année, il redescend à 10 %, niveau proche de celui enregistré après les événements du Tricastin mais éloigné de celui enregistré habituellement.

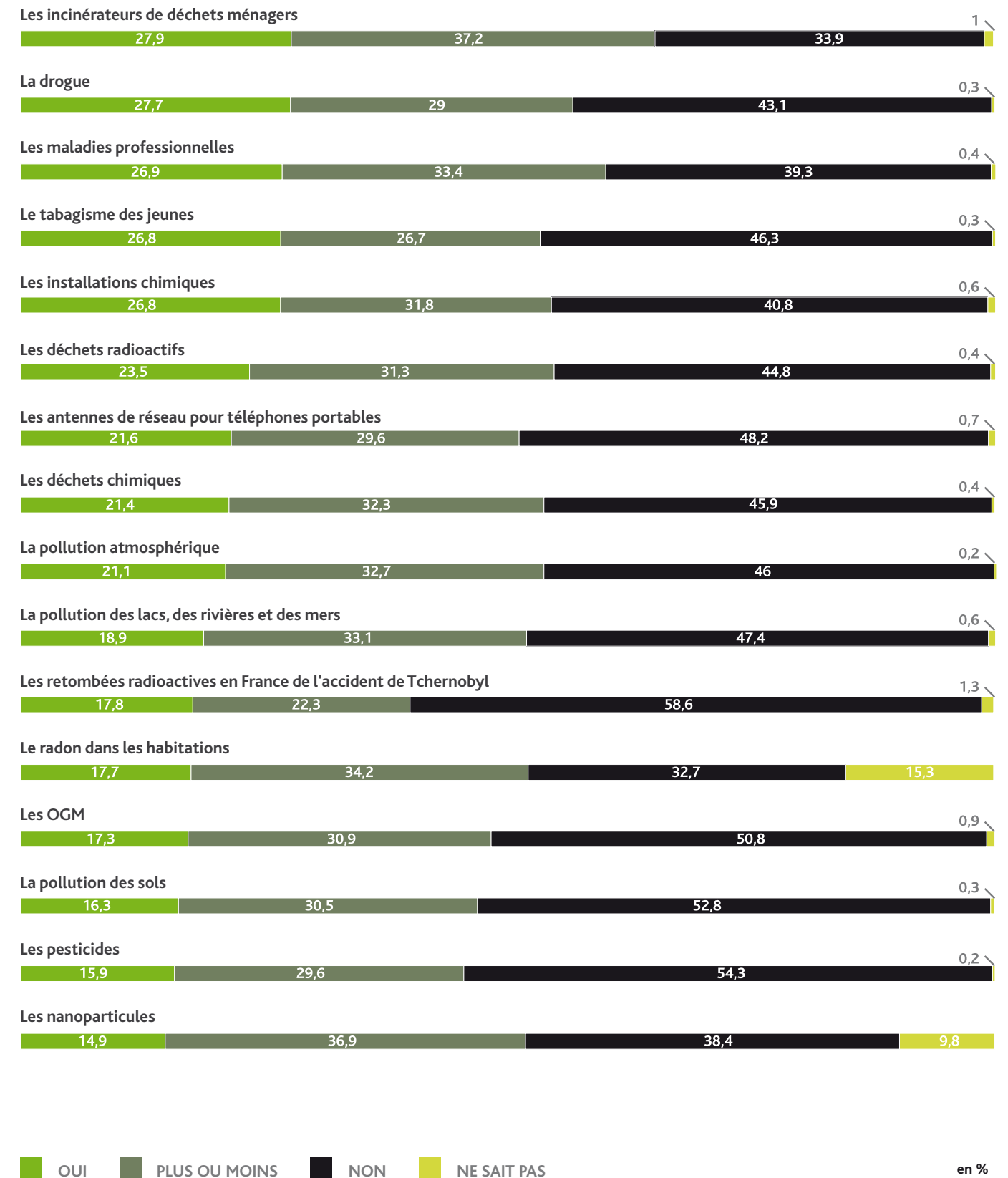
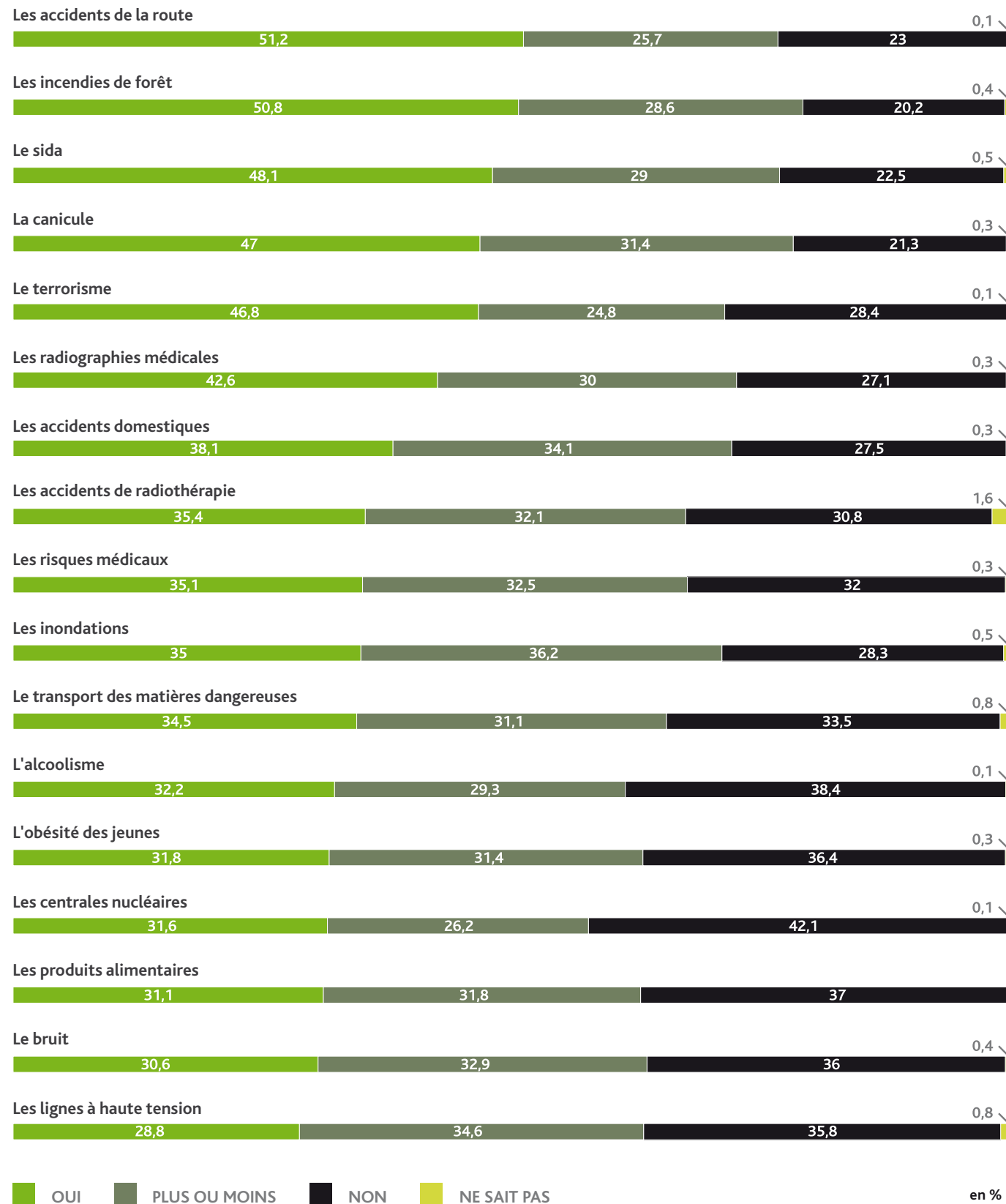
Les déchets radioactifs et les retombées en France de l'accident de Tchernobyl retrouvent le score de confiance qu'ils avaient avant 2008.

Il est délicat de savoir si l'accident de Fukushima-Daiichi continue à entamer la confiance des Français dans les actions de protection des autorités. Ils envoient un signal plutôt favorable cette année mais celui-ci concerne un grand nombre de situations proposées dans le Baromètre IRSN qui sont pour la plupart liées à l'industrie. Ainsi, les déchets radioactifs et chimiques bénéficient de la même hausse, et les installations chimiques encore plus que les centrales nucléaires. Ne cherchent-ils pas au contraire à éviter les signaux susceptibles de mettre en péril l'industrie dans le contexte économique difficile qu'ils connaissent ? Comme précédemment, la crise économique doit certainement influencer sur les réponses.

QUESTION N°2

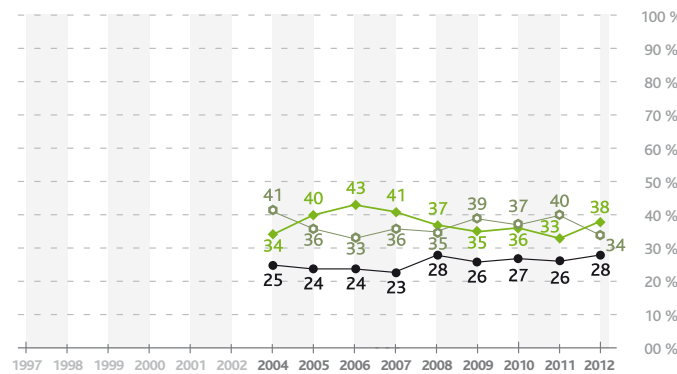
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

OCTOBRE 2012

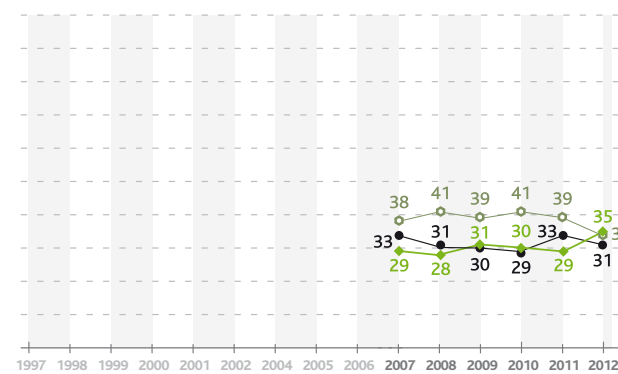


ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2012

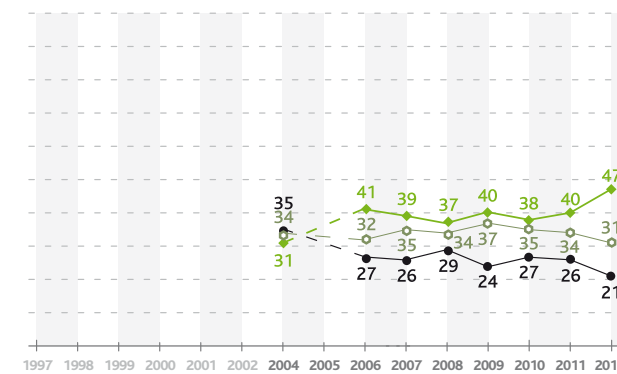
Les accidents domestiques



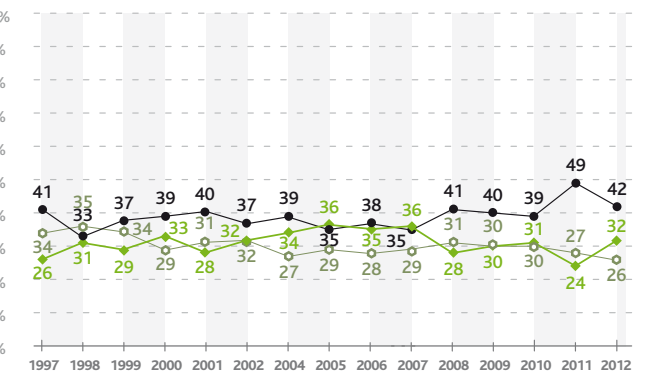
Les accidents de radiothérapie



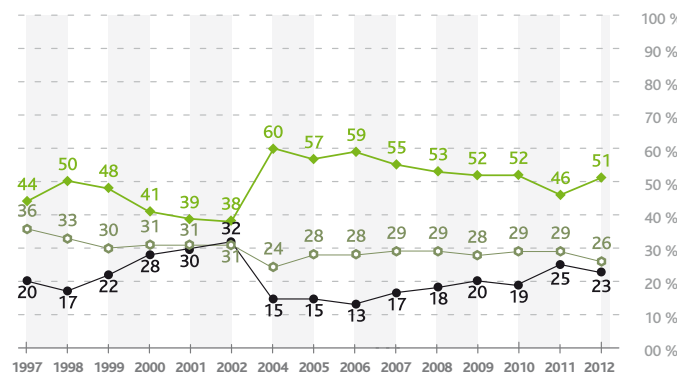
La canicule



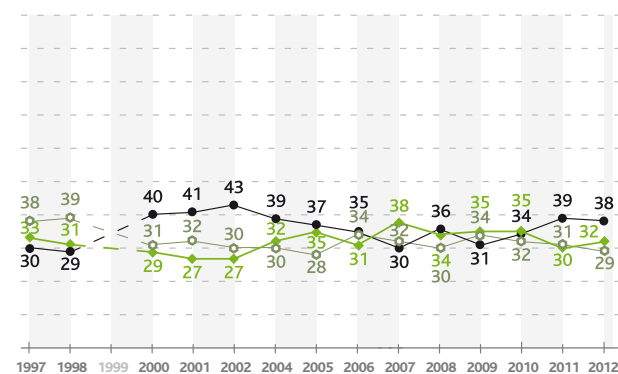
Les centrales nucléaires



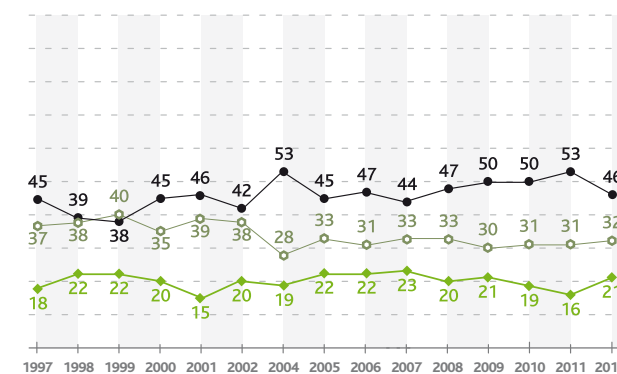
Les accidents de la route



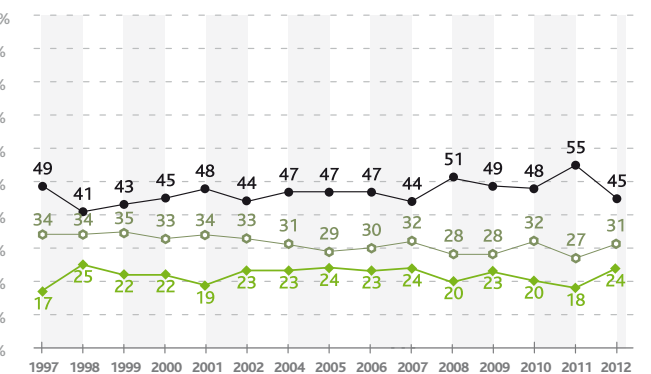
L'alcoolisme



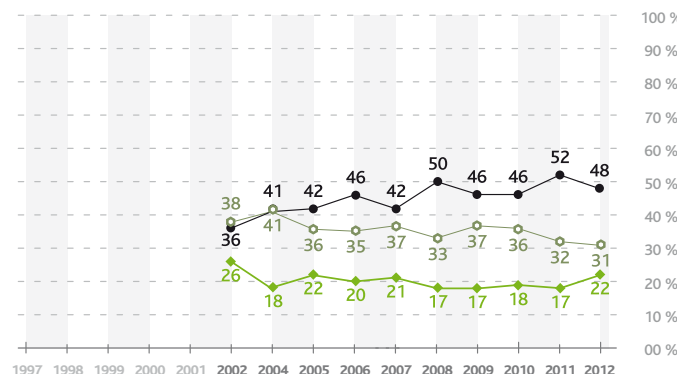
Les déchets chimiques



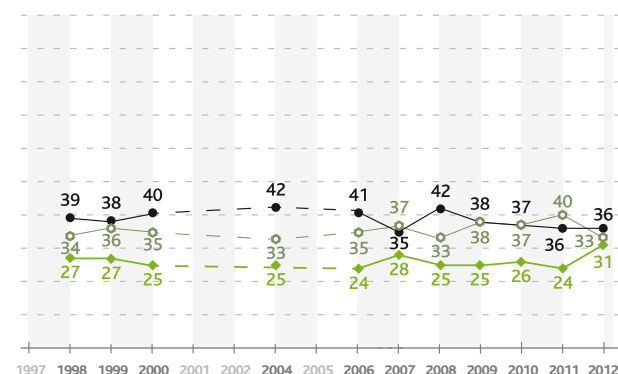
Les déchets radioactifs



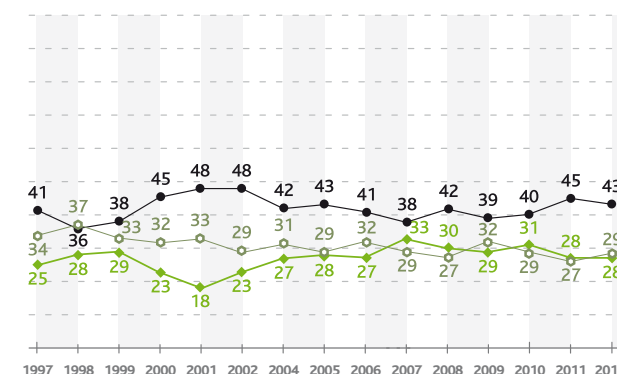
Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



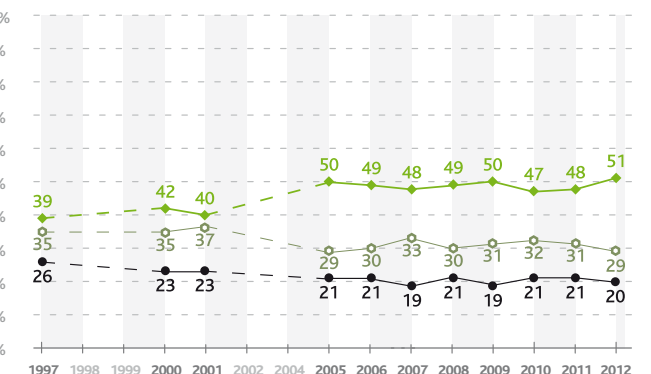
Le bruit



La drogue

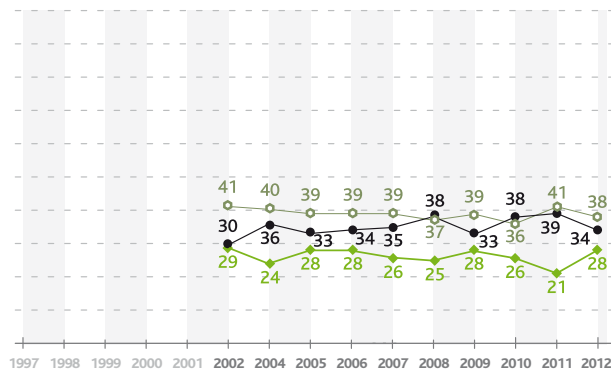


Les incendies de forêt

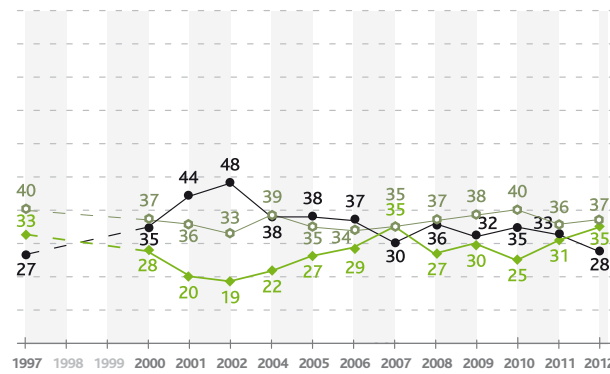


ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2012

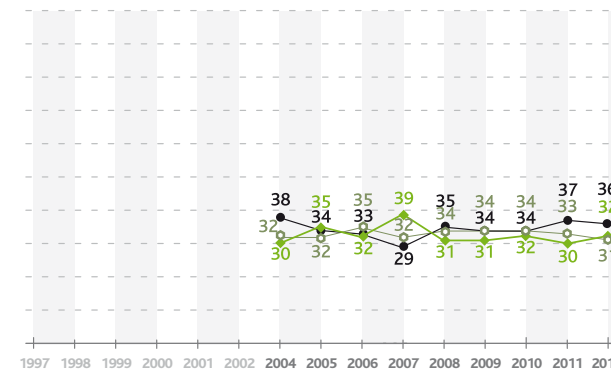
Les incinérateurs de déchets ménagers



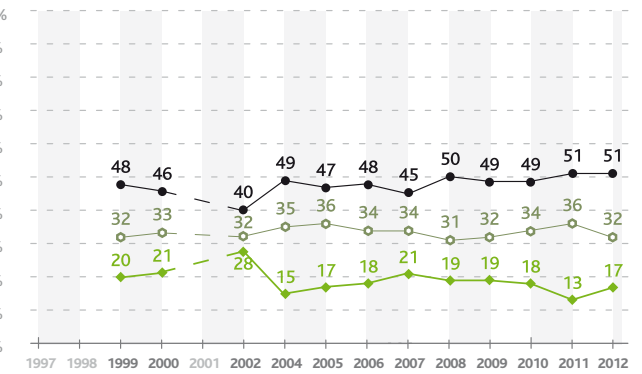
Les inondations



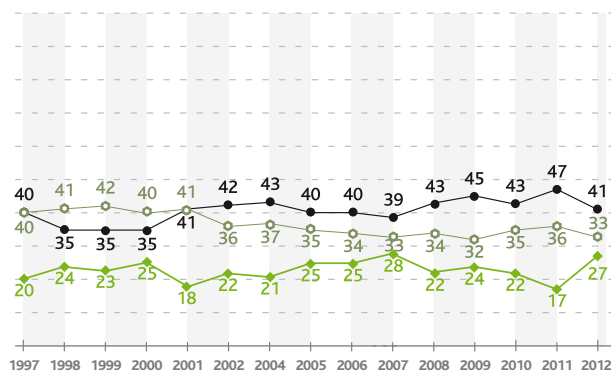
L'obésité des jeunes



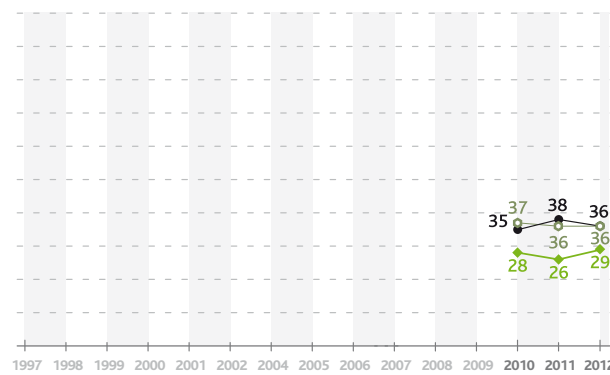
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



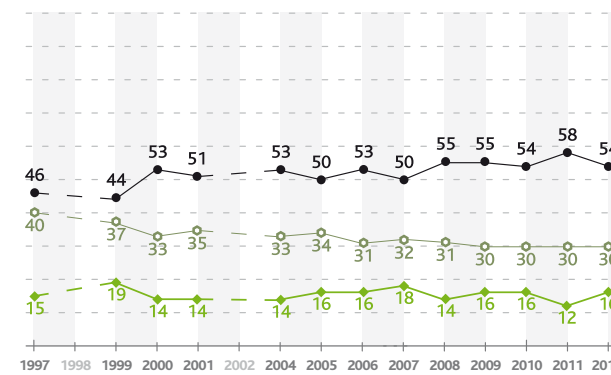
Les installations chimiques



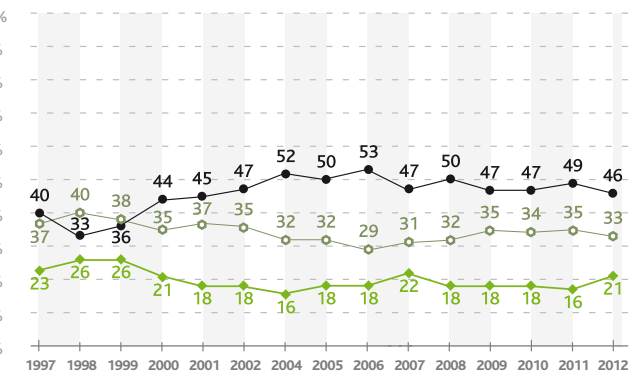
Les lignes à haute tension



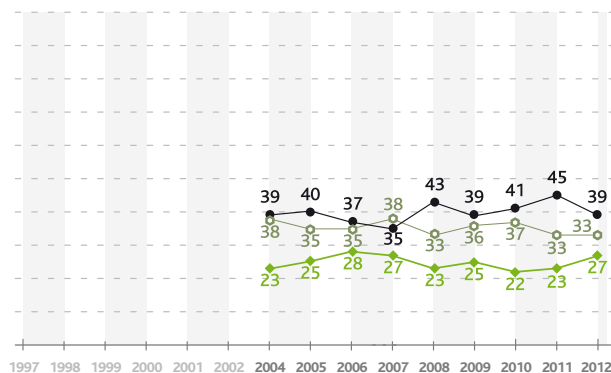
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



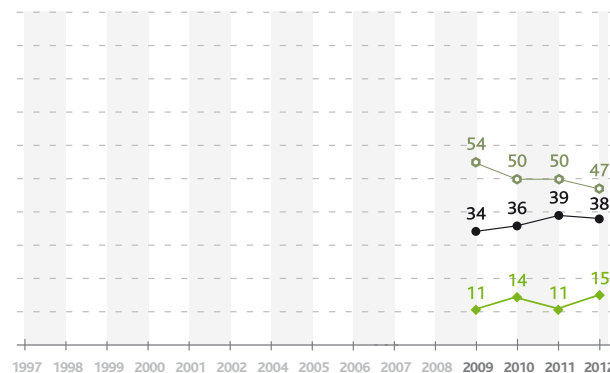
La pollution atmosphérique



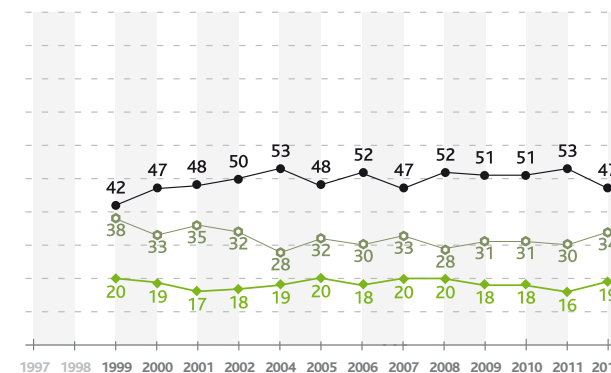
Les maladies professionnelles



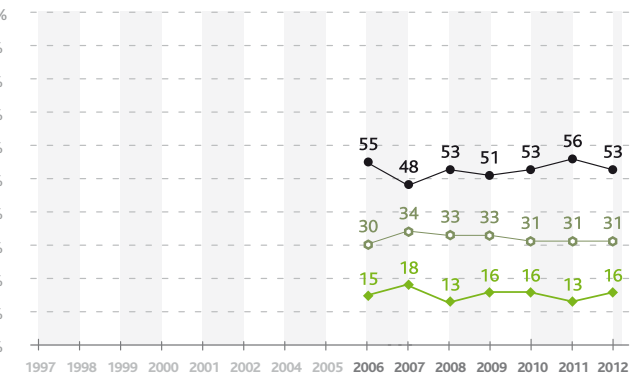
Les nanoparticules



La pollution des lacs, des rivières et des mers

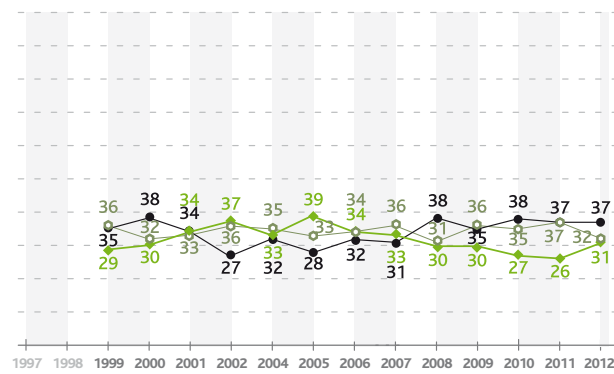


La pollution des sols

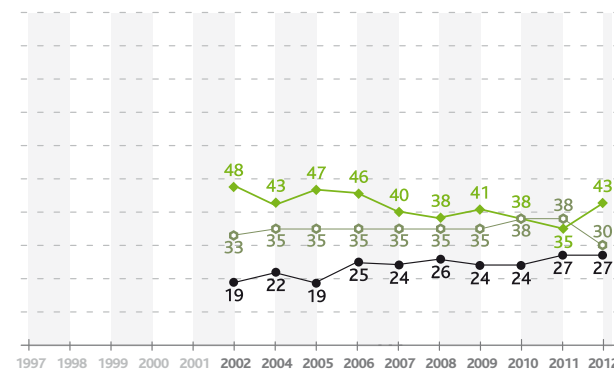


ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2012

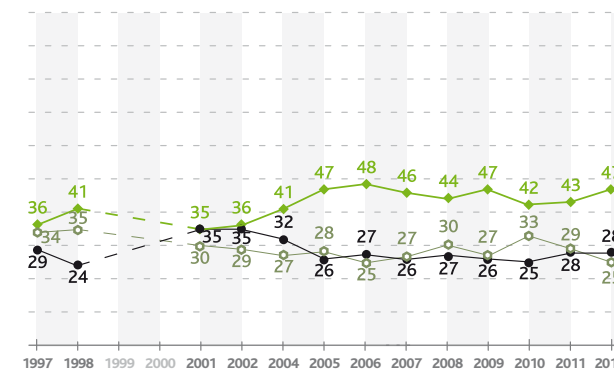
Les produits alimentaires



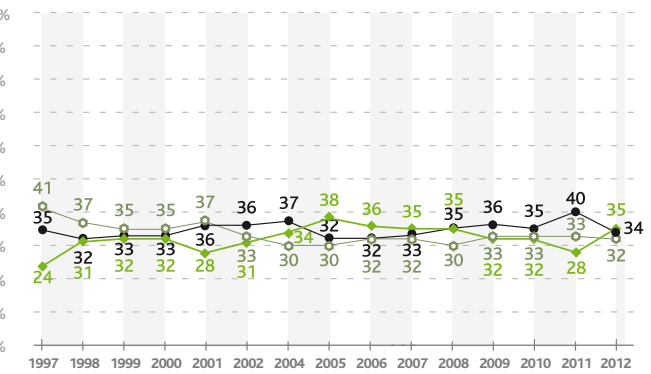
Les radiographies médicales



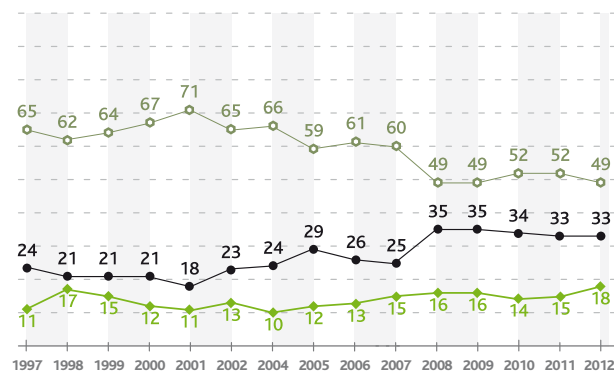
Le terrorisme



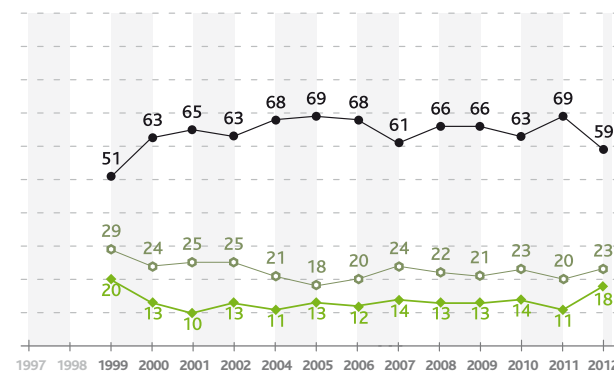
Le transport des matières dangereuses



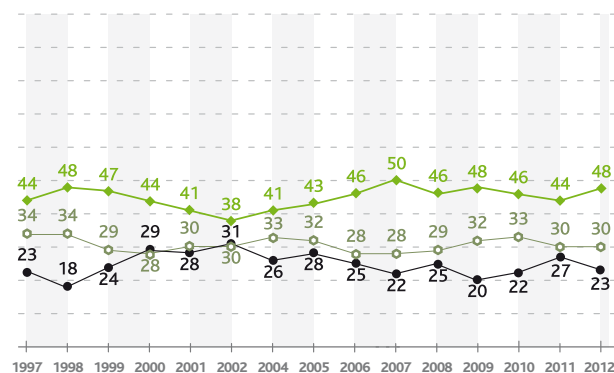
Le radon dans les habitations



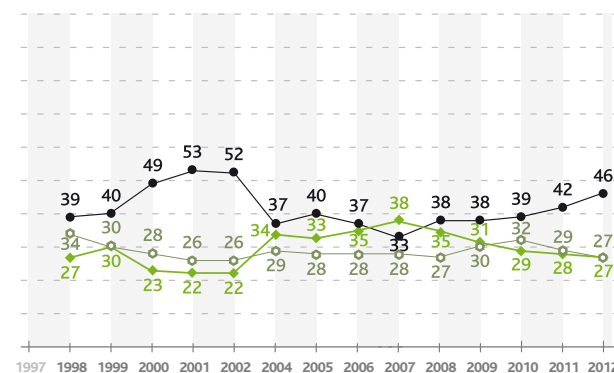
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Le sida



Le tabagisme des jeunes



LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

Lorsque l'on compare ces résultats à ceux de l'année précédente, la vérité sur l'information fournie progresse pour tous les risques. Elle suit donc la même tendance d'ensemble que celles observées sur les questions du niveau de risque et de la confiance (cf. partie 3 chapitres 1 et 2). Sept situations voient leur score s'améliorer de plus de 7 points, ce qui constitue un record historique du nombre de situations évoluant favorablement. Toutefois, malgré cette hausse, le constat reste toujours le même : globalement, la majorité des personnes interrogées estime que « *la vérité n'est pas dite* ».

Malgré ces évolutions, la majorité des personnes interrogées estime généralement que la vérité n'est pas dite sur les risques

Seuls quatre risques dépassent 50 % : les accidents de la route avec 60 % de réponses positives, la canicule (55 %), le sida (55 %) et les incendies de forêt (52 %). Pour quinze risques, le score est même inférieur à 20 %. La crédibilité de l'information atteint son minimum sur les nanoparticules et

les retombées en France de l'accident de Tchernobyl : seuls 10 % répondent « *oui* » quand on leur demande si « *on dit la vérité sur les dangers* ». Ils sont par ailleurs 26 % à estimer que la vérité est dite sur les risques médicaux.

Les centrales nucléaires comptent parmi les plus fortes hausses du niveau de crédibilité

La vérité sur l'information fournie semble progresser en 2012 pour toutes les situations et aucune ne diminue.

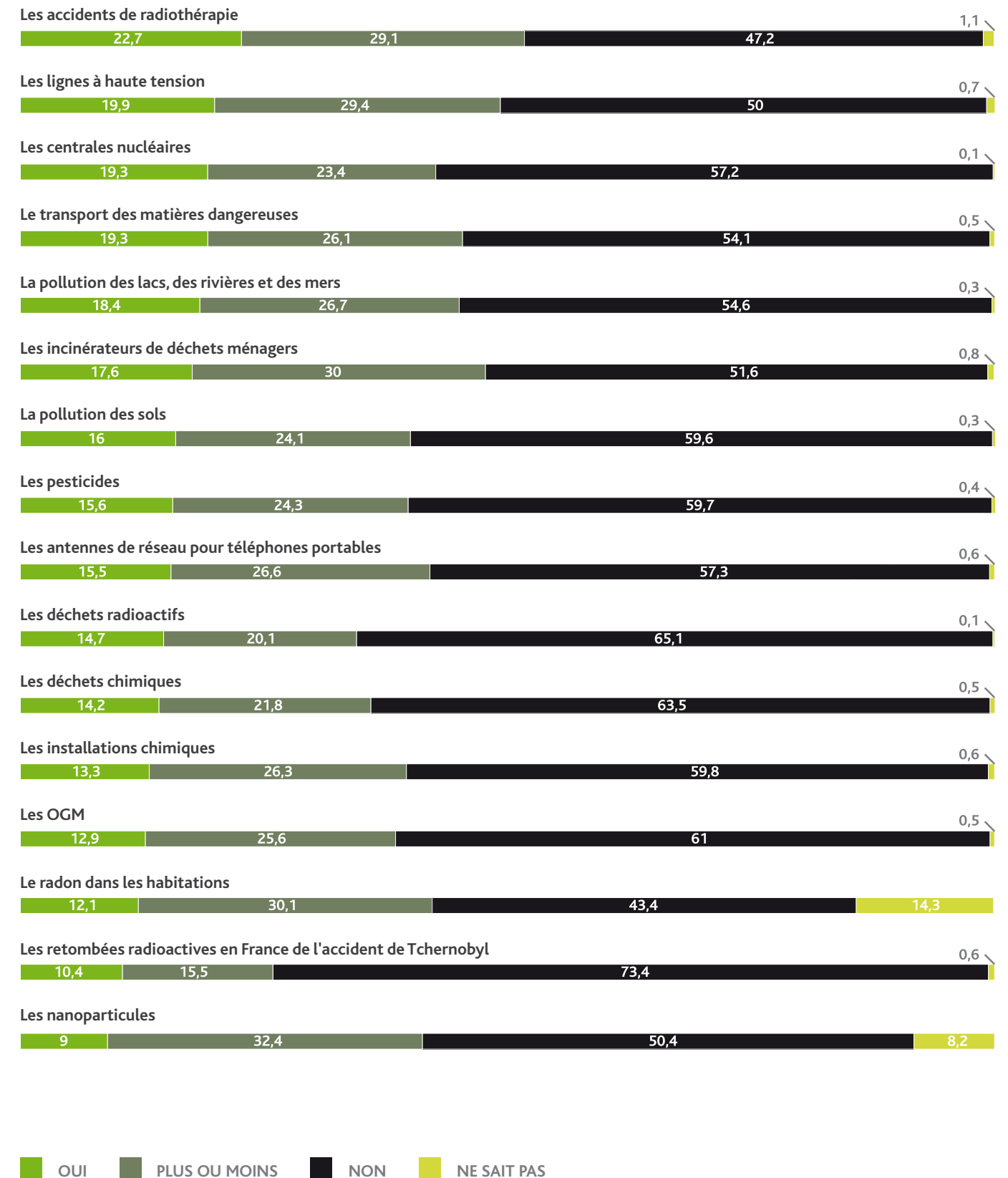
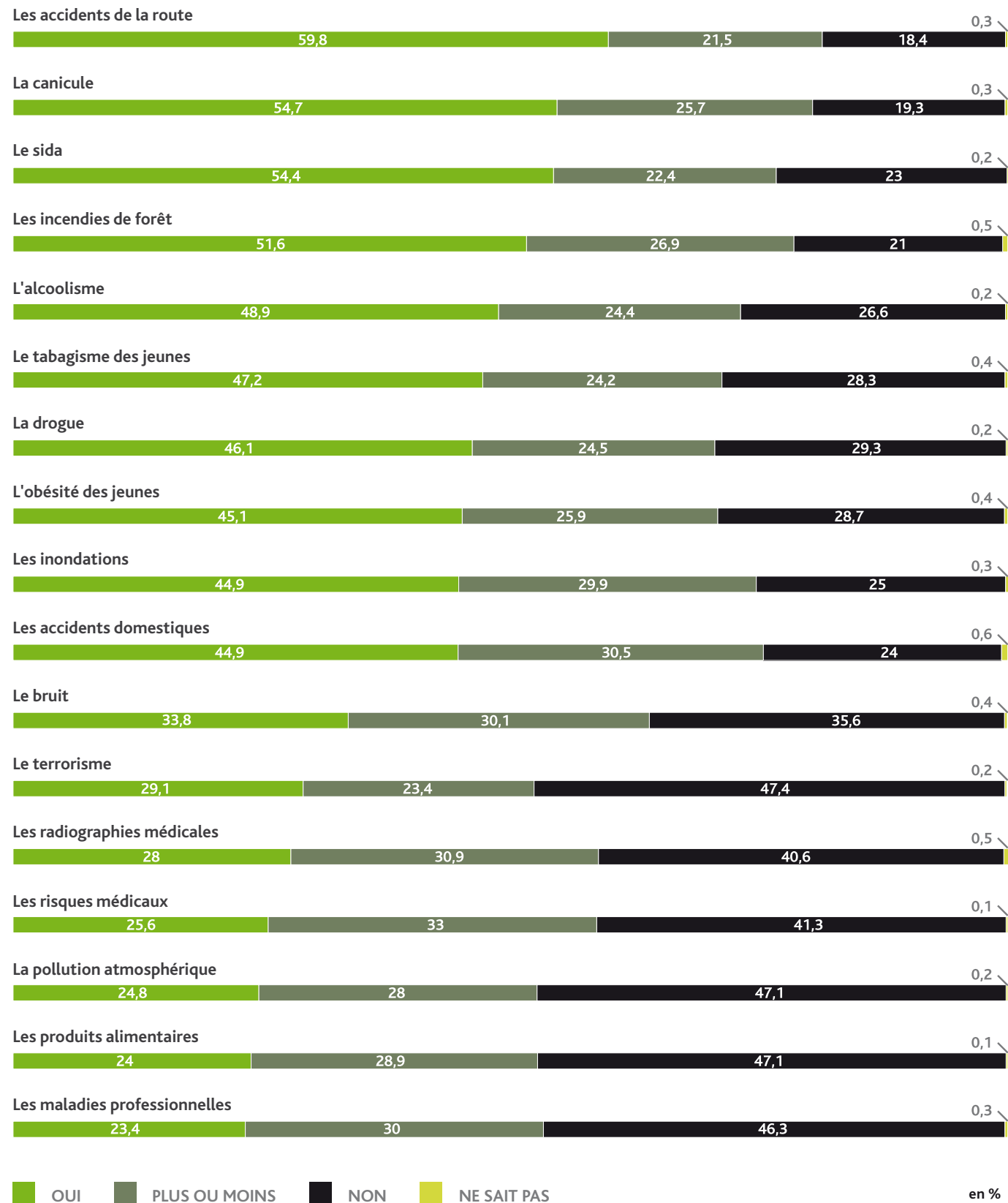
On constate une progression de 8 points sur les inondations et entre 5 et 7 points sur les incinérateurs de déchets ménagers, les déchets chimiques, la pollution atmosphérique, le transport de matières dangereuses, les centrales nucléaires et les installations chimiques. Encore une fois, cette amélioration ne se limite pas aux situations nucléaires.

En 2012, avec un score de 57 % de discrédit (- 7 points par rapport à 2011), les centrales nucléaires retrouvent leur niveau de 1997 à 2007, avant les événements du Tricastin. Suite à l'accident de Fukushima-Daiichi, l'an passé, les Français n'avaient pas jeté leur discrédit sur les informations différées après l'accident.

QUESTION N°3

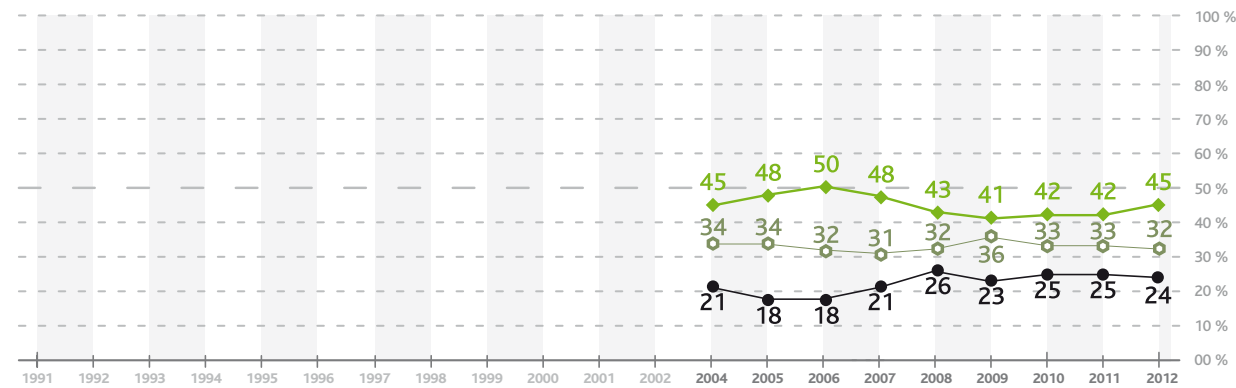
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

OCTOBRE 2012

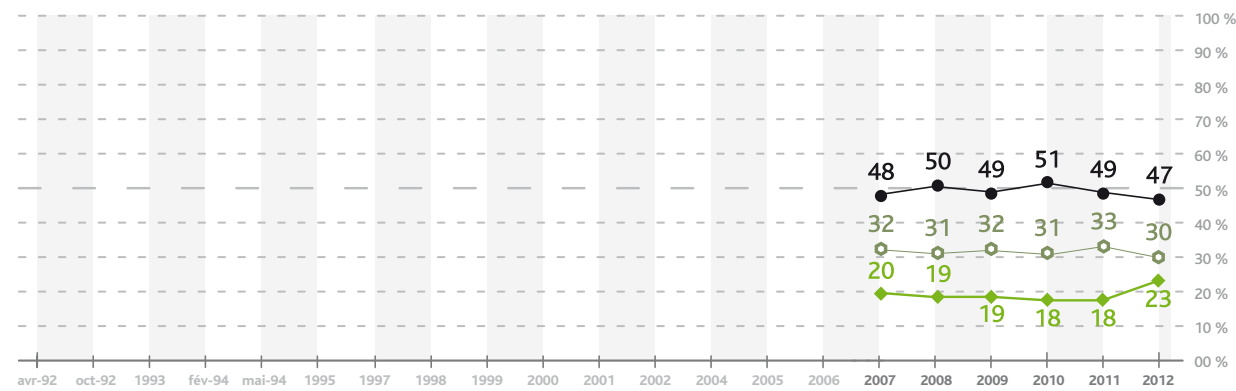


ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

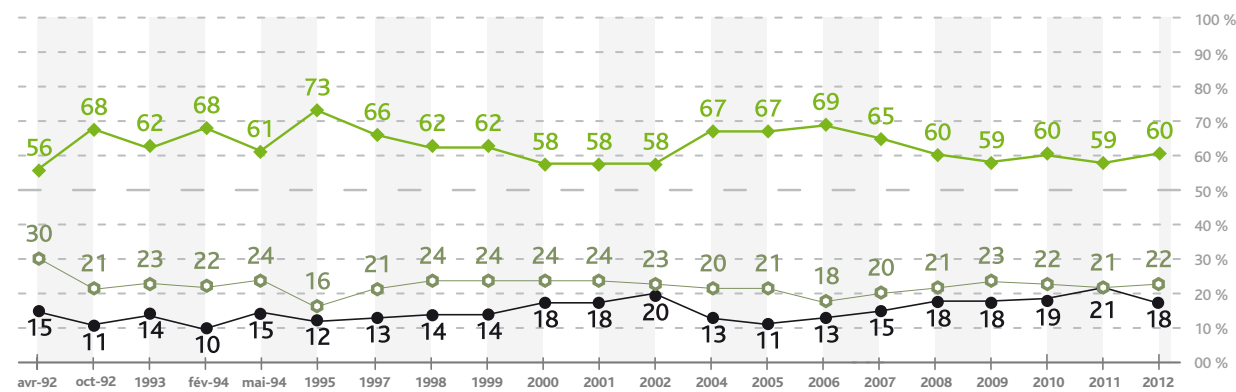
Les accidents domestiques



Les accidents de radiothérapie



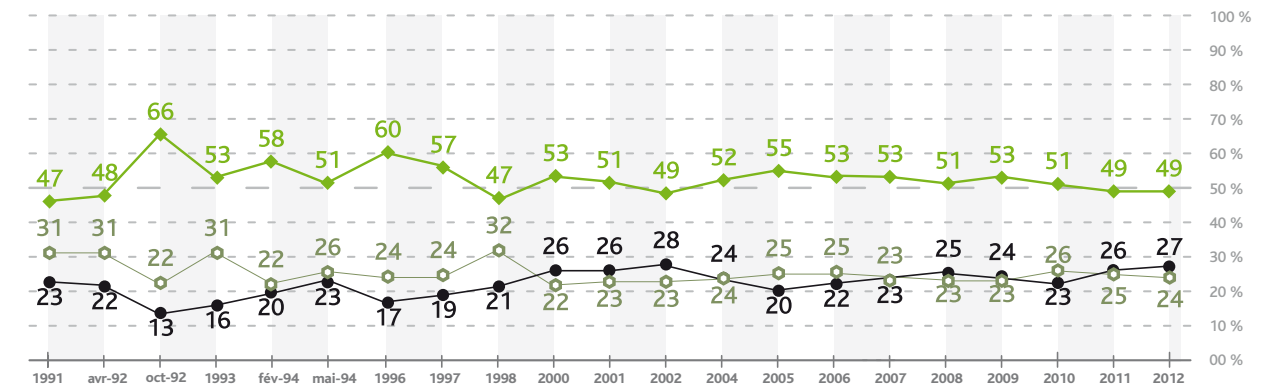
Les accidents de la route



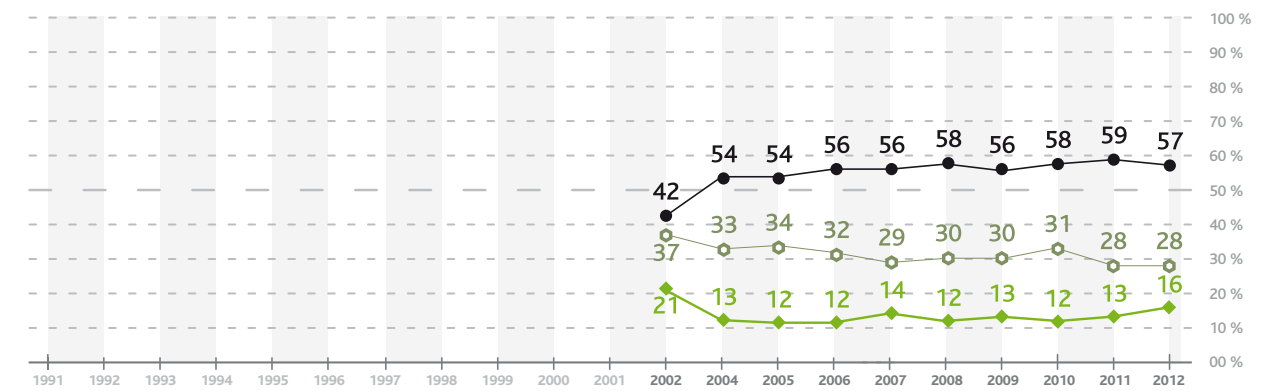
◆ OUI ● NON ◊ + OU -

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

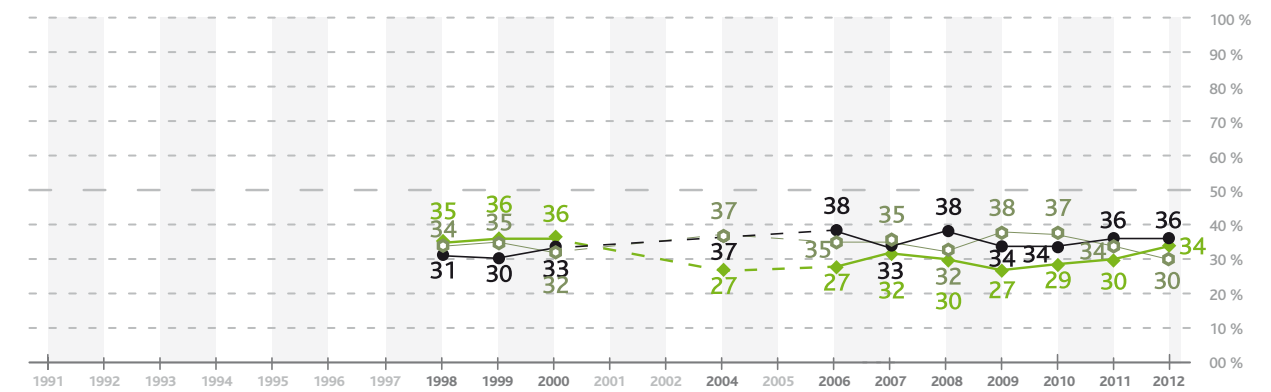
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



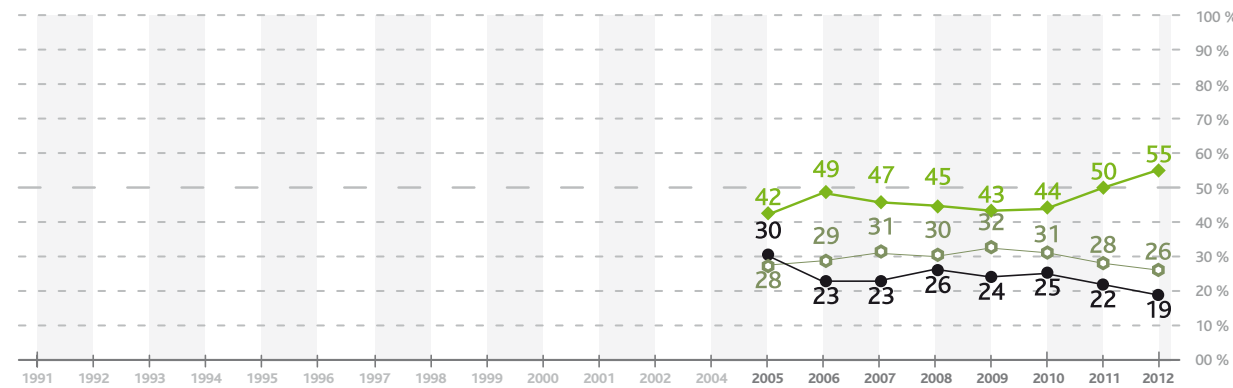
Le bruit



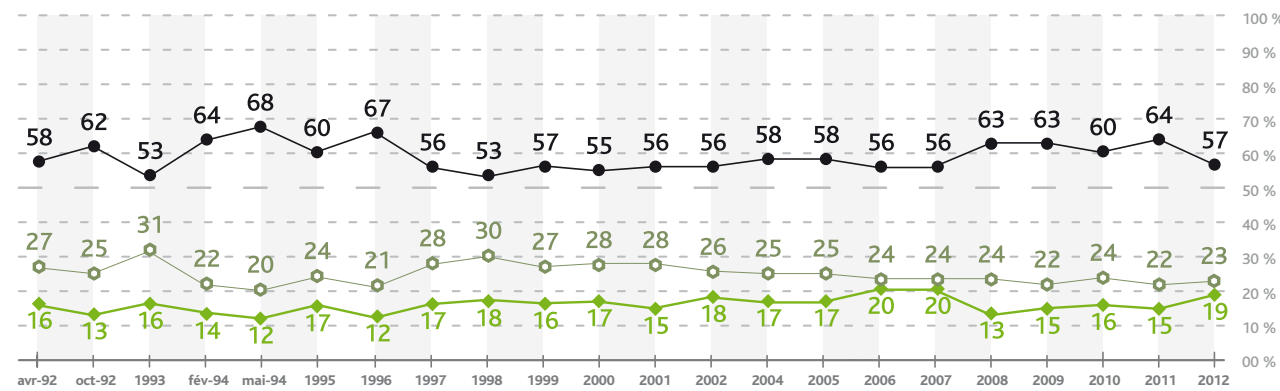
◆ OUI ● NON ◊ + OU -

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

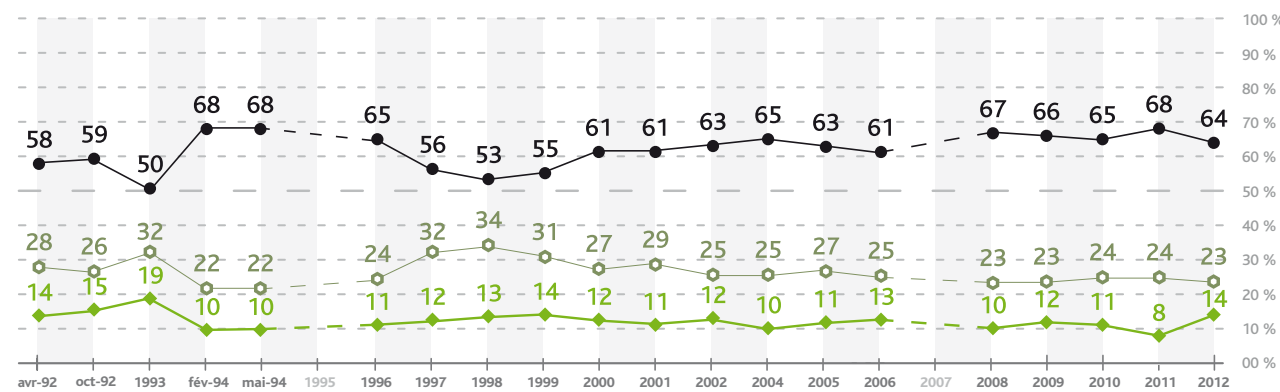
La canicule



Les centrales nucléaires

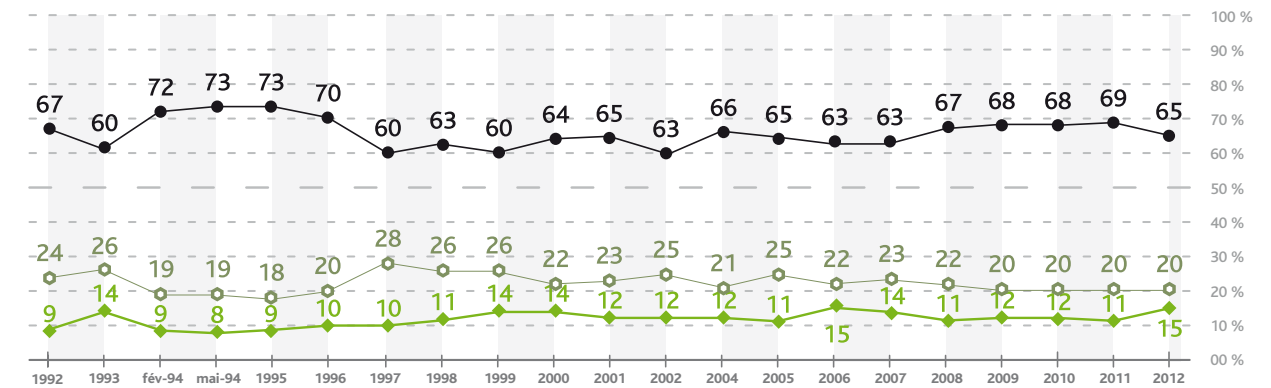


Les déchets chimiques

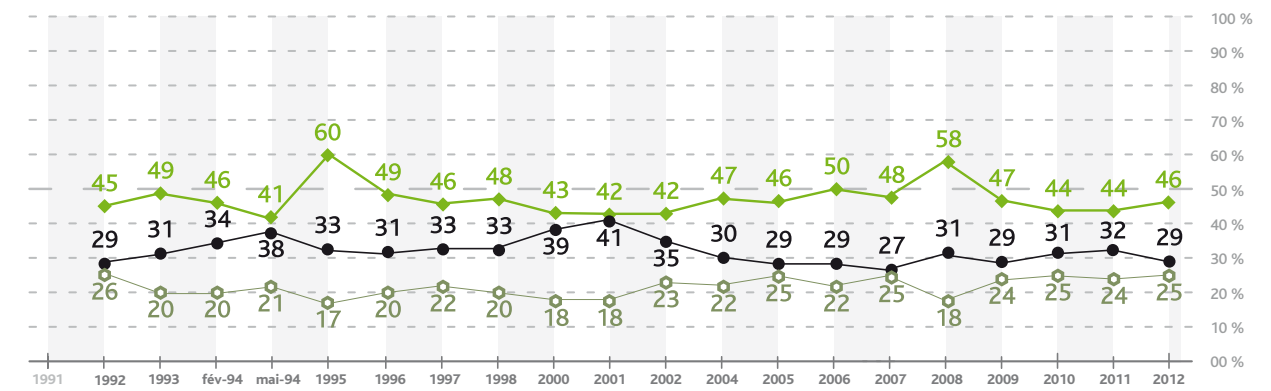


◆ OUI ● NON ◊ + OU -

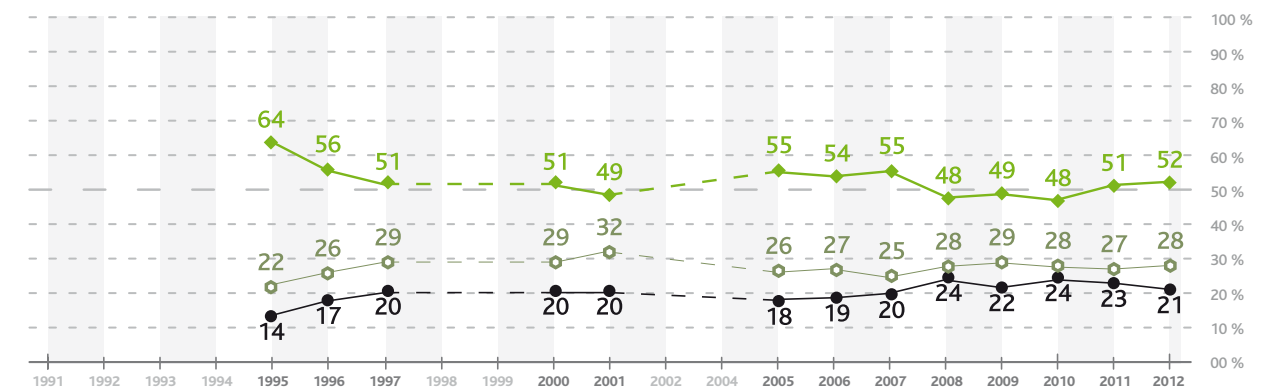
Les déchets radioactifs



La drogue



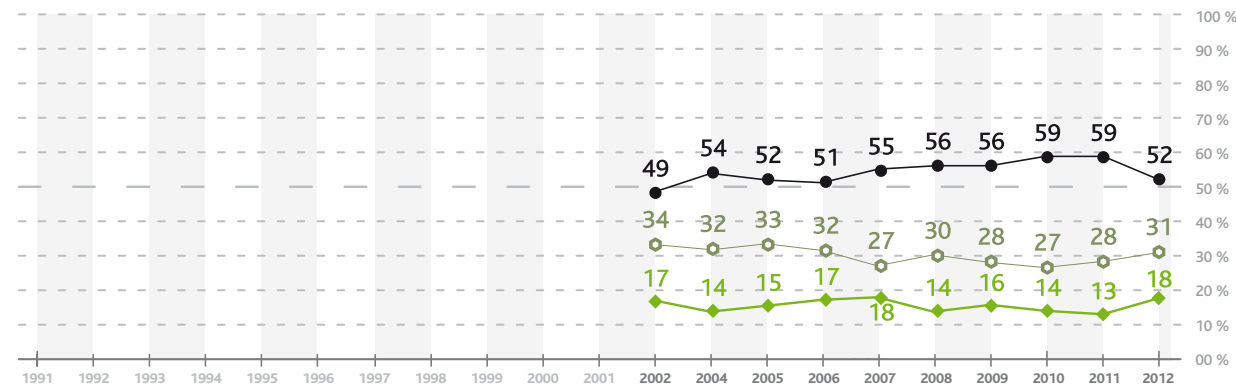
Les incendies de forêt



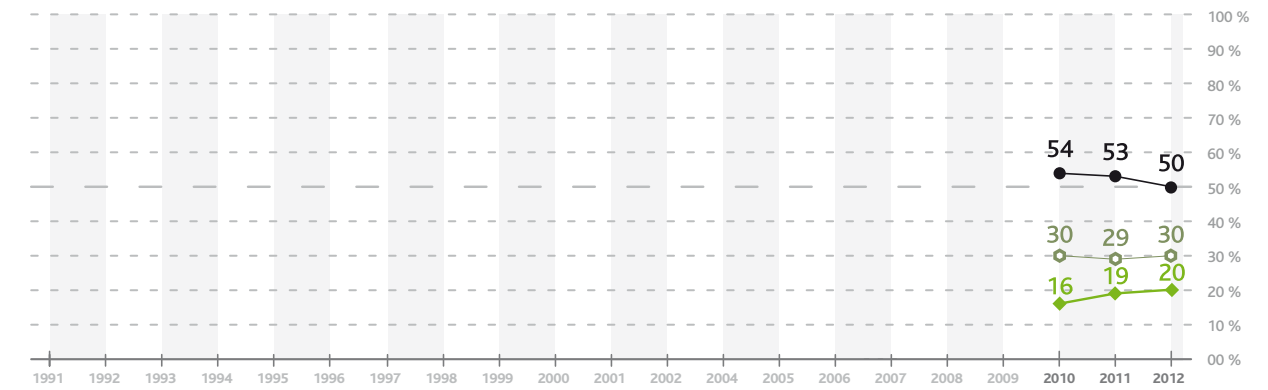
◆ OUI ● NON ◊ + OU -

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

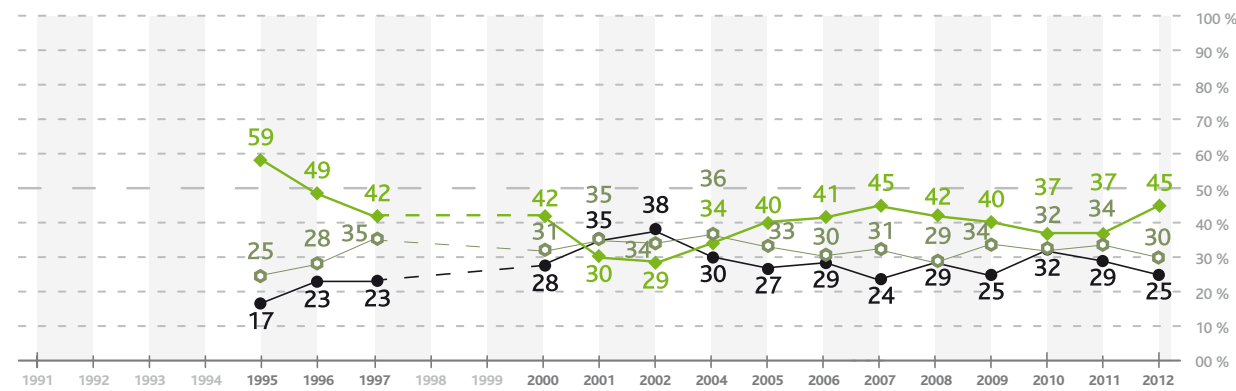
Les incinérateurs de déchets ménagers



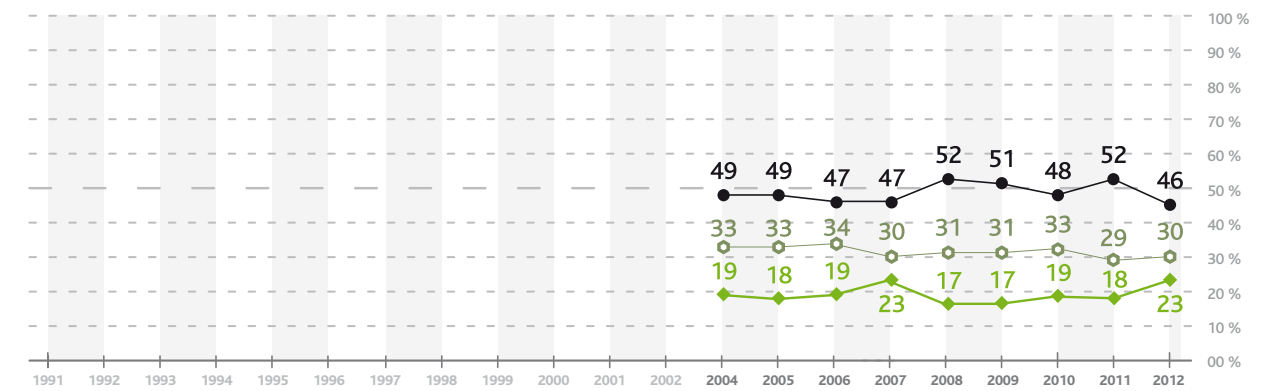
Les lignes à haute tension



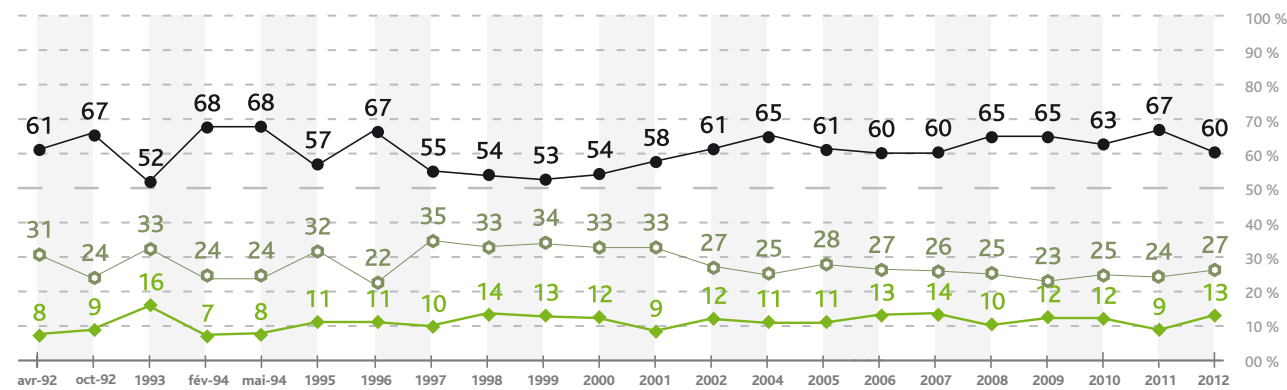
Les inondations



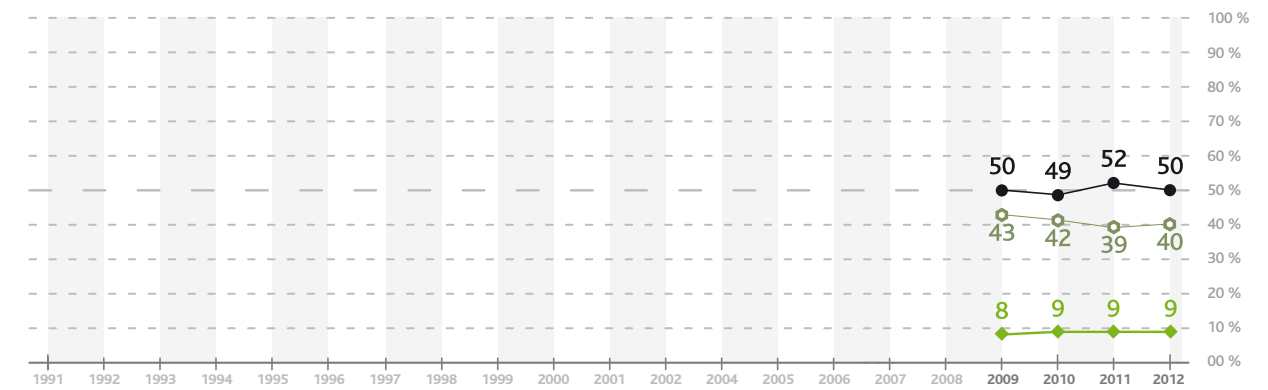
Les maladies professionnelles



Les installations chimiques

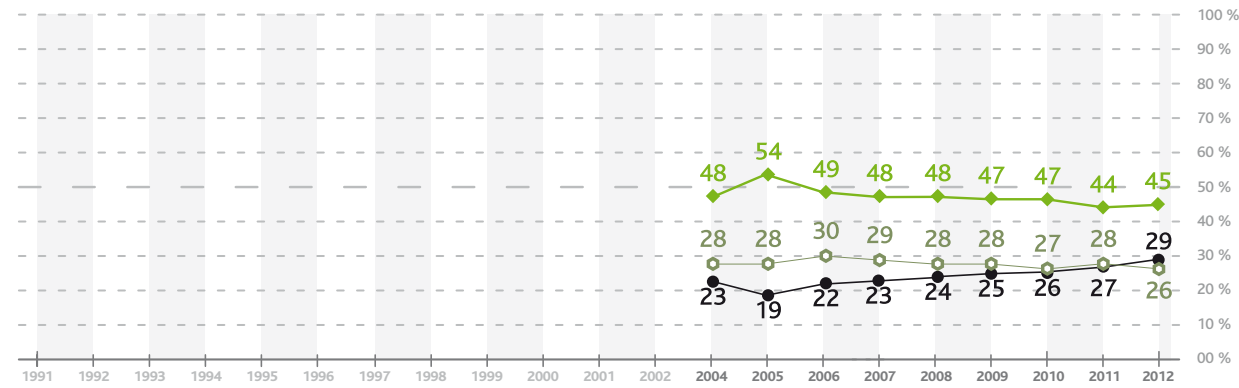


Les nanoparticules

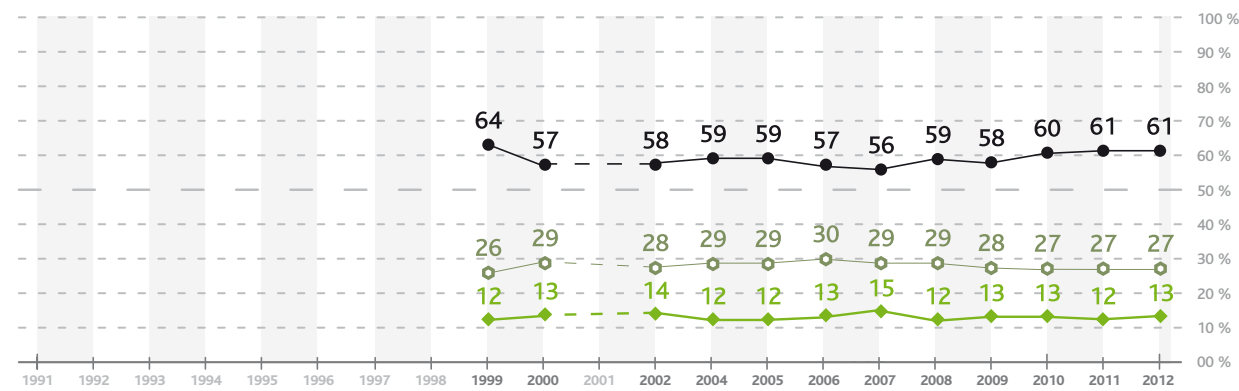


ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

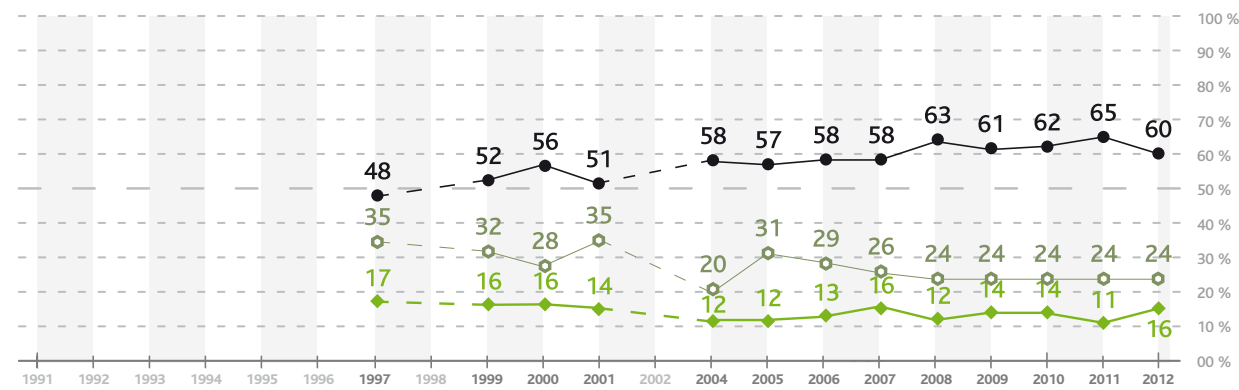
L'obésité des jeunes



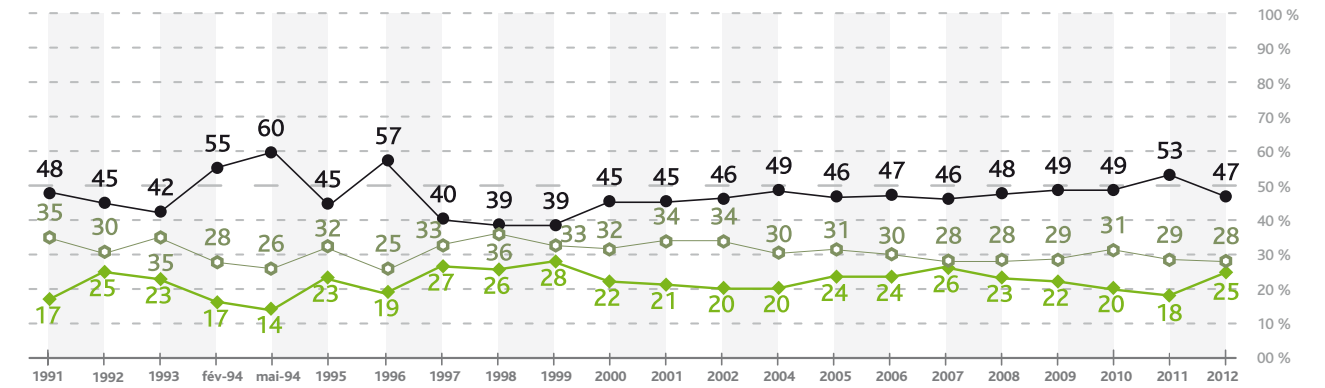
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



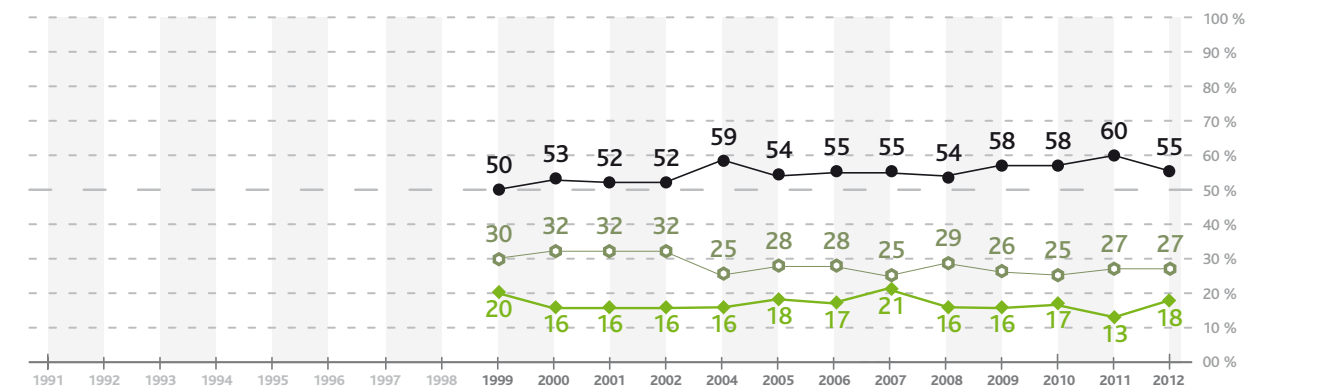
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



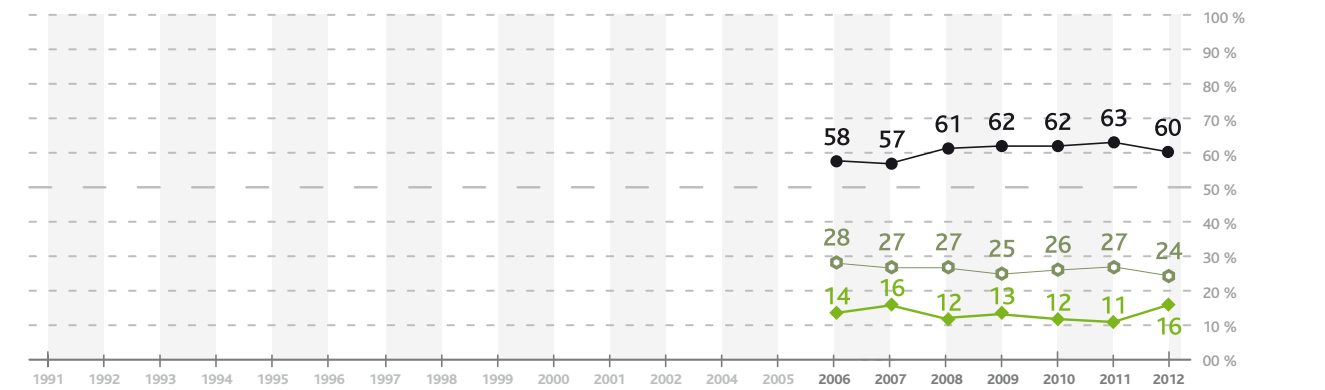
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers

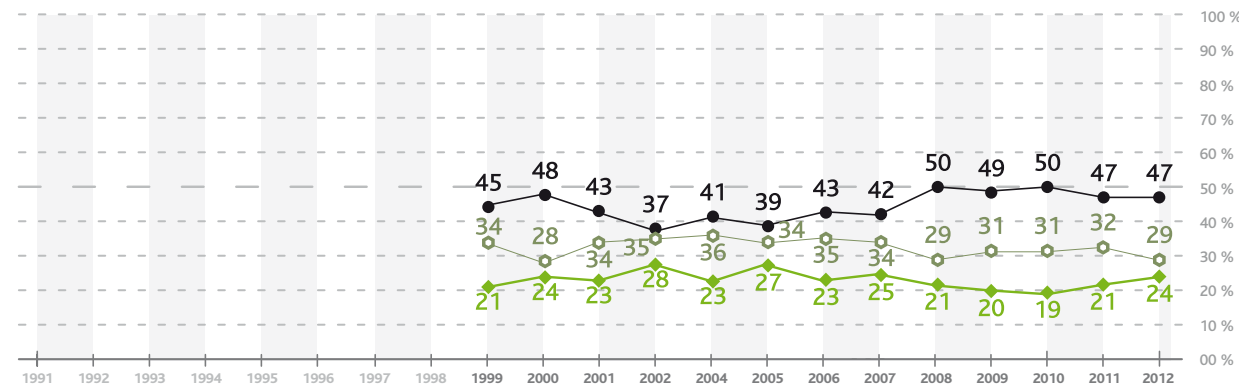


La pollution des sols

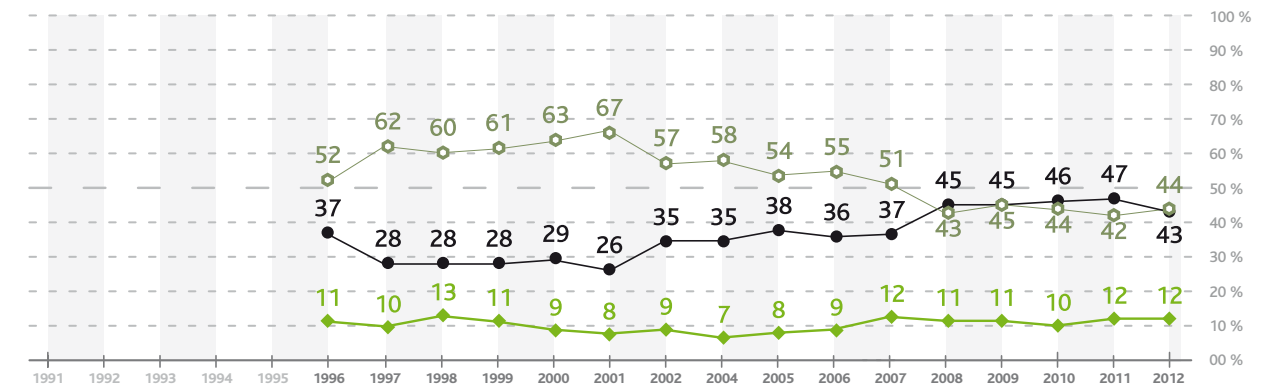


ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

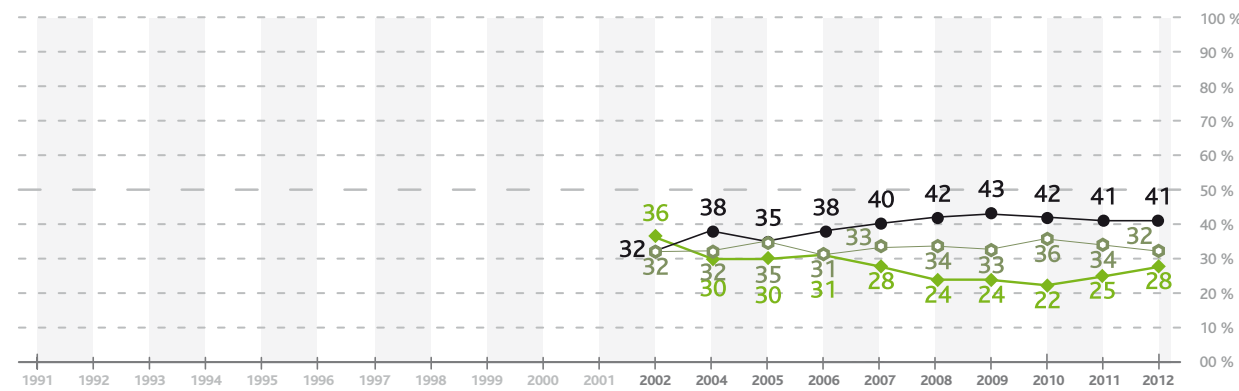
Les produits alimentaires



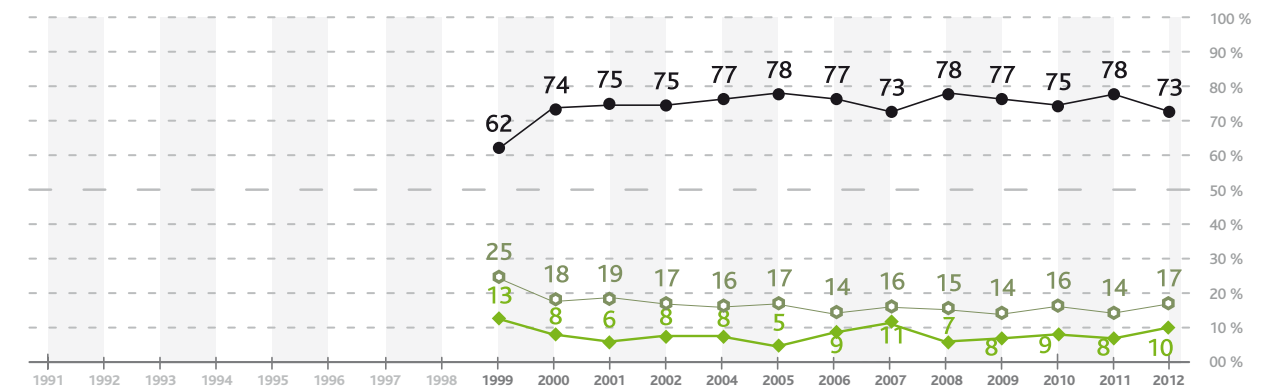
Le radon dans les habitations



Les radiographies médicales

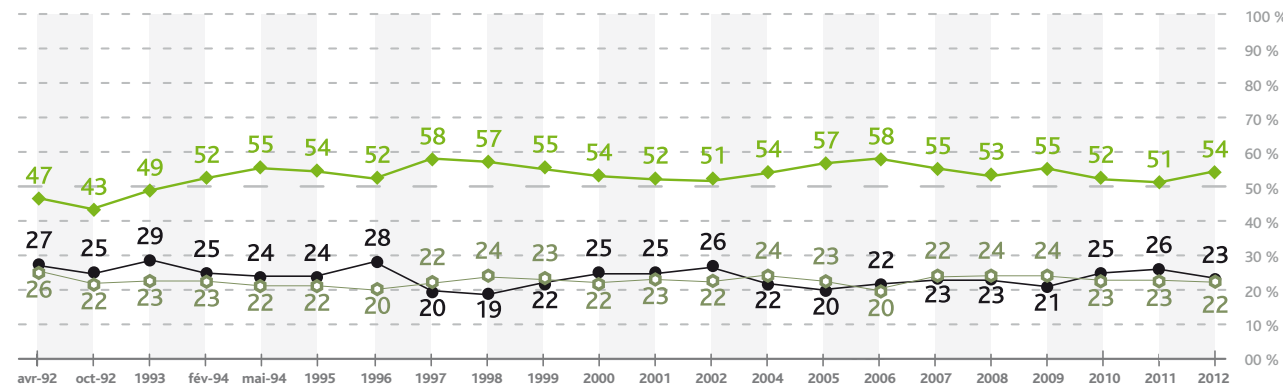


Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl

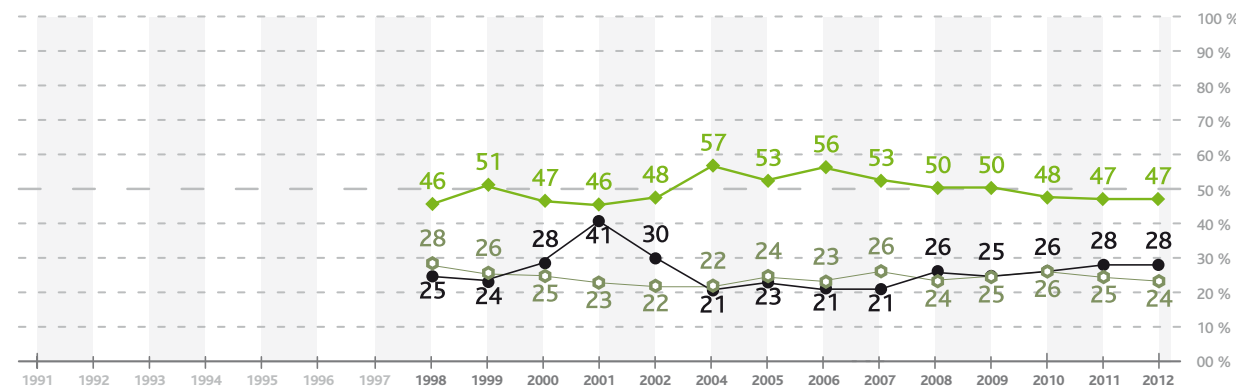


ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2012

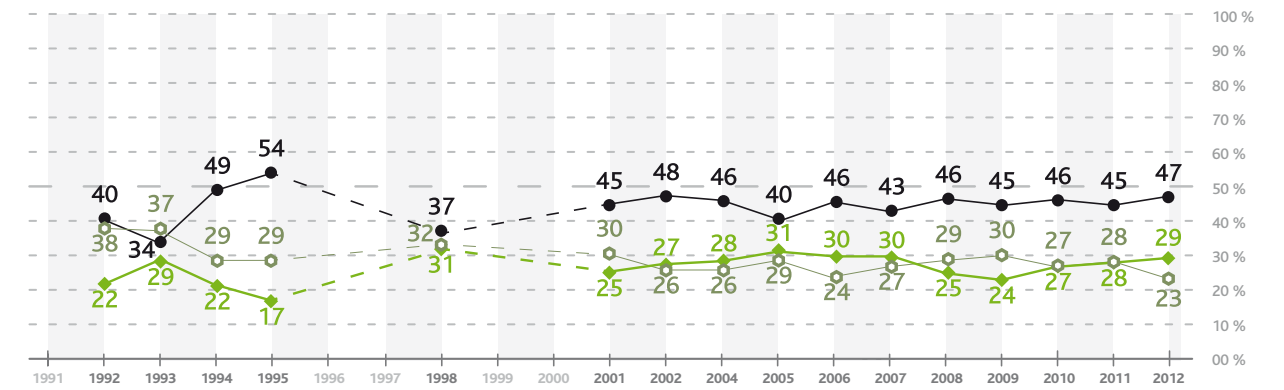
Le sida



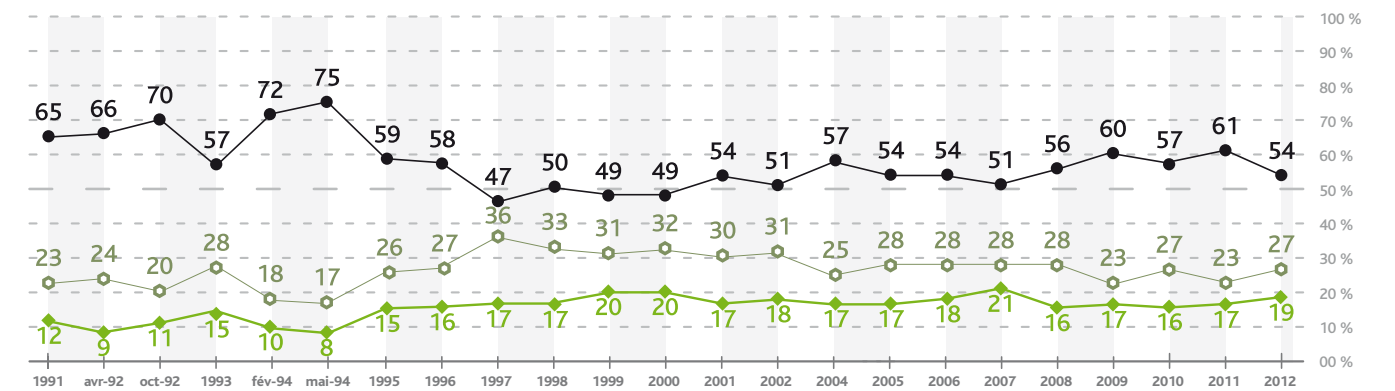
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

QUESTION
N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

Le niveau de risque perçu, la confiance accordée aux autorités et la crédibilité des informations sont intimement liées dans la perception des Français et contribuent à la formation des opinions sur les risques. Comme tous les ans, nous analysons les 33 situations au regard de ces 3 facteurs.

Le tableau de la page 106 montre que les scores obtenus par les 33 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur : de 13 % à 75 % pour le risque perçu comme élevé, de 15 % à 51 % pour la confiance accordée.

Cela signifie qu'un même taux de pourcentage n'a pas la même signification selon les trois aspects. Les pourcentages du « *risque perçu* » comme élevé sont en général plus importants que ceux de la « *confiance* » ou de la « *vérité dite* » et sont plus dispersés.

Pour la « *vérité dite* », les situations peuvent être réparties en deux catégories :

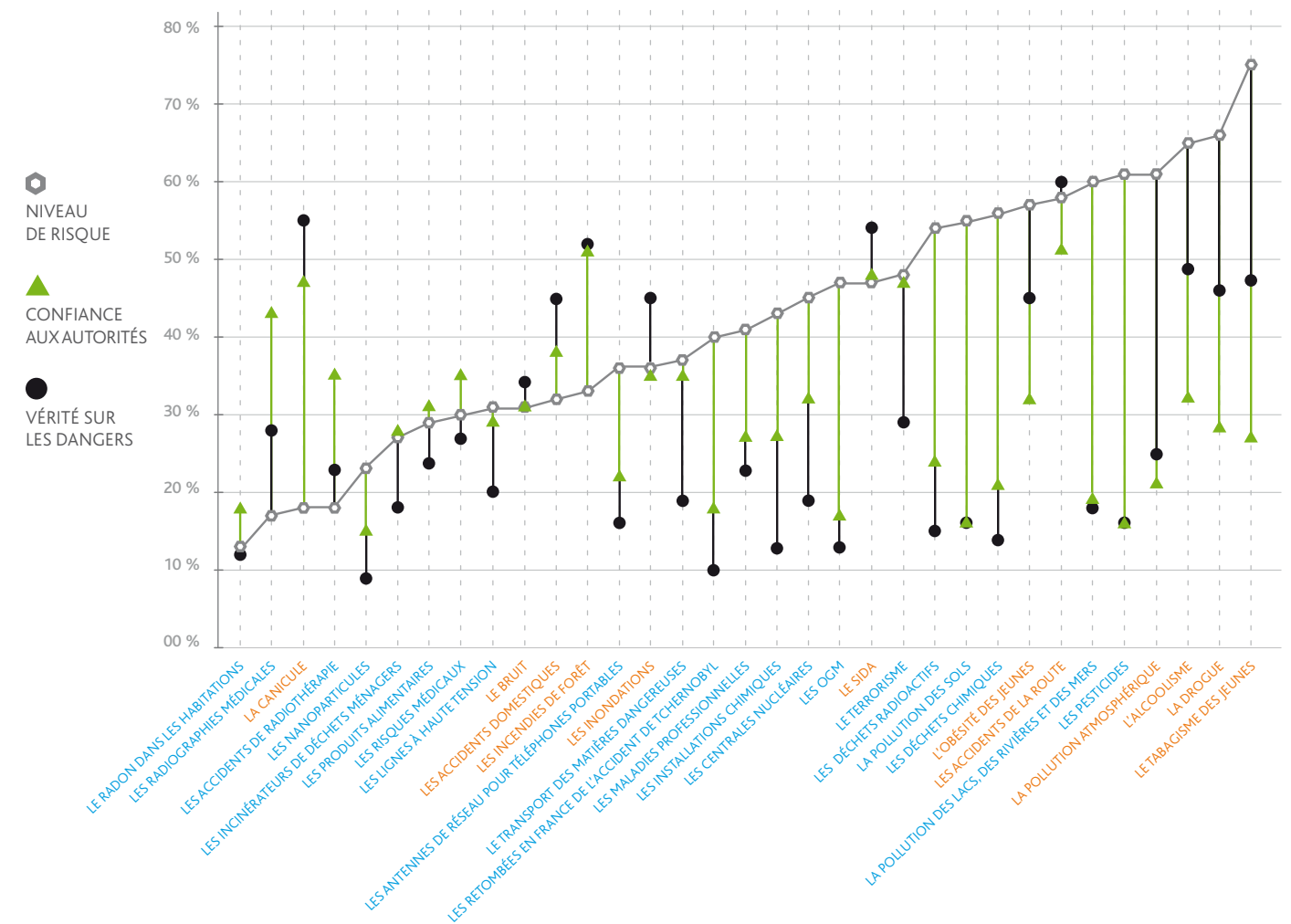
Aussi les graphiques des pages 107 et 109 sont-ils utilisés pour mieux comparer entre elles les 33 situations en intégrant la contribution des 3 aspects tout en veillant à les homogénéiser.

- celle où l'information est jugée crédible, avec des scores de 30 % à 60 %, comme pour le terrorisme, les accidents domestiques ou les accidents de la route ;
- celle où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 30 % : du terrorisme aux nanoparticules en passant par les centrales nucléaires.

PERCEPTION DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
% MAXIMUM	74,5	59,8	51,2
% MINIMUM	13,2	9	14,9
MOYENNE DES %	42,1	28,4	30,1
ÉCART TYPE	16,1	15,5	10,5

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS L'ACTION DES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
AUTOUR DE 80 %	1 LE TABAGISME DES JEUNES 75		
AUTOUR DE 70 %	2 LA DROGUE 66 3 L'ALCOOLISME 65		
AUTOUR DE 60 %	4 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE 61 5 LES PESTICIDES 61 6 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 60 7 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 58 8 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 57 9 LES DÉCHETS CHIMIQUES 56 10 LA POLLUTION DES SOLS 55	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 60 2 LA CANICULE 55	
AUTOUR DE 50 %	11 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 54 12 LE TERRORISME 48 13 LE SIDA 47 14 LES OGM 47 15 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 45	3 LE SIDA 54 4 LES INCENDIES DE FORÊT 52 5 L'ALCOOLISME 49 6 LE TABAGISME DES JEUNES 47 7 LA DROGUE 46 8 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 45 9 LES INONDATIONS 45 10 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 45	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 51 2 LES INCENDIES DE FORÊT 51 3 LE SIDA 48 4 LA CANICULE 47 5 LE TERRORISME 47
AUTOUR DE 40 %	16 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 43 17 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 41 18 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 40 19 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 37 20 LES INONDATIONS 36 21 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 36		6 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 43 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 38 8 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 35 9 LES RISQUES MÉDICAUX 35 10 LES INONDATIONS 35 11 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 35
AUTOUR DE 30 %	22 LES INCENDIES DE FORÊT 33 23 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 32 24 LE BRUIT 31 25 LES LIGNES À HAUTE TENSION 31 26 LES RISQUES MÉDICAUX 30 27 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 29 28 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 27	11 LE BRUIT 34 12 LE TERRORISME 29 13 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 28 14 LES RISQUES MÉDICAUX 26 15 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE 25	12 L'ALCOOLISME 32 13 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 32 14 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 32 15 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 31 16 LE BRUIT 31 17 LES LIGNES À HAUTE TENSION 29 18 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 28 19 LA DROGUE 28 20 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 27 21 LE TABAGISME DES JEUNES 27 22 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 27
AUTOUR DE 20 %	29 LES NANOPARTICULES 23 30 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 18 31 LA CANICULE 18 32 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 17	16 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 24 17 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 23 18 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 23 19 LES LIGNES À HAUTE TENSION 20 20 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 19 21 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 19 22 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 18 23 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 18 24 LA POLLUTION DES SOLS 16 25 LES PESTICIDES 16 26 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 16 27 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 15	23 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 24 24 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 22 25 LES DÉCHETS CHIMIQUES 21 26 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE 21 27 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 19 28 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 18 29 LE RADON DANS LES HABITATIONS 18 30 LES OGM 17 31 LA POLLUTION DES SOLS 16 32 LES PESTICIDES 16 33 LES NANOPARTICULES 15
AUTOUR DE 10 %	33 LE RADON DANS LES HABITATIONS 13	28 LES DÉCHETS CHIMIQUES 14 29 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 13 30 LES OGM 13 31 LE RADON DANS LES HABITATIONS 12 32 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 10 33 LES NANOPARTICULES 9	

GRAPHIQUE 1
Une représentation des 3 composantes de la perception des risques classée selon le niveau de risque perçu



— En orange : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
— En bleu : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 33 risques est représenté par 3 points : le niveau de risque perçu, la confiance dans les actions des autorités et la vérité dite. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 33). On voit que les scores de confiance et de vérité sont en général inférieurs au score du danger perçu. Ce n'est pas le cas pour le radon dans les habitations, les radiographies médicales, la canicule, les accidents de radiothérapie, le bruit, les accidents domestiques, les incendies de forêt, les inondations et le sida.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, risque perçu, confiance et vérité, met en évidence deux types de risques :

— les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même » : tabagisme, drogue, alcoolisme, pollution atmosphérique, accidents de la route, obésité des jeunes, sida, inondations, incendies de forêt, accidents domestiques, bruit et canicule (libellés en orange sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de confiance moins élevés que ceux de vérité.

— les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes : pesticides, pollution de l'eau, déchets chimiques ou radioactifs, pollution des sols, terrorisme, OGM, centrales nucléaires, installations chimiques, maladies professionnelles, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, etc. (libellés en bleu sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « vérité sur les dangers » recueille des pourcentages plus faibles que ceux de la confiance.

Même quand la confiance dans l'action publique est assez faible, l'information peut être jugée crédible et inversement, ce qui montre que les Français distinguent ces deux aspects

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants :

- les inondations, les accidents domestiques et la canicule sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée à l'action publique. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite ;
- les pesticides, la pollution des sols, les OGM, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et les nanoparticules constituent les situations recueillant les plus faibles scores de confiance dans l'action publique et de crédibilité accordées à l'information donnée, avec des risques perçus comme relativement forts pour les quatre premières et faibles pour la dernière ;

- le terrorisme et le transport des matières dangereuses connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité, avec un score plus faible de vérité ;
- pour la drogue, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme ou le tabagisme des jeunes, l'écart est aussi important mais en sens inverse : la vérité est considérée comme dite mais le score de la confiance dans l'action des autorités est plus faible.

Les risques peuvent être regroupés en familles en fonction de leur perception

Cette analyse montre que la perception des risques par le public suit une logique d'ensemble qui s'appuie sur l'importance perçue du risque mais aussi sur la « confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète car unidimensionnelle. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation.

Le graphique 2 offre une bonne représentation graphique des proximités entre les différents risques sur ces trois dimensions. Cette analyse reconduite tous les ans depuis 2004 sur les trois dimensions amène à confirmer globalement l'existence de quatre familles ou univers de risques.

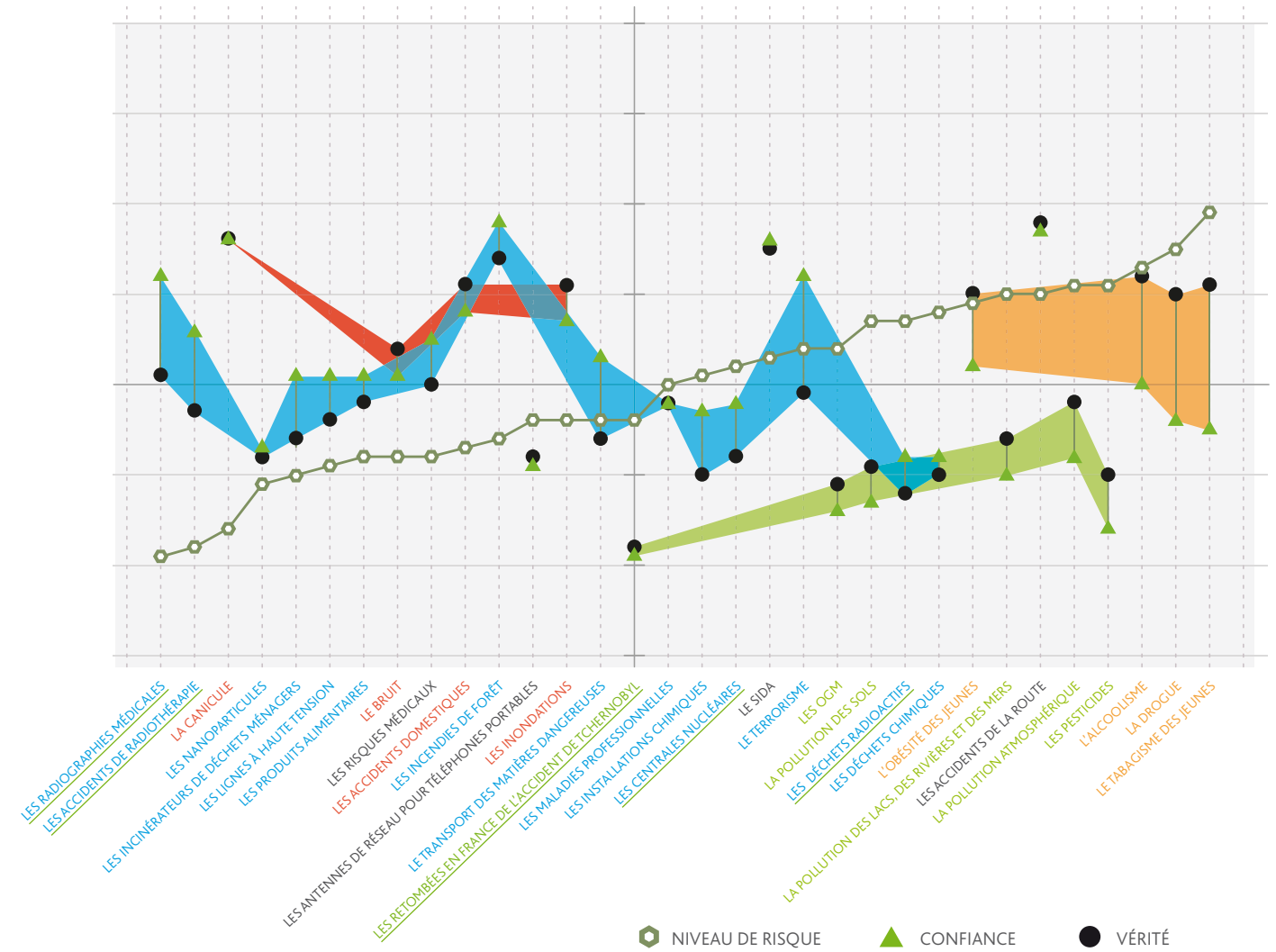
Au cours des années, la liste des risques varie légèrement pour tenir compte des préoccupations du public sans modifier les contours des familles.

Cette année, la baisse du niveau de risque perçu et la hausse de confiance poussent les risques industriels à se déplacer vers la gauche du graphique (centrales nucléaires, installations chimiques, déchets radioactifs et chimiques).

À noter cette année, l'inversion entre les OGM et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl. Le premier rejoint la famille des risques relatifs aux pollutions diffuses en effectuant un mouvement marqué vers la droite dans le graphique car considéré à risque plus élevé que les années passées. Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl font le chemin inverse.

GRAPHIQUE 2

Le graphique permet de juger de la proximité ou de l'éloignement d'une situation par rapport aux autres.



COMPARAISON DES 32 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS ÉTUDIÉS

(Compte tenu du fort taux de non-réponses sur le radon dans les habitations, cette situation est exclue. Les situations liées au nucléaire sont soulignées en vert.)

Lecture du graphique 2

On utilise une technique statistique qui consiste à « centrer » et « réduire », ce qui revient, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Ces opérations permettent d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des 3 aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes. Les moyennes centrées et réduites se répartissent alors autour du zéro.

Les risques sont rangés comme sur le graphique 1. Les traits verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées (les radiographies médicales, la canicule, les produits alimentaires, le bruit). Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les antennes de réseau pour téléphones portables échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les deux souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

> en dessous de l'axe horizontal : les maladies professionnelles, les installations chimiques, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les OGM, la pollution des sols, les pesticides, la pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique, les centrales nucléaires. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;

> au-dessus de l'axe horizontal : le terrorisme, le sida, l'obésité des jeunes, le tabagisme des jeunes, la drogue, l'alcoolisme, les accidents de la route. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route et le sida constituent une particularité dans le graphique (scores de confiance et de vérité très proches et assez élevés pour des risques eux-mêmes considérés comme élevés).

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques apparaissent sur les graphiques depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. En 2012, les 4 familles de risques identifiées depuis de nombreuses années se

Les risques individuels (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, sida, obésité des jeunes)

Ils ont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information plutôt crédible, avec des taux de réponse parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se positionne

redessinent en suivant une logique fondée sur l'importance perçue du risque, sur la confiance en les autorités françaises pour leurs actions de protection et sur la véracité perçue de l'information à leur sujet.

donc toujours dans le quart supérieur droit de la figure. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, OGM, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl)

Ils figurent dans le quart inférieur droit du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais ils se différencient des précédents par des scores très bas en

termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques technologiques attachés à des sites identifiables (déchets radioactifs ou chimiques, installations chimiques, centrales nucléaires, incinérateurs de déchets ménagers...)

Ils présentent un point commun : leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception du terrorisme, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont les niveaux de risque sont très variés/dispersés, du risque lié aux radiographies médicales (perçu comme le plus faible) à celui lié aux déchets chimiques. On peut distinguer deux sous-familles.

La seconde est constituée par des risques industriels qui vont du transport de matières dangereuses, assez proches du risque perçu moyen, aux installations chimiques, centrales nucléaires, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques nettement plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

La première sous-famille se compose de risques « collectifs », tels ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne, ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique.

À noter : les centrales nucléaires, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative. Elles se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical du graphique et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

Les risques collectifs non industriels (bruit, inondations, accidents domestiques, canicule)

Ils se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles,

bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

QUESTION N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

Cette année, outre une plus grande confiance envers les autorités et des risques perçus comme moins élevés, le niveau d'acceptation des Français de vivre près des centrales nucléaires s'accroît, ainsi que pour d'autres installations à risques.

Malgré l'apparente simplicité de la question, les réponses qui y sont apportées sont en fait un indicateur pertinent du degré d'acceptabilité des installations à risques mentionnées. La question a été progressivement complétée en l'étendant à diverses installations (site de stockage de déchets radioactifs, installation chimique importante, site de stockage de déchets chimiques) afin de pouvoir mieux situer les réponses en les comparant. Sur l'ensemble de la période, deux tendances fortes ressortent : d'une part les centrales nucléaires apparaissent mieux acceptées que les autres installations à risques, d'autre part l'acceptabilité de ces mêmes centrales nucléaires a nettement diminué par rapport à ce qu'elle était au début des années 1980 : environ un tiers des Français acceptait alors l'idée de vivre près d'une centrale, contre moins de deux sur dix aujourd'hui (voir graphique ci-dessous). Depuis une trentaine d'années que cette question est posée dans le Baromètre IRSN, le niveau d'acceptabilité de l'implantation d'installations

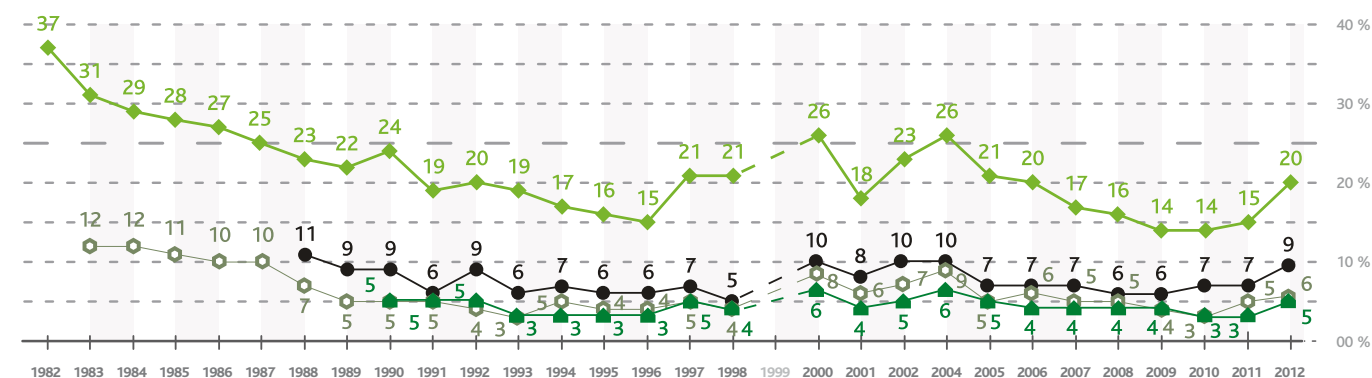
industrielles potentiellement dangereuses a sensiblement baissé. La dégradation de l'acceptabilité des quatre types d'installations semble s'être opérée en trois temps : une baisse à peu près constante de 1982 à 1996, une remontée entre 1997 et 2000, puis une nouvelle baisse assez rapide de 2004 à 2011, où l'on retrouve les niveaux de 1996. La centrale nucléaire, avec une baisse de près de 20 points par rapport à l'année 1982, reste toutefois mieux acceptée que l'installation chimique importante, le site de stockage de déchets radioactifs ou le site de stockage de déchets chimiques.

L'accident de Fukushima-Daiichi n'a pas eu d'effets sur la position des Français à ce sujet, contrairement à son impact sur de nombreuses questions du Baromètre. L'an passé, ils avaient été aussi nombreux à accepter de vivre près d'une centrale nucléaire, et cette année ils le sont même légèrement plus.

L'acceptation en fonction du niveau de risque, de confiance et de crédibilité

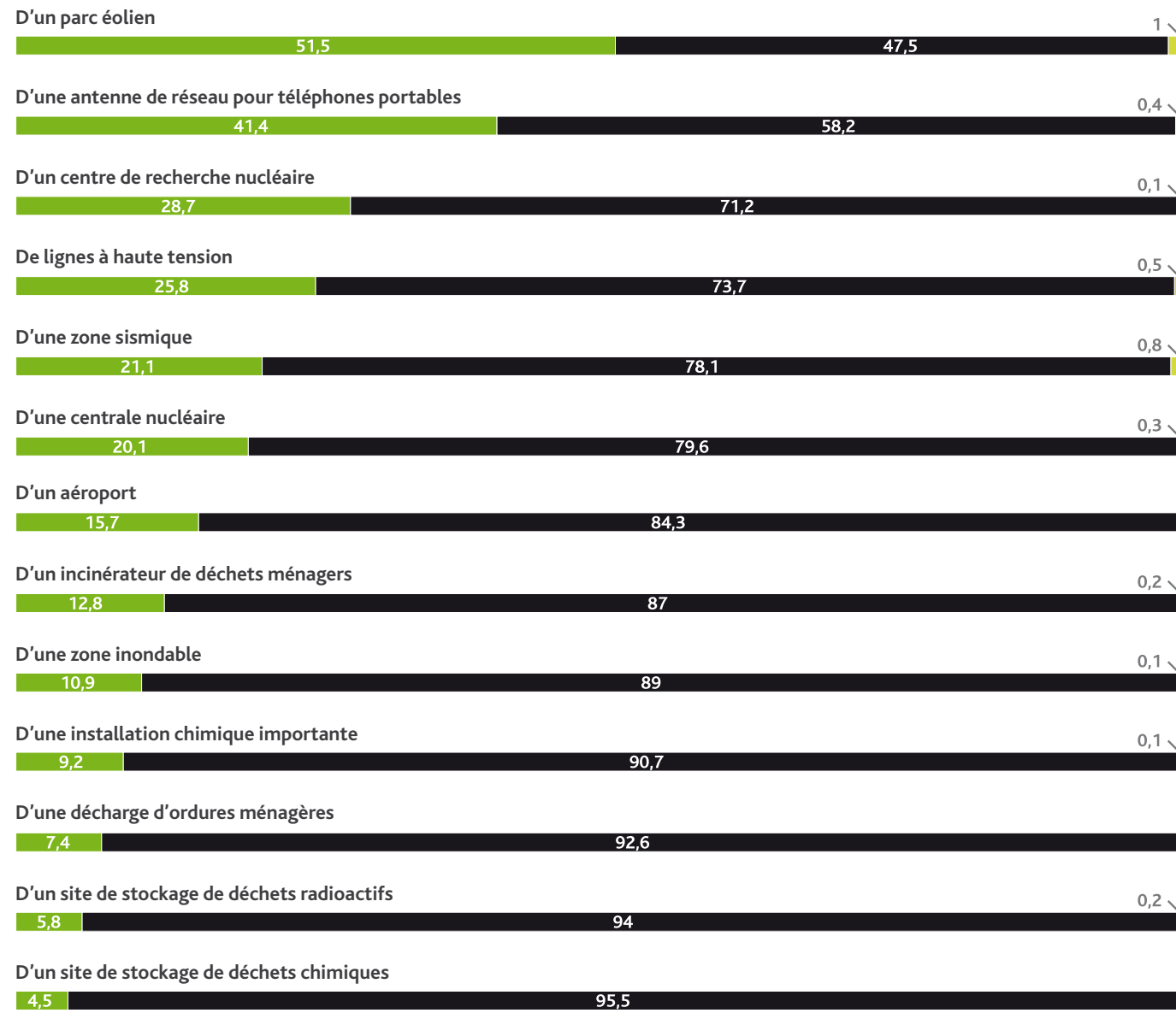
ÉVOLUTIONS 1982 à 2012

Évolution depuis 1982 des % de réponses « oui » à la question : « Accepteriez-vous de vivre près de... »



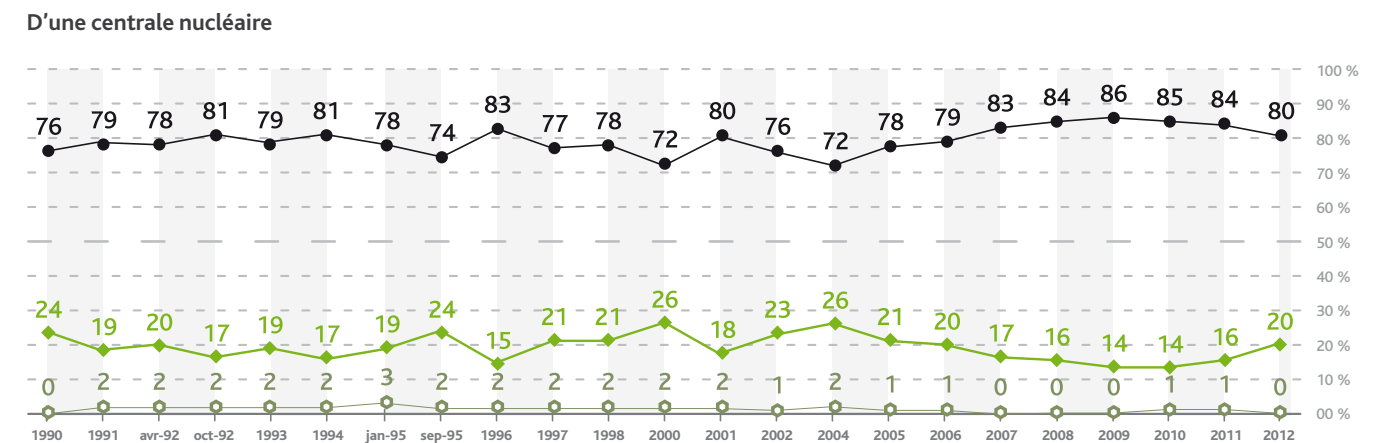
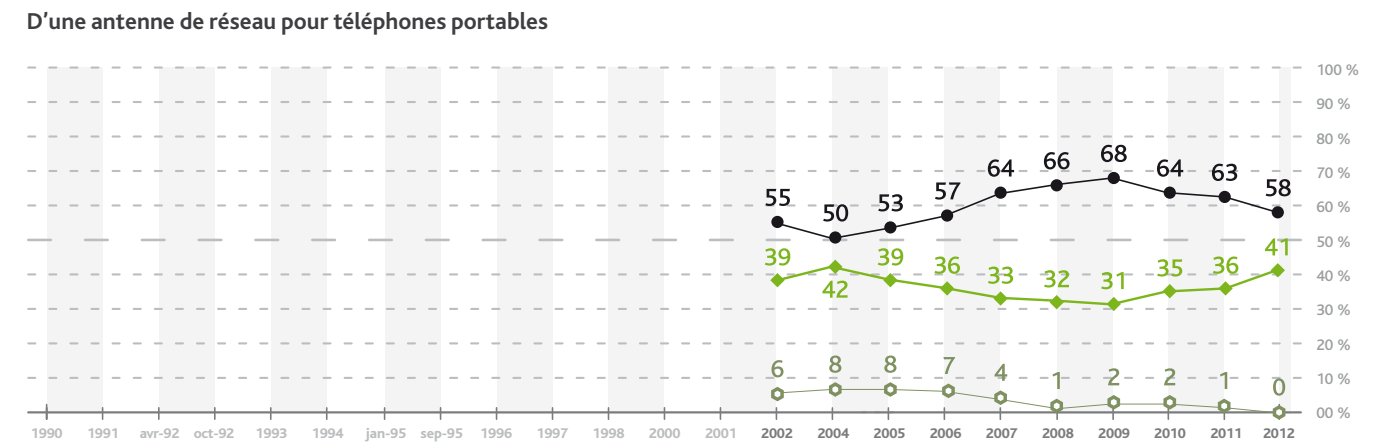
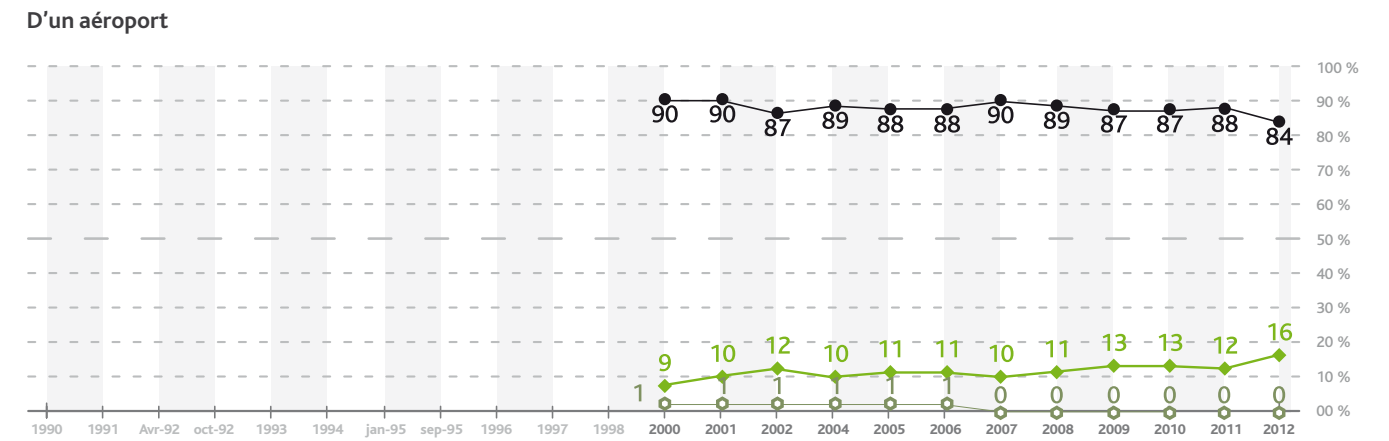
- ◆ D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE
- D'UNE INSTALLATION CHIMIQUE IMPORTANTE
- ◻ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS RADIOACTIFS
- ▲ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS CHIMIQUES

OCTOBRE 2012



■ OUI ■ NON ■ NE SAIT PAS en %

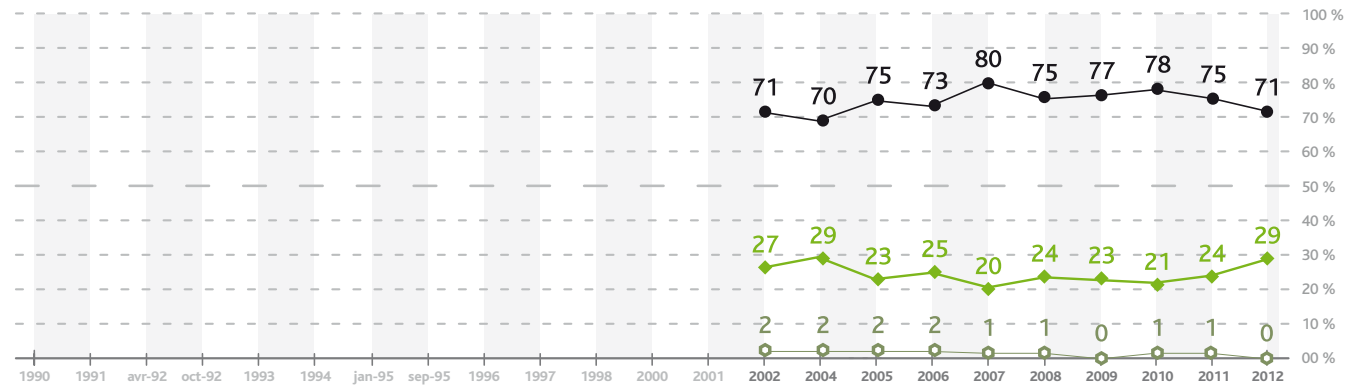
ÉVOLUTIONS
1990 à 2012



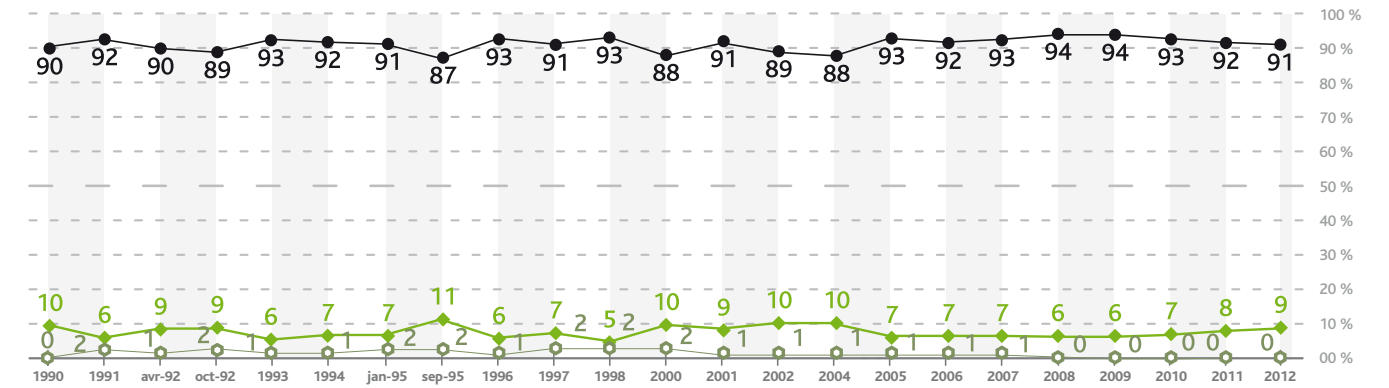
◆ OUI ● NON ◊ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS
1990 à 2012

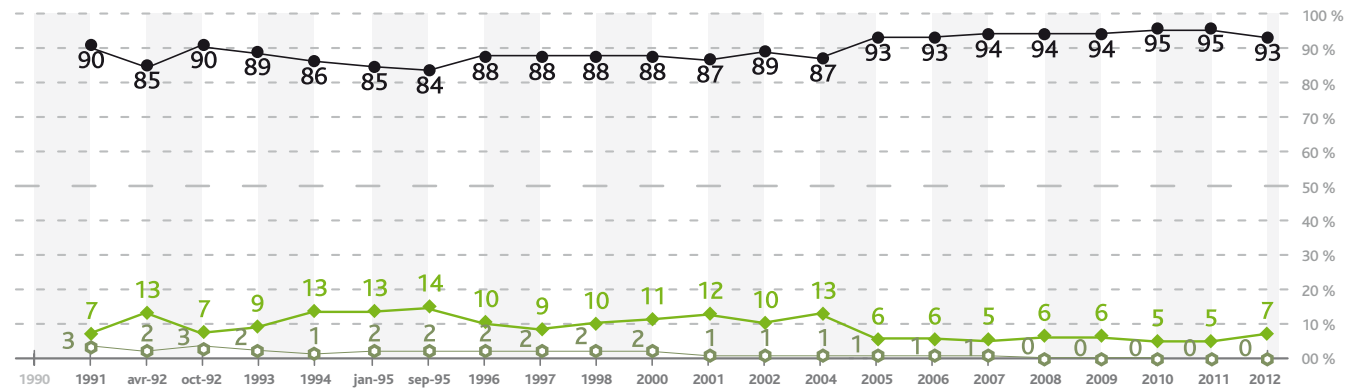
D'un centre de recherche nucléaire



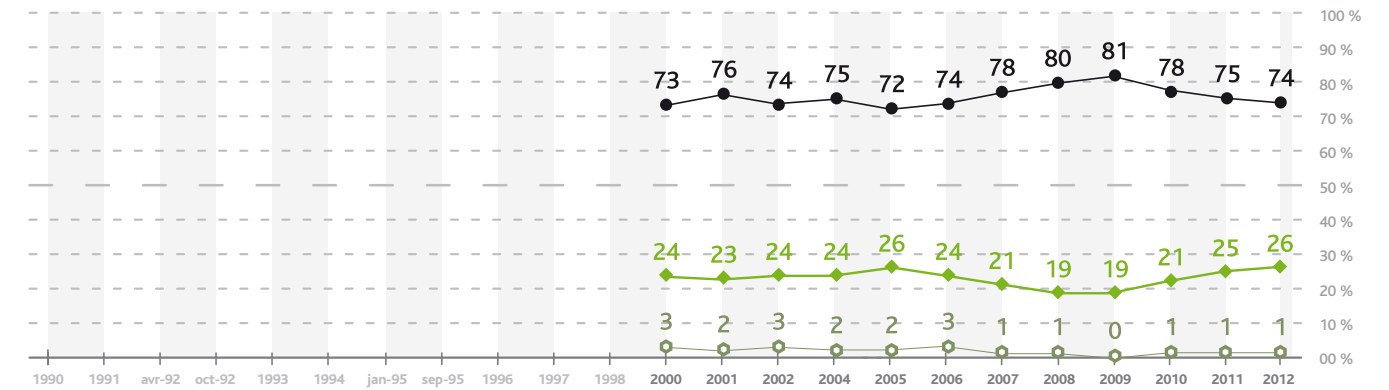
D'une installation chimique importante



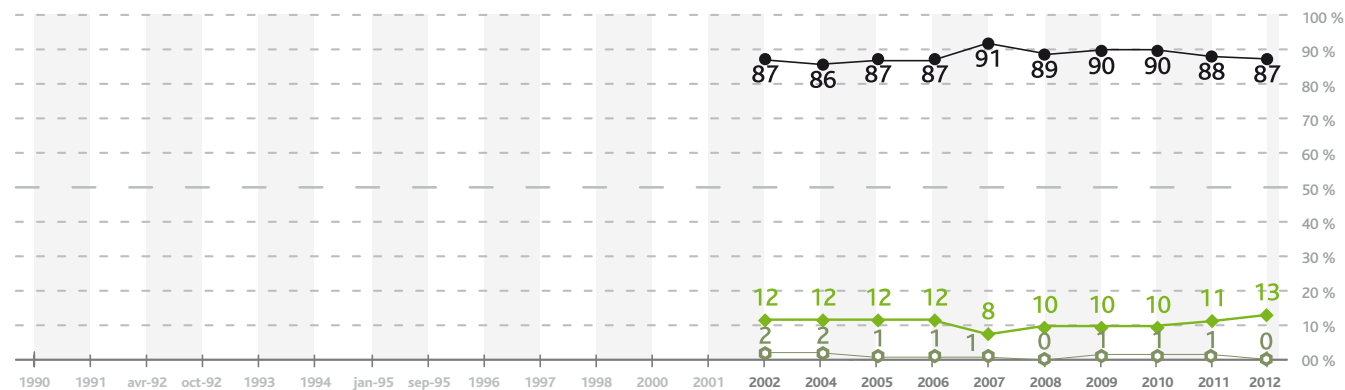
D'une décharge d'ordures ménagères



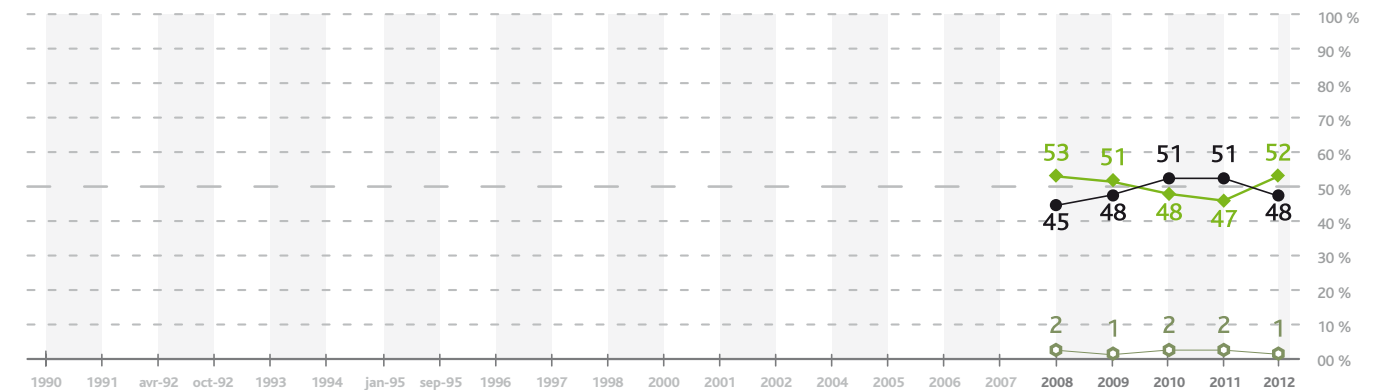
De lignes à haute tension



D'un incinérateur de déchets ménagers

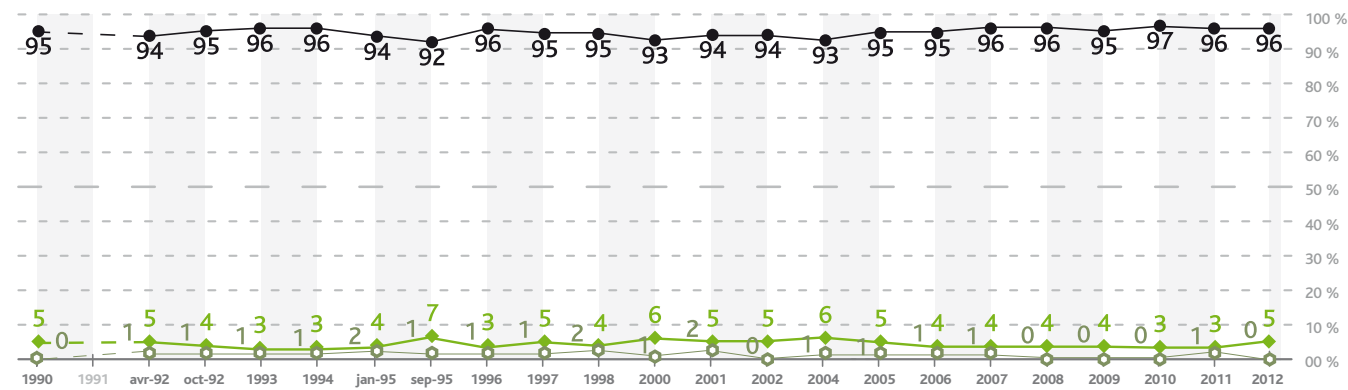


D'un parc éolien

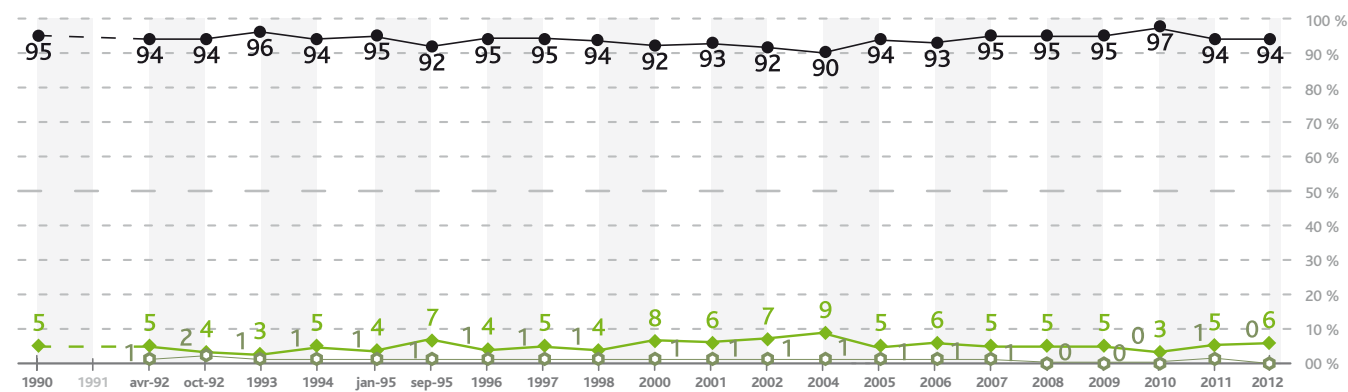


ÉVOLUTIONS
1990 à 2012

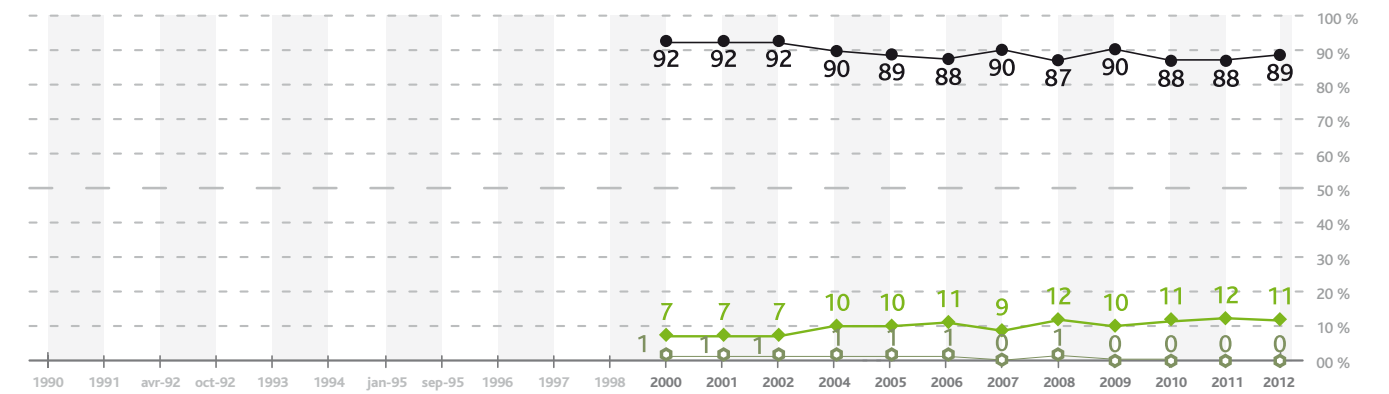
D'un site de stockage de déchets chimiques



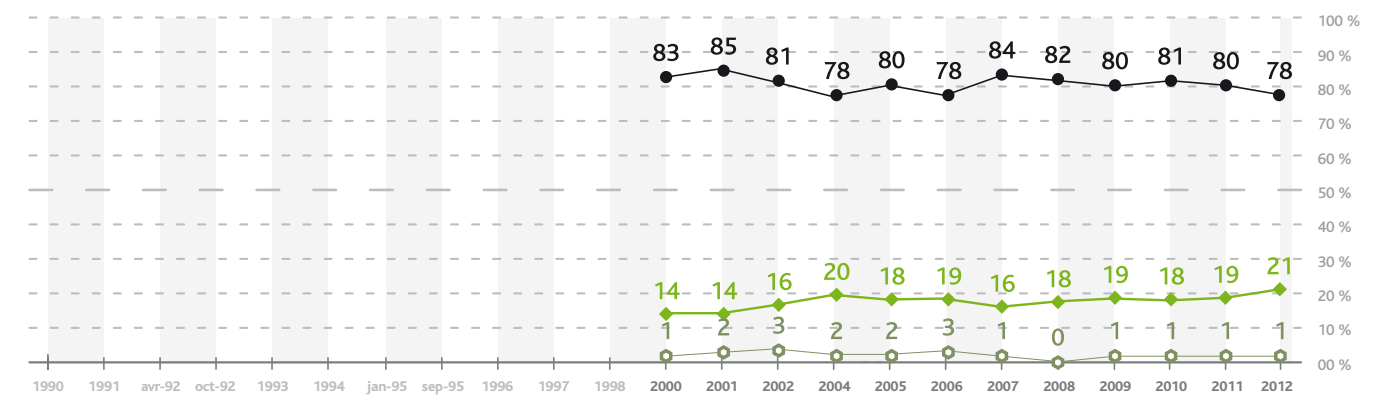
D'un site de stockage de déchets radioactifs



D'une zone inondable



D'une zone sismique



ZOOM SUR LE DOMAINE NUCLÉAIRE

PARTIE 4

4.1 — LE RISQUE NUCLÉAIRE

120 - 133

4.2 — LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

134 - 153

4.3 — LE DÉBAT SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

154 - 157

LE RISQUE NUCLÉAIRE

- QUESTION N°1** Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?
- QUESTION N°2** Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?
- QUESTION N°3** Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?
- QUESTION N°4** Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.
- QUESTION N°5** Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

L'accident survenu le 11 mars 2011 à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, à la suite du séisme et du tsunami, a provoqué un choc au sein de l'opinion publique française et internationale. En octobre 2011, dans le Baromètre IRSN – époque de la réalisation de l'enquête d'opinion, six mois après l'accident –, presque toutes les questions relatives aux centrales nucléaires se dégradaient, pour atteindre parfois leurs niveaux historiques, traduisant ainsi une recrudescence des craintes quant aux risques liés aux centrales nucléaires. De manière remarquable, la perception de la vérité des informations diffusées échappait à cette évolution. En octobre 2012, la majorité de ces indices se rapprochent de leurs niveaux d'avant l'accident mais sans les atteindre.

Tout incident ou accident nucléaire fait évoluer les représentations du risque nucléaire, comme le montre l'édition spéciale du Baromètre IRSN 2012 – Plus de 30 ans d'opinion des Français sur les risques nucléaires. La crainte de l'accident nucléaire est chronique. Depuis 2007, plus de 90 % des Français sont d'accord pour dire que « si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves ». Cette crainte est réactivée lorsque les individus sont confrontés à des accidents nucléaires graves comme à Tchernobyl en 1986 ou à Fukushima-Daiichi en 2011, voire des événements sans gravité mais proches d'eux comme au Tricastin en 2008, et l'impact

de ces accidents est important. Tous ont provoqué une baisse de confiance dans la capacité des autorités à assurer la sûreté des installations nucléaires. Seul l'accident de Fukushima-Daiichi a bousculé la perception du niveau de risque des centrales nucléaires¹, mais sans affecter celle de la crédibilité des informations diffusées. Près de deux ans après la survenue de l'accident de Fukushima-Daiichi, l'édition 2013 du Baromètre IRSN propose de mettre en perspective la perception du risque nucléaire par les Français avec les trois années où se sont produits ces événements. En dehors de ces années, cette perception n'a pas enregistré d'évolution notable.

Les événements de l'été 2008 au Tricastin et l'accident de Fukushima-Daiichi en 2011 ont marqué les Français

À la question « Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ? », les centrales nucléaires et le stockage des déchets radioactifs sont toujours cités en premier, juste devant les installations chimiques, à l'exception de l'année 2002². Après les événements du Tricastin, en 2008, les premiers conservent leurs premières places dans la hiérarchie des catastrophes, avec un écart accru par rapport aux installations chimiques dont ils étaient proches auparavant. Après l'accident de Fukushima-Daiichi, les centrales nucléaires sont davantage citées comme susceptibles de provoquer un accident grave et s'éloignent du stockage des déchets radioactifs, dont ils étaient proches entre 2002 et 2010. Ces positions relatives persistent en 2012 : 20 % de citations pour les centrales nucléaires (22 % en 2011), 17 % pour le stockage des déchets radioactifs (18 %) et 15 % pour les installations chimiques (16 %). La très légère baisse de citations permet de retrouver les positions de 2008, où les trois obtenaient des scores comparables.

Autre conséquence des événements de l'été 2008 au Tricastin et de l'accident de Fukushima-Daiichi : la relative confiance dans la sûreté des centrales nucléaires constatée depuis plusieurs années se révélait fragile. Si on prend comme indicateur l'écart entre ceux qui sont d'accord pour dire que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises » et ceux qui ne le sont pas, son évolution montre la sensibilité aux événements liés au nucléaire. Après les événements du Tricastin, l'indicateur passe de 30 % en 2007 à 5 % en 2008. L'année suivante il remonte à 16 %, puis redescend à 14 % en 2010. En 2011, l'accident de Fukushima-Daiichi a le même effet malgré la plus grande ampleur de cet accident. L'écart chute à 4 % en 2011 et remonte à 16 % et ce dès 2012, soit un retour aussi rapide que pour les événements du Tricastin.

1. Les Français n'avaient jamais été aussi nombreux (55 %) à juger élevé le risque lié aux centrales nucléaires.

2. Année qui suit l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, qui a marqué l'opinion des Français. Dans ses éditions 2002 et 2004, le Baromètre IRSN enregistre les taux de réponse les plus forts pour les installations chimiques comme activité susceptible de provoquer un accident grave.

Deux propositions continuent à échapper à l'impact de l'accident de Fukushima-Daiichi

En octobre 2011, 48 % des Français, comme avant l'accident de Fukushima-Daiichi, pensaient que la santé de ceux qui vivent à proximité des installations nucléaires était moins bonne (contre seulement 23 % qui exprimaient une position contraire). En octobre 2012, ils sont légèrement moins nombreux à le penser : 43 % (27 % pour le contraire). Il en allait tout autrement lors de la survenue des événements du Tricastin en 2008. Ils avaient été nettement plus nombreux juste après les incidents : 53 % contre 40 % l'année précédente.

Autre élément de stabilité après l'accident de Fukushima pour la proposition « *Autour des installations nucléaires les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs* » (environ 18 % d'adhésion jusqu'en octobre 2011). Cette année, ils sont plus nombreux (24 %) à le penser (48 % ne le pensent pas, contre 58 % en 2008, année où cette proposition avait été émise pour la première fois).

Ces deux propositions sont les rares à ne pas subir d'évolutions marquant une augmentation des opinions négatives sur les activités nucléaires suite à l'accident de Fukushima-Daiichi.

Les Français gardent en mémoire l'accident de Fukushima-Daiichi

Toutes les autres questions enregistrent des évolutions suite à l'accident de Fukushima-Daiichi posées dans l'enquête.

- « *L'accident de Tchernobyl et de Fukushima* » reste l'argument majeur contre le nucléaire pour 40 % des personnes interrogées (42 % en 2011). Comme l'an passé, sont cités loin devant le manque de transparence (18 % en 2012, 20 % en 2011) et les déchets (20 % en 2012 et 19 % en 2011, contre 30 % en 2010) ;
- les Français continuent à traduire leur crainte en répondant majoritairement aux items suivants : « *La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers* »

(65 % d'accord en 2012, 71 % en 2011) et « *Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques* » (65 %, 67 %). Ils enregistraient des hausses respectives de 10 et 8 points par rapport à 2010, ce qui constituait leur plus haut score. Cette année encore, c'est leur deuxième plus haut score.

Par ailleurs, on constate cette année que la vulnérabilité des installations nucléaires comme argument contre le nucléaire continue depuis 2007 à être de plus en plus cité : + 6 points (14 % en 2007, 20 % en 2012). C'est le seul indicateur qui atteint son plus haut niveau cette année.

Toutes les mesures pour renforcer la sûreté des sites nucléaires sont plébiscitées par le public

Comme l'an passé, les 6 mesures proposées pour renforcer la sûreté des sites nucléaires sont très bien accueillies : 88 % des sondés sont d'accord avec la proposition « *Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables* » (90 % en 2011). Plus de 80 % les jugent « *prioritaires* » ou « *importantes mais pas prioritaires* ». Quatre d'entre elles remportent plus de 95 % de réponses :

- multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle ;

- développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants ;
- améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail ;
- améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.

Les deux autres mesures proposées en remportent légèrement moins, avec un score respectivement autour de 90 % et 80 % :

- renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne, mesure considérée légèrement moins prioritaire que l'an passé ;
- développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.

D'autres questions liées à l'industrie nucléaire subissent encore cette année des évolutions notables qui ne sont pas vraisemblablement dues à l'accident de Fukushima-Daiichi.

Les inquiétudes sur des sujets économiques et sociaux dues à la crise et/ou à l'érosion de l'enjeu environnemental font que l'argument d'absence d'émission de gaz carbonique pour défendre la filière continue cette année à diminuer. Après avoir progressé dans l'opinion jusqu'en 2009 avec 28 % de citations, ils chutent à 21 % en 2010, 17 % l'an passé et 14 % cette année. Cette baisse de points sur l'argument « *énergie verte* » bénéficie à l'indépendance énergétique, qui reste dans l'opinion l'argument le plus favorable au nucléaire et au coût du kilowattheure.

Tableau récapitulatif des questions de cette partie ayant évolué après les incidents du Tricastin de l'été 2008 et/ou l'accident de Fukushima-Daiichi en 2011

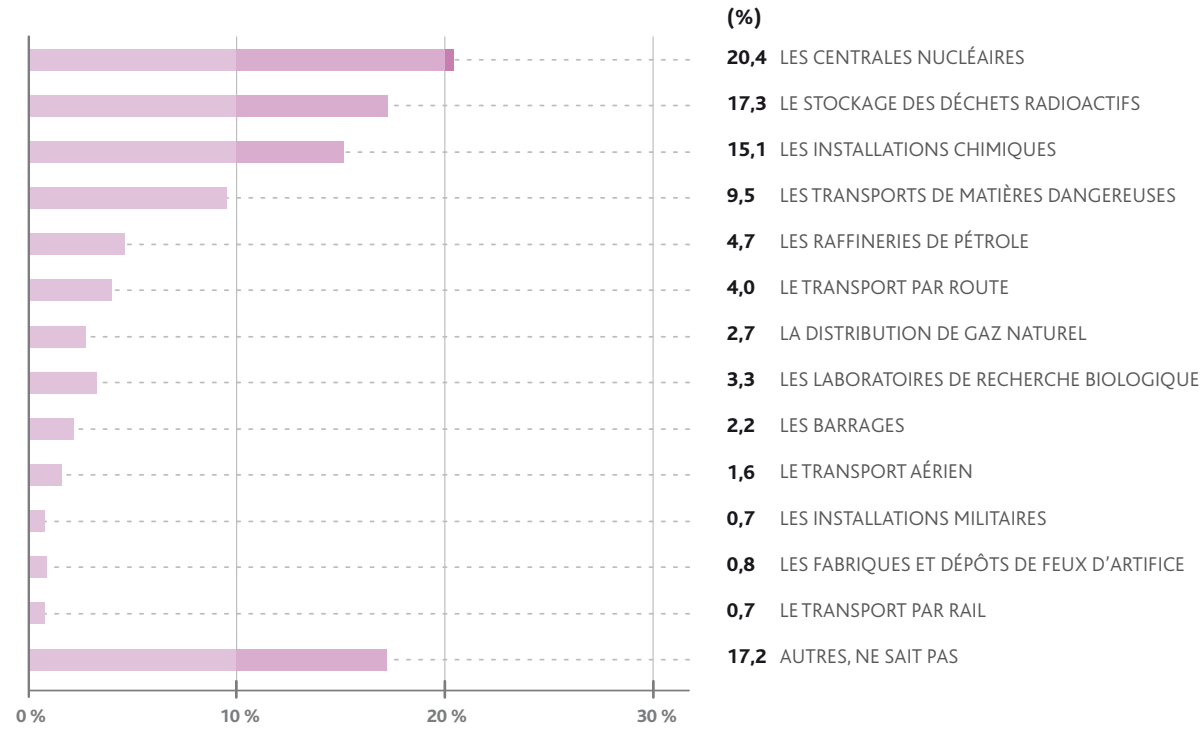
QUESTIONS AYANT ÉVOLUÉ APRÈS TRICASTIN ET FUKUSHIMA-DAIICHI	
<i>Au palmarès des activités industrielles ou technologiques, les centrales nucléaires sont plus citées comme risquant de provoquer une catastrophe en France.</i>	<i>Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises. (moins d'adhésion)</i>
<i>L'accident nucléaire est plus cité comme argument contre le nucléaire.</i>	
QUESTIONS AYANT ÉVOLUÉ UNIQUEMENT APRÈS TRICASTIN	
<i>Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs. (moins d'adhésion)</i>	<i>Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs. (1^{re} passation en 2008 avec le taux de réponses positives le plus bas)</i>
QUESTIONS AYANT ÉVOLUÉ UNIQUEMENT APRÈS FUKUSHIMA-DAIICHI	
<i>La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers. (plus d'adhésion)</i>	<i>La vulnérabilité des installations nucléaires est plus citée comme argument contre le nucléaire.</i>
<i>Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques. (plus d'adhésion, question sans antériorité avant les événements du Tricastin)</i>	
QUESTIONS N'AYANT ÉVOLUÉ NI APRÈS SOCATRI NI APRÈS FUKUSHIMA-DAIICHI	
<i>Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.</i>	

QUESTION N°1

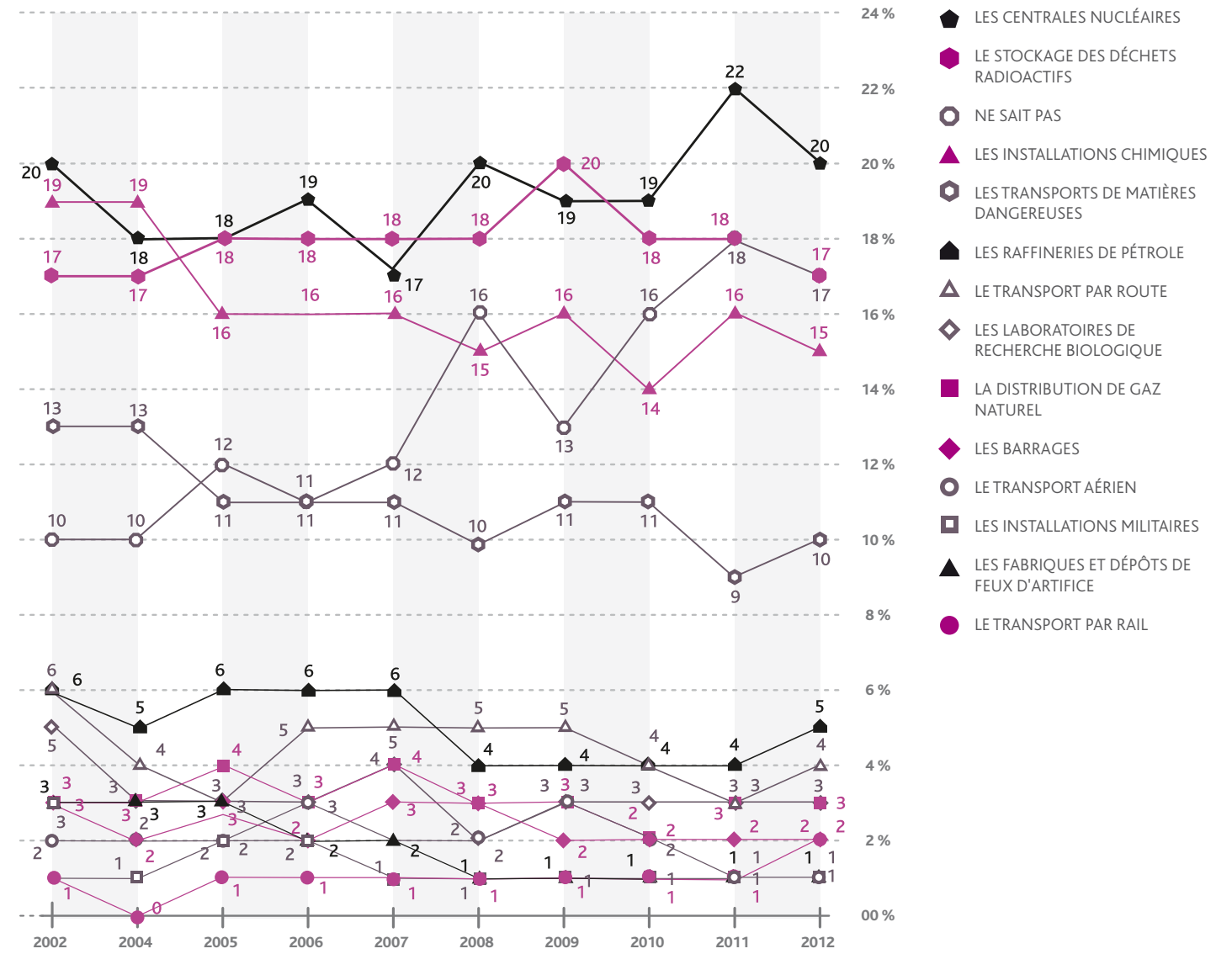
Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?
(3 réponses possibles)

OCTOBRE 2012

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total des réponses exprimées (soit 3 039 réponses).



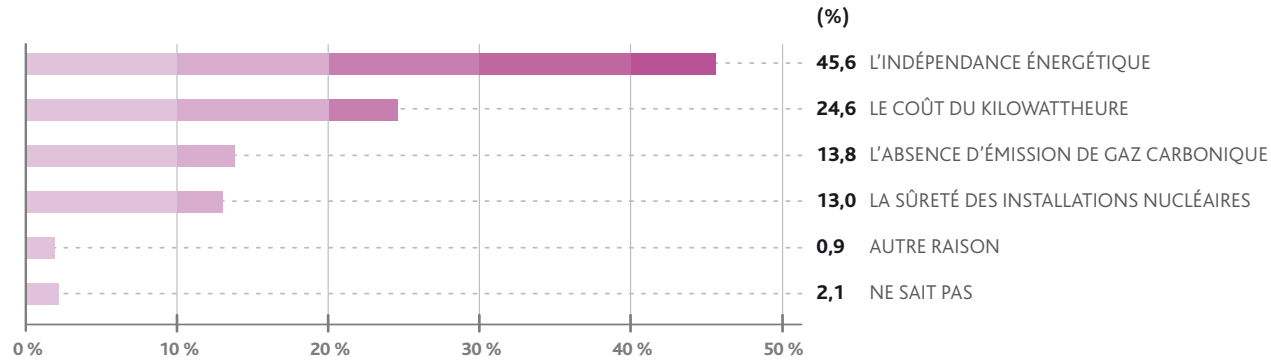
ÉVOLUTIONS 2002 À 2012



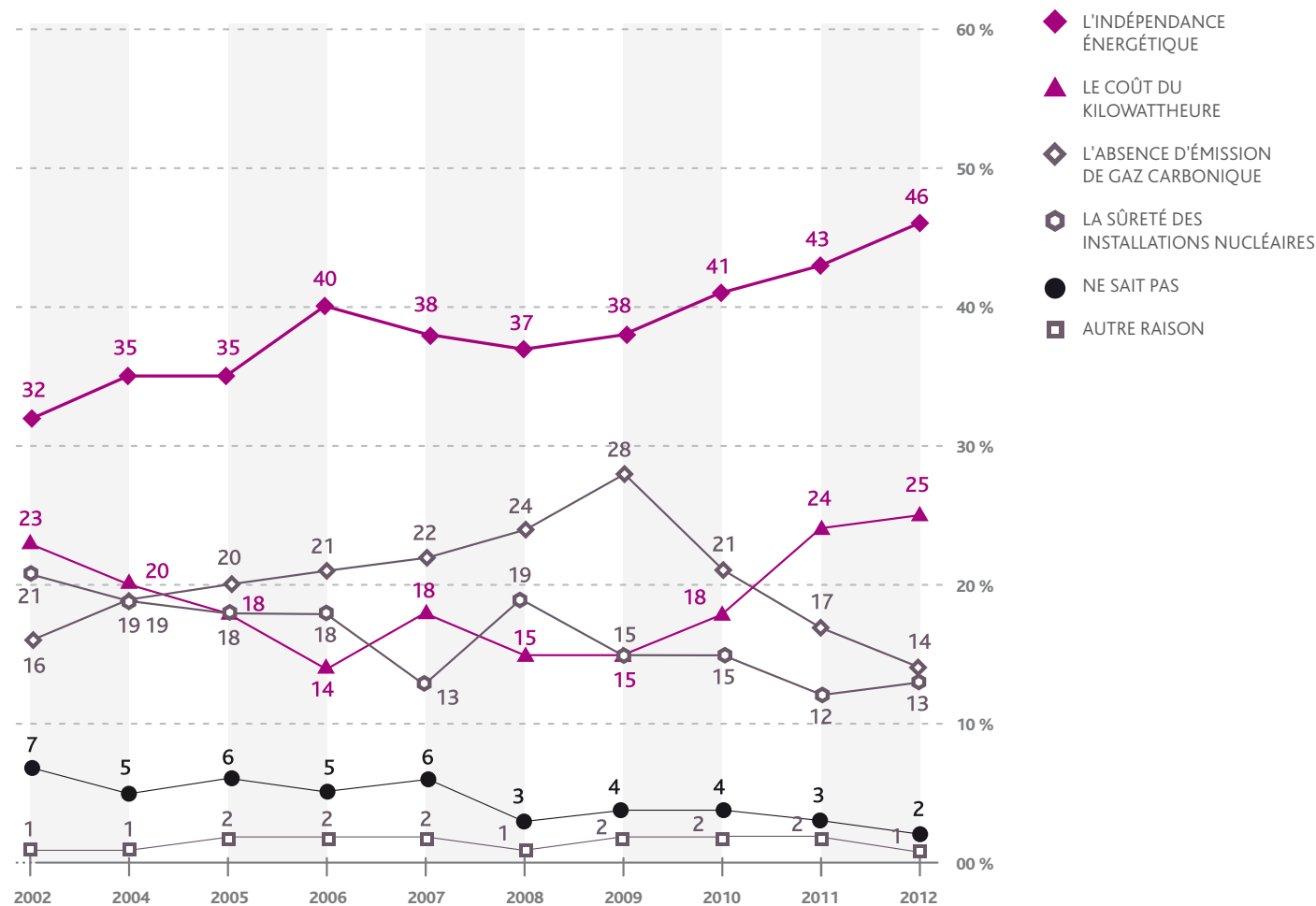
QUESTION N°2

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

OCTOBRE 2012



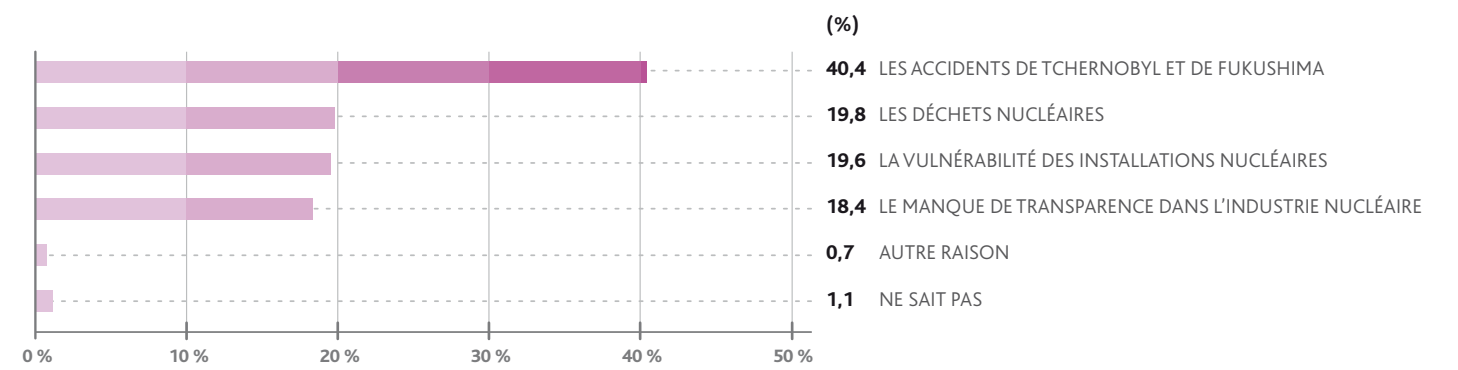
ÉVOLUTIONS 2002 À 2012



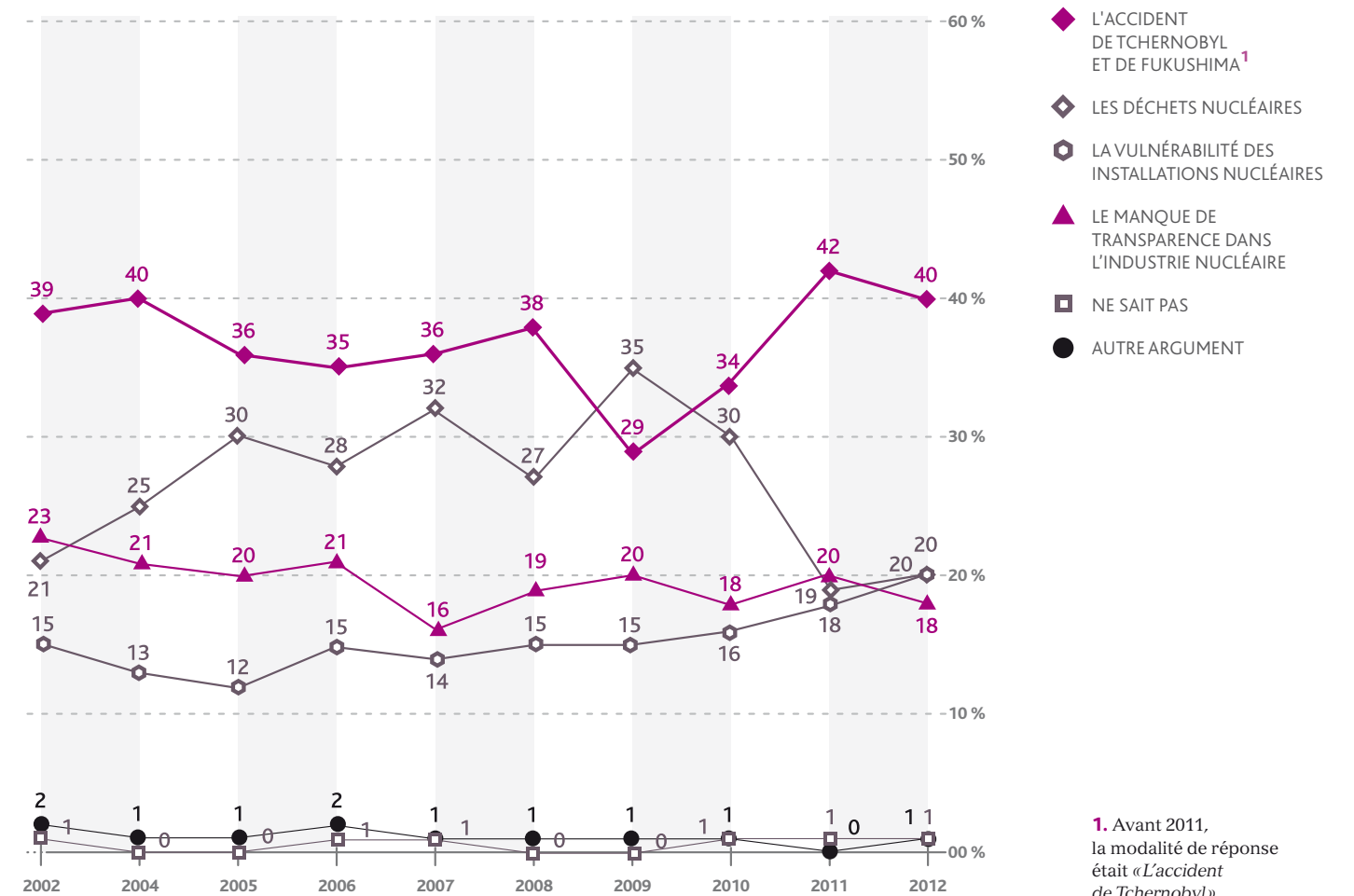
QUESTION N°3

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 2002 À 2012



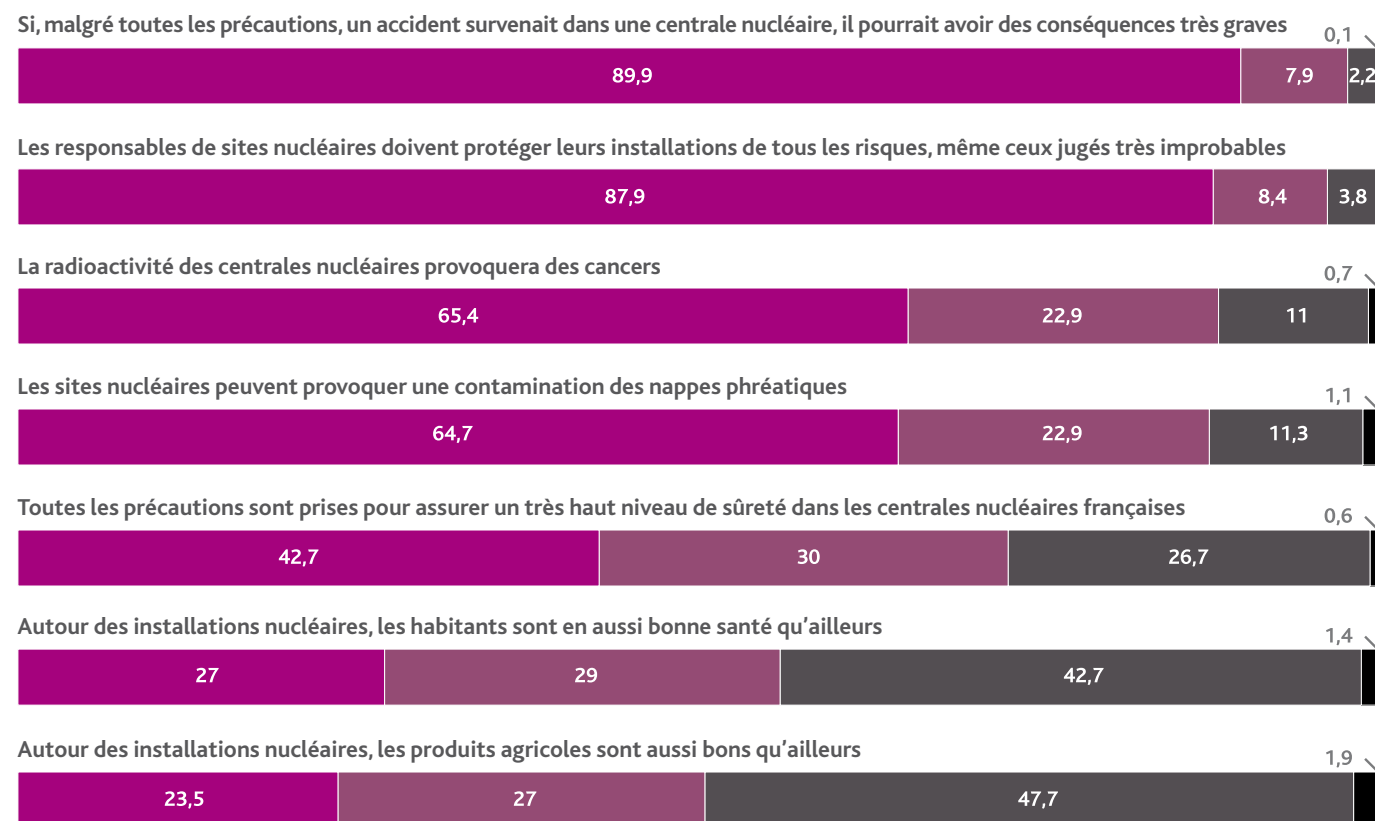
1. Avant 2011, la modalité de réponse était « L'accident de Tchernobyl ».

QUESTION N°4

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2012

La modalité «adhésion» regroupe les modalités «bien d'accord» et «entièrement d'accord»; «désaccord» regroupe les «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord».

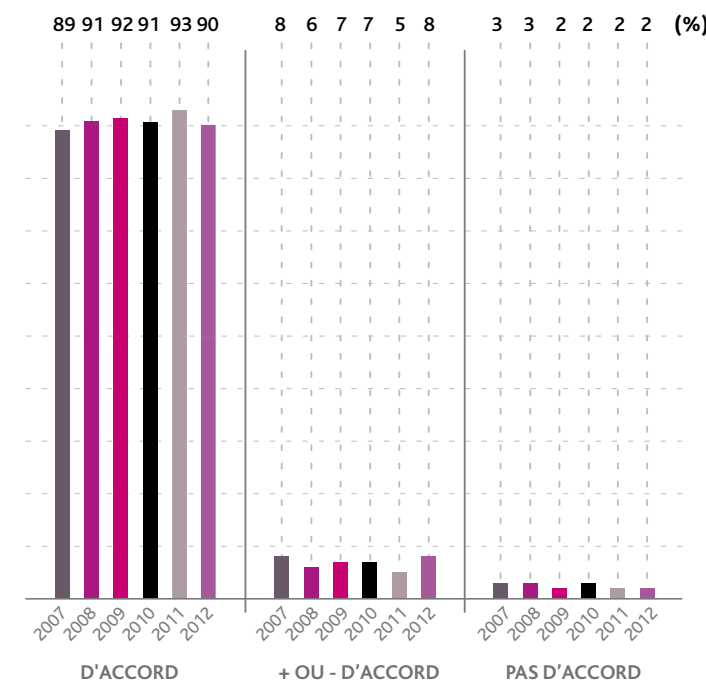


ADHÉSION PEUT-ÊTRE D'ACCORD DÉSACCORD NON-RÉPONSE en %

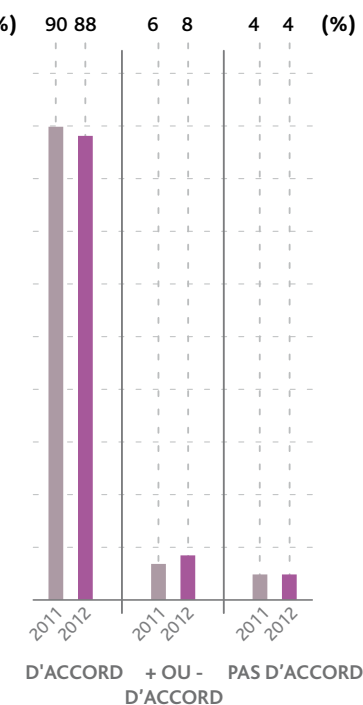
ÉVOLUTIONS 2007 À 2012

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «+ ou - d'accord».

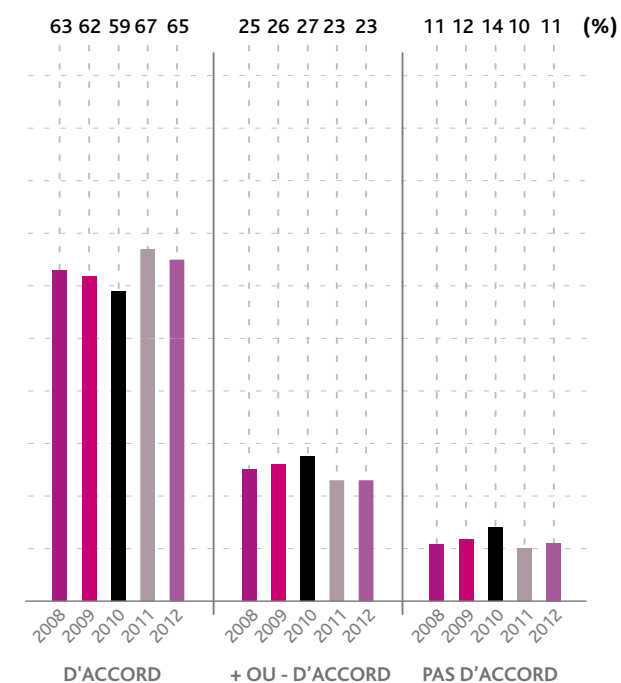
Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves



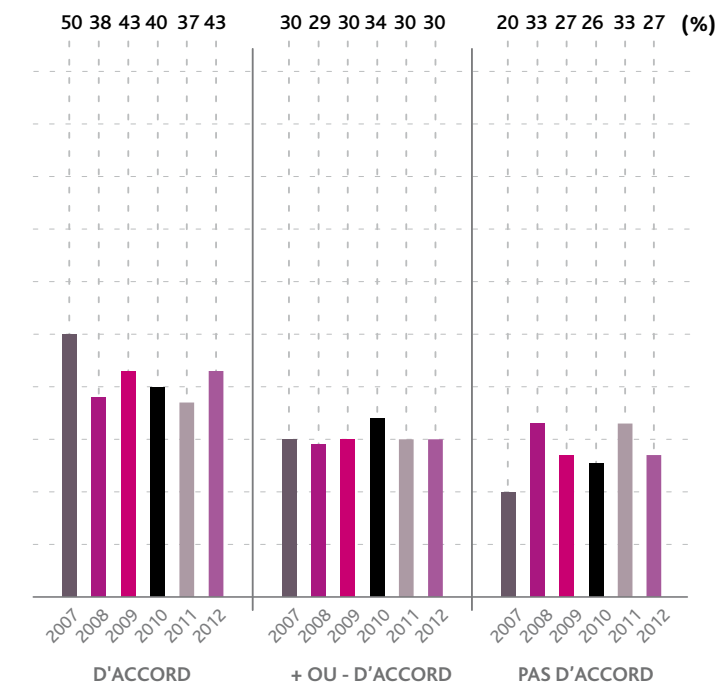
Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables



Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques



Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises

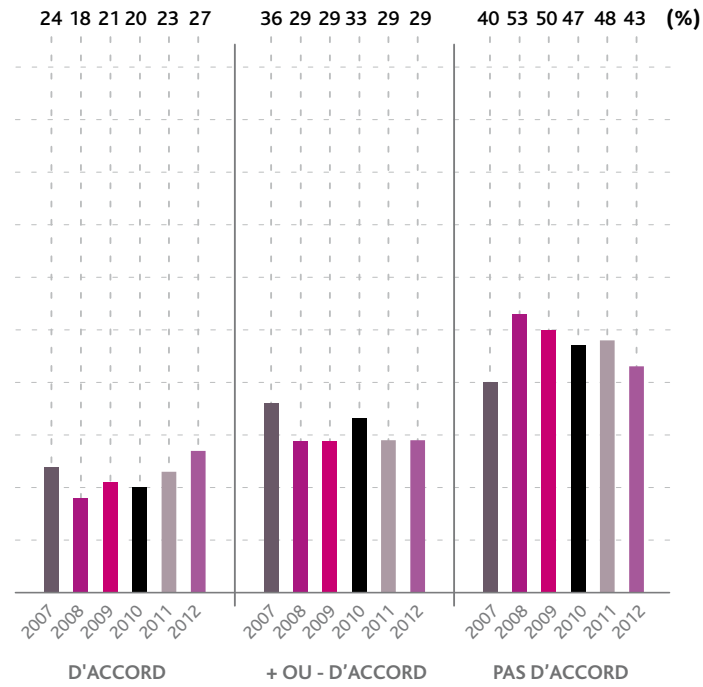


QUESTION N°4 (suite)

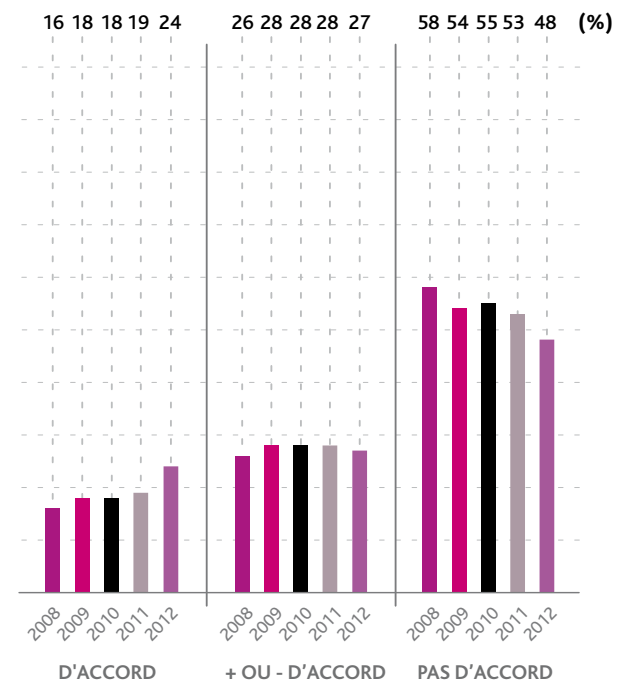
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

ÉVOLUTIONS 2008 À 2012

Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs

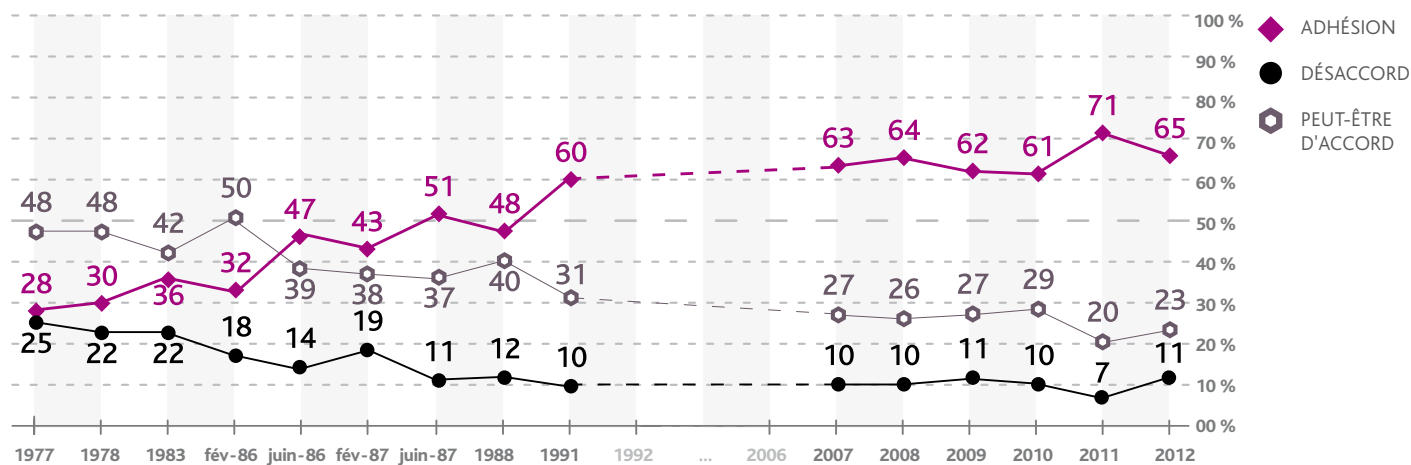


Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs



ÉVOLUTIONS 1977 À 2012

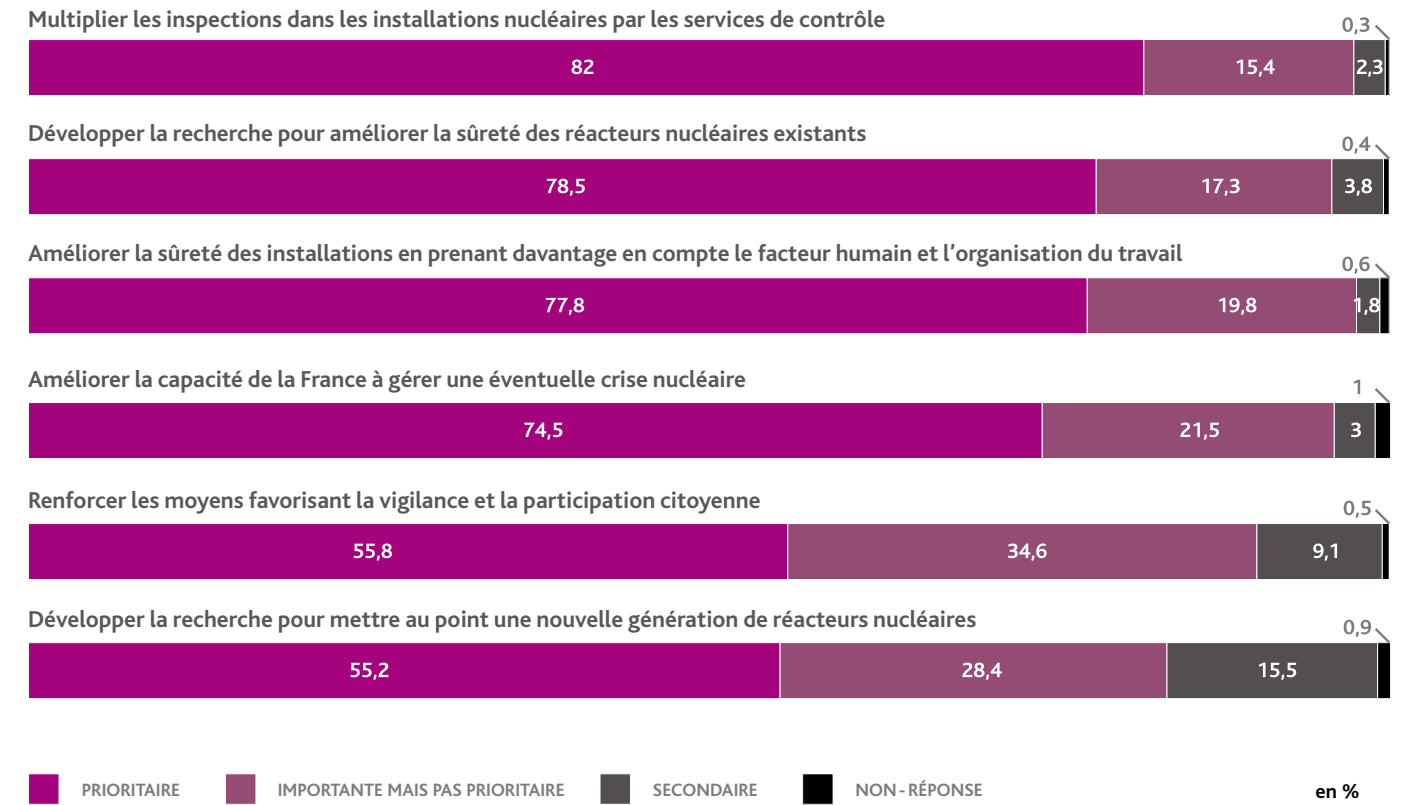
La proposition « La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers » était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours plus de 60 % à adhérer à cette proposition.



QUESTION N°5

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire, secondaire mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

OCTOBRE 2012



■ PRIORITAIRE ■ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE ■ SECONDAIRE ■ NON-RÉPONSE en %

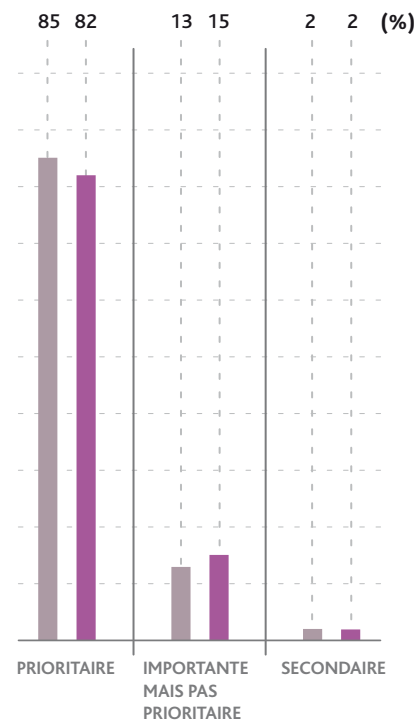
QUESTION
N°5 (suite)

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

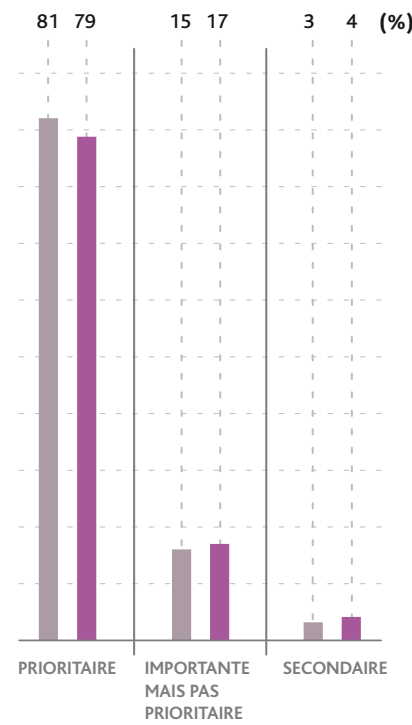
ÉVOLUTIONS
2011 À 2012

■ 2011
■ 2012

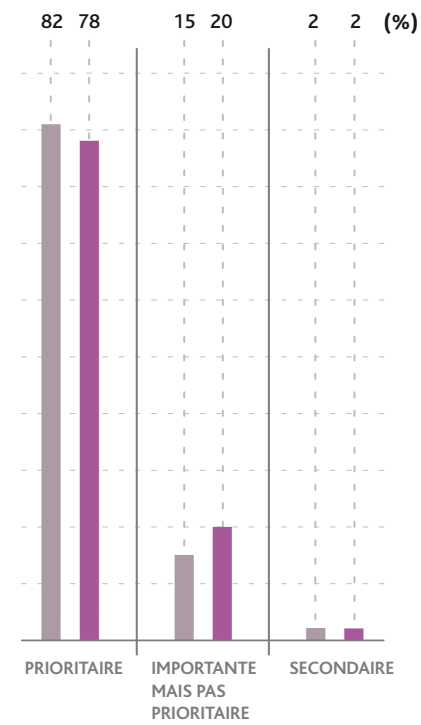
Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle



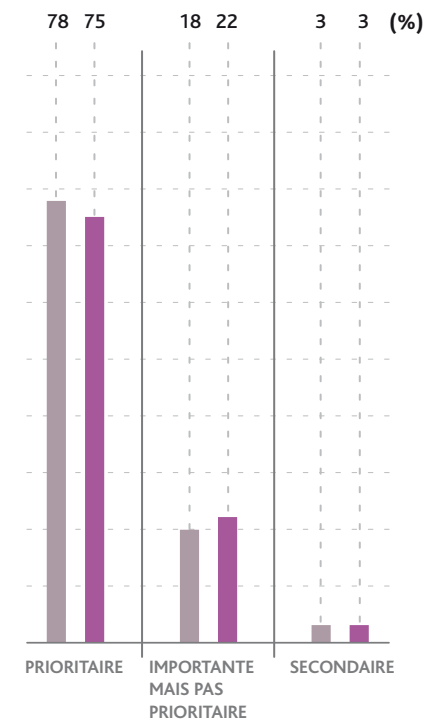
Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants



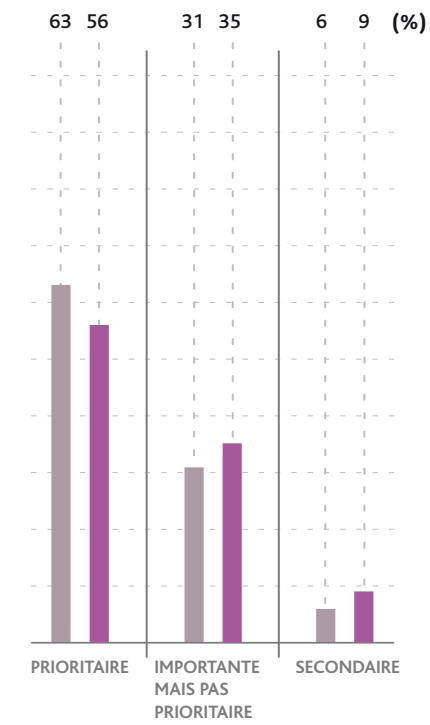
Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail



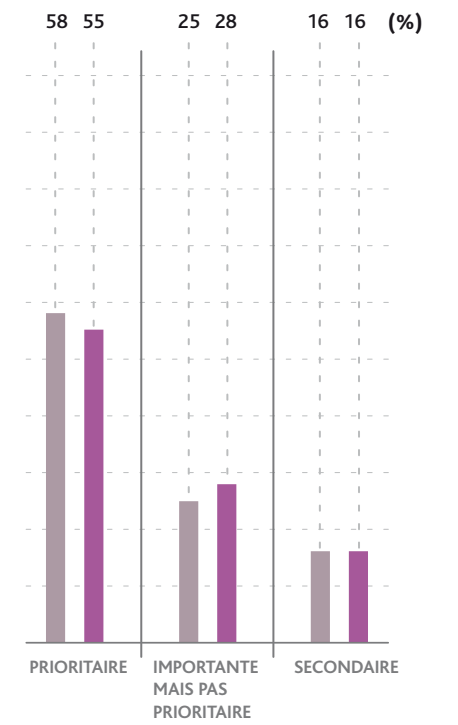
Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire



Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne



Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires



LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

QUESTION N°7

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

QUESTION N°8

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

En octobre 2012, le gouvernement et les acteurs de la sphère nucléaire qui ont une responsabilité dans la sûreté et la radioprotection en France voient leur score de compétence technique et de crédibilité s'améliorer. Cette évolution est d'autant plus remarquable que, depuis de nombreuses années, les évolutions sont faibles et les positions respectives des différents acteurs, inchangées. Leurs actions d'information après l'accident de Fukushima-Daiichi peuvent en être une raison. Il est à noter également que cette évolution est enregistrée l'année où des mouvements d'ensemble le sont aussi sur la perception des risques (cf. partie 3).

Une hausse générale de la compétence et de la crédibilité plus marquée pour certains acteurs

Les Français qui choisissent la réponse « oui » dans le questionnaire sont plus nombreux que l'an passé, d'une part sur la question de la compétence technique (« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ? »), de l'autre sur la question de la crédibilité de leur parole (« ...vous disent-ils la vérité... »).

Les intervenants qui bénéficient des plus fortes hausses à la fois sur leur compétence technique et sur la crédibilité de leur parole sont le gouvernement, l'ASN et l'IRSN, suivis de près par EDF et l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques. Viennent ensuite l'Académie des sciences et l'Andra.

Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, le CEA et le CNRS voient surtout leur score de crédibilité augmenter. Quant aux hommes politiques, leur score de compétence progresse de + 5 points.

Les autres acteurs connaissent également des hausses, cependant non significatives : Areva, les élus locaux, les organismes d'experts internationaux, les associations de consommateurs, les CLI (Commissions locales d'information), les syndicats et les médecins.

Les journalistes et les associations écologistes ne bénéficient pas de cette hausse générale observée cette année. Ils subissent même un léger recul aussi bien en matière de compétence technique que de crédibilité. Les associations écologistes restent toutefois en tête du classement en termes de crédibilité.

Ce léger effritement pourrait être interprété comme un signal envers des positions perçues comme trop radicales juste après l'accident de Fukushima-Daiichi. De nombreux sondages¹ produits après celui-ci montrent en effet que les Français sont opposés à la demande des écologistes, formulée très rapidement après l'accident quant à l'abandon de la production d'électricité nucléaire en France. Ces sondages permettent toutefois de préciser les positions sur la question de cet abandon. Immédiatement après l'accident, en mars 2011, ils indiquent que l'arrêt progressif du nucléaire à l'horizon de 25 ou 30 ans (et non la simple diminution) est soutenu par une forte majorité de la population, alors que l'arrêt rapide est souhaité par peu de Français. Les positions de principe des Français ont ensuite un peu évolué. La proportion de ceux qui sont favorables au « recours à l'énergie nucléaire » a progressivement – et faiblement – augmenté jusqu'en mars 2012.

1. IFOP – Les Français et le nucléaire - mars 2011 : seul un cinquième de la population souhaite abandonner rapidement le programme nucléaire, un Français sur deux se dit favorable à un arrêt progressif sur 25 ou 30 ans.

IFOP – Les Français et le nucléaire - avril 2011 : la majorité de la population se déclare en faveur d'une diminution significative du nucléaire sur 20 ou 30 ans.

IFOP – Les Français et le nucléaire - juin 2011 : l'arrêt progressif sur 25 ou 30 ans est soutenu par près de deux personnes sur trois (62 %), cependant que l'arrêt rapide est souhaité par 15 % des Français.

Viavoice – Le baromètre d'opinion Viavoice-Libération - juin 2011 : la sortie progressive du nucléaire par la majorité des Français est confirmée par ce sondage.

IFOP – Les Français et le nucléaire - mars 2012 : la proportion de ceux qui sont favorables au « recours à l'énergie nucléaire » a progressivement – et faiblement – augmenté, passant de 32 % en juillet 2011 à 37 % en mars 2012. Dans le même temps, la proportion des opposants est passée de 20 % à 13 %.

TNS Sofres - décembre 2011 : si les Français sont favorables à l'énergie nucléaire, ils souhaitent également que les centrales actuelles ne soient pas remplacées et que l'énergie nucléaire soit peu à peu abandonnée.

ÉVOLUTION ENTRE 2007 ET 2011 DES DIFFÉRENCES DE POURCENTAGES ENTRE LES SCORES DE COMPÉTENCE ET DE CRÉDIBILITÉ

Lecture du tableau : entre 2011 et 2012, le gouvernement a gagné 9 points de compétence et 6 points de crédibilité, soit un total de 15 points.

	COMPÉTENCE	CRÉDIBILITÉ	GAIN EN COMPÉTENCE ET EN CRÉDIBILITÉ
Le gouvernement	9	6	15
Les organismes de contrôle de l'État (ASN...)	6	9	15
L'IRSN	6	8	14
EDF	5	8	13
L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)	6	7	13
Le HCTISN (Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire)	4	8	12
L'Andra	5	5	10
L'Académie des sciences	5	5	10
Le CNRS	3	6	9
Le CEA	2	7	9
Les hommes politiques	5	3	8
Areva	4	4	8
Les élus locaux	4	4	8
Les associations de consommateurs	2	2	4
Les organismes d'experts internationaux	1	3	4
Les médecins	1	0	1
Les syndicats	0	1	1
Les CLI (Commissions locales d'information)	-1	2	1
Les journalistes	-2	-1	-3
Les associations écologistes	-3	-2	-5

Aucun bouleversement de la position relative des acteurs sur le graphique compétence-crédibilité

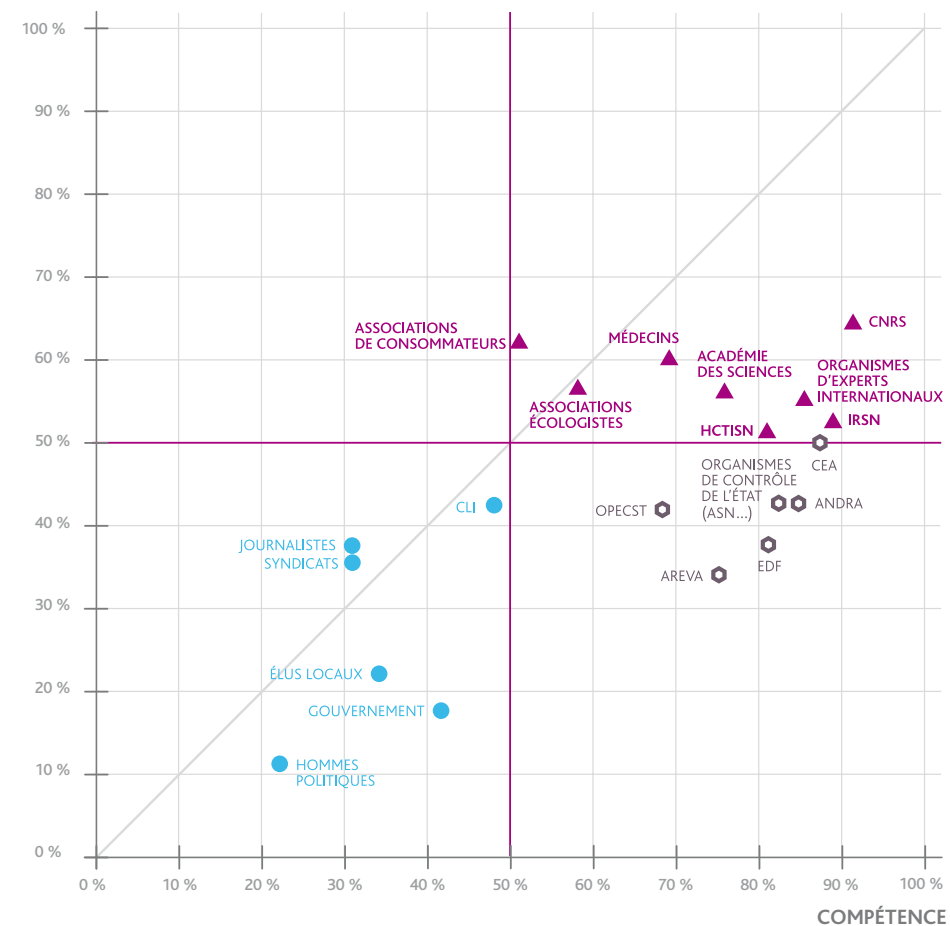
En matière de compétence technique, le CNRS vient toujours en tête, les institutions dédiées à la sûreté nucléaire (IRSN, ASN, organismes d'experts internationaux) et les industriels (CEA, Andra) recueillent sur ce même point des opinions majoritairement favorables : en moyenne sur toutes les années où la question est posée, moins de 15 % des Français récusent leur compétence.

En matière de crédibilité, le scepticisme est traditionnellement plus marqué. Associations de consommateurs et écologistes, CNRS et médecins, l'Académie des sciences et les experts internationaux étaient les seuls dont les personnes interrogées jugeaient majoritairement qu'ils « disent la vérité » (plus

de 50 % de « oui » à la question). Cette année, l'IRSN, le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire et le CEA passent aussi pour la première fois le seuil des 50 % (respectivement 53 %, 52 % et 50 % pensent qu'ils disent la vérité). Viennent ensuite les organismes de contrôle (ASN...), les industriels (l'Andra, EDF) qui restent en dessous des 50 %.

Les journalistes, les syndicats, le gouvernement, les élus locaux et les hommes politiques font partie d'un troisième groupe ; ils n'atteignent les 50 % ni en compétence ni en crédibilité. Sur le diagramme crédibilité-compétence, les positions relatives des acteurs ne changent pas.

CRÉDIBILITÉ



LE DIAGRAMME CRÉDIBILITÉ- COMPÉTENCE DES INTERVENANTS DU DOMAINE NUCLÉAIRE

Chaque intervenant étant rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique suivant où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui sont jugés au même niveau de compétence que de crédibilité. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles et au-dessus de la diagonale, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.

OCTOBRE 2012

Les organismes ont été intégralement cités dans le questionnaire : EDF – Électricité de France, CEA – Commissariat à l'énergie atomique, CNRS – Centre national de la recherche scientifique, les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.), IRSN – Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, Andra – Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, OPECST – Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques et les CLI – Commissions locales d'information, HCTISN – Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

QUESTION N°7 — COMPÉTENCE

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	92,3	6,5	1,2
L'IRSN	88,0	8,4	3,7
Le CEA	86,9	10,3	2,8
Les organismes d'experts internationaux	85,6	11,9	2,5
L'Andra	84,8	11,5	3,7
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	83,1	14,9	2,0
Le HCTISN	80,8	15,7	3,5
EDF	80,5	18,9	0,6
L'Académie des sciences	76,0	21,8	2,2
Areva (ex-Cogema)	75,0	20,9	4,1
- de 70 %			
Les médecins	68,8	30,1	1,1
L'OPECST	67,8	23,0	9,3
Les associations écologistes	57,6	40,5	1,9
Les associations de consommateurs	51,2	47,8	1,0
- de 50 %			
Les CLI	48,4	44,6	7,1
Le gouvernement	42,3	56,3	1,4
Les élus locaux	34,2	64,4	1,4
Les syndicats	31,4	67,6	1,0
Les journalistes	30,6	68,3	1,1
Les hommes politiques	21,7	77,1	1,2

QUESTION N°8 — VÉRITÉ

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

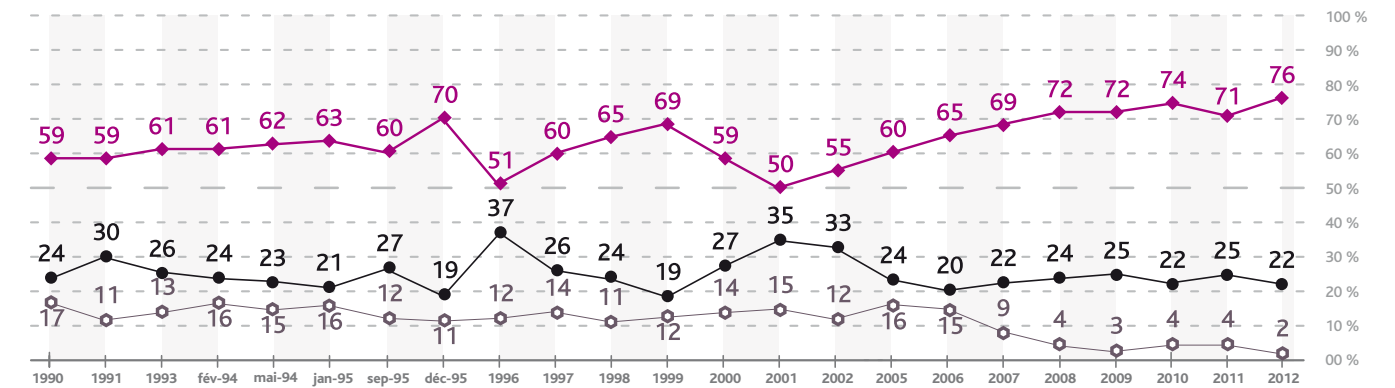
60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	63,5	32,5	4,0
Les associations de consommateurs	61,6	35,2	3,2
- de 60 %			
Les médecins	60,6	36,3	3,1
Les associations écologistes	56,9	40,8	2,3
L'Académie des sciences	56,3	39,8	3,9
Les organismes d'experts internationaux	55,1	40,7	4,2
L'IRSN	52,9	42,5	4,6
Le HCTISN	52,0	43,7	4,3
- de 50 %			
Le CEA	49,6	46,6	3,9
Les CLI	43,3	48,7	8,1
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	43,2	54,1	2,7
L'Andra	43,0	52,1	4,9
L'OPECST	42,3	49,4	8,4
- de 40 %			
EDF	38,0	60,0	2,0
Les journalistes	36,6	61,5	1,9
Les syndicats	36,0	60,0	4,0
Areva (ex - Cogema)	33,9	61,2	4,9
- de 30 %			
Les élus locaux	27,2	70,4	2,4
Le gouvernement	18,2	80,6	1,2
Les hommes politiques	11,1	87,5	1,4

QUESTION N°7

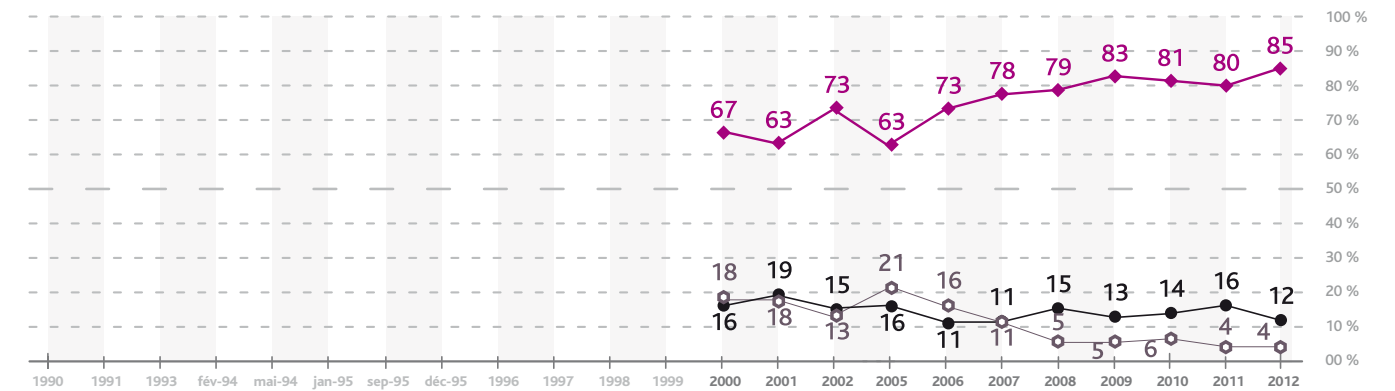
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2012

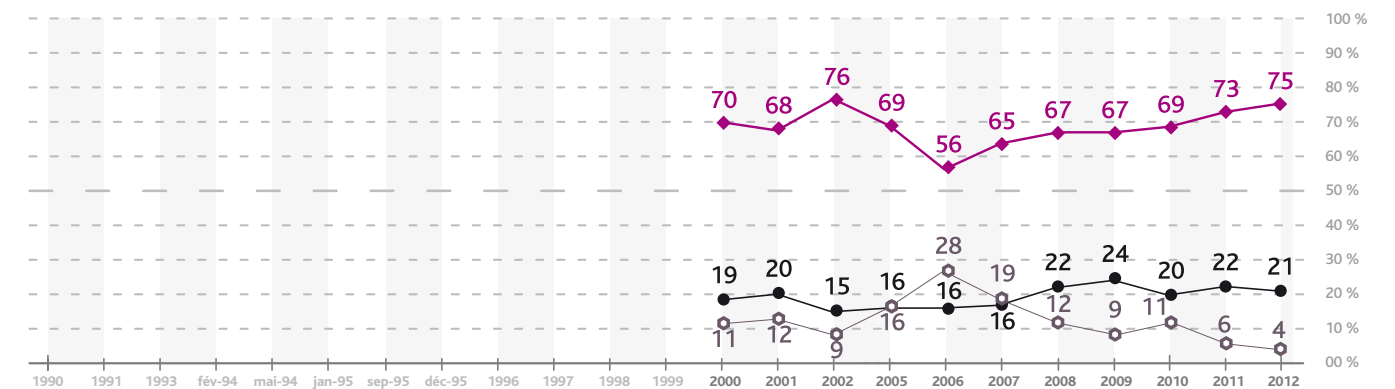
L'Académie des sciences



L'Andra



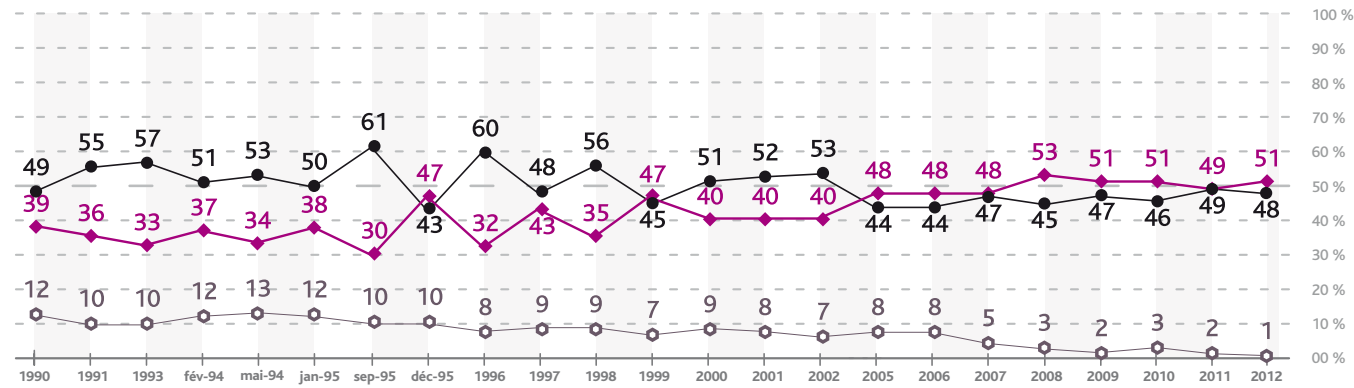
Areva (Cogema jusqu'en 2005)



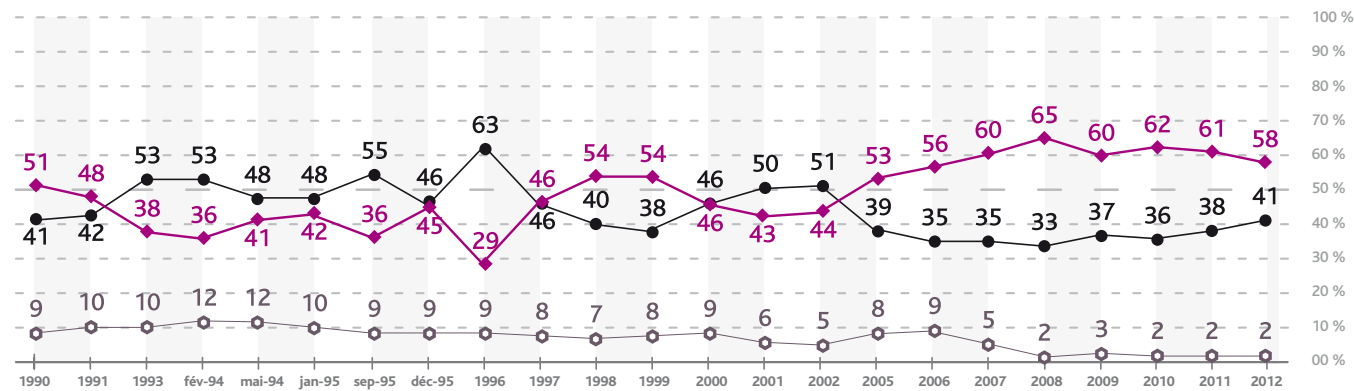
◆ OUI ● NON ◊ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2012

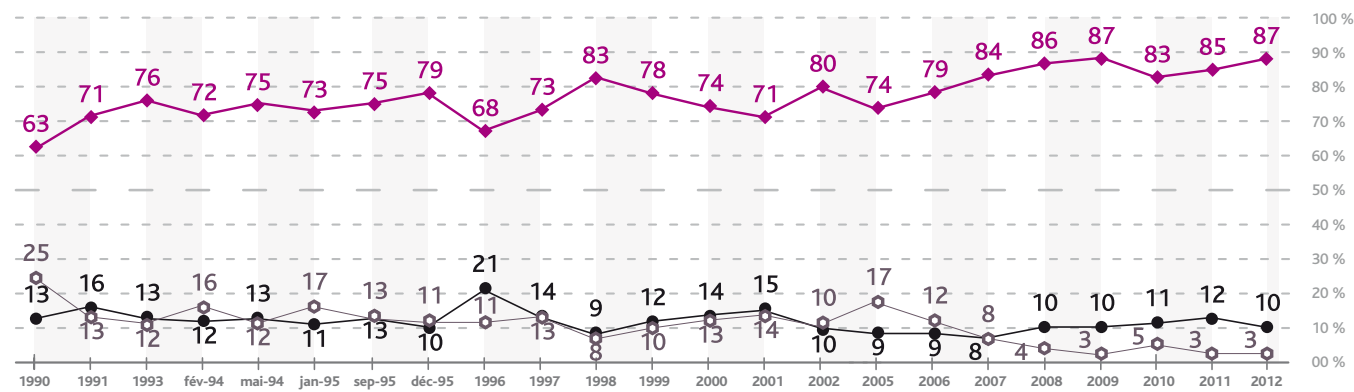
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)

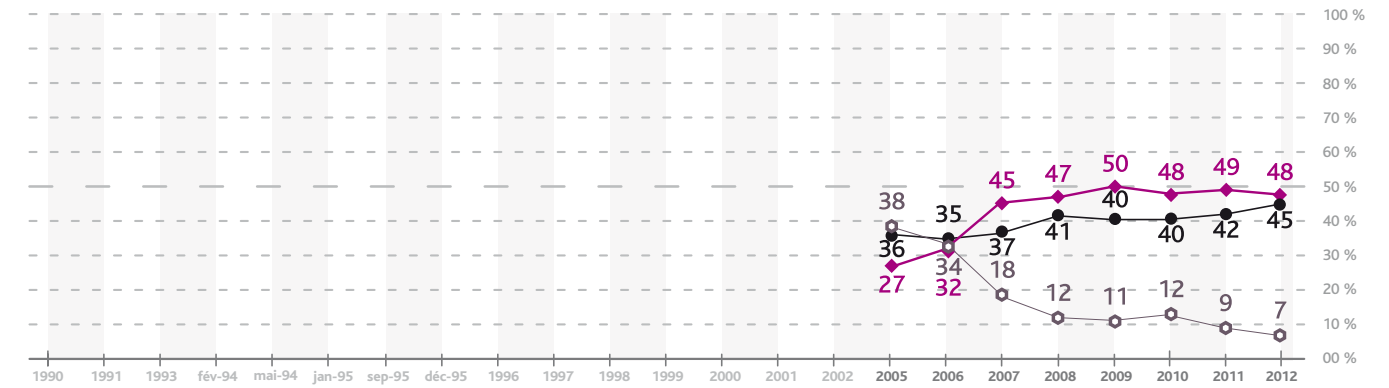


Le CEA

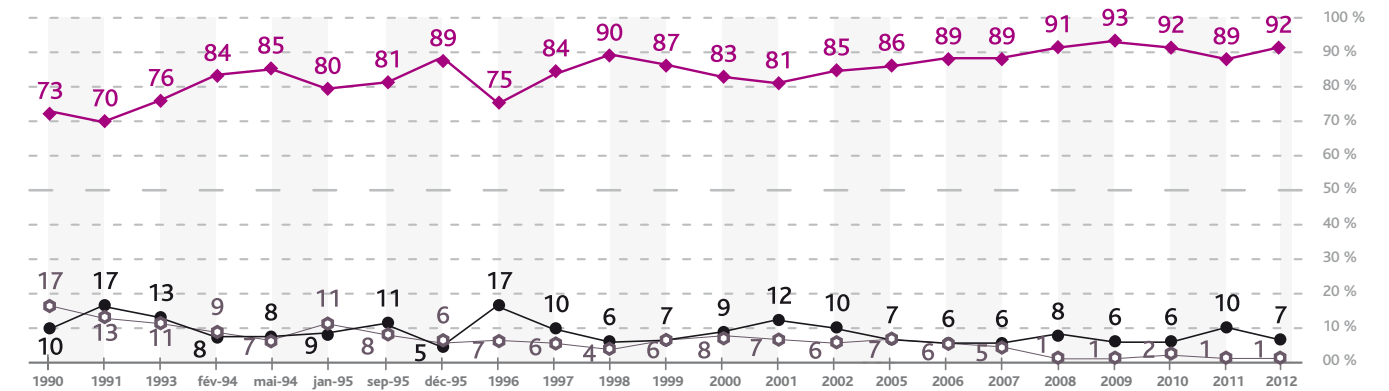


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

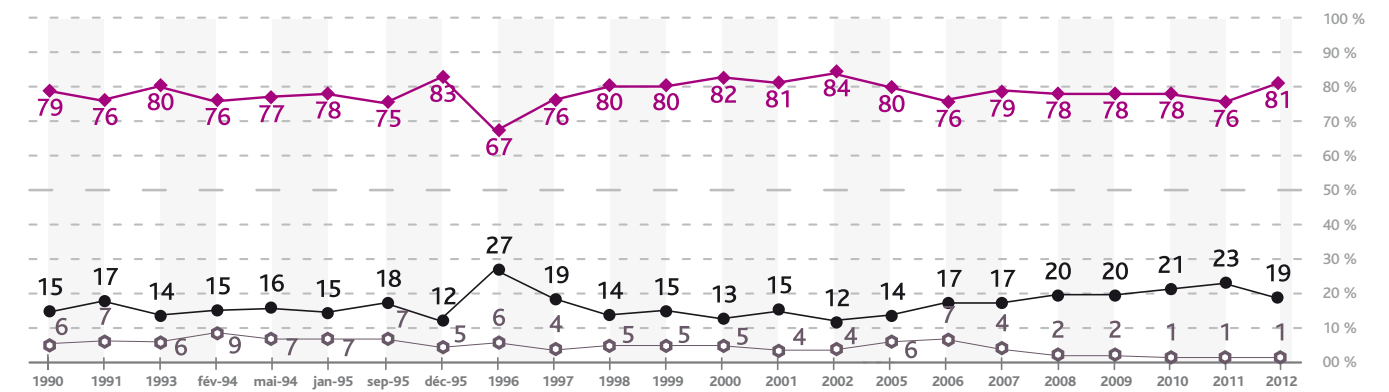
Les CLI



Le CNRS



EDF



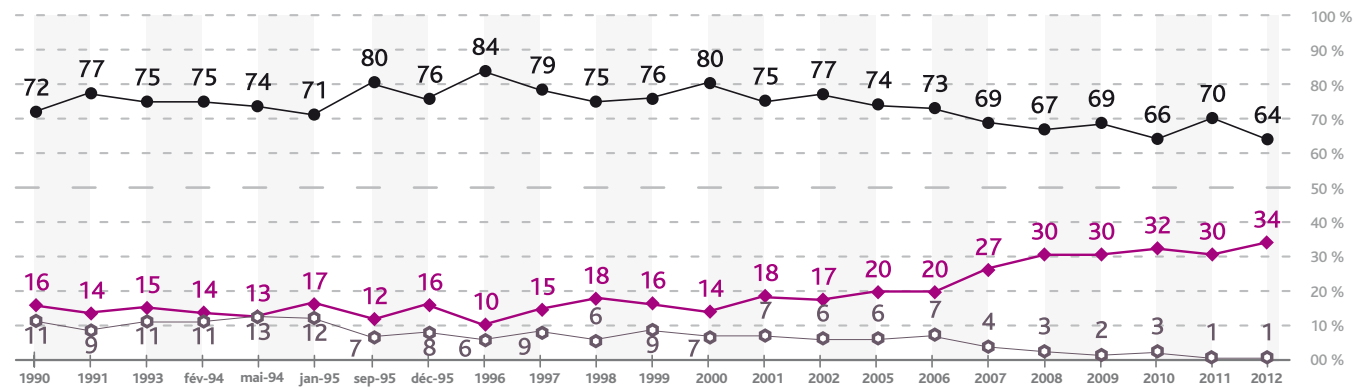
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

QUESTION
N°7 (suite)

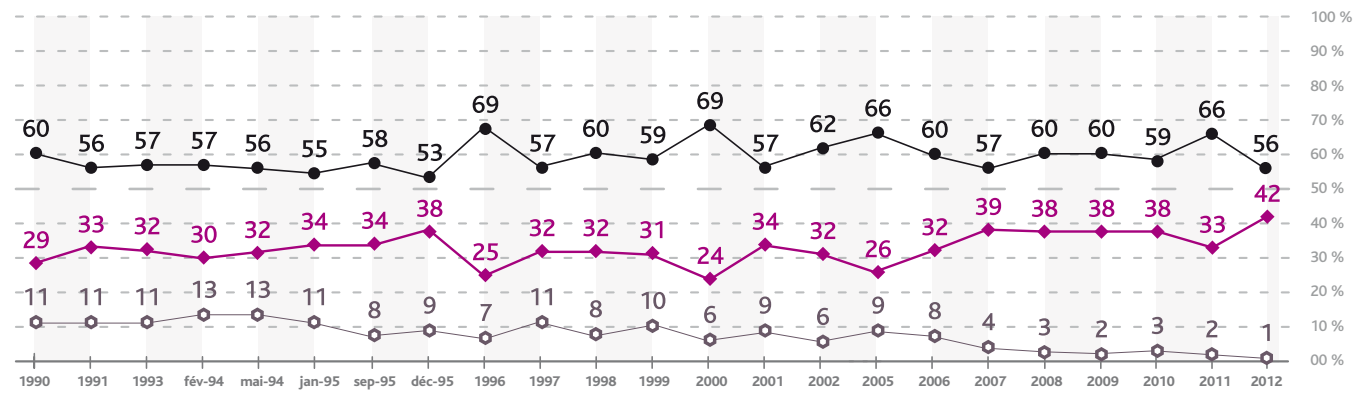
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire,
pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants
soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE
1990 À 2012

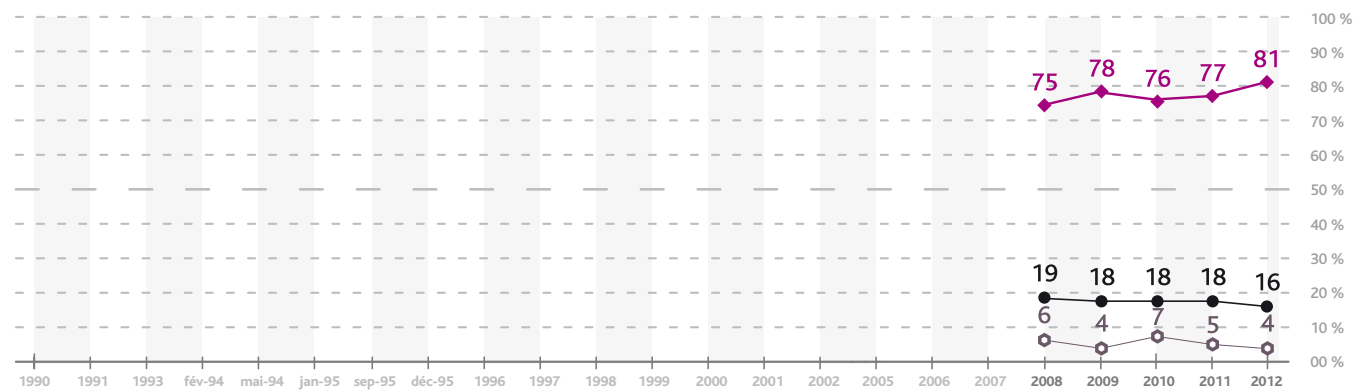
Les élus locaux



Le gouvernement

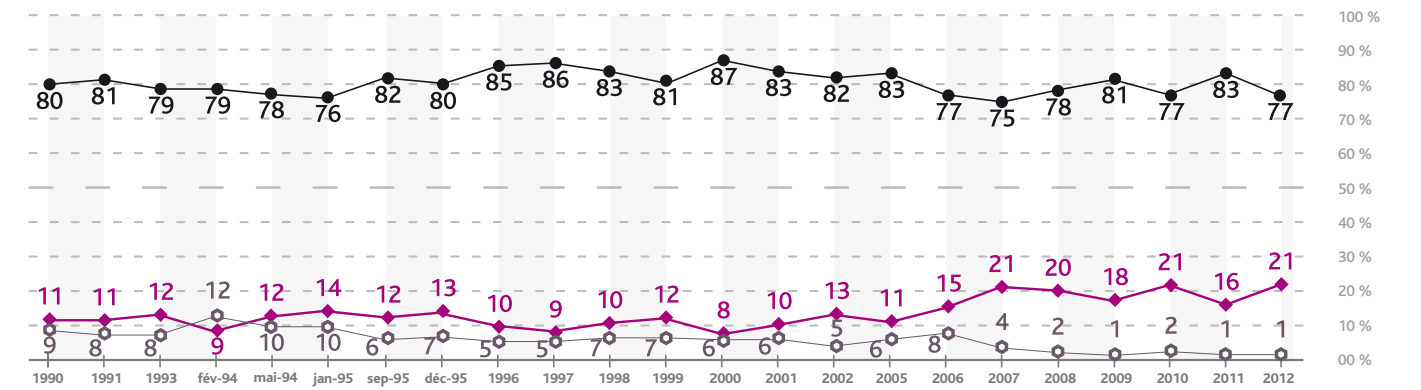


Le HCTISN

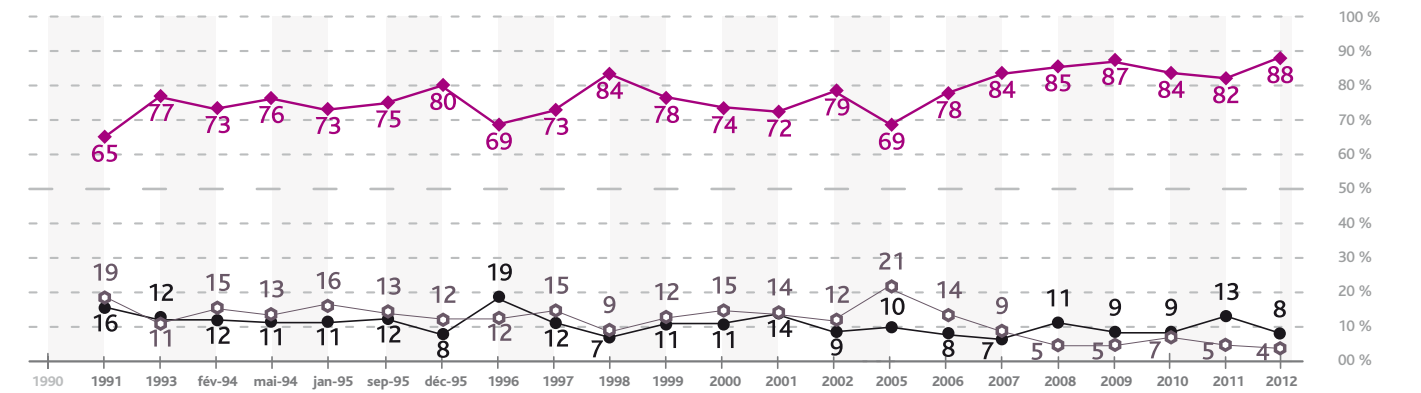


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

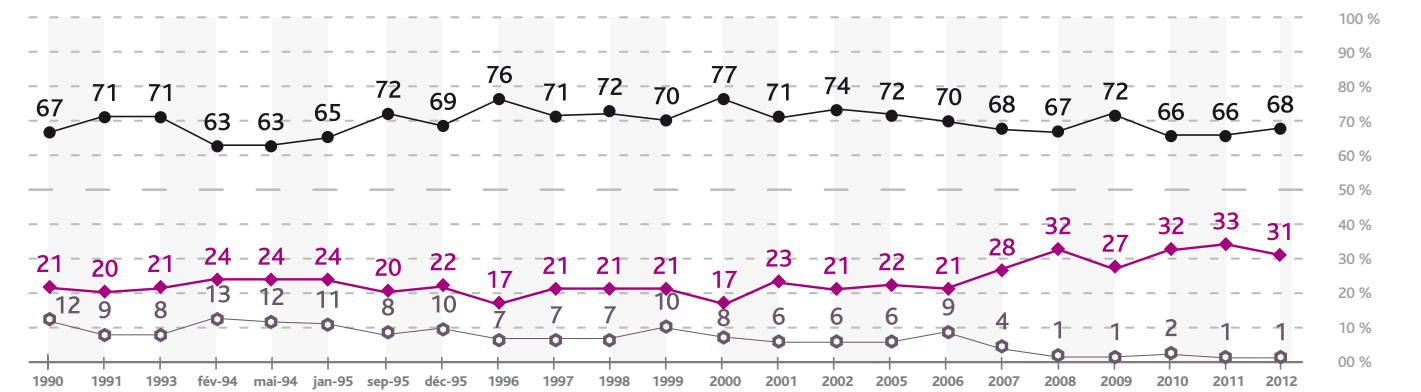
Les hommes politiques



L'IRSN¹



Les journalistes

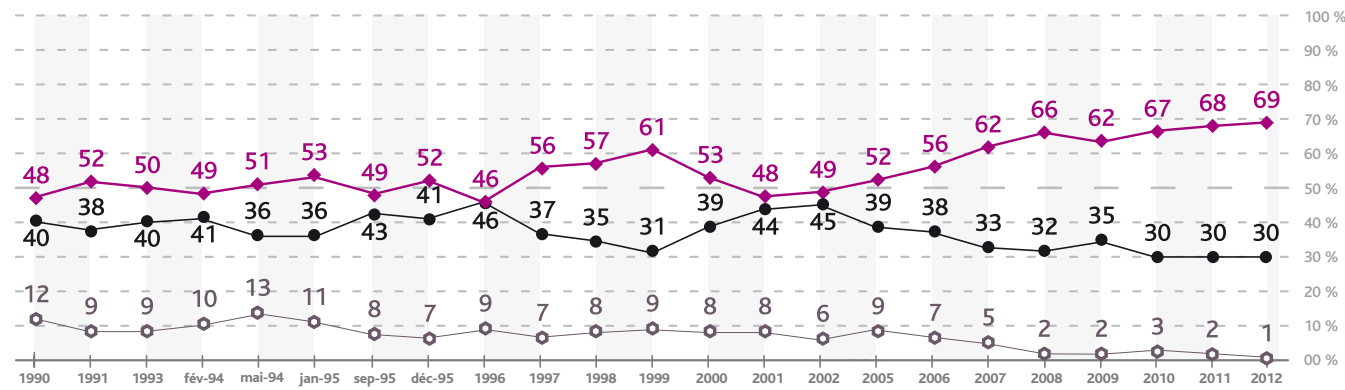


1. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

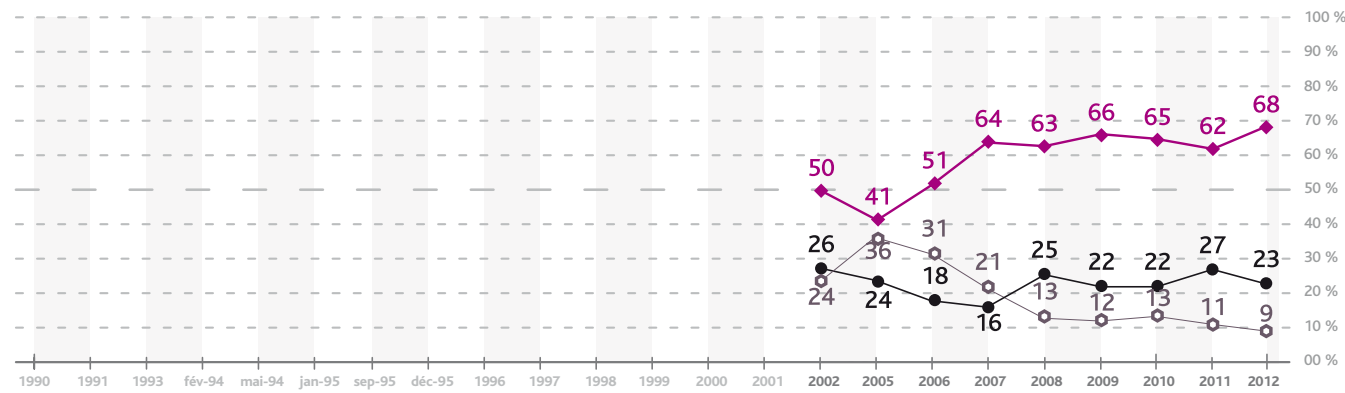
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2012

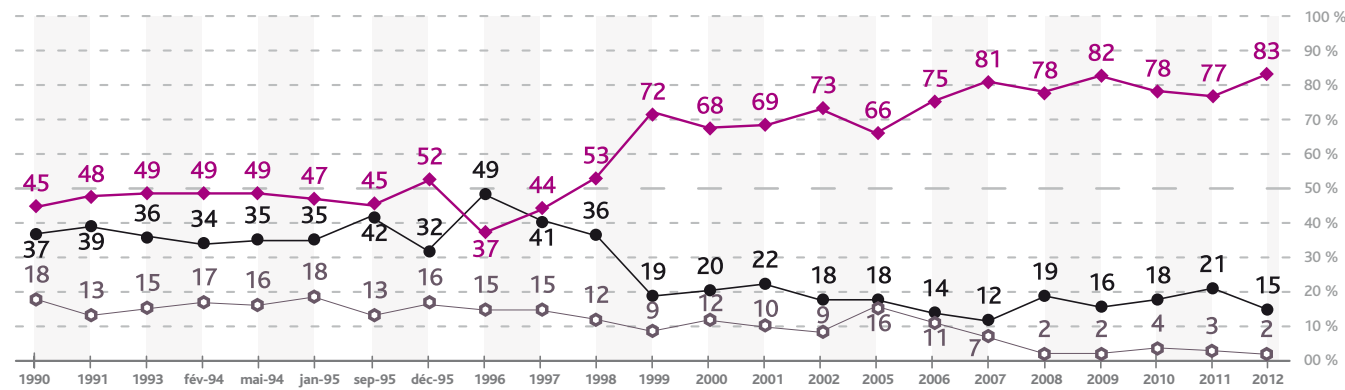
Les médecins



L'OPECST



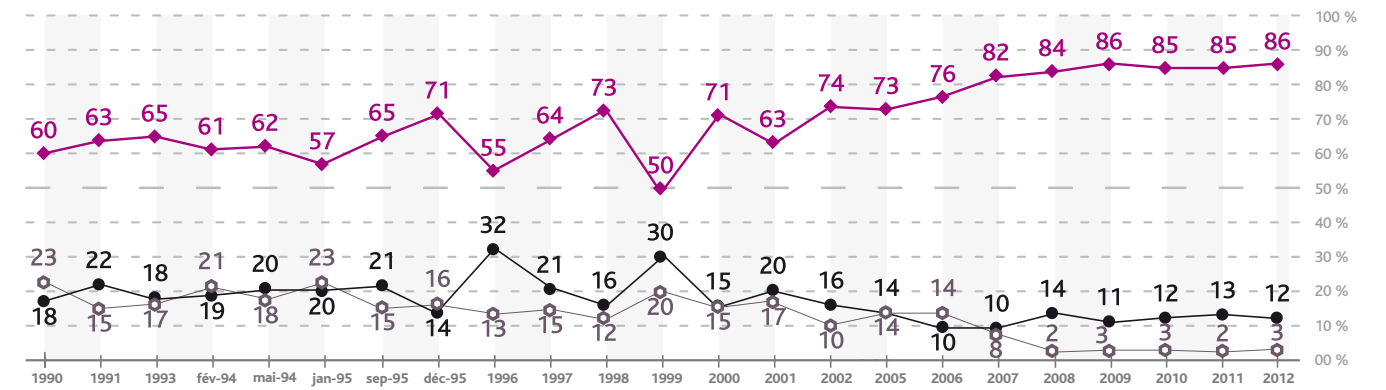
Les organismes de contrôle de l'État²



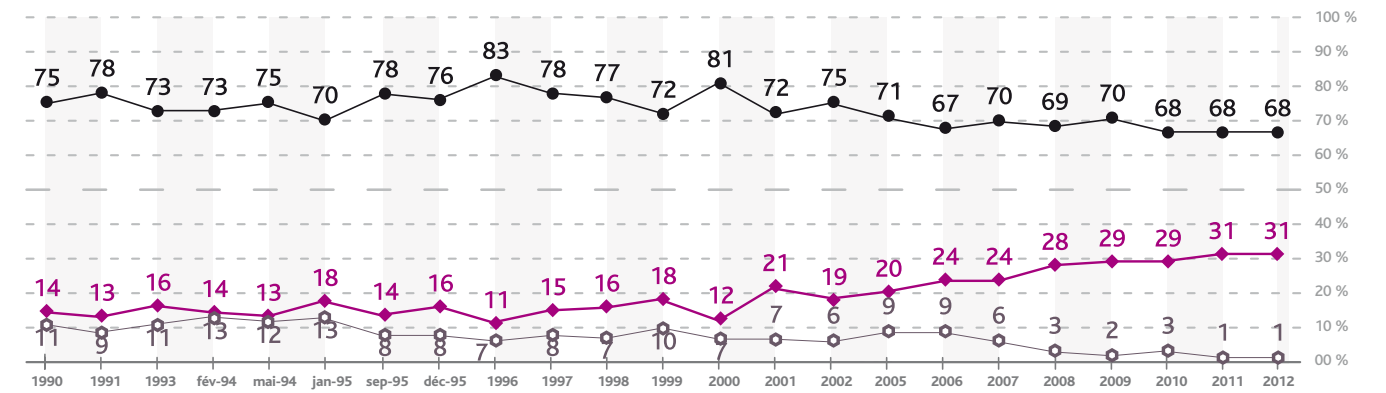
2. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats

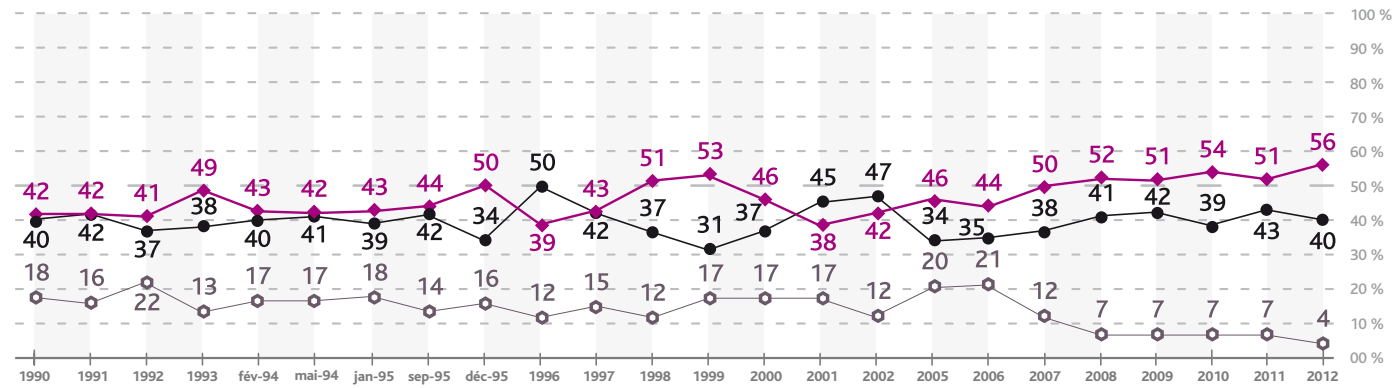


3. En octobre 1999, l'intitulé « les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « les organismes internationaux ».

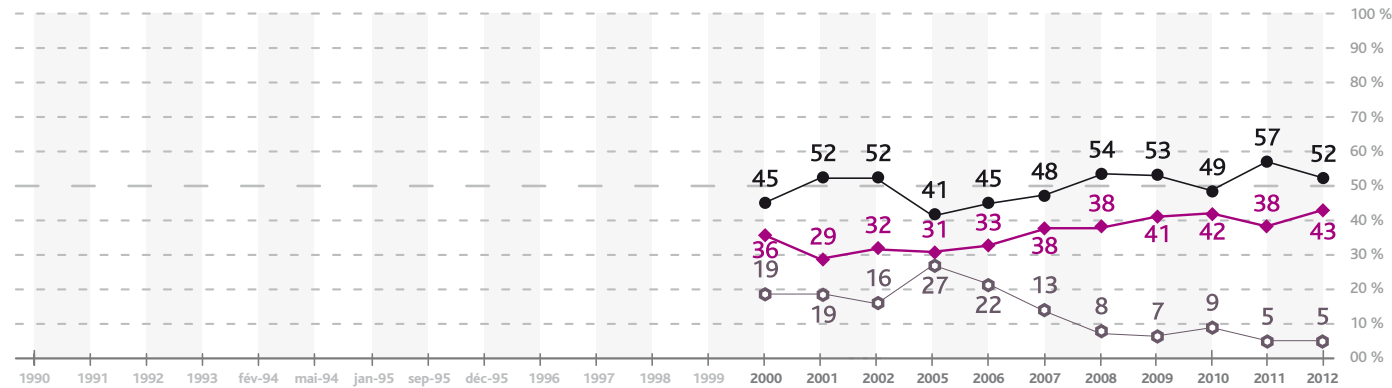
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2012

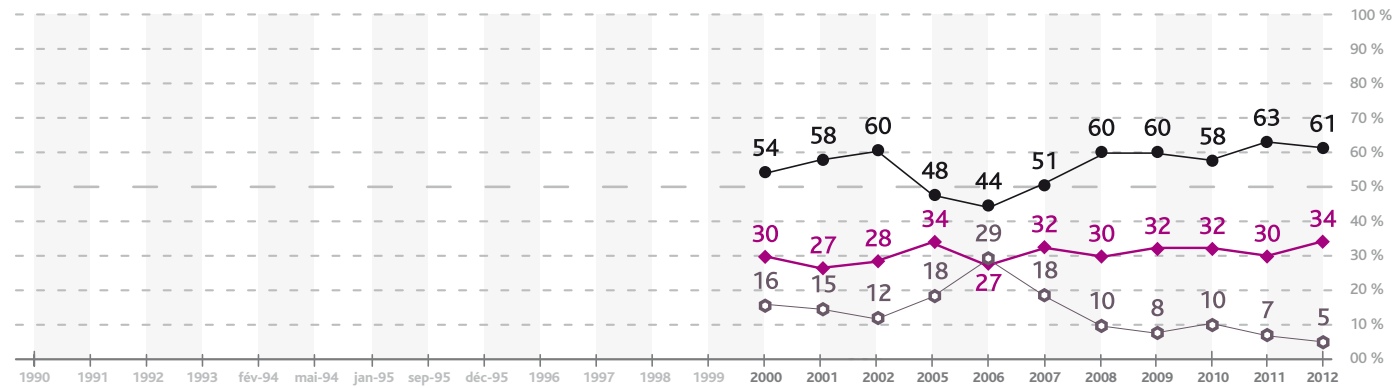
L'Académie des sciences



L'Andra

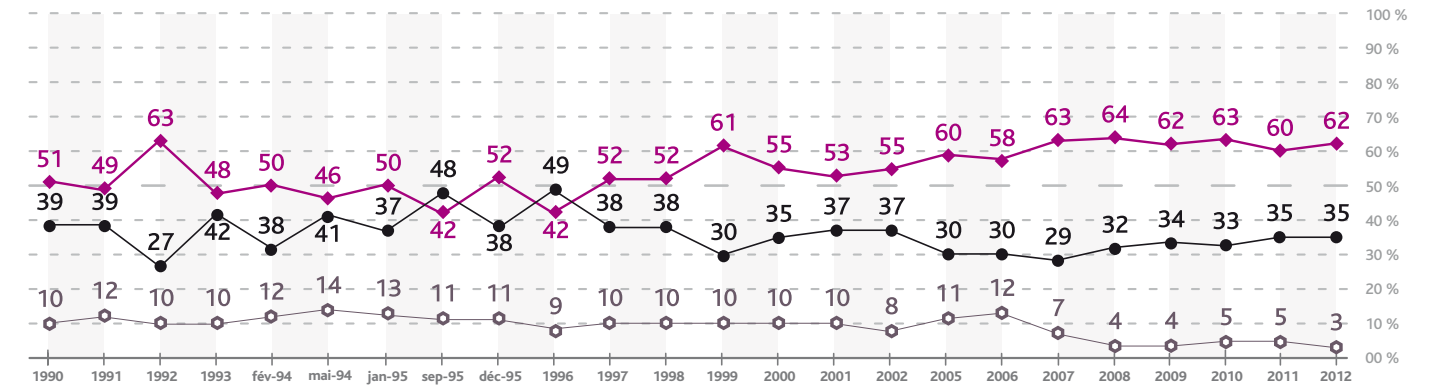


Areva (Cogema jusqu'en 2005)

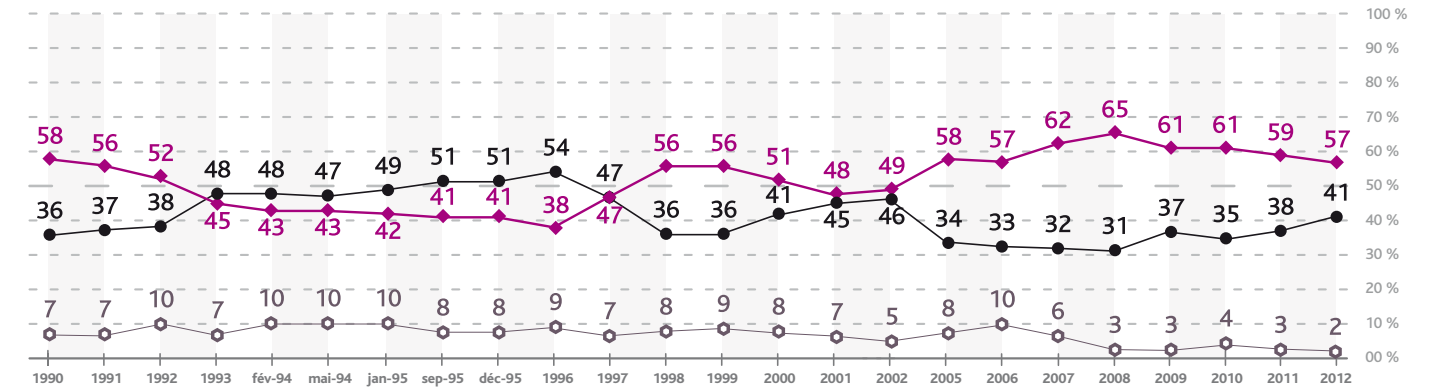


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

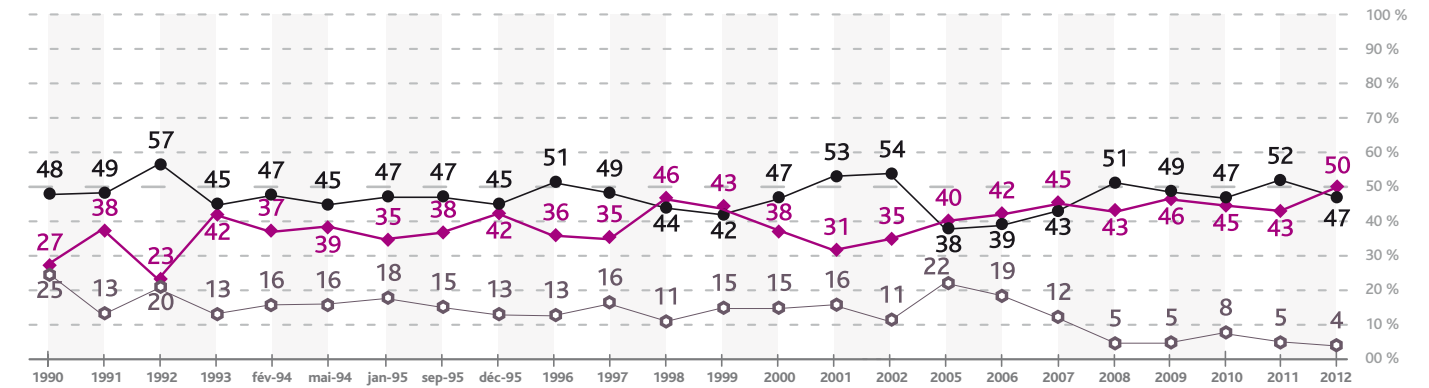
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



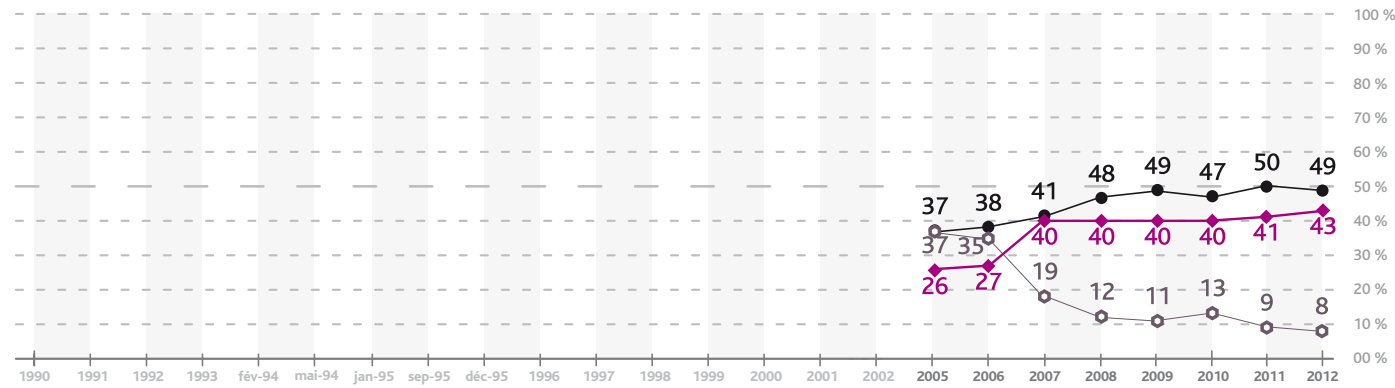
Le CEA



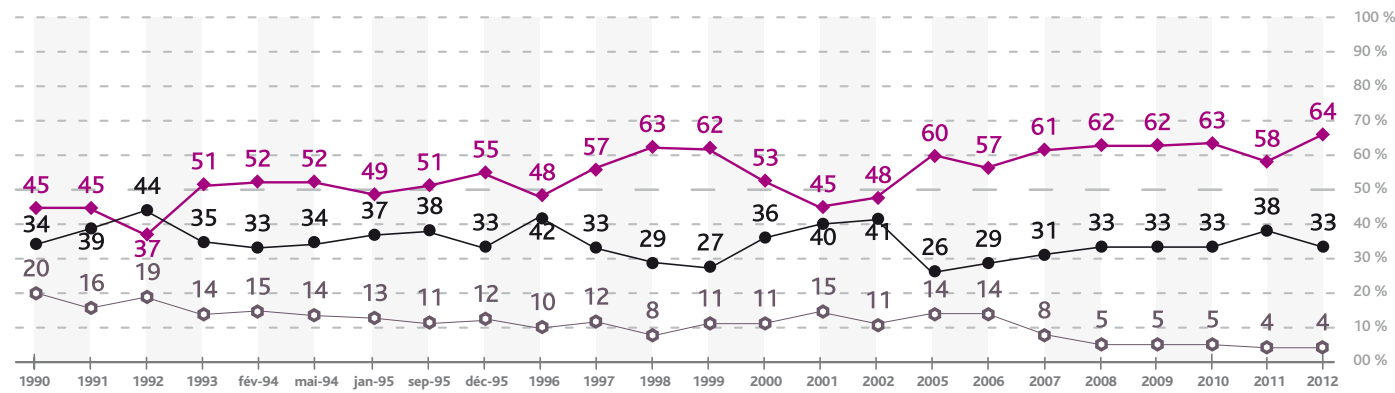
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 À 2012

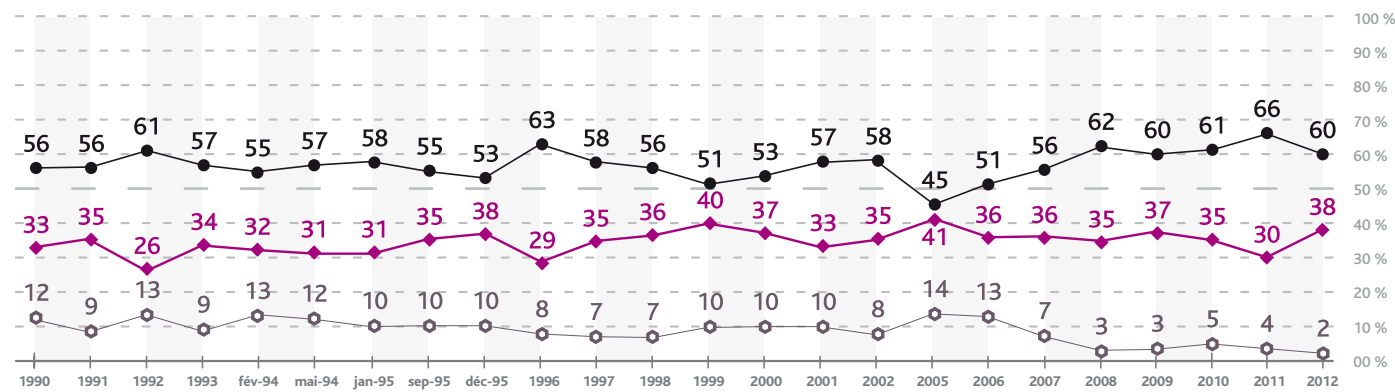
Les CLI



Le CNRS

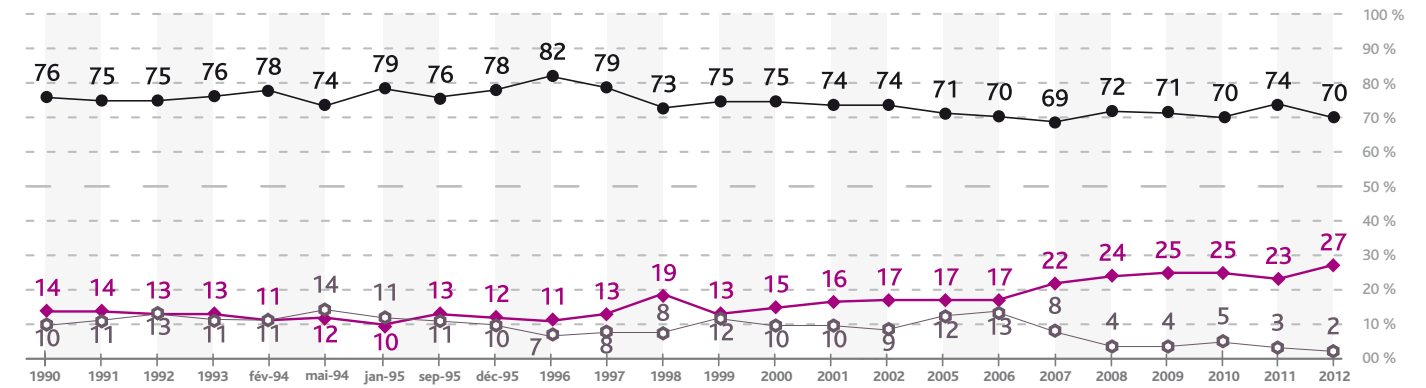


EDF

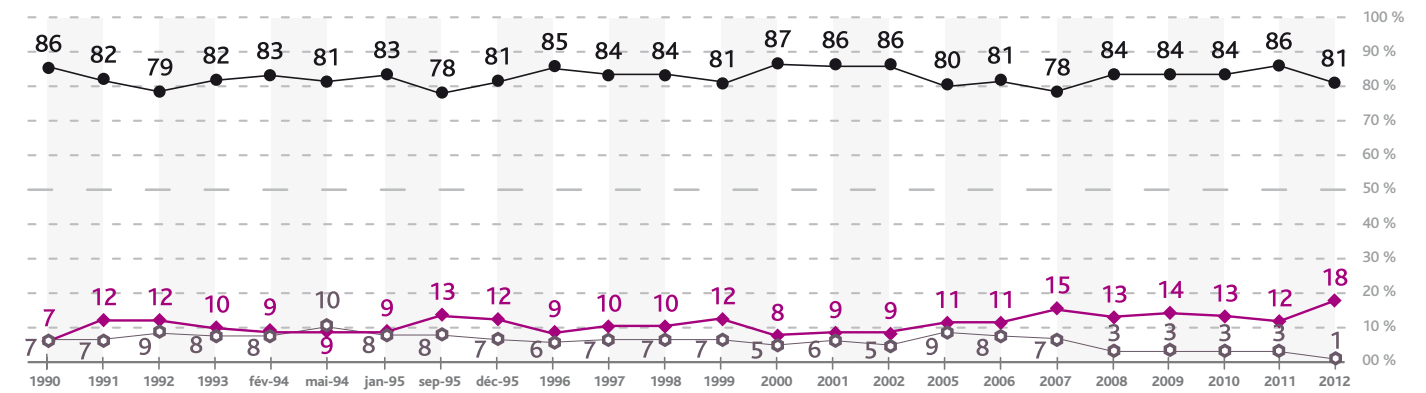


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

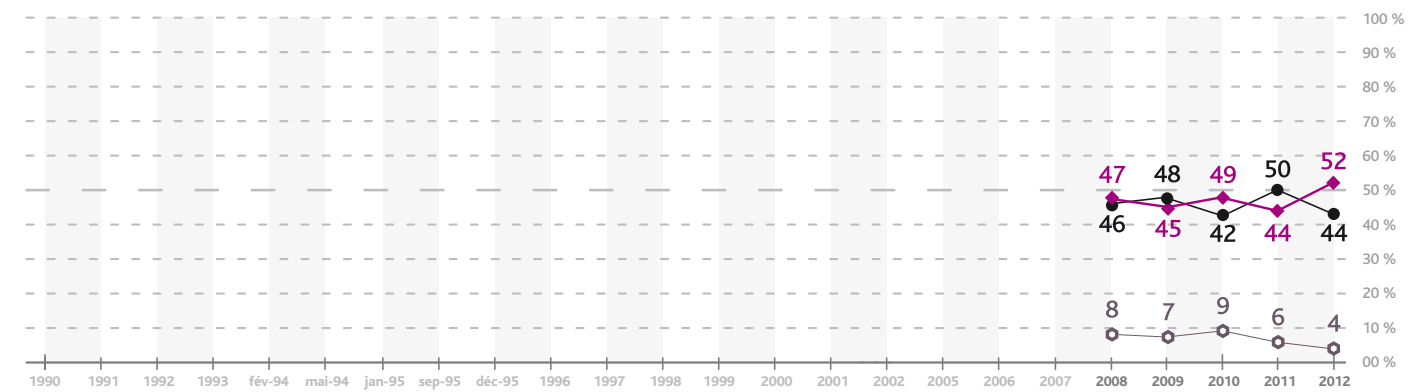
Les élus locaux



Le gouvernement



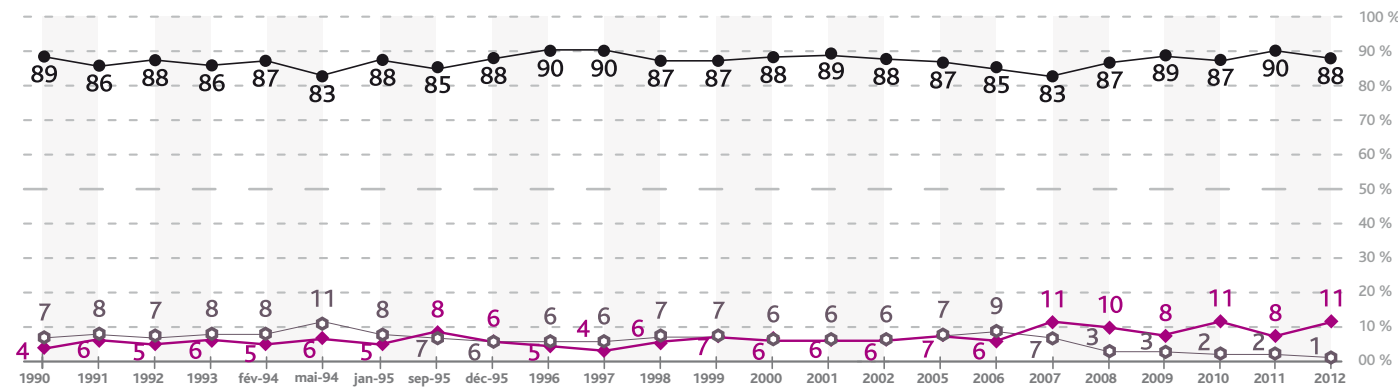
Le HCTISN



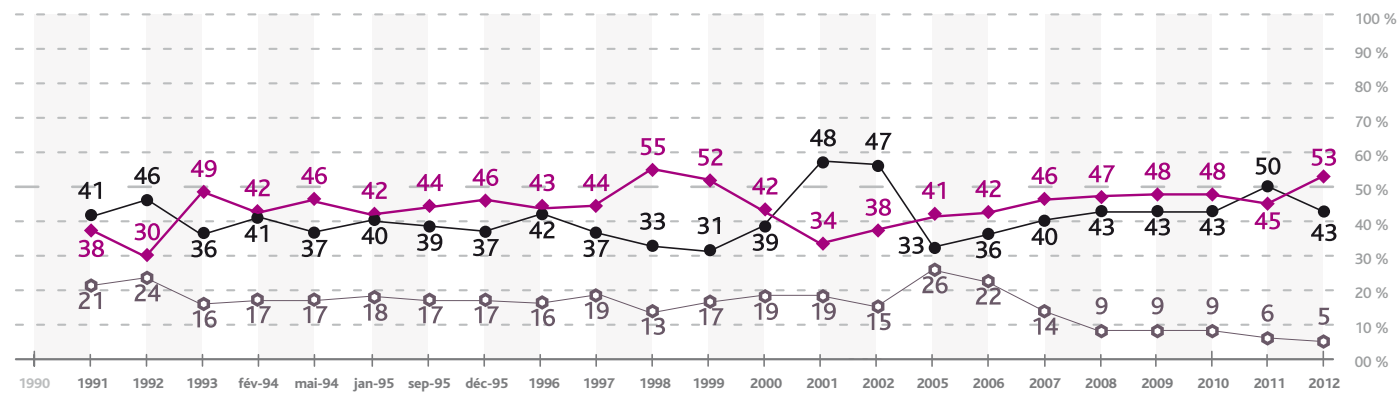
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ
1990 À 2012

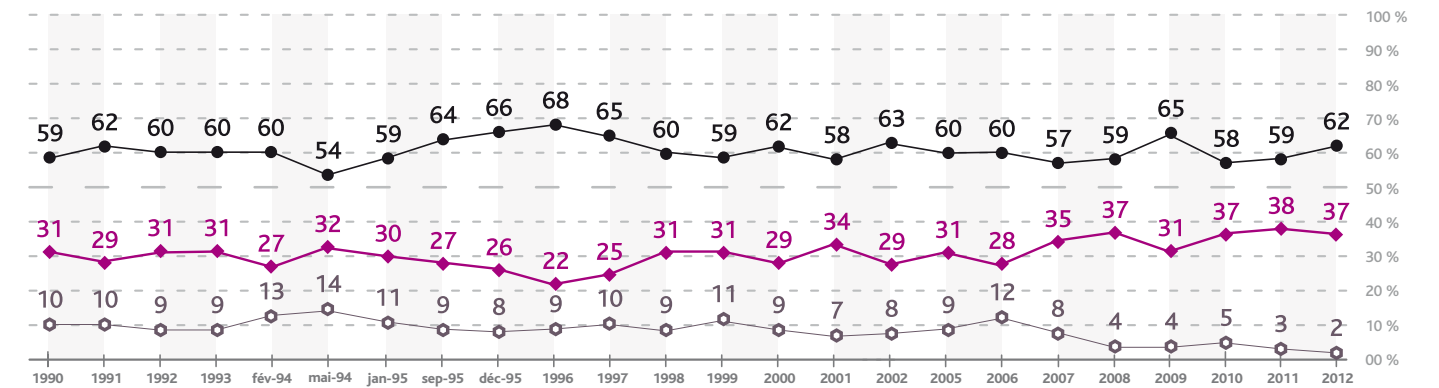
Les hommes politiques



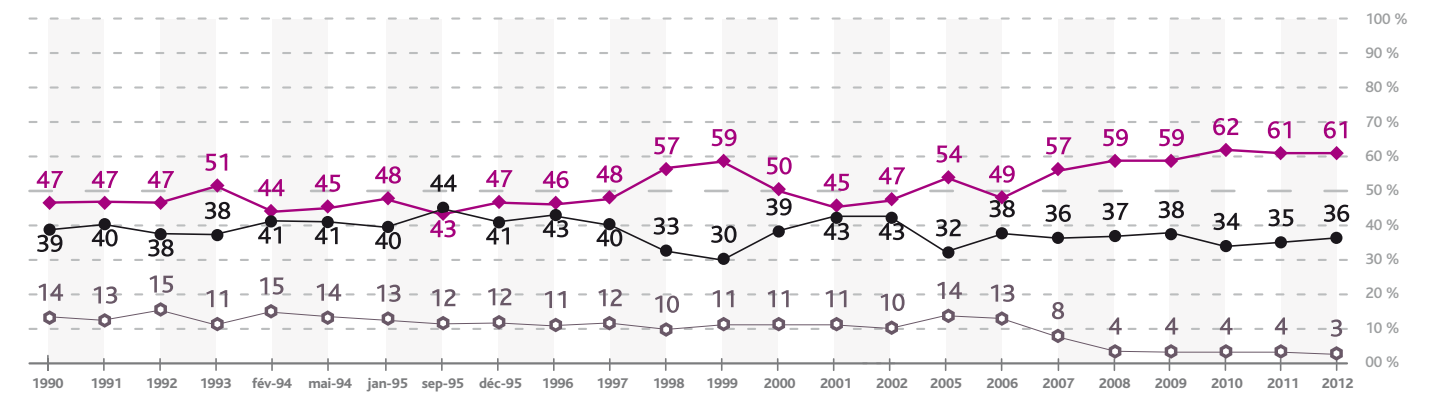
L'IRSN¹



Les journalistes



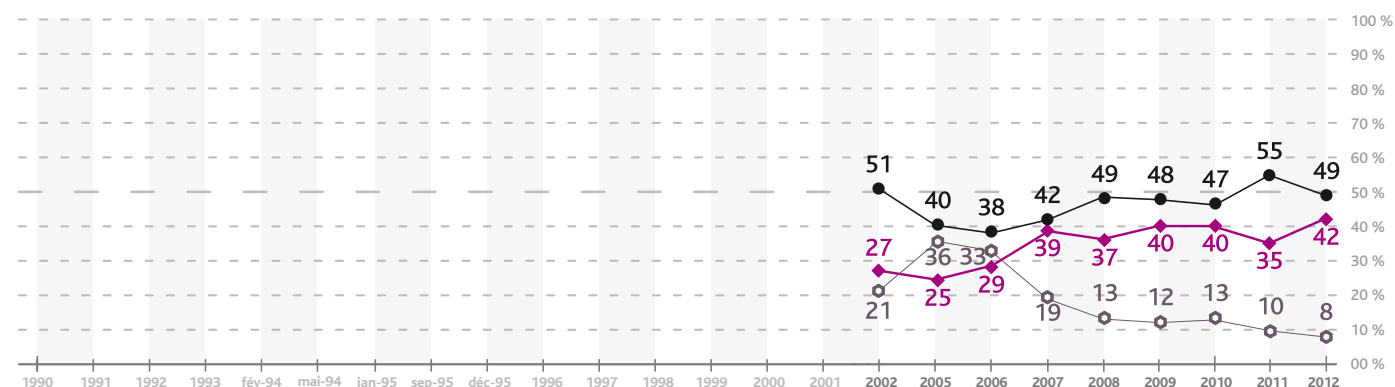
Les médecins



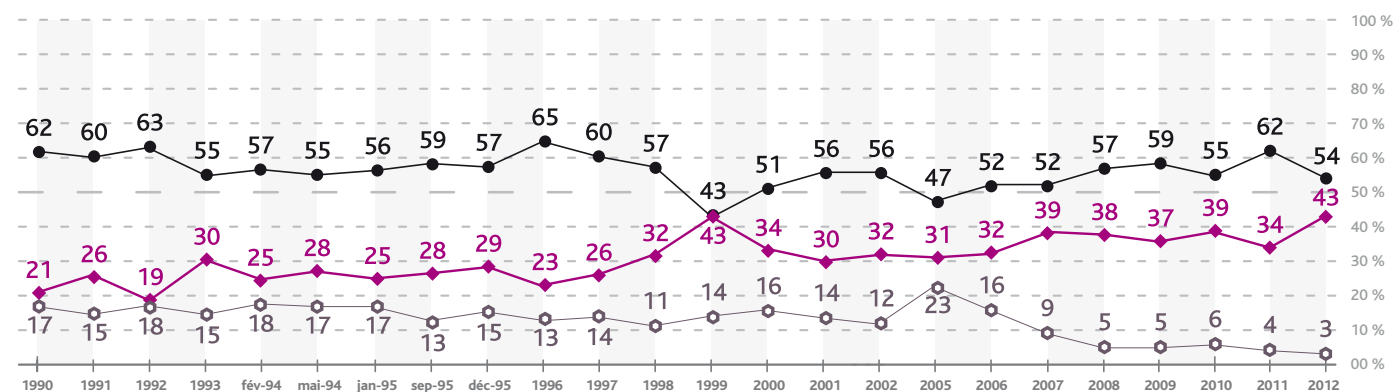
1. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2012

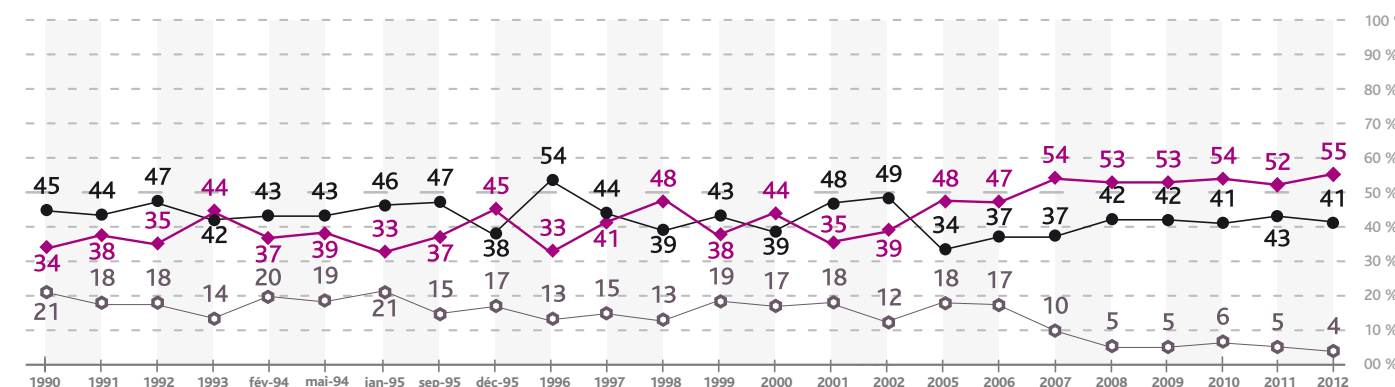
L'OPECST



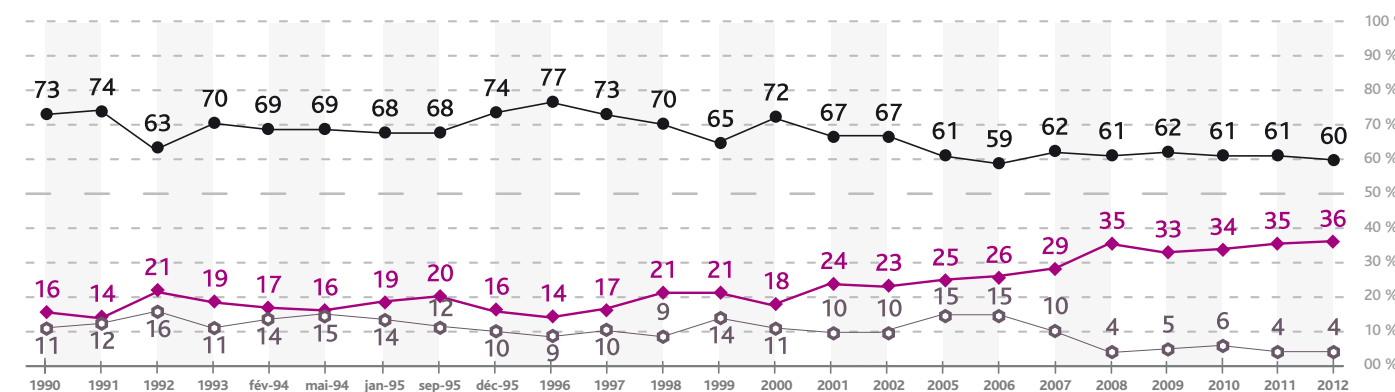
Les organismes de contrôle de l'État²



Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats



2. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

3. En octobre 1999, l'intitulé « Les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « Les organismes internationaux ».

LE DÉBAT SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

QUESTION N°9

Un débat public va être organisé de novembre 2012 à mai 2013 pour définir la manière dont pourrait être mis en œuvre un des engagements du gouvernement. Ce débat concerne la transformation du système énergétique actuel de la France vers un système durable compatible avec les défis économiques, environnementaux et sociétaux d'aujourd'hui. Avez-vous entendu parler de ce débat ?

QUESTION N°10

Les recommandations qui seront issues du débat devront prendre en compte les préoccupations majeures en matière d'énergie. Selon vous, quels sont les éléments qui doivent être pris en compte en priorité dans les conclusions à tirer du débat ?

QUESTION N°11

L'évaluation du risque lié à l'industrie nucléaire sera un des sujets dans ce débat public. Jugez-vous utile que, dans le cadre de ce débat public, l'IRSN – expert public du risque nucléaire – engage un dialogue sur ces risques avec des acteurs de la société comme les élus, les membres d'associations ou les membres des Commissions locales d'information pour les aider à former leur propre opinion ?

QUESTION N°12

Vous-même, si une séance publique de ce débat se tenait près de chez vous, envisageriez-vous d'y participer ?

En octobre 2012, les Français dans leur majorité se déclarent prêts à participer au débat sur la transition énergétique même si seulement un faible nombre des personnes interrogées en a entendu parler. Les risques d'accidents graves, l'impact climatique et environnemental associés à la production d'énergie sont les éléments que les Français souhaitent voir pris en compte prioritairement dans les conclusions à tirer du débat sur la transition énergétique.

Au moment de l'enquête, en octobre 2012, seulement 13 % des Français avaient entendu parler de la tenue du débat sur la transition énergétique en France¹. Cependant, s'agissant de sujets aussi difficiles, ils sont 53 % à déclarer vouloir y participer si une séance publique de ce débat se tenait près de chez eux. Ce taux de réponse est cohérent avec les 50 % de réponses positives à la question « *Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?* » de la partie 2 du présent document.

Quelles sont les préoccupations majeures en matière d'énergie que devront prendre en compte les recommandations issues du débat ? Le questionnaire IRSN invitait les Français à exprimer leur préférence sur ce sujet. Les deux premiers éléments cités sont quasiment mis sur un pied d'égalité par les Français : 47 % choisissent la prise en compte des risques d'accidents graves associés à la production d'énergie et 43 % retiennent la prise en compte de l'impact climatique et environnemental de la production d'énergie. Le coût de

revient de l'énergie, la garantie d'approvisionnement, l'indépendance énergétique et la maîtrise de la consommation d'énergie (un peu plus de 20 %), sont nettement moins cités. Vient en dernier le nombre d'emplois générés par les modes de production d'énergie ou par les programmes d'économie d'énergie. Ces résultats éclairent sous un autre jour ceux de la partie 1 de cette édition du Baromètre IRSN qui montre qu'à court terme les Français sont préoccupés par les sujets socio-économiques. On voit ici qu'à plus long terme ils restent préoccupés par les sujets environnementaux.

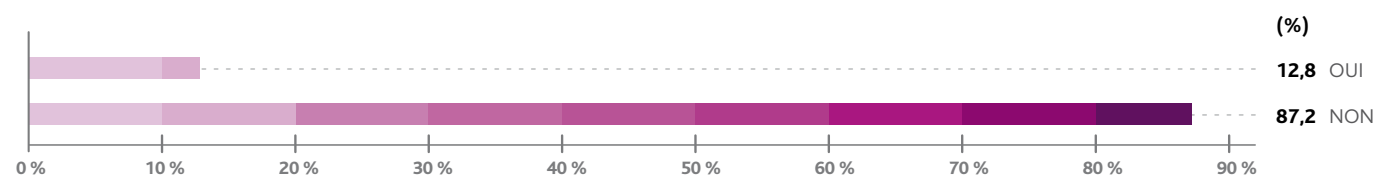
Concernant le risque lié à l'industrie nucléaire, 64 % jugent utile que, dans le cadre de ce débat public, l'IRSN – expert public du risque nucléaire – engage un dialogue sur ces risques avec des acteurs de la société comme les élus, les membres d'associations ou les membres des Commissions locales d'information pour les aider à former leur propre opinion. Ils confirment ainsi leur demande de transparence et de partage des connaissances.

¹. À la question « Avez-vous entendu parler de l'organisation d'un débat public sur la transition énergétique ? », 79 % des personnes interrogées répondent « non », et 21 % « oui ».

QUESTION N°9

Un débat public va être organisé de novembre 2012 à mai 2013 pour définir la manière dont pourrait être mis en œuvre un des engagements du gouvernement. Ce débat concerne la transformation du système énergétique actuel de la France vers un système durable compatible avec les défis économiques, environnementaux et sociétaux d'aujourd'hui. Avez-vous entendu parler de ce débat ?

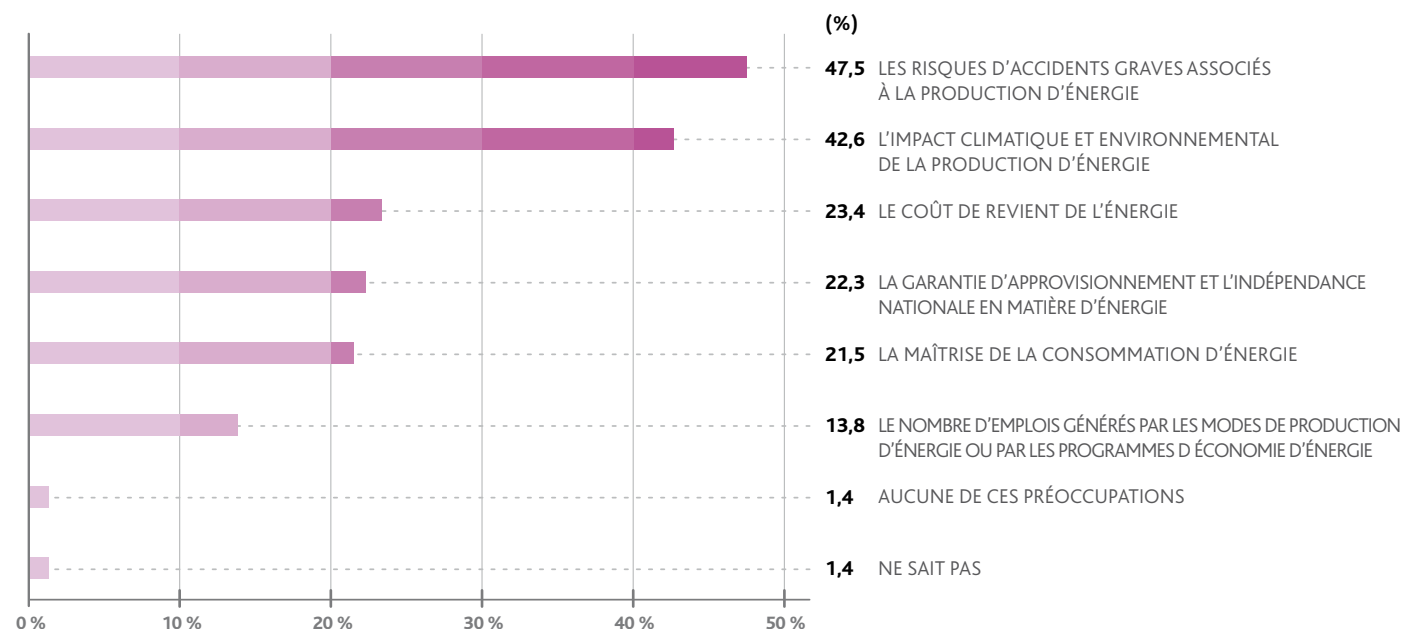
OCTOBRE 2012



QUESTION N°10

Les recommandations qui seront issues du débat devront prendre en compte les préoccupations majeures en matière d'énergie. Selon vous, quels sont les éléments qui doivent être pris en compte en priorité dans les conclusions à tirer du débat ? (2 réponses possibles)

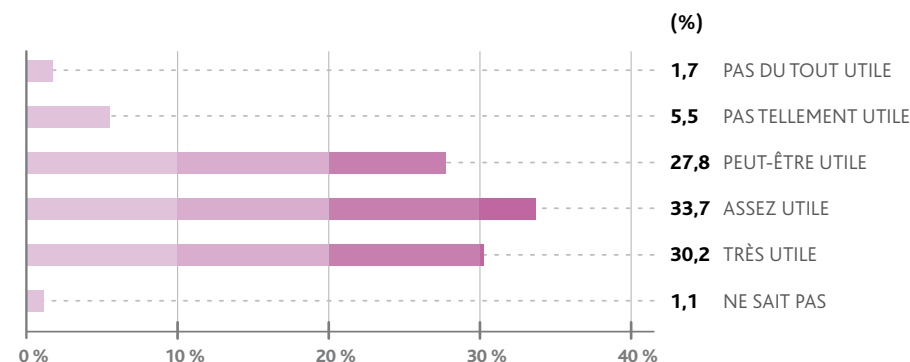
OCTOBRE 2012



QUESTION N°11

L'évaluation du risque lié à l'industrie nucléaire sera un des sujets dans ce débat public. Jugez-vous utile que, dans le cadre de ce débat public, l'IRSN – expert public du risque nucléaire – engage un dialogue sur ces risques, avec des acteurs de la société comme les élus, les membres d'associations ou les membres des Commissions locales d'information pour les aider à former leur propre opinion ?

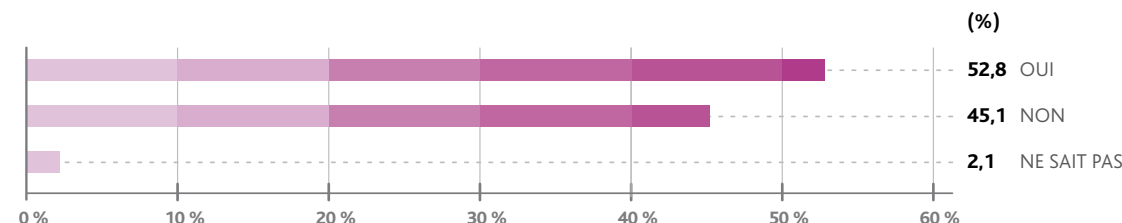
OCTOBRE 2012



QUESTION N°12

Vous-même, si une séance publique de ce débat se tenait près de chez vous, envisageriez-vous d'y participer ?

OCTOBRE 2012



LA PERCEPTION DE L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

— PARTIE 5

L'an passé, l'accident de Fukushima-Daiichi avait provoqué un choc dans l'opinion qui se traduisait essentiellement par des craintes sur les risques liés aux centrales nucléaires. La confiance des Français dans l'action publique avait également été affectée. Le retour aux valeurs antérieures observé dans la partie 3 ne signifie cependant pas que les Français ont totalement perdu de vue l'accident de Fukushima-Daiichi. Deux ans après l'accident, la catastrophe nucléaire arrive encore largement en tête des catastrophes redoutées, avec 34 % des réponses.

En octobre 2012, 64 % des Français pensent qu'un accident ayant la même ampleur que celui de Fukushima-Daiichi pourrait se produire en France. Ils étaient 70 % l'an passé. L'accident de Fukushima-Daiichi conserve aussi sa place en tête des catastrophes. Il est cité par 34 % des interviewés (33 % l'an passé). Il demeure pour le grand public l'accident le plus effrayant, suivi, mais de loin, par l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl ainsi que par le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon (autour de 20 %).

Toutefois, ils sont plus nombreux cette année (71 %) que l'an passé (61 %) à ne pas avoir modifié leur opinion sur la sûreté des centrales nucléaires françaises suite à l'accident de Fukushima-Daiichi ou aux informations diffusées. Cette

année, 23 % (contre 33 % en 2011) les jugent bien moins sûres qu'avant, quand 6 % (contre 5 % en 2011) les trouvent plus sûres. Ces résultats sont différents de ceux enregistrés pour l'accident de Tchernobyl. À la même question, dans l'édition 2012 du Baromètre IRSN, ils étaient 60 % à avoir modifié leur opinion sur la sûreté des centrales nucléaires et se répartissaient différemment entre ceux qui les jugeaient moins sûres (23 %) et plus sûres (16 %).

La perception de différence de conception entre les centrales nucléaires françaises et celle de Fukushima-Daiichi évolue ainsi : aujourd'hui, pour 30 % des Français, les centrales françaises sont différentes (23 % l'an passé).

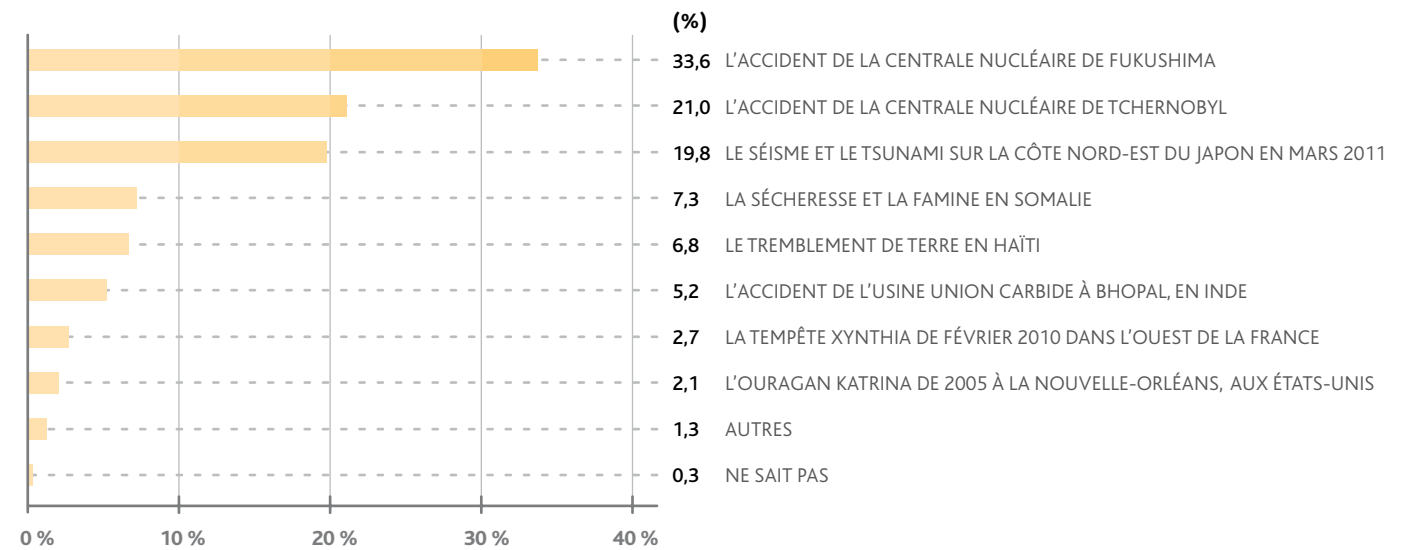
Le jugement des Français sur l'information qu'ils reçoivent reste mitigé

En 2012, 37 % trouvent les explications des experts incompréhensibles (ils étaient 42 % l'an passé). À propos de l'information fournie lors de l'accident, seulement 20 % (17 % en 2011) jugent qu'elle a été complète et correcte, alors que 40 % (44 % en 2011) ont l'opinion inverse. Toutefois, les Français ont tendance à juger crédible l'information qui leur est donnée. C'était le contraire pour l'accident de Tchernobyl : 76 % pensaient encore en 2011 que l'on cachait la vérité aux Français sur les conséquences de l'accident, contre 68 % en 1996 et 60 % en 1986.

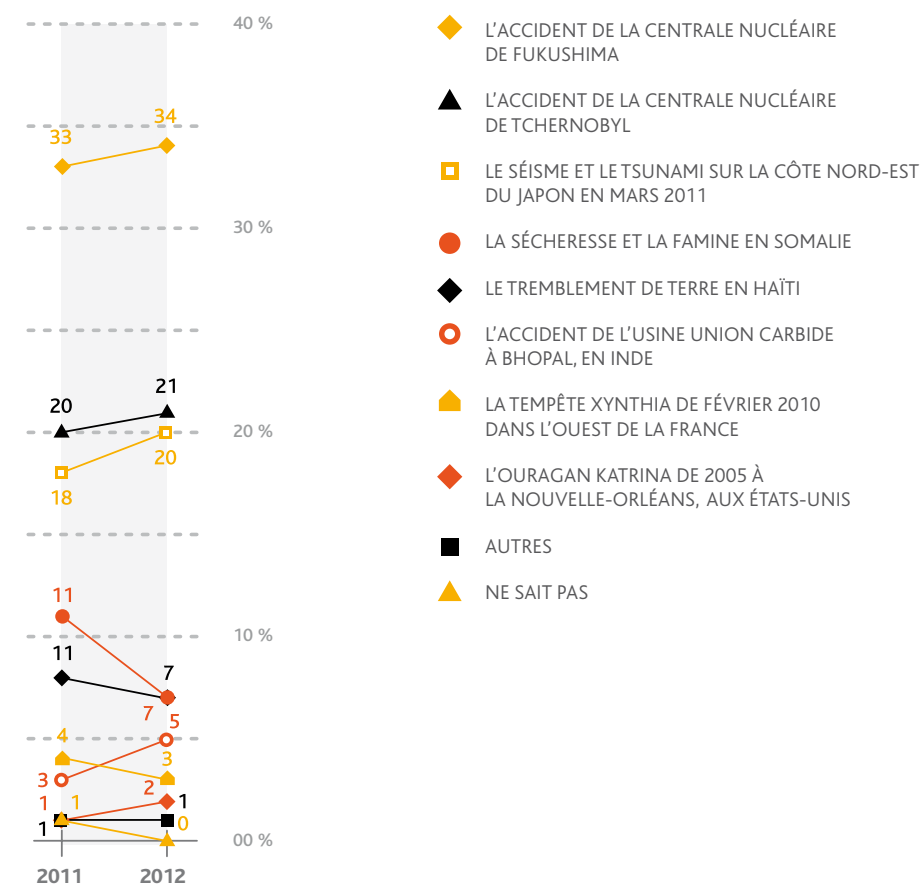
Comme l'an passé, c'est aux associations de défense de l'environnement (26 %) que les Français feraient le plus volontiers confiance pour connaître toute la vérité sur l'accident de Fukushima et ses conséquences. Viennent ensuite l'ASN et l'IRSN (15 %), le CEA, les journalistes et les médecins (10 %), les associations de consommateurs (7 %), les hommes politiques et EDF (1 %).

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, qu'attendent les Français ? Comme l'an passé, ils jugent important d'être informés au fur et à mesure de la crise de la manière la plus complète possible.

OCTOBRE 2012



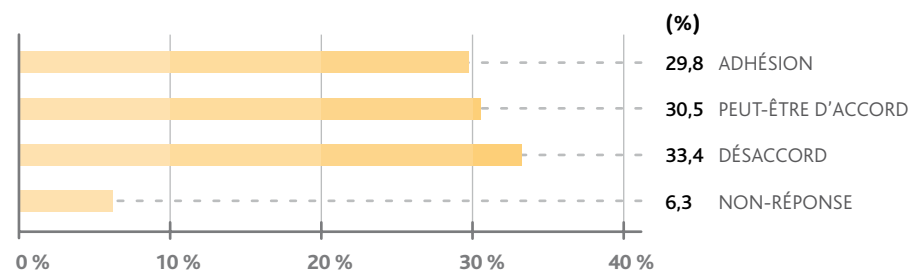
ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



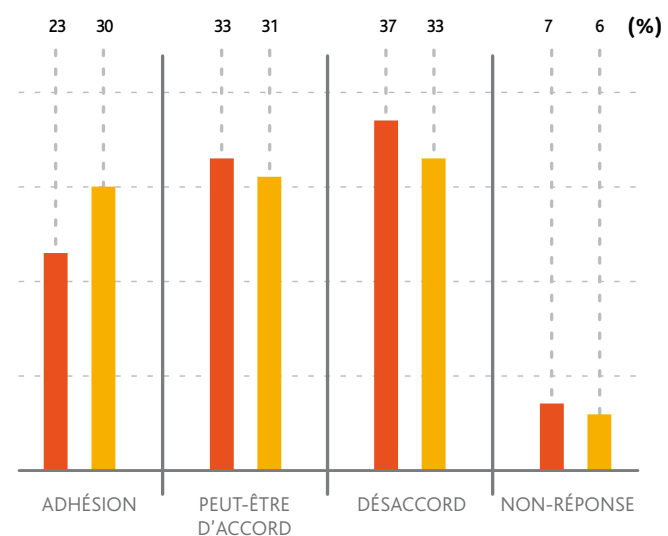
QUESTION N°2

Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celles de Fukushima.

OCTOBRE 2012



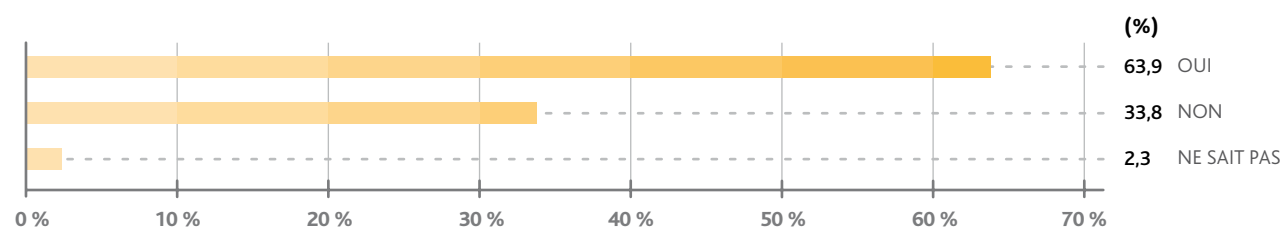
ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



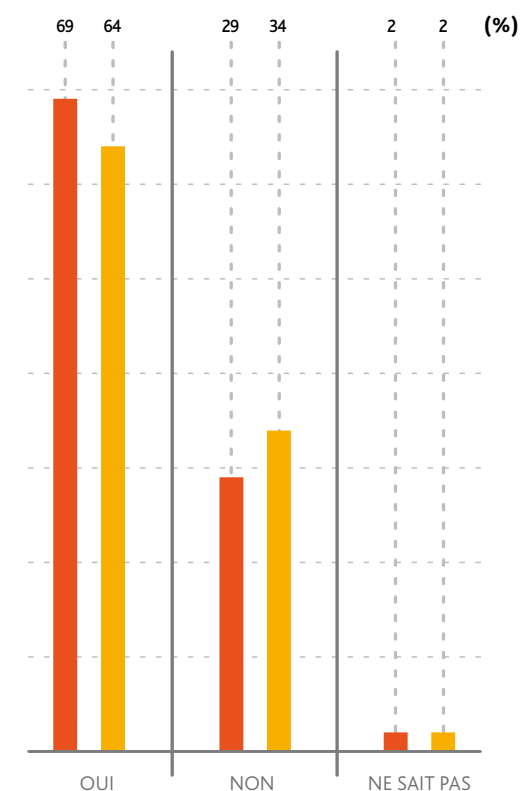
QUESTION N°3

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

OCTOBRE 2012



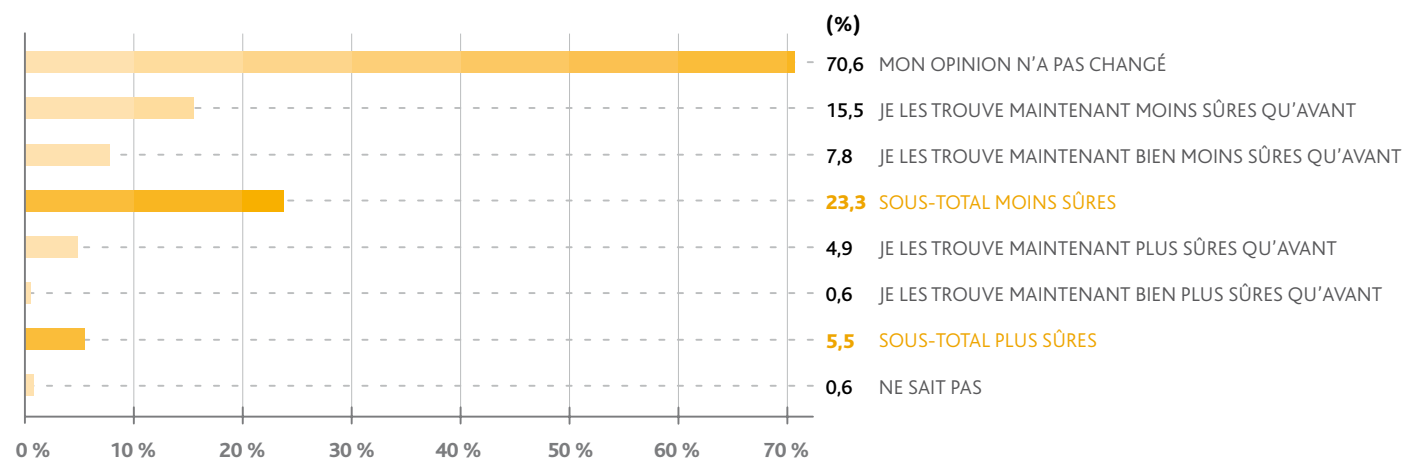
ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



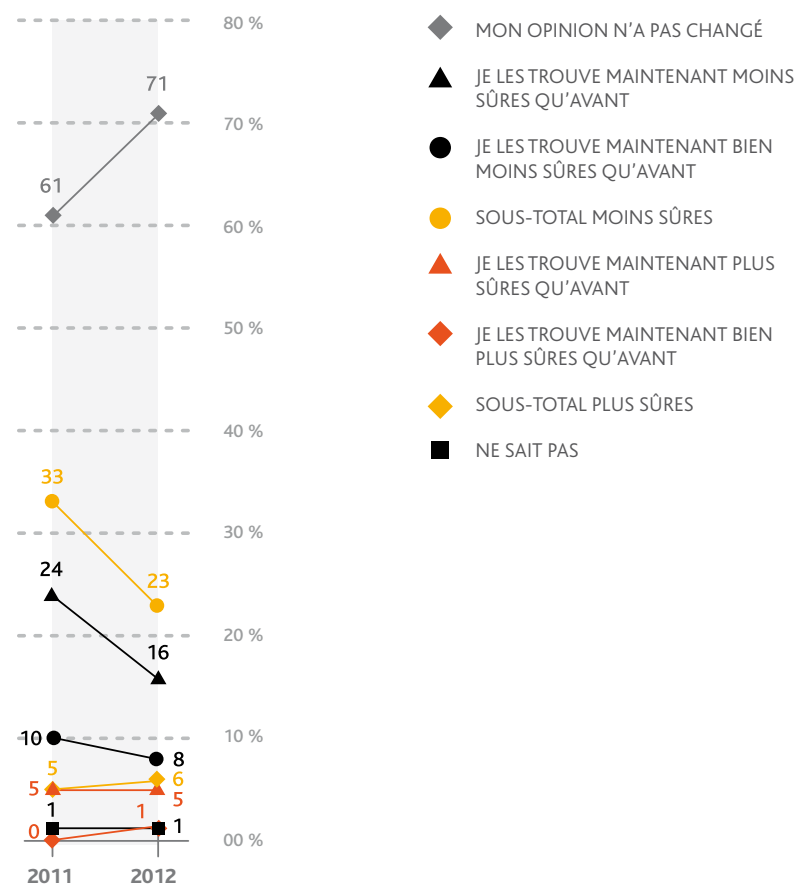
QUESTION N°4

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

OCTOBRE 2012



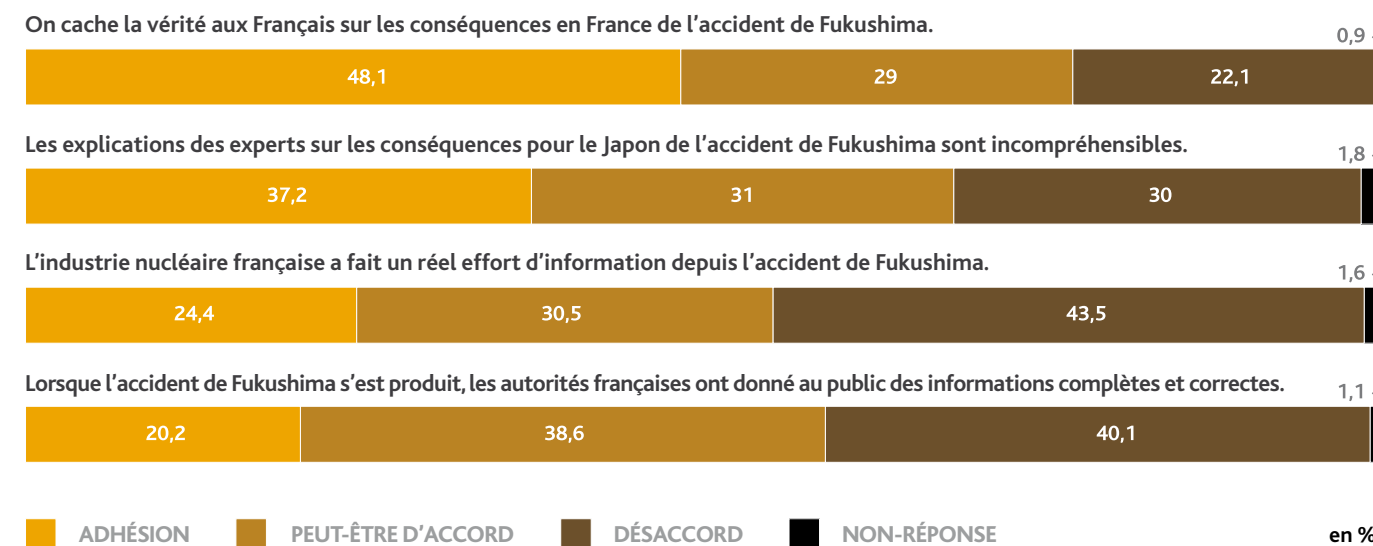
ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



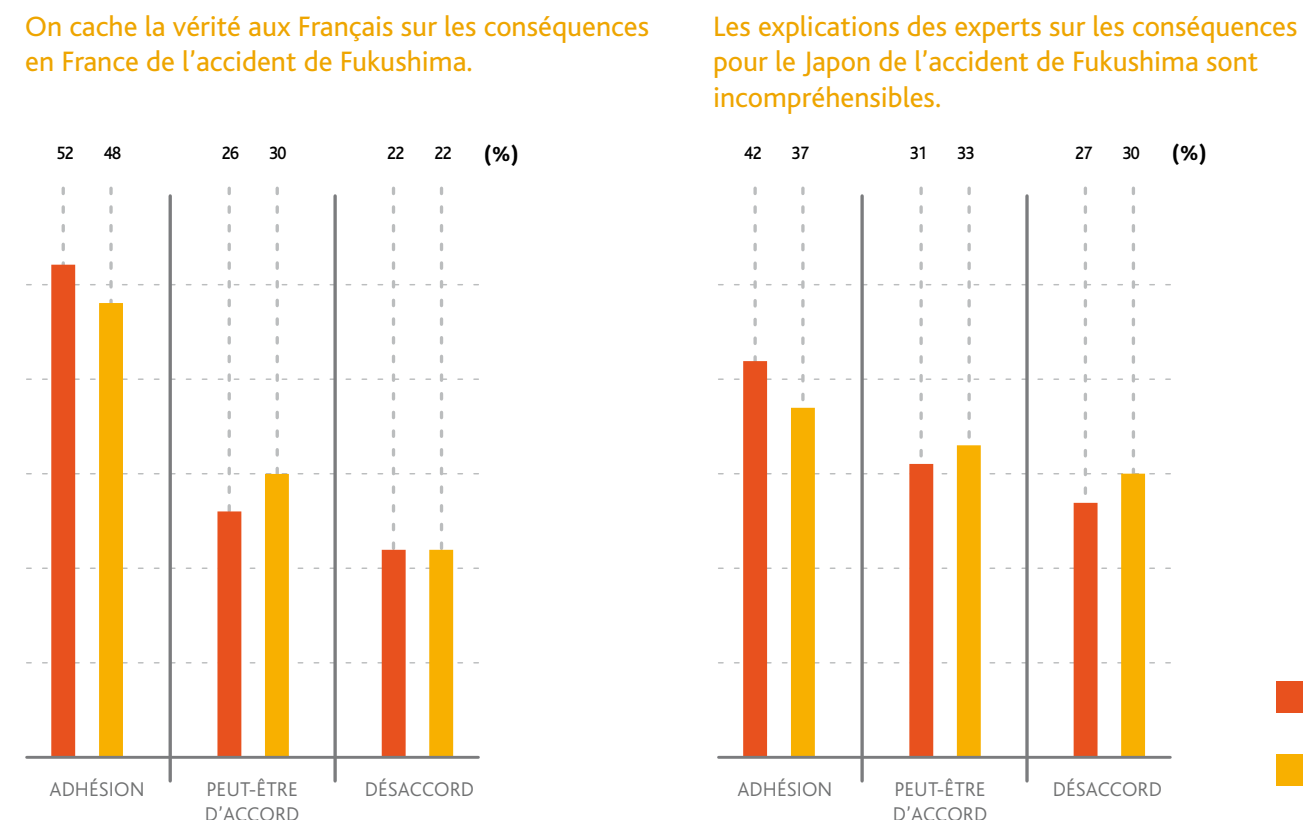
QUESTION N°5

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

OCTOBRE 2012



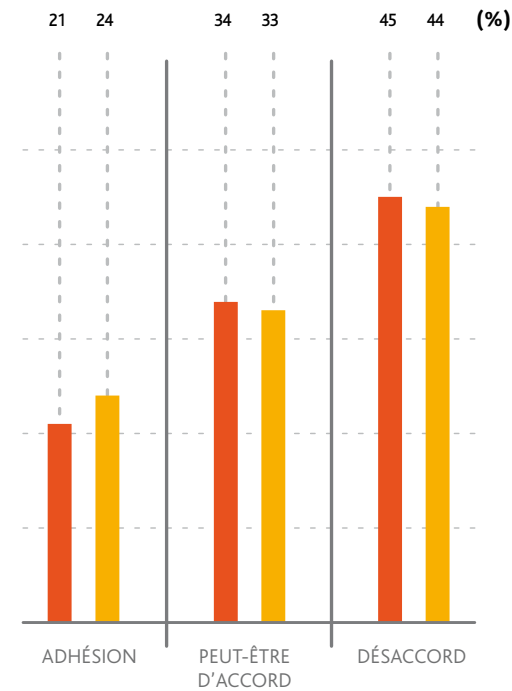
ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



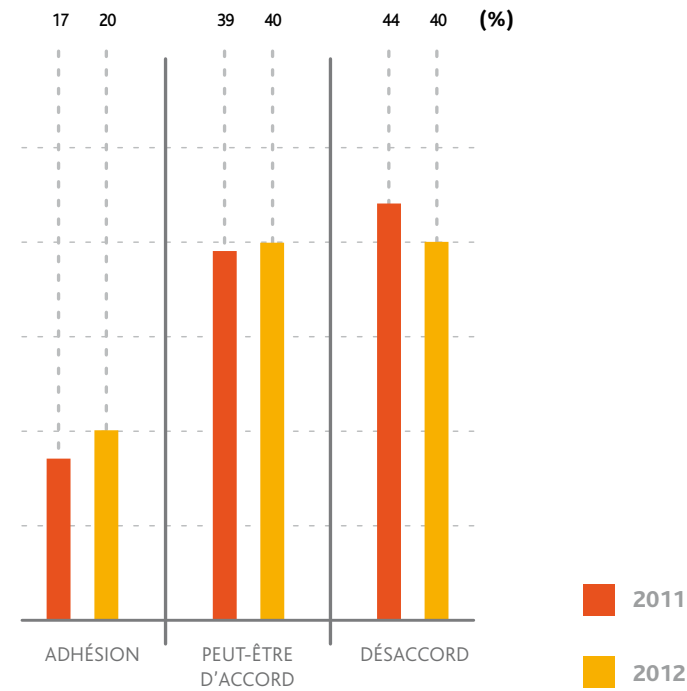
QUESTION
N°5 (suite)

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

L'industrie nucléaire française a fait un réel effort d'information depuis l'accident de Fukushima.



Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les autorités françaises ont donné au public des informations complètes et correctes.

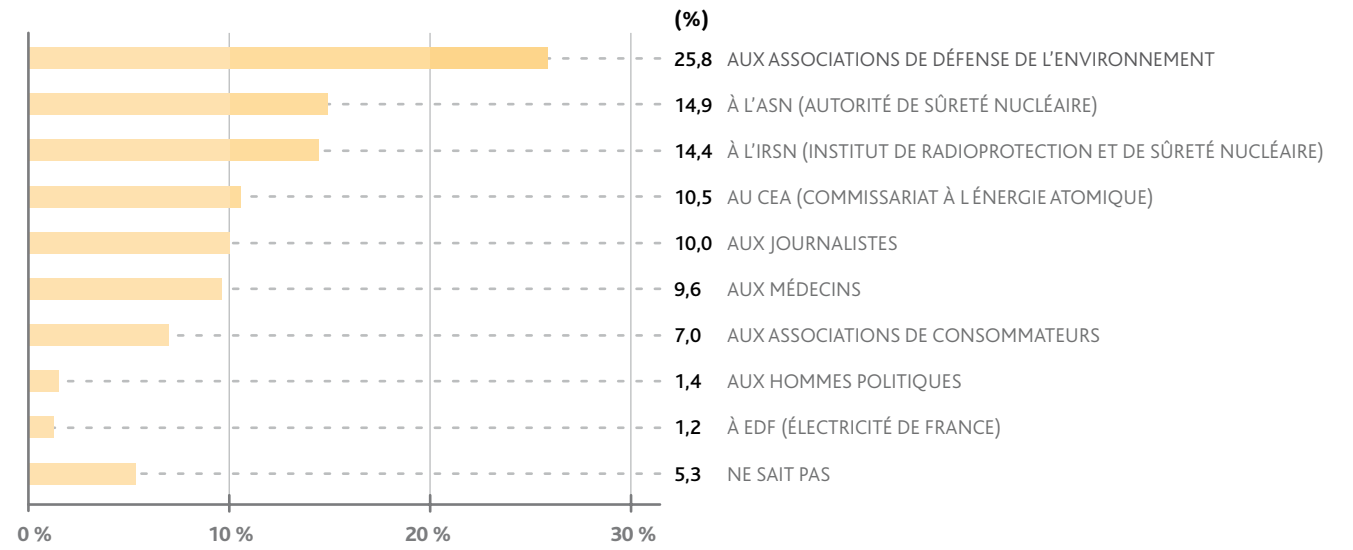


2011
2012

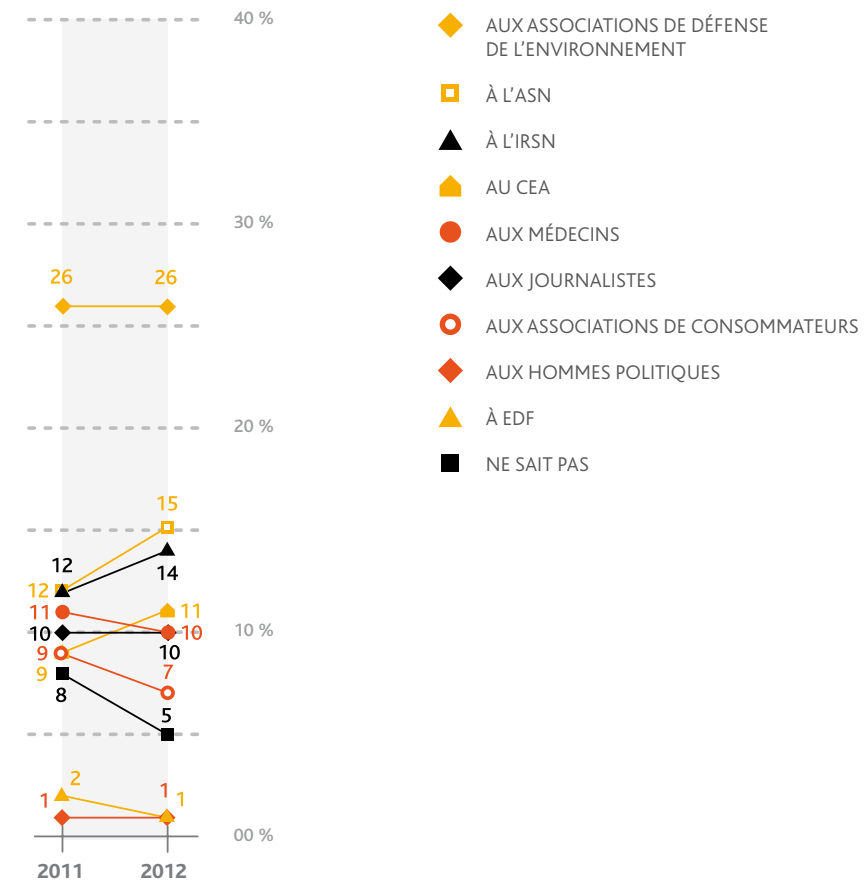
QUESTION
N°6

Pour connaître toute la vérité sur l'accident de Fukushima et ses conséquences, à qui faites-vous d'abord confiance ?

OCTOBRE 2012



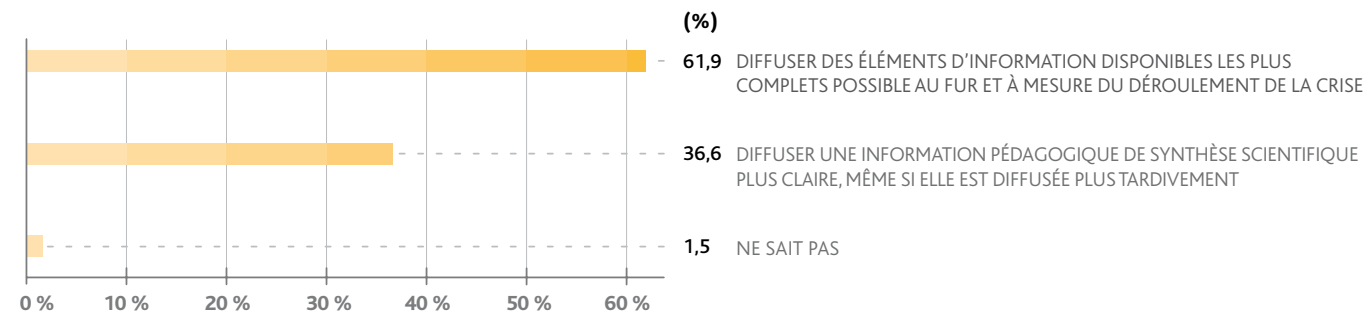
ÉVOLUTIONS
2011 À 2012



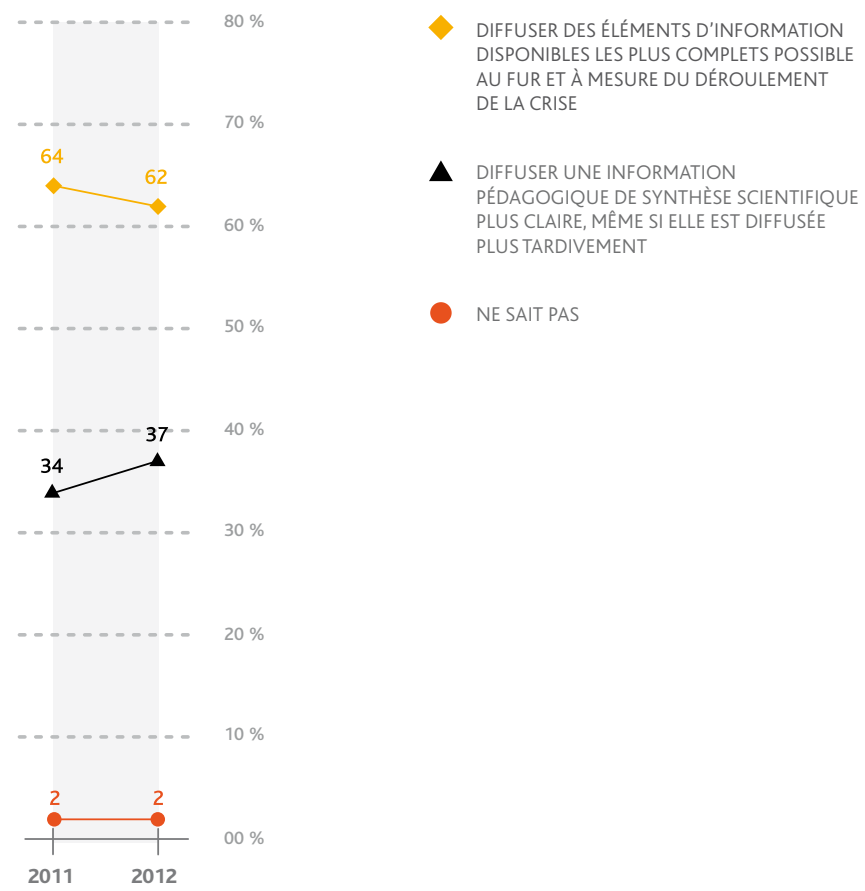
QUESTION N°7

Après un accident nucléaire comme celui du Japon,
afin d'informer au mieux les Français, vous semble-t-il
préférable de...

OCTOBRE 2012



ÉVOLUTIONS 2011 À 2012



RÉGION	(%)	(visé)
Nord	6,1	(6,6)
Bassin parisien	16,9	(17,7)
Ouest	13,9	(13,3)
Sud-Ouest	11,3	(10,9)
Méditerranée	12,3	(12,3)
Centre-Est	12,1	(11,9)
Est	8,6	(8,8)
Région parisienne	18,8	(18,6)

HABITAT	(%)	(visé)
Moins de 20 000 hab.	40,1	(41,4)
20 000 à moins de 100 000 hab.	13,3	(13,4)
100 000 hab. et +	30,1	(28,7)
Agglomération parisienne	16,5	(16,4)

SEXE	(%)	(visé)
Homme	47,9	(47,8)
Femme	52,1	(52,2)

ÂGE	(%)	(visé)
18-24 ans	11,2	(11,6)
25-34 ans	16,3	(17,2)
35-49 ans	26,4	(27,4)
50-64 ans	25,6	(22,3)
65 ans et plus	20,5	(21,5)

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE	(%)	(visé)
Agriculteurs	1,0	(1,2)
Artisans, commerçants	19,4	(16,4)
Professions intermédiaires	12,7	(14,5)
Employés	11,8	(9,5)
Ouvriers	18,0	(20,6)
Retraités, autres inactifs	37,0	(36,8)

Fin des variables quotas et strates

L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.

STATUT DU CHEF DE FAMILLE	(%)
Salarié du secteur public	13,7
Salarié du secteur privé	34,2
Sous-total salariés	47,9
À son compte	7,9
Inscrit au Pôle Emploi	7,2
Inactif	37,0

PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ	(%)
Agriculteurs	0,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	14,1
Professions intermédiaires	12,6
Employés, personnels de service	17,7
Ouvriers	12,3
Retraités ou autres inactifs	42,6

STATUT DE L'INTERVIEWÉ	(%)
Salarié du secteur privé	13,7
Salarié du secteur public	30,0
Sous-total salariés	43,7
À son compte	5,7
Inscrit au Pôle Emploi	8,0
Inactif	42,6

DIPLÔME	(%)
<i>Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?</i>	
Aucun diplôme	11,4
CEP, CAP	23,2
Brevet (BEPC, BEP)	17,4
Sous-total inférieur au bac	52,0
Baccalauréat	17,2
BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	13,8
Autre diplôme supérieur (grande école, université)	16,9
Sous-total bac et plus	48,0

FORMATION	(%)
<i>Votre formation est plutôt :</i>	
Base : 881	
Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	20,8
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	20,4
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	9,2
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	12,8
Autres (NSP)	35,6
	1,1

NIVEAU DE REVENUS	(%)
Moins de 500 euros	2,7
De 500 à 749 euros	4,0
De 750 à 999 euros	8,2
De 1 000 à 1 499 euros	14,5
De 1 500 à 1 999 euros	13,8
De 2 000 à 2 499 euros	12,7
2 500 euros ou plus	31,2
(Refus/NSP)	12,8

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES	(%)
<i>Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?</i>	
Souvent	10,1
De temps en temps	25,8
Rarement	23,2
Sous-total oui	59,1
Jamais	40,9

PROXIMITÉ POLITIQUE	(%)
<i>Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?</i>	
Sous-total gauche	43,7
Lutte ouvrière	1,7
Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)	0,9
Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon	5,5
Le Parti communiste	2,5

	(%)
Le Parti socialiste	24,5
Les Verts	8,7
Sous-total gauche hors PS	19,2
Le Modem	3,4
Sous-total droite	25,5
Le Nouveau Centre	2,7
L'UMP	16,5
Le Front national	6,3
(Aucune proximité partisane / NSP)	27,5

POSITION POLITIQUE	(%)
<i>Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?</i>	
Très à gauche	3,6
À gauche	19,2
Plutôt à gauche	15,8
Sous-total gauche	38,6
Ni à gauche ni à droite	31,9
Sous-total droite	23,8
Plutôt à droite	10,5
À droite	10,1
Très à droite	3,1
(Refus de répondre /NSP)	5,7

RELIGION	(%)
<i>Pratiquez-vous régulièrement une religion ?</i>	
Oui	18,3
Non	81,2
Non-réponse	0,5

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM...	(%)
<i>d'une centrale nucléaire ?</i>	
Oui	9,2
Non	89,6
Ne sait pas	1,3

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM...	(%)
<i>d'une autre installation nucléaire ?</i>	
Oui	7
Non	91,1
Ne sait pas	1,9

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM...	(%)
<i>d'une installation chimique importante ?</i>	
Oui	23,2
Non	73,6
Ne sait pas	3,2

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin parisien est
- 3 Bassin parisien ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud-Ouest
- 8 Sud-Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab.
- 2 5 000 à 10 000 hab.
- 3 10 000 à 20 000 hab.
- 4 20 000 à 50 000 hab.
- 5 50 000 à 100 000 hab.
- 6 100 000 à 200 000 hab.
- 7 > 200 000 hab.
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41-45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86
- 5 SUD-OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87
- 6 MÉDITERRANÉE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 CENTRE-EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS. : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès...

- 1 D'un homme
- 2 D'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ?

Quelle est sa fonction exacte ? Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMÉRER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le sida
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La qualité des soins médicaux
- 15 [NSP]

alea i1->14

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement.

Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea i1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Quasi nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme

- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
- 21 Les radiographies médicales
- 22 Les pesticides
- 23 Les accidents domestiques
- 24 L'obésité des jeunes
- 25 Les incendies de forêt
- 26 Les maladies professionnelles
- 27 Les risques médicaux
- 28 Le bruit
- 29 La pollution des sols
- 30 La canicule
- 31 Les accidents de radiothérapie
- 32 Les nanoparticules
- 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme
- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
- 21 Les radiographies médicales
- 22 Les pesticides
- 23 Les accidents domestiques
- 24 L'obésité des jeunes
- 25 Les incendies de forêt
- 26 Les maladies professionnelles
- 27 Les risques médicaux
- 28 Le bruit
- 29 La pollution des sols
- 30 La canicule
- 31 Les accidents de radiothérapie
- 32 Les nanoparticules
- 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme
- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
- 21 Les radiographies médicales
- 22 Les pesticides
- 23 Les accidents domestiques
- 24 L'obésité des jeunes
- 25 Les incendies de forêt
- 26 Les maladies professionnelles
- 27 Les risques médicaux
- 28 Le bruit
- 29 La pollution des sols
- 30 La canicule
- 31 Les accidents de radiothérapie
- 32 Les nanoparticules
- 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [Sans opinion, non-réponse]

- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
- 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
- 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
- 4 Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
- 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord

- 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
- 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques
- 8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis
- 9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer
- 10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations
- 11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public
- alea S1->11

Enfin, deux dernières propositions relatives au rôle de la science et des technologies.

- 12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes
- 13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime

alea S12->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il déclare ses liens éventuels avec les industriels
- 6 Il est créatif
- 7 [Autre]
- 8 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (conseil Régional, conseil Général, municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près...

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire
- 2 D'une installation chimique importante
- 3 D'un site de stockage de déchets chimiques
- 4 D'un site de stockage de déchets radioactifs
- 5 D'une décharge d'ordures ménagères
- 6 D'une zone inondable
- 7 D'une zone sismique
- 8 D'un aéroport
- 9 De lignes à haute tension
- 10 D'un incinérateur de déchets ménagers
- 11 D'un centre de recherche nucléaire
- 12 D'une antenne de réseau pour téléphones portables
- 13 D'un parc éolien

alea s1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 OUI
- 2 NON

- 1 Des médecins
- 2 Des représentants de l'Académie des sciences
- 3 Des associations écologistes locales
- 4 Des associations écologistes nationales
- 5 Des représentants des syndicats
- 6 Des journalistes
- 7 Des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité)
- 8 Des industriels
- 9 Des personnes exposées au risque
- 10 Des membres des commissions locales d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)
- 11 Des scientifiques du monde universitaire
- 12 Des juristes
- 13 Des pouvoirs publics au niveau national ou local

alea S1->13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Éclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea I1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

PREMIÈRE CITÉE - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche biologique
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifice
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

A1 alea i1->13

(Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?)

2 RÉPONSES POSSIBLES - AUTRES CITÉES

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
- 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites
- 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
- 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
- 5 Rendre publics ses rapports d'expertise

alea s1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
- 2 Oui, plutôt
- 3 Non, plutôt pas
- 4 Non, pas du tout
- 5 [NSP]

- 1 La propriété industrielle
- 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
- 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
- 4 Les engagements contractuels de l'expert
- 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
- 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
- 7 La lutte contre le terrorisme
- 8 Le secret défense

alea s1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soient uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 Areva (précédemment Cogema)
- 10 Les associations de consommateurs

- 11 Les hommes politiques
 - 12 L'Académie des sciences
 - 13 Les élus locaux
 - 14 Les syndicats
 - 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
 - 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
 - 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
 - 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
 - 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
 - 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- A23 alea s1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
 - 2 Les associations écologistes
 - 3 EDF (Électricité de France)
 - 4 Les journalistes
 - 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
 - 6 Les médecins
 - 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
 - 8 Les organismes d'experts internationaux
 - 9 Areva (précédemment Cogema)
 - 10 Les associations de consommateurs
 - 11 Les hommes politiques
 - 12 L'Académie des sciences
 - 13 Les élus locaux
 - 14 Les syndicats
 - 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
 - 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
 - 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
 - 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
 - 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
 - 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- A23 alea s1->20

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowattheure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs
- 7 Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables.

alea S1->7

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires
- 2 Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants
- 3 Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- 4 Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire
- 5 Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- 6 Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne

alea s1->6

Habitez-vous à moins de 20 km...

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire ?
- 2 D'une autre installation nucléaire ?
- 3 D'une installation chimique importante ?

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal, en Inde
- 2 Le tremblement de terre en Haïti
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France
- 5 L'ouragan Katrina de 2005 à La Nouvelle-Orléans, aux États-Unis
- 6 Le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon en mars 2011
- 7 L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima
- 8 La sécheresse et la famine en Somalie
- 9 Autres
- 10 [NSP]

alea i1->9

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas vraiment d'accord
- 3 Plus ou moins d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Tout à fait d'accord
- 6 [NSP]

- 1 On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima
- 2 Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les autorités françaises ont donné au public des informations complètes et correctes
- 3 Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Fukushima
- 4 L'industrie nucléaire française a fait un réel effort d'information depuis l'accident de Fukushima
- 5 Les explications des experts sur les conséquences de Fukushima sont incompréhensibles

alea s1->5

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima et ses conséquences, à qui faites-vous d'abord confiance ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Aux hommes politiques
- 2 Aux associations de défense de l'environnement
- 3 À EDF (Électricité de France)
- 4 Aux journalistes
- 5 Au CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Aux médecins
- 7 Aux associations de consommateurs
- 8 À l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 9 À l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire)
- 10 [NSP]

alea I1->9

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, afin d'informer au mieux les Français, vous semble-t-il préférable de...

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN / CARTE ET ÉNUMÉRER

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Diffuser des éléments d'information disponibles les plus complets possible au fur et à mesure du déroulement de la crise
- 2 Diffuser une information pédagogique de synthèse scientifique plus claire, même si elle est diffusée plus tardivement
- 3 [NSP]

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant
- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant
- 6 [NSP]

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Un débat public va être organisé de novembre 2012 à mai 2013 pour définir la manière dont pourrait être mis en œuvre un des engagements du gouvernement. Ce débat concerne la transformation du système énergétique actuel de la France vers un système durable compatible avec les défis économiques, environnementaux et sociétaux d'aujourd'hui. Avez-vous entendu parler de ce débat ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Les recommandations qui seront issues du débat devront prendre en compte les préoccupations majeures en matière d'énergie. Selon vous, quels sont les éléments qui doivent être pris en compte en priorité dans les conclusions à tirer du débat ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - DEUX RÉPONSES POSSIBLES

- 1 L'impact climatique et environnemental de la production d'énergie
- 2 Les risques d'accidents graves associés à la production d'énergie
- 3 La garantie d'approvisionnement et l'indépendance nationale en matière d'énergie
- 4 Le coût de revient de l'énergie
- 5 La maîtrise de la consommation d'énergie
- 6 Le nombre d'emplois générés par les modes de production d'énergie ou par les programmes d'économie d'énergie
- 7 Aucune de ces préoccupations
- 8 [NSP]

L'évaluation du risque lié à l'industrie nucléaire sera un des sujets dans ce débat public. Jugez-vous utile que, dans le cadre de ce débat public, l'IRSN – expert public du risque nucléaire – engage un dialogue sur ces risques, avec des acteurs de la société comme les élus, les membres d'associations ou les membres des Commissions locales d'information pour les aider à former leur propre opinion ?

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Assez utile
- 5 Très utile
- 6 [NSP]

Vous-même, si une séance publique de ce débat se tenait près de chez vous, envisageriez-vous d'y participer ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ?
Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE REPONSE :

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme *Science & Vie*, *Science et Avenir*, *Ça m'intéresse*, *La Recherche*... ?

UNE SEULE REPONSE :

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte ouvrière
- 2 Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
- 3 Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 4 Le Parti communiste
- 5 Le Parti socialiste
- 6 Les Verts / Europe Écologie
- 7 Le Modem
- 8 Le Nouveau Centre
- 9 L'UMP
- 10 Le Front national
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 À gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 À droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer, en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage.

Veillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 euros / moins de 3 299 francs
- 2 De 500 à 749 euros / de 3 300 à 4 899 francs
- 3 De 750 à 999 euros / de 4 900 à 6 599 francs
- 4 De 1 000 à 1 499 euros / de 6 600 à 9 799 francs
- 5 De 1 500 à 1 999 euros / de 9 800 à 13 099 francs
- 6 De 2 000 à 2 499 euros / de 13 100 à 16 399 francs
- 7 De 2 500 à 2 999 euros / de 16 400 à 19 699 francs
- 8 De 3 000 à 3 499 euros / de 19 700 à 22 999 francs
- 9 De 3 500 à 4 499 euros / de 23 000 à 29 499 francs
- 10 De 4 500 à 5 999 euros / de 29 500 à 39 399 francs
- 11 De 6 000 à 7 499 euros / de 39 400 à 49 199 francs
- 12 De plus de 7 500 euros / plus de 49 200 francs
- 13 [NE SAIT PAS]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS RÉPONDRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

ANNÉE	EFFECTIF	TYPE D'ENQUÊTE	INSTITUT DE SONDAGE
DÉCEMBRE 1990	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
JUIN 1991	1010	SPÉCIFIQUE	BVA
AVRIL 1992	1014	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 1992	951	OMNIBUS	BVA
MAI 1993	1022	SPÉCIFIQUE	BVA
FÉVRIER 1994	944	OMNIBUS	BVA
MAI 1994	942	OMNIBUS	BVA
JANVIER 1995	972	OMNIBUS	BVA
SEPTEMBRE 1995	1052	SPÉCIFIQUE	BVA
DÉCEMBRE 1995	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
MAI 1996	1009	SPÉCIFIQUE	BVA
AOÛT 1997	1002	OMNIBUS - TÉL.	BVA
NOV. - DÉC. 1997	1035	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 1998	1012	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 1999	1015	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 2000	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
NOVEMBRE 2001	1032	SPÉCIFIQUE	BVA
NOVEMBRE 2002	1082	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 2004	1008	SPÉCIFIQUE	BVA
NOVEMBRE 2005	1047	SPÉCIFIQUE	BVA
NOVEMBRE 2006	1042	SPÉCIFIQUE	BVA
NOVEMBRE 2007	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
DÉCEMBRE 2008	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
DÉCEMBRE 2009	1003	SPÉCIFIQUE	BVA
DÉCEMBRE 2010	1009	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 2011	1013	SPÉCIFIQUE	BVA
OCTOBRE 2012	1005	SPÉCIFIQUE	BVA

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la défense, de l'environnement, de l'industrie, de la recherche et de la santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situations normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN a un budget d'environ 300 millions d'euros dont près de 40 % dédiés à la recherche.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

DSDP – Service de l'ouverture à la société
BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33
Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62
marie-helene.eljammal@irsn.fr

LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :

www.irsn.fr > IRSN > Publications > Baromètre IRSN

ISSN : 2116 - 9179

Tous droits réservés IRSN

Juin 2013

Conception graphique : Bug
Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
papier contenant 60 % de fibres recyclées et certifié FSC.



Siège social

31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr